

Présentation

Ce quatrième (et dernier ?) numéro de la série «Nos tares politiques» permet à la fois d'aborder de nouveaux thèmes (rôle des religions, postmodernisme, néotrotskisme, etc.) et de revisiter des thèmes traités antérieurement dans les trois parutions précédentes (racisme antimusulmans, antisémitisme et xénophobie).

La revue commence par aborder le contenu d'un pamphlet calamiteux (*La haine des religions* de Pierre Tevanian) à partir de deux contributions.

La rubrique «Vieux dogmes» présente une discussion avec le marxiste américain Loren Goldner sur le trotskisme et le néotrotskisme. Un article souligne la vision assez décalée qu'entretiennent certains trotskistes britanniques à propos de l'anarchisme actuel. Ce texte (en anglais) a suscité quelques polémiques sur le Net anglo-saxon, quelques anarchistes l'accusant de fournir des recettes aux trotskistes pour les infiltrer (!?), quelques trotskistes britanniques défendant bec et ongles leur «orthodoxie» et n'ayant apparemment aucun sens de l'humour. Fair play, ce qui est plutôt rare dans l'extrême gauche, les camarades de l'AWL l'ont néanmoins publié dans leur hebdomadaire et dans une brochure consacrée à l'anarchisme...

La partie consacrée au «postmodernisme» republie un article de la revue *Dissidences* sur ce thème, un texte de Lawrence Jarak extrait du site Non Fides et un article écrit par la CNT-AIT.

«Illusions autogestionnaires» revient sur le débat qui s'est engagé à propos du fonctionnement d'Agone et surtout de l'édition «militante», dite parfois «alternative», problème qui dépasse largement cette seule structure – n'en déplaise à l'équipe actuelle d'Agone comme à ses concurrents sur le marché «radical» qui se sont engouffrés dans cette polémique pour mieux défendre leurs intérêts de boutiquiers gauchistes, libertaires, post-situationnistes, etc.

Dans la rubrique «Confusion gauchiste, antisémitisme et racisme antimusulmans», les sites de Memorial98, d'Opération Poulpe, et des Luftmenschen s'intéressent aux contorsions, démissions et trahisons de la gauche et de l'extrême gauche face à ces deux fléaux et à Dieudonné.

Ce numéro présente plusieurs traductions d'articles des groupes *Wildcat* (Allemagne), *Doorbraak* (Pays-Bas) et de l'Alliance for Workers Liberty (Royaume Uni). Et il se termine par des comptes rendus de livres de Jean-Claude Michéa, Jean-Loup Amselle et Michèle Lamont.

Bonne lecture !

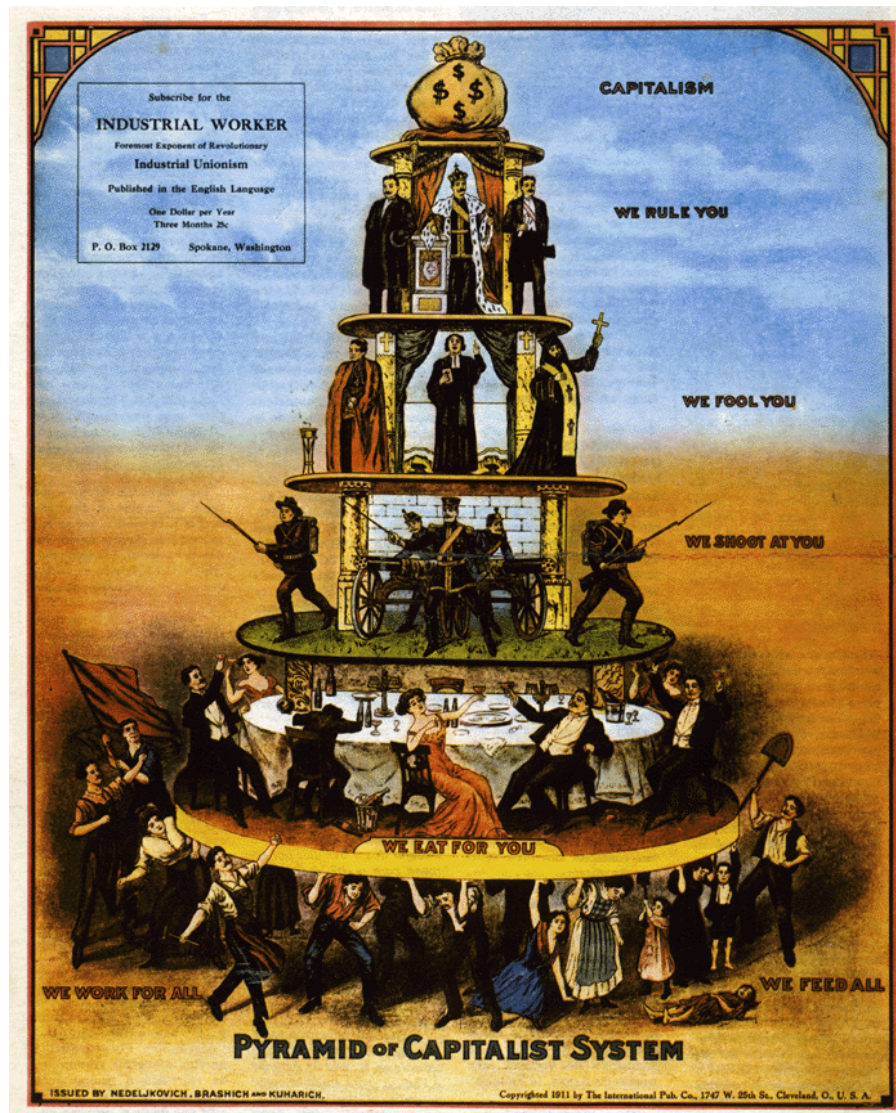
Ni patrie ni frontières, juin 2015



Camera surveillance
La première caméra de surveillance

Oeuvre montrée dans le cadre d'une exposition du CIERL (Centre d'information et d'étude des religions et de la laïcité - ULB) à Florennes (Belgique) en 2012

**De
l'opportunisme
à l'égard
des
religions :
regards croisés
sur
un
pamphlet
calamiteux**



Sur ce dessin des IWW on voit bien la place qu'occupent les religions dans la pyramide du système capitaliste.

Le jésuite¹ Pierre Tevanian est un militant de la confusion gauchiste postmoderne

A propos du livre *La haine de la religion, comment l'athéisme est devenu l'opium du peuple de gauche*, La Découverte, 2013

Un bien mauvais pamphlet contre l'athéisme

Le philosophe Pierre Tevanian vient de commettre un bien mauvais pamphlet contre ce qu'il a le culot d'appeler la «haine de la religion». Dans cet opuscule, il amalgame tout et n'importe quoi, n'importe quel pitre ou piètre-penseur médiatique avec l'athéisme et le matérialisme. Il se permet même de nous infliger des leçons de marxologie, tout en jouant les Ponce Pilate de la pensée radicale.

D'ailleurs pour le jésuite Tevanian, «athées» semble presque un gros mot : si le titre de son ouvrage fait référence à l'athéisme, il préfère utiliser, tout au long de son livre, des termes confus comme «antireligieux», «irréligieux» ou des expressions vagues comme la «haine des religions» ou «la haine de la religion» qui lui permettent de construire son discours

¹ Les jésuites sont un ordre particulièrement actif depuis le seizième siècle au service de la propagation de la foi catholique. Ce terme convient particulièrement au sieur Tevanian puisqu'il est un prosélyte masqué (j'allais écrire... voilé) de la foi en Yaweh, Dieu et Allah et aussi un spécialiste des raisonnements spécieux, «jésuitiques». Il appartient à ce que j'appelle la «Gauche théocompatible», les «Nouveaux Théophiles» ou la «Gauche identitaire postmoderne» (cf. «Les dix commandements de la Gauche théocompatible» et «Les six péchés capitaux de la gauche identitaire postmoderne»).

contre des ennemis le plus souvent imaginaires. Curieusement, lui qui adore dénoncer l'«islamophobie», il ne dénonce jamais dans cet ouvrage la «judéophobie» ou la «christianophobie» qui relèvent pourtant bien de la «haine des religions», phénomènes qui mériteraient tout aussi bien une analyse s'il faisait preuve d'un peu de cohérence et ne dissimulait pas maladroitement son projet idéologique postmoderne.

Ces individus qu'il dépeint comme prônant la «haine de LA religion» au nom de l'athéisme sont d'autant plus imaginaires que la majeure partie d'entre eux sont en réalité catholiques, protestants ou juifs. Il suffit de se demander qui sont les intellectuels ou les hommes politiques les plus virulents contre l'islam dans les médias et sur la Toile aujourd'hui, en France comme en Europe ou en Amérique, en tout cas qui sont ceux qui ont le plus gros pouvoir financier et la plus grande capacité de nuisance idéologique. Ce ne sont certainement pas (contrairement à ce que prétend le jésuite Tevanian) des partisans de l'athéisme, de la science, du rationalisme et du matérialisme. Des extrêmes droites européennes aux néoconservateurs américains ou israéliens, ce sont en réalité des fidèles (masqués ou pas) d'autres religions concurrentes qui dénoncent l'islam comme une secte mille fois pire que... la leur !!!

Pierre Tevanian ne peut l'ignorer....

Quoiqu'il en dise, sa démarche se situe dans la ligne du postmodernisme qui réduit les grands courants de pensée à des «discours» choisis par des individus libres sur le marché des idéologies, et minore le rôle des déterminations sociales, économiques et politiques. En effet, pour ce philosophe qui prétend critiquer «l'idéalisme» des athées, tout est religion : les quatre religions du Livre, la laïcité, l'anticléricisme, l'athéisme, le marché, le matérialisme, la science, le militantisme d'extrême gauche ou anarchiste, la méritocratie, etc. Avec un tel présupposé, on comprend mieux la formule choc de son titre. Pour cet initiateur de l'Appel des Indigènes de la République en janvier 2005, la religion est une opinion comme une autre qui n'aurait, en elle-même, aucun effet nocif, voire qui inciterait plutôt à l'empathie vis-à-vis des opprimés et à l'action contre l'exploitation de l'homme par l'homme !

En bon confusionniste, il nous explique d'un côté qu'il faut procéder à «une analyse des réalités matérielles et des pratiques concrètes», tout en ne tenant jamais compte lui-même de cet excellent conseil, si ce n'est en faisant preuve, par quelques allusions furtives, du sociologisme le plus plat. A l'instar de ces opportunistes qui parlent d'un islam «populaire», comme si les mouvements fascistes, le Front national, le péronisme, la Ligue du Nord ou les sectes évangélistes protestantes d'Amérique latine n'étaient pas elles aussi «populaires»...

Il ose écrire que «l'histoire fournit mille exemples de soulèvements qui ont été le fait de croyants – des soulèvements progressistes aussi bien que

réactionnaires d'ailleurs, du point de vue de leur contenu politique». Mais il ne nous cite qu'UN seul exemple : celui de Thomas Münzer et de la guerre des paysans, sans se demander si c'est la foi religieuse qui a été le principal moteur de ces soulèvements ou la révolte contre les princes régnants et les ecclésiastiques qui saignaient le peuple. Sans se demander également si Engels, comme Rosa Luxembourg ou Kautsky d'ailleurs, n'ont pas pris leurs désirs pour des réalités en voyant dans les religions chrétiennes des éléments annonciateurs des principes du... communisme et cherché à trouver l'oreille des prolétaires chrétiens avec des arguments peu solides historiquement !

De toute façon, en fidèle disciple des Indigènes de la République, le «Blanc» Tevanian croit plus à la lutte des races (il dénonce la «*majorité blanche*», travailleurs compris donc, et range Philippe Poutou, le candidat du NPA aux présidentielles de 2012, dans le camp de «*l'anticapitalisme blanc*» !) qu'à la lutte des classes contre la bourgeoisie et son Etat ¹.

Le plus souvent, le jésuite Tevanian fait appel au «bon sens» individualiste qu'invoquent tous les démagogues et les confusionnistes. Son livre pourrait se résumer schématiquement en trois phrases du type : «On trouve du bon et du mauvais dans toutes les religions, et dans tous les courants révolutionnaires. Tout est question d'interprétation personnelle, individuelle. Il est donc vain de critiquer les religions, les appareils religieux et les comportements des croyants, puisque chacun peut choisir d'orienter sa religion dans un sens personnel, progressiste ou réactionnaire.»

Dans ce petit pamphlet, la mauvaise foi de son auteur suinte à toutes les pages, à commencer par la couverture.

Un titre mensonger, diffamatoire et obscurantiste

Pour commencer, cet opuscule ne traite absolument pas de la «haine de LA religion» en général, ni des religions du Livre en particulier. L'auteur aborde seulement et fort légèrement la critique merdienne de l'islam

¹ A propos des théories fumeuses et racialisantes à la mode dans certains milieux «radicaux» on pourra lire : «Banlieues. La racialisation des questions sociales mène à une impasse» (*Ni patrie ni frontières* n° 21-22, septembre 2007), mais aussi «Soulèvements arabes : il est temps de dire Bye, bye, Castoriadis !» (*Ni patrie ni frontières* n° 40-41, juin 2012).

Ce dernier article qui a suscité l'ire des athées du site Lieux Communs et de Guy Fargette, un temps fasciné par le situationnisme. Ces «castoriadiens» ont effectivement, eux, un gros problème avec l'islam. S'inspirant de considérations éparpillées et oiseuses de Castoriadis sur l'islam, l'anthropologie et la culture occidentales, ils constituent l'autre face «radicale» de la racialisation postmoderne en cours à gauche...

fondamentaliste. En effet, les partisans du port du hijab appartiennent aux courants intégristes ou littéralistes de l'islam, les plus réactionnaires sur le plan politique, ce que fait semblant d'ignorer le théophile Tevanian quand il nous explique que le choix de le porter est une question «tellement intime», qu'elle «forge le caractère» et montre qu'une femme «n'est soumise à personne d'autre», même pas à ses parents, car elle se donne à un Dieu qui promet de la protéger et de la défendre – *sic*¹.

Plus spécifiquement, l'auteur centre son livre autour d'un seul événement fort éloigné de l'énoncé du titre choisi pour son ouvrage : la polémique autour de la candidate du NPA portant un hijab (et non pas «voilée» ou arborant un «foulard»), et les propos réactionnaires d'un certain nombre de bouffons médiatiques : Aurélie Filipetti, Nadine Morano, Jean-Luc Mélenchon, Martine Aubry, Audrey Pulvar, Michel Onfray, Jean-Paul Huchon, Natacha Polony et... Laurent Ruquier. Pantins falots dont on se demande en quoi ils représenteraient le «peuple de gauche» !

Son livre aurait été intitulé : *De l'affaire Ilham Moussaoui et des penchants racistes et nationaux-républicains de ses détracteurs*, ce titre aurait été plus conforme au contenu de cet opuscule. Mais il aurait été évidemment moins accrocheur que cette attaque venimeuse contre l'athéisme et le matérialisme assimilés à une haine imaginaire d'un non moins imaginaire «peuple de gauche». Cette expression journalistique est d'ailleurs bien confuse, quand on sait comment et pour qui votent en réalité les électeurs dits «de gauche». Confusion et imprécision stupéfiantes de la part de l'animateur d'un site dont la fière devise proclame «Les mots sont importants».

En fait, Pierre Tevanian ne s'intéresse qu'à la critique (assimilée pour lui à la «haine») d'une seule religion : l'islam (et encore, je le répète, l'islam des seuls courants fondamentalistes), comme si la critique antireligieuse était apparue en France seulement après ladite «affaire du voile» (du hijab) du lycée de Creil en 1989.

¹ Ce raisonnement est conforté par un livre d'interviews compilées par lui-même et quelques autres opportunistes théophiles. Ouvrage qui montre malheureusement à quel point «*la sainte ignorance*» (titre d'un livre d'Olivier Roy sur les bricolages idéologiques auxquels se livrent les croyants, et en particulier les fondamentalistes, Seuil, 2008, Collection Points) est répandue chez ces adeptes de l'islam – comme dans toutes les religions actuelles – puisque ces «femmes voilées» qui «parlent» comparent leur choix politico-religieux à un choix vestimentaire intime et totalement personnel, déconnecté de toute réalité sociale et politique ! Si Pierre Tevanian croit, comme il l'affirme, en la sociologie, il confond les contes de fées des récits personnels avec la méthode sociologique !

Mais la mauvaise foi du jésuite postmoderne Tevanian dépasse largement cette petite entourloupe éditoriale concernant le titre de son opusculé.

Tout en se défendant benoîtement d'aller aussi loin dans la falsification et l'amalgame, son «raisonnement» consiste à prétendre :

– que presque tous ceux qui critiquent la religion haïssent et méprisent les croyants en tant qu'individus ; donc tous ceux qui «respectent» – maître mot de ce piètre penseur – les religions peuvent se parer de toutes les vertus du respect de l'Autre, de la tolérance et de l'empathie ;

– que presque tous ceux qui critiquent la religion sont des racistes, voire des sexistes (les «antireligieux conséquents et non racistes ne sont pas si nombreux que ça» ; «peu d'antireligieux adoptent cette posture de refus (...) de l'injure quotidienne, [de] l'exclusion sociale des femmes voilées, [de] la discrimination, à l'embauche notamment (...) et plus encore sur la visibilité d'une pratique musulmane») ; par conséquent, presque tous ceux qui ne critiquent pas les religions sont des antiracistes, partisans résolus de l'égalité des sexes ;

– que la majorité des musulmans et que l'essentiel des textes fondateurs de l'islam seraient féministes, antisexistes, hostiles au racisme, à l'antisémitisme, à l'esclavage, au racisme, et partisans d'une profonde réforme sociale voire d'une révolution...

L'auteur ne peut s'empêcher d'affirmer que les Lumières ont été «majoritairement esclavagistes et colonialistes» comme si cet aspect «majoritaire» (ce philosophe mesure-t-il le poids des idées comme un vulgaire institut de sondages ?) avait eu un rôle révolutionnaire dans l'Histoire ! En même temps, il cite en exemple Ibn Khaldoun mais «oublie» que ce penseur a écrit dans ses Prolégomènes : «*Au-delà du pays des Lemlem, dans la direction du sud, on rencontre une population peu considérable ; les hommes qui la composent ressemblent plutôt à des animaux sauvages qu'à des êtres raisonnables. Ils habitent les marécages boisés et les cavernes ; leur nourriture consiste en herbes et en graines qui n'ont subi aucune préparation ; quelquefois même ils se dévorent les uns les autres : aussi ne méritent-ils pas d'être comptés parmi les hommes.*» Et Ibn Khaldoun ne craint pas d'affirmer que «*les seuls peuples à accepter l'esclavage sont les nègres, en raison d'un degré inférieur d'humanité, leur place étant plus proche du stade animal*». Pas mal pour une référence incontournable de la pensée musulmane «progressiste», éprise de «justice sociale» et d'«égalité» ! Enfoncés, les penseurs «majoritairement esclavagistes et colonialistes» des Lumières, non ?

Une théophilie fantaisiste

Essayons maintenant de décortiquer un peu plus en détail l'argumentation de ce jésuite postmoderne, à commencer par la question essentielle : Pierre Tevanian est-il athée et partisan de la science, du

matérialisme et du rationalisme, tous trois incompatibles avec l'ensemble des religions, à moins de se livrer à de pitoyables contorsions intellectuelles ?

Pierre Tevanian croit-il en l'existence de Yahweh, Dieu ou Allah ?

Le lecteur peut avoir de sérieux doutes sur l'athéisme et le rationalisme de l'auteur quand notre jésuite écrit : «la décision pour ce qui est de savoir qui est juif ou pas, chrétien ou pas, musulman ou pas, bon juif, bon chrétien, bon musulman ou pas, n'appartient pas à Michel Onfray, ni à un rabbin, ni à un curé, ni à un imam, ni à un quelconque fidèle – mais à Dieu». Vous avez bien lu : si Dieu a un tel pouvoir de décision, c'est qu'il existe, non ? Ou alors nous nageons en pleine fantasmagorie... religieuse !

Puisque Dieu existe pour le jésuite Tevanian, il est logique qu'il se livre à un vibrant plaidoyer en faveur de l'obscurantisme religieux :

– selon lui, Dieu «*aime également chacune de ses créatures*» (on se demande pourquoi il tolère de telles inégalités sociales ne serait-ce qu'entre ses fidèles, des guerres fratricides et meurtrières, des génocides, ou même tout simplement des maladies dégénératives, des épidémies, des catastrophes naturelles, etc.) ;

– «le croyant» prône «*l'égalité de dignité de tout être humain*» (on se demande alors pourquoi les athées et les apostats sont menacés par les religieux des pires châtiments corporels sur terre, voire de la peine de mort ; pourquoi les sunnites et les chiites s'entretuent au nom de l'amour de Dieu en Irak, tout comme les hindouistes et les musulmans en Inde et au Pakistan ; pourquoi les bouddhistes birmans soutiennent l'armée qui persécute les musulmans dans leur pays ; pourquoi les religions ont toutes accepté l'esclavage, justifié les discriminations ethniques si ce n'est le racisme, etc.) ;

– pour le jésuite Tevanian, la religion peut avoir une «dimension égalitaire et libertaire» ; «loin d'apaiser ou d'endormir l'inquiétude humaine en général et la colère sociale en particulier, l'espérance religieuse se traduit dès lors (...) objectivement par un supplément d'activisme (...) elle rend sinon courageux, du moins téméraire» !!!

Le jésuite Tevanian manipule sans vergogne le matérialisme historique...

Sans le moindre complexe, Tevanian va jusqu'à mobiliser Marx au service de son pamphlet théophile puisque, selon notre philosophe, «*Marx nous dit en somme que dans l'absolu la consolation religieuse n'est pas indispensable, mais qu'elle tend à l'être dans ce monde-ci*»... Toujours selon notre jésuite, Marx voit chez les croyants une «*indéracinable exigence de justice*» et une «*protestation contre la misère*».

En fait, tout comme ses potes proches des Indigènes de la République, Hazan et Badiou, Tevanian monte un procès facile à gagner contre des nullités médiatiques, politiques ou intellectuelles pour mieux éviter de faire

le procès de l'athéisme annoncé par son titre. Il a beau se réfugier derrière l'autorité de quelques citations choisies de Marx, Engels, Rosa Luxembourg, Trotski et Lénine, en bon idéologue postmoderne il explique en même temps qu'il ne partage totalement ni le point de vue philosophique ni le point de vue politique de ces auteurs. Il se contente d'une allusion à Ernst Bloch et son Principe Espérance, tarte à la crème de tous les marxistes trop feignants pour se livrer à une analyse matérialiste des religions¹, et se croit ainsi dispensé de nous livrer le résultat de ses réflexions sur l'athéisme.

Cela n'empêche pas ce jésuite postmoderne de se réfugier sous un parapluie «marxiste léniniste» pour mieux faire passer sa propagande théophile.

Ainsi, il cite l'article «Socialisme et religion» (1905) de Lénine mais omet délibérément de nous communiquer ce passage : «A ceux qui, toute leur vie durant, travaillent et demeurent dans le besoin, la religion enseigne l'humilité et la patience dans la vie terrestre, en leur faisant espérer une récompense au ciel.» (Tevanian, lui, prétend exactement le contraire, à savoir que les religions incitent à regarder d'un œil critique le monde actuel et incitent ainsi à le transformer !) «Quant à ceux qui vivent du travail d'autrui, poursuit Lénine, la religion leur enseigne la bienfaisance dans la vie terrestre ; elle leur offre à très bon marché la justification de toute leur existence d'exploiteurs et leur vend à un prix modique des cartes d'entrée au paradis des bienheureux. La religion est l'opium du peuple. C'est un genre d'alcool intellectuel, où les esclaves du Capital noient leur face humaine, leurs revendications d'une vie tant soit peu digne d'un être humain.»

On est loin de l'image falsifiée d'un Lénine théocompatible que le jésuite Tevanian tente de nous vendre avec ses citations soigneusement choisies. Et notre philosophe dissimule aussi d'autres considérations de Lénine dans le même texte et dans «De l'attitude du parti ouvrier à l'égard de la religion» (1909), affirmations qui vont complètement à l'encontre de sa thèse :

«Par rapport au parti du prolétariat socialiste, la religion n'est pas une affaire privée. Notre Parti est une association de militants conscients d'avant-garde, combattant pour l'émancipation de la classe ouvrière. Cette

¹ Daniel Bensaïd, philosophe et dirigeant du NPA, et d'autres intellectuels marxistes ou trotskistes font souvent référence à Bloch en escamotant le soutien politique de celui-ci au stalinisme pendant des dizaines d'années, et en dissimulant que ce penseur voulait marier le marxisme, la métaphysique et la théologie. Tevanian ne fait que les imiter....

association ne peut pas et ne doit pas rester indifférente à l'inconscience, à l'ignorance ou à l'obscurantisme revêtant la forme de croyances religieuses. Nous réclamons la séparation complète de l'Église et de l'État afin de combattre le brouillard de la religion avec des armes purement et exclusivement idéologiques : notre presse, notre propagande. Mais notre association, le Parti ouvrier social-démocrate de Russie, lors de sa fondation, s'est donné pour but, entre autres, de combattre tout abêtissement religieux des ouvriers. Pour nous, la lutte des idées n'est pas une affaire privée ; elle intéresse tout le Parti, tout le prolétariat.»

«Nous exigeons que la religion soit une affaire privée par rapport à l'État, mais nous ne pouvons en aucune manière considérer la religion comme une affaire privée par rapport à notre propre Parti.»

«Nous devons combattre la religion. C'est l'abc de tout le matérialisme et par conséquent du marxisme. Mais le marxisme n'en reste pas à l'abc. Il va plus loin. Il dit : il faut savoir combattre la religion, et pour cela il faut expliquer en matérialistes les sources de la foi et de la religion dans les masses.»

Le jésuite Tevanian se garde bien de citer *La théorie du matérialisme historique* (1921) et *L'ABC du communisme* (1923) deux ouvrages de Boukharine traduits dans de nombreuses langues et qui ont servi à former les militants communistes dans tous les pays durant cette période : «*Dans les églises, les prêtres appointés par l'État enseignent : "Pas de puissance qui ne vienne de Dieu".*» «*Comme conclusion de notre analyse de la religion, nous devons dire qu'une telle conception de la religion conduit directement le prolétariat à la nécessité d'une lutte active contre elle. Gorter, dans son livre sur Le matérialisme historique, non seulement s'éloigne du matérialisme philosophique, mais encore comprend d'une façon opportuniste et bourgeoise la proposition : "la religion-affaire privée". Selon lui, cela veut dire qu'il est inutile pour nous de nous occuper de la religion qui, soi-disant, disparaîtra d'elle-même. Rien cependant n'arrive de soi-même dans une société et Marx, dans un de ses ouvrages si brillants et mordants (la Critique du programme de Gotha) se moquait cruellement de la conception à la Gorter de la "religion-affaire privée". D'après Marx, ce mot d'ordre ne signifie qu'une revendication des ouvriers, adressée à l'État bourgeois, pour que celui-ci ne fourre pas son nez policier dans ce qui ne le regarde pas et nullement une revendication adressée à eux-mêmes, afin de les rendre "tolérants" envers tout l'héritage des régimes ignobles et envers toute force réactionnaire. La conception de Gorter ne peut nullement sous ce rapport, être qualifiée de révolutionnaire et communiste. C'est un point de vue purement social-démocrate.*»

Voilà exactement ce qu'écrit Marx, aux antipodes des interprétations fantaisistes du jésuite Tevanian : «"Liberté de conscience !" Si on voulait,

par ces temps de Kulturkampf, rappeler au libéralisme ses vieux mots d'ordre, on ne pouvait le faire que sous cette forme : "Chacun doit pouvoir satisfaire ses besoins religieux et corporels, sans que la police y fourre le nez." Mais le Parti ouvrier avait là l'occasion d'exprimer sa conviction que la bourgeoise "liberté de conscience" n'est rien de plus que la tolérance de toutes les sortes possibles de liberté de conscience religieuse, tandis que lui s'efforce de libérer les consciences de la fantasmagorie religieuse. Seulement on se complaît à ne pas dépasser le niveau "bourgeois".»

Très exactement ce que nous proposent Tevanian et la Gauche identitaire islamocompatible : au nom de la lutte contre «l'islamophobie», ils refusent d'admettre que toutes les religions s'organisent sur le terrain politique pour défendre l'ordre social capitaliste, mais aussi la domination de la femme par l'homme.

Il est d'ailleurs significatif que la seule citation d'une prétendue «féministe islamique» dans ce livre fasse l'apologie de «normes», d'«une sacralisation de l'intime» et de la «défense du cadre familial hétérosexuel» sans que ce philosophe radical y trouve à redire et sans qu'il corrige le portrait d'un «féminisme occidental» visiblement assimilé par cette féministe musulmane aux médiatiques Femen, à la taille des mini-jupes, aux pantalons taille basse, ou au refus de porter un soutien-gorge ! Bref à aucune réflexion sérieuse !

Enfin, la récente union sacrée entre le CRIF, l'Église catholique et l'UOIF pour dénoncer le mariage homosexuel avant le passage de la loi au Parlement et au Sénat n'a pas été l'effet d'une convergence fortuite entre ces trois religions du Livre, mais l'expression limpide d'affinités réactionnaires entre trois appareils religieux et communautaires dont la propagande quotidienne influence, modèle, conditionne le comportement quotidien de leurs adeptes quoiqu'en pensent les microscopiques minorités féministes catholiques, protestantes, musulmanes ou juives.

Et ce n'est malheureusement pas l'article paru en 2005 dans la revue *Contretemps* de la LCR puis du NPA qui convaincra de nombreux croyants de la normalité de l'homosexualité, ni même du caractère infondé des préjugés racistes ! Écrit par un pasteur protestant (Stéphane Lavignotte) et cité par le jésuite Tevanian, son titre («Dieu est une lesbienne noire») est provocateur mais surtout ridicule quand on connaît l'histoire des religions et leurs pratiques racistes, sexistes et homophobes depuis des siècles.

C'est à peu près comme si un économiste ou un sociologue écrivait que le capitalisme peut se débarrasser lui-même de l'exploitation de l'homme par l'homme, du salariat, du profit et de l'argent. C'est en tout cas ce que croient, ou font semblant de croire, de nombreux réformistes et ce que pensent de nombreux altermondialistes et Indignés. Mais le fait que cette croyance fantaisiste soit assez répandue (beaucoup plus que les interprétations «gauchistes», à la Tevanian, des religions) ne change et ne

changera rien aux lois du capitalisme, pas plus que les prétendus féminismes religieux ne transformeront le caractère réactionnaire de ces croyances millénaires.

Tevanian complice d'une grossière manipulation historique

A propos des bolcheviks, le jésuite Tevanian accomplit le tour de force de reproduire les arguments fallacieux d'un trotskiste¹ partisan de l'alliance avec les militants de l'islam politique. Peu scrupuleux, Dave Crouch a écrit un texte sur la collaboration temporaire entre bolcheviks et musulmans dans certaines républiques d'Asie centrale, sans mentionner les persécutions dont les religions orthodoxe (majoritaire dans l'URSS de Lénine et Trotski puisqu'elle comptait des centaines de milliers de prêtres et des dizaines de milliers d'églises) et juive² furent l'objet durant la même

¹ Il s'agit de l'article de Dave Crouch «Les bolcheviks, l'Islam et la liberté religieuse», traduit par nos soins pour *Ni patrie ni frontières*, ce que n'indique pas la revue *Que faire* citée par Pierre Tevanian. En effet, une telle mention aurait obligé ces militants à citer aussi la critique de ce texte «Le SWP et l'islam ou les silences des agneaux trotskistes», puisque cette traduction avait pour objectif de démasquer le jésuitisme et la manipulation historique et politique du SWP... Certaines omissions bénignes sont parfois fort révélatrices. Après avoir vanté les mérites des alliances avec les représentants de l'islam politique, ces militants se sont retrouvés dans une position inextricable, lorsque leurs ex-amis islamistes ont pris la tête des gouvernements égyptien et tunisien pour mater dans le sang les luttes sociales. Ils peuvent désormais pleinement apprécier la répression menée au nom d'Allah qui frappe durement leurs propres camarades en Égypte, répression dirigée par ces mêmes partis qu'ils ont tenu pendant des années à appeler pudiquement «petits bourgeois» pour dissimuler qu'ils étaient des ennemis de classe. Pour plus de détails sur les fondements idéologiques de ce courant, on lira l'article de Chris Harman, «Le prophète et le prolétariat», 1994. Ce texte a été traduit de l'anglais et inclus dans un recueil de perles des trotskistes islamocompatibles (du type «nous devons être du côté des masses qui suivent les islamistes, sans accorder à leurs dirigeants un soutien politique» !) sur le site de militants de la LCR puis du NPA, très proches du SWP britannique : tintinrevolution.free.fr.

² Cf. l'article précité sur «Sur *L'antisémitisme partout* d'Eric Hazan et Alain Badiou ou comment dissimuler les acquis d'un siècle de débats sur le sionisme (*Ni patrie ni frontières* n° 38/39, 2012) : C'est «du vivant de Saint Lénine et de Saint Trotski, en 1921, que furent montés des spectacles de rue à visée "pédagogique", sous forme de procès qui se terminaient par la condamnation à mort symbolique de la religion juive. C'est d'ailleurs de cette époque-là (...) que date tout un arsenal de propagande créé par les

période présentée comme exemplaire, conformément à la mythologie trotskiste.

Le jésuite Tevanian se garde bien, tout comme le trotskiste islamophile Dave Crouch qu'il cite, d'évoquer les exécutions sommaires, les condamnations à des années de camps de travail (équivalant souvent à une condamnation à une mort lente) et à des années de prison prononcées contre les opposants religieux au bolchevisme. Il ne mentionne pas l'expropriation de tous les biens des Eglises catholique et orthodoxe en Russie, ni le fait que les croyants ne devaient pas «troubler l'ordre public» par leur pratique religieuse, prescription légale ouvrant la porte à toutes les persécutions.

A côté de ce Code pénal léonin des bolcheviks, les lois françaises actuelles (que nous ne soutenons pas) contre «les signes religieux ostensibles» ne sont qu'une aimable plaisanterie. Mais une telle constatation nuirait à la démonstration frelatée de Tevanian et de ses amis trotskistes islamophiles.

Tevanian ne prend pas la peine de se demander quand a commencé en URSS la destruction ou la fermeture puis la reconversion des églises orthodoxes et catholiques, la suppression des monastères (à commencer par celui des îles Solovki transformé en camp de concentration pour les religieux dès... 1920 donc sous Lénine et Trotski que chérissent les trotskistes islamophiles).

Qu'on nous comprenne bien et que l'on ne se méprenne pas sur la raison de ce rappel historique élémentaire : il ne s'agit pas pour nous d'entériner les choix politiques contre-révolutionnaires d'une grande partie du clergé orthodoxe russe et de ses millions de fidèles. Cette question complexe demanderait un long développement sur les rapports entre révolution sociale, démocratie prolétarienne et libertés, ce qui n'est pas notre objectif ici.

Il ne s'agit pas non plus de considérer que les marxistes (ni les anarchistes, d'ailleurs) auraient compris toutes les subtilités de l'aliénation

bolcheviks juifs (les Yevsektii, sections juives du Parti communiste-bolchevik russe, créées en 1918 et chargées de diffuser le message révolutionnaire dans les masses juives en yiddish) qui reprenaient les stéréotypes antisémites : les publications de ces juifs communistes athées publiaient des caricatures de Juifs avec un long nez, des lèvres épaisses, de grandes oreilles, une barbe et des cheveux en bataille. Étant juifs, ces communistes pensaient pouvoir lutter contre le nationalisme juif, le sionisme et la religion juive avec ce type d'armes, sans que cela porte à conséquence. Pour eux, la fin justifiait les moyens.»

religieuse et auraient défini les meilleures stratégies pour gagner à la cause du matérialisme et de l'athéisme les prolétaires croyants¹.

Mais il s'agit au moins de ne pas présenter de façon mensongère et fantaisiste les premières années de la révolution russe (1917-1924), comme une ère de tolérance d'un régime marxiste vis-à-vis des religions, grossière manipulation historique commise par le trotskiste islamophile Dave Crouch, et entérinée avec enthousiasme par le jésuite Tevanian.

Cette répression antireligieuse massive dissimulée par Tevanian pour les besoins de sa thèse montre bien que, contrairement à ce qu'il prétend, les convictions religieuses ne sont pas simplement, ni principalement, des «idées» sujettes à des interprétations individuelles arbitraires (réactionnaires ou progressistes selon l'humeur et le goût de leurs partisans). Elles sont aussi et surtout des forces matérielles, sociales, reposant sur des privilèges très palpables, sur la possession et le contrôle de propriétés foncières, de terrains, d'immeubles, de capitaux, d'écoles, de banques, de publications, de maisons d'édition, de fondations humanitaires, et aussi le plus souvent sur un appareil de fonctionnaires ou de militants rémunérés. Dans toutes les révolutions, de la Russie de 1917 aux soulèvements arabes de 2011, ces forces sociales ont joué un rôle réactionnaire.

Rappelons à notre jésuite postmoderne que les Frères musulmans égyptiens ou l'Ennahda tunisienne ne sont pas à l'origine du renversement de Moubarak et Ben Ali, qu'ils ont pris le train en marche pour faire alliance avec l'armée et mieux réprimer les révolutionnaires arabes (ceux que Tevanian appelle tous «musulmans» pour conforter son interprétation islamophile de l'histoire récente, en confondant culture musulmane et religion musulmane) dès qu'ils ont eu le pouvoir.

Pour revenir aux bolcheviks et à l'exemple fallacieux brandi par Tevanian, cette politique antireligieuse des communistes russes faisait partie d'une stratégie adoptée par la Troisième Internationale, comme en témoigne l'article de Marianne Bastide-Bruguière, «La campagne antireligieuse de 1922²». Dans les républiques musulmanes d'Asie centrale le pouvoir bolchevik s'est appuyé pendant un temps, de façon opportuniste, sur l'islam, tout en réprimant la religion orthodoxe majoritaire en Russie.

¹ Voir à ce sujet notre introduction au recueil *La Raison contre Dieu*, textes choisis de L'Encyclopédie anarchiste, les compilations de *Ni patrie ni frontières* n° 2 (sur l'islam et l'islamisme) et 5 (sur les rapports entre religion et politique), et le texte «Les quatre cavaliers de l'obscurantisme» dans le prochain numéro de *Ni patrie ni frontières*.

² *Extrême-Orient, Extrême-Occident*, 2002, n° 24, disponible sur le site persee.fr.

Et, en Chine, à peu près à la même époque, les communistes locaux se sont attaqué féroce­ment à la religion chrétienne, mais aussi au bouddhisme, au taoïsme et au confucianisme, pour prendre la tête de la lutte contre les impérialismes étrangers qui pillaient la Chine et défendre l'unité nationale du pays. Dans les deux cas, il s'agissait fondamentalement d'un jeu diplomatique de l'Etat russe pour lutter contre les puissances occidentales, favoriser l'alliance avec certains Etats comme la Turquie d'Atatürk (quitte à laisser emprisonner et massacrer les communistes locaux), soutenir des mouvements anticoloniaux, affaiblir la domination impérialiste et gérer des minorités nationales au sein de ses propres frontières, minorités dont la révolte aurait pu faire exploser l'Etat soviétique (comme on l'a vu après 1989, le danger n'était pas imaginaire). Mais tout cela n'avait rien à voir avec une quelconque reconnaissance des vertus révolutionnaires, ou même «progressistes», des religions – contrairement à ce qu'affirment Crouch et Tevanian !

Il suffit de lire ce qu'écrivait en 1922, Chen Du Xiu, fondateur du Parti communiste chinois, pour réduire à néant les arguments des théophiles comme Tevanian ou les Indigènes de la République qui prétendent que la défense de l'athéisme serait souvent inspirée par le racisme et le colonialisme : Dans son article «Christianisme et Église chrétienne», Chen Du Xiu *«déclarait fermement que désormais il fallait cesser la discussion des dogmes, dont les faussetés ne pouvaient plus abuser personne et porter la critique sur l'institution, sur les crimes accumulés par l'Église depuis des siècles. Il évoquait les innombrables victimes de l'Inquisition, sur lesquelles Russel avait insisté dans ses conférences ; tournait en dérision les prières élevées par les Eglises de chaque puissance belligérante, au milieu des massacres du récent conflit mondial, pour la victoire de leur propre pays. Il dénonçait l'aide des Eglises à la politique coloniale de leur nation en Extrême-Orient, et particulièrement en Chine, rappelait le rôle des missionnaires dans l'affaire de Jiaozhou, prélude au dépècement de la Chine en 1898, reprochait aux écoles missionnaires de n'insister que sur l'apprentissage de leur langue nationale et de négliger l'enseignement scientifique, d'utiliser l'argent et l'attrait du mariage avec de jolies filles pour recruter des fidèles»* (Marianne Bastide-Bruguière, *op. cit.*).

Lorsqu'on se penche sérieusement sur l'histoire réelle, et non fantasmée ou sciemment déformée, des rapports entre les communistes des années 20 et les religions, on se retrouve donc à des années lumière de la version bisounours que nous servent le jésuite Tevanian et ses amis trotskistes islamocompatibles du NPA.

Pour conclure par une note un peu moins négative, Pierre Tevanian et ses amis du PIR ont tout à fait raison de dénoncer le racisme anti-Arabs, de critiquer les raisonnements qui alimentent une prétendue «guerre des civilisations». Ils ont raison de trouver insupportable cette façon de prendre

comme bouc émissaire pour tous les maux du capitalisme (délinquance, chômage, violence, dégradation des rapports sociaux, etc.) une fraction de la population («étrangère» ou pas) qui vit et travaille en France, ou une religion (l'islam). Ils ont raison aussi de dénoncer la condescendance et le mépris dont font preuve les médias et de nombreux intellectuels vis-à-vis des femmes musulmanes, qu'elles portent ou pas le hijab. Mais de telles critiques, justes mais partielles, n'ont d'intérêt que si elles s'insèrent dans une compréhension claire du rôle obscurantiste et réactionnaire de toutes les religions.

Malheureusement, Pierre Tevanian se trompe totalement de cible en attaquant et calomniant l'athéisme et les Lumières. De plus, en n'expliquant pas en quoi les religions sont contradictoires avec les acquis de la science, le rationalisme et le matérialisme, en réduisant de façon caricaturale toute conviction – fondée ou infondée scientifiquement – à une «religion», il ne fait qu'exposer au grand jour sa propre confusion personnelle et celle de ses amis politiques.

Y.C., 2 mai 2013

Créé il y a tout juste quinze ans, *Dissidences*, à la fois collectif et revue ¹ cherche à construire l'extrême gauche, les mouvements révolutionnaires et les avant-gardes politiques et esthétiques comme *objet historique*.

Faire avancer la compréhension de l'ensemble des concepts clés et des *praxis* de cet objet d'études, en fournissant une «boîte à outils», fait partie de nos objectifs. Les recodifications de la théorie révolutionnaire, comme la refonte du corpus doctrinal de cette famille politique, qui se déploient dans l'espace public depuis déjà quelques années, ont donc toute notre attention. Non que nous nous posions en gardiens du temple – là n'est pas notre rôle – mais plus simplement parce que nous faisons ainsi usage de notre fonction critique. Notre savoir-faire (modeste) ayant néanmoins vocation au partage, le faire-savoir s'impose, en dehors, pourquoi pas, de nos territoires habituels.

C'est dans cet esprit que nous accédons volontiers à la demande de *Ni patrie ni frontières* de reproduire deux de nos comptes rendus pour ce numéro, qui figureront avec la mention de leur URL d'origine.

Signé : Le comité de rédaction de *Dissidences*



1 Revue papier, revue électronique :
<http://revuesshs.u-bourgogne.fr/dissidences/index.php> et blog :
<http://dissidences.hypotheses.org/>

Émancipation socialiste et religion : Une rupture d'héritage, d'idées et de langage ?

Lecture critique de Pierre Tevanian, *La Haine de la religion. Comment l'athéisme est devenu l'opium du peuple de gauche*, Paris, Éditions La Découverte, 2013, 136 pages, 10 €.

1^{er} novembre 2013

Un billet de Christian Beuvain (avec la collaboration de Jean-Guillaume Lanuque)

L'essayiste Pierre Tevanian, frappé de «stupeur» (p. 8) par le «rejet viscéral de la religion», qu'il perçoit comme marqueur idéologique central, voire «quasi hégémonique[s]» (p. 11) de l'ensemble des forces de gauche, se décide alors à (re)prendre la plume pour écrire ce pamphlet. Car, n'en doutons pas, c'est bien à ce genre que cet opuscule s'arrime – et non à une avancée historiographique sur la question de la mort de dieu, une sorte de saut qualitatif par rapport à l'*Histoire de l'athéisme* de Georges Minois¹, par exemple – qui se lit sans doute comme une sorte de texte conclusif (provisoire ?) aux précédents² lesquels adoptaient une posture partisane de

¹ Georges Minois, *Histoire de l'athéisme*, Paris, Fayard, 1998, 671 pages. Une somme fondamentalement scolaire, qui ne propose pas une réflexion poussée sur la nature de l'athéisme, et dont le *Traité d'athéologie* de Michel Onfray est comme la réplique inversée, défense d'un athéisme de combat sans suffisamment de profondeur ni de dialectique historiques... *Dissidences* a consacré un nombre conséquent de comptes rendus sur l'athéisme et l'anticléricalisme sur notre ancien site (http://www.dissidences.net/mouvement_social_anticlerical.htm), dont certains sont proposés sur notre revue électronique, <http://revuesshs.u-bourgogne.fr/dissidences/entree.php?id=155>.

² Pierre Tévanian, *Le voile médiatique. Un faux débat : «l'affaire du foulard islamique»*, Paris, Raisons d'Agir, Liber, 2005 ; Pierre Tevanian (avec Ismahane Chouder et Malika Latrèche), *Les filles voilées parlent*, Paris, Éditions la Fabrique, 2008 ; Pierre Tevanian, *Dévoilements*.

défense et illustration des choix religieux des jeunes filles musulmanes voilées.

I – De l’auteur

Pierre Tevanian, agrégé de philosophie, enseignant dans la région parisienne, est surtout un militant bien connu dans les milieux de la gauche alternative, principalement pour ses prises de positions tranchées sur les diverses manifestations de l’islam dans l’espace public français. Ni membre du NPA (Nouveau parti anticapitaliste) ou de la CNT¹ (Confédération nationale du travail), il évolue pourtant, au fil de ses centres d’intérêts (et des polémiques développées) dans les marges de ces deux organisations². Celles-ci connaissent une crise – interrogations sur la stratégie suivie, départ de nombreux militants – depuis un ou deux ans, situation qui facilite peut-être (ce n’est qu’une hypothèse ...) la présence d’éléments centrifuges, ceux-ci profitant alors des contradictions sur certains sujets épineux pour mieux les exacerber et provoquer ainsi des regroupements périphériques par coalescence idéologique. Par contre, il fut brièvement responsable d’une section du MRAP (Mouvement contre le racisme et pour l’amitié entre les peuples) à Paris en 2005 et fit également un court passage à la tendance Émancipation³. Ses prises de positions sur l’islam ou la laïcité apparaissant probablement incompatibles, Pierre Tevanian démissionne du MRAP et n’est plus membre d’Émancipation.

Animateur du site *Les mots sont importants* avec Sylvie Tissot, militant du collectif «Une école pour Tou-te-s», il intervient dans le film *Un racisme à peine voilé* (Jérôme Host, 2004). Depuis 1996, c’est également un collaborateur régulier du site musulman www.oumma.com⁴, avec plus d’une vingtaine d’articles personnels ou co-signés, ainsi que de celui des

Du hijab à la burqa : les dessous d’une obsession française, Paris, Libertalia, 2012

¹ Il s’agit de la CNT dite «les Vignoles», du nom de la rue du local parisien. Depuis 2012, celle-ci a connu une scission et la création de la CNT-Solidarité ouvrière.

² Sa défense de la candidate voilée du NPA Ilham Moussaïd (aux régionales de mars 2010), sa présence comme invité privilégié aux débats de la CNT-Paris ainsi que la publication d’un de ses ouvrages par les éditions Libertalia sont des indicateurs relativement pertinents.

³ Cette tendance intersyndicale est issue d’une scission (2002) du courant historique École émancipée, regroupant des militants d’extrême gauche dans le milieu enseignant. Elle est présente, entre autres, au sein de la FSU (Fédération syndicale unitaire).

⁴ Voir la page <http://oumma.com/Pierre-Tevanian>. Site consulté le mercredi 23 octobre 2013.

Indigènes de la République (moins régulièrement) dont il fut un des signataires de l'Appel en janvier 2005.

II – Du pamphlet

En une vingtaine de courts chapitres polémiques, Pierre Tevanian nous présente son interprétation des rapports du camp progressiste avec la question religieuse. Sa thèse s'articule autour d'une idée simple : non seulement le combat contre l'aliénation religieuse et les clergés ne possède aucune centralité dans le projet d'émancipation socialiste porté par les marxistes (K. Marx, F. Engels, V. I. Lénine, R. Luxembourg, L. Trotski) depuis le milieu du XIX^e siècle, mais «la religion n'est pas l'ennemi» (p. 29) puisque ceux qui croient en un dieu sont sourds à toute rationalité, ce qui invalide toute propagande anticléricale et athée. Pour l'auteur, le parti pris antireligieux, la haine de la religion¹ sont uniquement le résultat, à partir des années trente, de «la part maudite de l'histoire du communisme – le moment stalinien» (p. 116). Bien qu'il prévienne dès l'introduction que son texte ne traite pas de la haine portée aux musulmans (p. 12), le développement de son argumentaire s'origine dans la polémique née de la candidate voilée du NPA, Ilham Moussaïd.

D'où diverses intrusions dans l'actualité contemporaine, autour des différentes affaires des filles voilées, qui permettent à l'auteur de s'en prendre, au gré de son ire et du développement de son analyse, indifféremment à Michel Onfray, Aurélie Filipetti, Nadine Morano. Tous trois, dans le cours de ce récit, sont qualifiés par Pierre Tevanian soit de «marxistes» (p. 39), soit de «camarades» (p. 118), sans doute pour illustrer le compagnonnage forcé, sarcastique et la proximité supposée, qu'il leur impose, avec Philippe Poutou du NPA. Un véritable «camarade», lui, par contre – si l'on se fie, en bonne science historique, à l'héritage idéologique que ce terme implique – mais qui est tout autant, sinon plus, insulté par l'auteur, qui en fait, pour les présidentielles de 2012, sans peur de l'excès, «le candidat de l'anticapitalisme blanc»² (p. 131). Pierre Tevanian termine son texte en demandant l'union de «celles et ceux qui croient au ciel et celles et ceux qui n'y croient pas» (p. 133).

¹ Notons au passage le choix du terme de haine, qui caractérise une attitude plutôt instinctive et fort peu rationnelle...

² C'est évidemment Pierre Tevanian qui souligne par cette mise en italique de l'adjectif «blanc» l'appartenance «racialisée» d'un militant trotskiste. Dans un entretien à *Contretemps* en octobre 2012, il évoquait déjà une «gauche blanche» : <http://www.contretemps.eu/interventions/propos-d%C3%A9voilements-hijab-burqa-entretien-pierre-tevanian>, site consulté le 23 octobre 2013.

III – De l'analyse

a) Un mouvement ouvrier méconnu

Sans nous attarder outre mesure sur le passage fameux de Karl Marx analysant la religion comme «opium du peuple»¹, utilisé par Pierre Tevanian comme pierre de touche du développement ultérieur de sa problématique, nous devons pourtant relever un élément plutôt dérangeant et une bévue flagrante. Le premier concerne à la fois l'absence de référence de ce passage et le fait que sa continuité de rédaction, et donc la démarche réflexive de Marx, ne soit pas respectée. En effet, Pierre Tevanian utilise d'abord le début, puis la fin de la citation, pour terminer par le passage se trouvant entre les deux premiers. Il n'est mentionné aucune source de traduction, alors qu'il en existe six différentes, celle de Molitor (éditions Costes), la plus ancienne mais aussi la plus critiquée, celle du marxologue Rubel, celle des communistes Badia, Bange et Bottigelli, etc.² Le contre-sens le plus visible et le plus étonnant consiste à interpréter la phrase sur la suppression de la religion comme «bonheur illusoire» au profit d'un bonheur réel comme la preuve que Karl Marx donne raison aux croyants puisqu'ils se battent, indirectement, pour un paradis dans l'au-delà : la foi leur donnerait ainsi des ailes tissées d'émancipation...

Notre travail critique, de nature historique, porte essentiellement sur la grille de lecture militante, approximative et superficielle appliquée par cet auteur pour présenter les prises de position antireligieuses du mouvement ouvrier du XIX^e siècle ainsi que les rapports des bolcheviques avec la religion. Forcément limités par la taille de ce billet, nous ne pouvons aborder que quelques points précis. Qu'on nous permette d'abord de relever avec étonnement que Pierre Tevanian omet soigneusement toute incursion chez les anarchistes, les syndicalistes-révolutionnaires, les socialistes, etc. Même si son objectif affiché et prioritaire est de démontrer que le marxisme n'est pas engagé dans le combat antireligieux, on est

¹ Ce passage figure dans l'introduction à la *Contribution à la critique de la philosophie du droit de Hegel*, que l'on trouve facilement chez Entremonde (2010), Allia (1998) etc.

² Sur cette question que nous ne développons pas, on peut se reporter à l'article de G. Pinalie sur Mediapart, qui donne en lien les différentes traductions : <http://blogs.mediapart.fr/blog/germinal-pinalie/100613/les-mots-de-marx-sont-importants-sur-la-haine-de-la-religion-de-pierre-tevanian> (site consulté le 23 octobre 2013). Précisons tout de suite que dans cet article seule la déconstruction objective du montage que P. Tevanian fait de la citation de K. Marx nous interpelle et non les remarques militantes adjacentes.

quand même obligé de remarquer qu'il se permet d'écrire, lorsque cela devient difficile de tenir cette ligne, que «Marx n'a pas forcément raison» (p. 39) ou que Trotski fait non seulement preuve de «condescendance envers les croyants» (p. 98) mais n'est pas pertinent dans son horizon révolutionnaire, «qui demeure la disparition, à terme, du fait religieux» (p. 98). Cette animosité envers Léon Trotski ne tient-elle pas à une des fonctions de celui-ci après 1917, la direction incognito de la propagande antireligieuse ?¹

Il est vrai qu'en ce qui concerne le mouvement anarchiste, il lui aurait été sans doute plus ardu de démontrer que dans la formule «Ni Dieu ni maître» «dieu» n'est pas le signifiant d'une puissance de domination, que d'affirmer que la laïcité signifie «neutralité de l'espace public» (p. 111), ce qui le rapproche des tenants d'une «laïcité ouverte»... Un léger retour sur les origines historiques de la loi laïque de 1905 et sur le combat libre-penseur et anticlérical qui l'a précédé s'impose donc. La loi de séparation de l'Église et de l'État est le nouage d'une alliance ponctuelle et tactique entre le mouvement socialiste et la bourgeoisie républicaine, avec à l'horizon des socialistes la laïcisation totale des institutions étatiques puis une société à la fois débarrassée des religions, de l'État bourgeois et du Capital. Le projet anticlérical, antireligieux voire déchristianisateur de la Libre-Pensée, «guerre idéologique sans merci» selon l'historienne Jacqueline Lalouette², correspond à la volonté de faire disparaître de l'espace public signes, symboles et édifices religieux. Ce combat rejoint celui du mouvement ouvrier, comme l'indique par exemple l'épisode de Montceau-les-Mines en août 1882, au cours duquel des grévistes démolissent six croix et essayent de dynamiter la statue de Notre-Dames-des-Mines³. La collusion du clergé avec les autres institutions du système capitaliste, l'armée, la magistrature et le patronat constitue un des classique des discours – comme ce cri de bataille «Guerre à Dieu, là est le progrès» poussé par Paul Lafargue, alors jeune agitateur socialisant, en octobre 1865 à la tribune d'un congrès international d'étudiants – des chants et des caricatures⁴ de ceux que l'on appelait les «rouges».

¹ Léon Trotski, *Ma Vie*, Paris, Gallimard, Le Livre de poche, 1966, p. 548.

² Jacqueline Lalouette, «Iconoclastie et caricature dans le combat libre-penseur et anticlérical (1879-1914)», in Stéphane Michaud, Jean-Yves Mollier et Nicole Savy (dir.), *Usages de l'image au XIX^e siècle*, Paris, Créaphis, 1992, p. 51-61.

³ *Ibidem*, p. 52.

⁴ Une des caricatures les plus célèbres, qui traverse le mouvement ouvrier international, est «La pyramide du capitalisme», parue entre autres

Le même genre de contre-sens s'opère à propos du soulèvement des paysans allemands et de Thomas Müntzer en 1525. Cette révolte millénariste¹ permet à l'auteur d'attester de la réalité de revendications sociales «au nom de principes religieux» (p. 72) et donc de la possibilité d'un usage révolutionnaire de la foi (p. 73). C'est faire tout bonnement fi des analyses marxistes dont il se réclame pourtant (Engels et aussi, dans les années soixante, Guy Debord) et qui évoquent, outre la volonté de destruction des institutions ecclésiastiques, les «travestissements religieux» de ces revendications. Les paysans insurgés, ne possédant pas encore la conscience historique de la modernité de leur soulèvement, parlent «pour la dernière fois la langue de la religion»².

Lorsque Pierre Tevanian s'aventure dans l'exégèse de la pensée de Lénine ou de Rosa Luxembourg à propos du «joug exercé par la religion» (p. 91-96), son approche est tout aussi réductrice, décontextualisée³ et sommaire. Affirmer que la lutte anticléricale est perçue comme une

en couverture du journal *The International Socialist Review*, du syndicat étatsunien des Industrial Workers of the World (IWW), en octobre 1911. Au deuxième étage de cette pyramide, sous les dirigeants de l'État, mais au-dessus de l'armée, se trouvent les représentants du clergé qui déclarent «Nous vous dupons» aux ouvriers qui forment la base du système.

¹ Lire absolument le *Thomas Münzer* d'Ernst Bloch, Paris, Les Prairies ordinaires, 2012, Friedrich Engels, *La Guerre des paysans en Allemagne*, Paris, Éditions sociales, 1974 et Norman Cohn, *Les fanatiques de l'apocalypse. Courants millénaristes révolutionnaires du XI^e au XVI^e siècle*, Bruxelles, Aden, 2011. Les ouvrages de E. Bloch et N. Cohn doivent être chroniqués prochainement sur ce blog.

² Guy Debord, «thèse 138», in *La Société du spectacle*, Paris, Buchet/Chastel, 1967, p. 116.

³ Les quelques phrases citées de Lénine et R. Luxembourg le sont en dehors de toute évolution de leur réflexion par rapport à une situation historique donnée, une simplification que l'on retrouve d'ailleurs dans bien des analyses antirévolutionnaires. C'est particulièrement vrai pour Lénine, confronté dès octobre 1917 à la réalité des représentations mentales religieuses de la population, surtout paysanne, forgées depuis des siècles. Un texte de 1922 sur le «matérialisme militant» évoque, par exemple, la nécessité d'une propagande athée rigoureuse pour éclairer les masses «vouées par la société moderne aux ténèbres, à l'ignorance et aux préjugés». Ce texte, très accessible (<http://www.marxists.org/francais/lenin/works/1922/03/vil19220312.htm>, consulté le 23 octobre 2013) est passé sous silence, comme bien d'autres, par Pierre Tevanian.

diversion pour éluder la question sociale et donc détourner la classe ouvrière de ses véritables objectifs est exact, puisque cette stratégie est celle de tous les penseurs et leaders marxistes du XX^e siècle (Lénine, Trotski, Boukharine, Guesde, Lafargue, R. Luxembourg, Pannekoek, Bordiga, etc.), comme celle des syndicalistes américains des IWW¹. La conclusion de l'auteur, qui ne s'appuie que sur deux phrases de Lénine et Rosa Luxembourg (p. 94, 95) confortant sa thèse, est dès lors attendue et convenue : toute propagande antireligieuse n'est donc que pure inanité.

Pourtant, la réalité historique est têtue et ce qu'on appelle la «culture des camarades» est pétrie d'anticlérisme et d'athéisme et ce tout au long du XX^e siècle, même en tenant compte des différenciations et des changements de ligne de la politique communiste. Car ce que Pierre Tevanian occulte complètement, et ce silence à lui seul fait *signe*, c'est le refus, par les marxistes, non de tout anticlérisme mais d'un anticlérisme *déconnecté de la lutte de classes*.

Et ce combat conjoint, avec ses hauts et ses bas, ses controverses, ses allers et retours, est congruent à la culture des militants. Dans cette perspective, ce témoignage prend ici tout son sens : «Je me souviendrai toujours de cette procession religieuse catholique qui passa devant chez moi pour s'arrêter à quelques mètres du baraquement où nous habitons (...), je suis sorti avec mon bel accordéon rouge et j'ai joué debout, *L'Internationale* et *La Jeune Garde*, ne voulant pas voir ce cinéma près de chez moi. Dépîtés, le curé, les enfants de chœur et les grenouilles de bénitiers ont pris la fuite devant *La Jeune Garde* (...)»². *Jeune Garde*³ hurlée à pleins poumons dans les manifestations et cortèges communistes de l'entre-deux-guerres, puis de nouveau dans les années 68, cette fois-ci dans les rangs «gauchistes» où le refrain «Vous les sabreurs, les bourgeois, les gavés» se prolongeait d'un tonitruant «et les curés»⁴ !

b) **Bolchevisme, stalinisme et religion : une histoire falsifiée**

En à peine quatre pages (p. 113-116), Pierre Tevanian traite des rapports du pouvoir soviétique et des religions à travers l'unique focale de la

¹ Consulter, dans l'ouvrage de Franklin Rosemont, *Joe Hill. Les IWW et la création d'une contre-culture ouvrière révolutionnaire*, Paris, Éditions CNT/Région parisienne, 2008, le chapitre «Joe Hill, l'IWW et la religion», p. 277-289.

² Témoignage de Jacques Tourtaux, ancien secrétaire du cercle de l'UJCF de Rethel, sur <http://mjcf.pevele-melantois.over-blog.fr/categorie-10697434.htm>, consulté le 17 octobre.

³ Chant révolutionnaire composé en 1920 par Montéhus.

⁴ On peut lire ce refrain en couverture du journal *Action*, n° 20, du 1^{er} juillet 1968 : <http://expositions.bnf.fr/mai68/grand/097.htm>

religion musulmane, oubliant le christianisme orthodoxe (religion principale du pays) ou le judaïsme¹ et faisant évidemment l'impasse, également, sur les différentes composantes de ces «musulmans» : sunnites, chiïtes, djafarites, ismaïliens, etc.². Comme références «autorisées» sur cette question ô combien délicate de la politique soviétique vis-à-vis des religions, des Églises et des croyants, très peu traitée, il est vrai par les historiens français³ contrairement à leurs homologues anglo-saxons⁴,

¹ Parmi les populations juives, la propagande antireligieuse, menée souvent par les jeunes femmes, est tout aussi virulente qu'ailleurs : boycott des produits casher et de la kippa, demande de réquisition de synagogues pour les transformer en crèches, etc. Lire (en anglais) Elissa Bemporad, «Questions de genre, soviétisation et modernisation dans la métropole juive de Minsk», *Questions d'histoire juive contemporaine*, n° 2, octobre 2011, <http://www.quest-cdecjournal.it/focus.php?issue=2&id=228>

² On peut se reporter à un petit livre déjà ancien mais rédigé par deux spécialistes, Alexandre Bennigsen et Chantal Lemerrier-Quelquejay, *Les musulmans oubliés. L'Islam en Union soviétique*, Paris, François Maspero, 1981.

³ Quoique quelques travaux récents sont peut-être le signe d'un changement positif : Juliette Cadiot, «Imams, prêtres et commissaires : le facteur religieux dans l'administration d'une région musulmane soviétique (Tatarstan, 1922-1938)», *Le Mouvement social*, n° 239, 2012/2, p. 45-59 ; François-Xavier Nérard, «L'URSS : un pays de «Sans Dieu» ?», communication au colloque de l'IESR, *Religions et sacralités en révolution de 1789 à nos jours*, 29-30/11/2011, Lycée d'Alembert, Paris (XIX^e) ; Cloé Drieu, «Cinema, Local Power and the Central State: Agencies in Early Anti-Religious Propaganda in Uzbekistan», *Die Welt des Islams*, volume 50, n° 3-4, 2010, p. 532-563 ; Cloé Drieu a publié, dans notre revue électronique (n° 2, automne 2011), l'article «Nabi Ganiev, cinéaste ouzbek sous Staline. L'idéologie à l'épreuve de la diffraction nationale», complément au numéro 9 de *Dissidences* (revue papier), «l'Art comme résistance», <http://revuesshs.u-bourgogne.fr/dissidences/document.php?id=498>

⁴ Citons entre autres travaux, Daniel Peris, *Storming the Heavens : Soviet League of the Militant Godless* [A l'assaut du ciel : La Ligue soviétique des militants sans-dieu], Ithaca (NY), Cornell University Press, 1998 ; William B. Husband, «*Godless Communists* : *Atheism and Society in Soviet Russia, 1917-1932* [«Communistes sans-dieu» : Athéisme et société en Russie soviétique, 1917-1932], DeKalb (Illinois), Northern Illinois University Press, 1999 ; Annie Gérin, *Godless at the Workbench : Soviet Illustrated Humorous Antireligious Propaganda* [Les Sans-dieu à

l'auteur cite (et s'appuie), sans ambages, sur deux textes de militants trotskistes, l'Anglais Dave Crouch, membre du Socialist Workers Party (SWP) britannique, et Vincent Touchaleaume membre du courant (issu du groupe Socialisme par en bas¹) qui publie *Que faire ?* au sein du NPA.

L'article de Dave Crouch «Les bolcheviks, l'Islam et la liberté religieuse²» est paru dans le numéro de décembre 2003 de la *Socialist Review*, mensuel du SWP. Sa vision, tronquée et partielle de cette question, présente de soi-disant rapports fraternels entre les autorités soviétiques et les institutions, lois et coutumes islamiques, dont la charia, le mariage forcé, etc. pendant la «bonne» période soviétique (1917-1928), et un assaut violent tous azimuts contre l'islam à partir de la période stalinienne.

l'usine : La propagande satirique antireligieuse soviétique], Regina (Saskatchewan), Dunlop Art Gallery, 2003 ; Shoshana Keller, *To Moscow, Not Mecca : The Soviet Campaign Against Islam in Central Asia, 1917-1941* [Moscou, oui ! La Mecque, non ! La campagne soviétique contre l'Islam en Asie centrale, 1917-1941], Westport (CT), Praeger Publishers, 2001 et «Trapped between State and Society : Women's Liberation and Islam in Soviet Uzbekistan, 1926-1941» [«Piégé entre l'État et la société : La libération des femmes et l'Islam en Ouzbékistan soviétique»], *Journal of Women's History*, vol. 10, n° 1, printemps 1998, p. 20-44 ; enfin, Marianne Kamp, *The New Woman in Uzbekistan. Islam, Modernity, and Unveiling under Communism* [Une femme nouvelle en Ouzbékistan. Islam, modernité et dévoilement sous le communisme], Seattle (WA), University of Washington Press, 2006. Aucune traduction en français n'est malheureusement disponible

¹ Socialisme par en bas (SPEB) est un groupe trotskiste issu de la scission de 1997 de Socialisme international, qui est la section française, créé en 1984, de l'International Socialist Tendency (IST), proche du Socialist Workers Party de Grande-Bretagne. Ses militants partagent les conceptions théoriques de Tony Cliff, le fondateur du SWP, sur l'ex-URSS caractérisée comme «économie capitaliste d'État» et de Chris Harman (auteur de *Le Prophète et le prolétariat*) sur des alliances voire un rapprochement avec les organisations musulmanes qualifiées d'«anti-impérialistes», l'islam étant la religion des dominés. Un nombre non négligeable de membres de ce courant, militants de la Gauche anticapitaliste (comme John Mullen, cheville ouvrière de la revue *Socialisme international*, par exemple), quittent le NPA à l'été 2012 pour rejoindre le Front de gauche.

² Note de *Ni patrie ni frontières* : cet article a été traduit en français par nos soins et suivi d'une critique : «Le SWP et l'islam ou les silences des agneaux (trotskistes)».

Mais hélas, cette vision caricaturale¹, qui n'incarne ni le trotskisme historique ni l'ensemble des organisations s'en réclamant peu ou prou, n'est qu'une représentation mentale, une instrumentalisation à partir de faits réels – mais en omettant sciemment d'en analyser la portée tactique ou diplomatique – tandis que d'autres sont totalement occultés. Une mise en perspective succincte s'impose ici, de nouveau. Puisque notre propos n'est pas de retracer le cadre général historique et idéologique du jeune État soviétique, nous allons nous contenter de préciser certains points, qui valent réfutation.

Ce nouvel État révolutionnaire est déterminé à combattre et détruire, faire disparaître de la surface du globe toutes les formes anciennes, dont la religion, dans tous les territoires qu'il contrôle (ou veut contrôler), dès le moment où il s'empare du pouvoir en octobre 1917. Ses efforts pour développer un appareil de propagande antireligieuse sont entravés en premier lieu par les trois années de guerre civile où à certains moments (l'année 1919) le pouvoir bolchevique ne tint qu'à un fil, puis par des facteurs tels que l'immensité du pays avec des villes plus ou moins acquises à la révolution, des campagnes instables politiquement et très arriérées culturellement et une périphérie asiatique, où domine l'islam, qui affirme son «existence de mille façons, économique, politique et culturelle»².

Il faut également garder à l'esprit que les militants bolcheviques, ultraminoritaires³ et qui plus est décimés par les combats de la guerre civile, sont, sur ce sujet comme sur d'autres, divisés sur la tactique à adopter. Pour affronter la question religieuse il y a désaccord entre les partisans d'un assaut massif et radical et ceux qui préfèrent une approche pragmatiste, pensant que la foi mourra de mort naturelle. Néanmoins, dès janvier 1918, se succèdent et s'entrelacent décisions administratives – séparation de l'Église et de l'État, nationalisation et saisie des biens religieux, sécularisation de l'enseignement –, mise en place d'une propagande écrite, iconographique, théâtrale et filmique antireligieuse, mascarades et

¹ Cette vision est partagée par Bruno Drweski, dans *La Pensée libre* : voir http://www.lapenseelibre.org/article-marx-lenine-les-bolcheviks-et-l-islam-n-60-104736418.html#_ftn6, consulté le 23 octobre 2013.

² Isaac Deutscher, *Staline*, Paris, Gallimard 1953, Le Livre de poche, 1984, p. 287.

³ Lénine compara les bolcheviques à des gouttes dans l'océan (Discours au onzième congrès du parti bolchevik de mars-avril 1922).

exposition publique des reliques de «saints» exhumés des caveaux¹ et mesures policières de répression, qui ne sont pas sans évoquer en partie les épisodes de «déchristianisation» que connut la Révolution française entre 1793 et 1794.

Dans les territoires de religion islamique², sans pouvoir ici entrer dans les détails, le pouvoir bolchevique alterna, pour des raisons tactiques, géostratégiques et en raison de la confusion entre religion et nationalité, différentes approches : politiques d'alliances souples avec des communistes comme Sultan Galiev³ qui espéraient concilier islam et socialisme par un programme visant «à déspiritualiser les peuples musulmans par étapes progressives»⁴, «raids de cavalerie» antireligieux lancés par les communistes russes de Tachkent⁵ ou tolérance (toute relative) envers l'islam.

Cette différenciation dans la politique religieuse soviétique, bien réelle, avant l'attaque frontale et brutale (elle aussi exacte) dès 1928-29, est ce qui permet cette approche tronquée proposée par Pierre Tevanian, par la mise en avant d'un seul moment tactique, en le faisant passer pour la politique globale du Parti bolchevique. Par contre, sous-entendre, avec Dave Crouch, que des militantes communistes acceptaient de se voiler pour des «convergences politiques avec les femmes musulmanes» (p. 114) est une interprétation totalement erronée, et même calomniatrice, de l'action des militantes du Zhenotdel, la section féminine du parti bolchevique. Si ces organisatrices, au péril de leur vie – de nombreuses militantes sont assassinées, certaines démembrées, par des pères, des maris, des frères pour avoir osé braver les lois et coutumes coraniques – sont obligées de se voiler pour organiser des réunions clandestines dans les villages, au début de leurs missions d'«agit-prop», c'est pour éviter de se faire repérer. Elles agissent comme des combattantes en territoire ennemi.

¹ Ce type de pratique a été relevé sous la Commune de Paris en 1871 et au début de la guerre civile en Espagne. Voir Bernard Marchadier, «L'exhumation des reliques dans les premières années du pouvoir soviétique», *Cahiers du monde russe et soviétique*, vol. 22, n° 1, janvier-mars 1981, p. 67-88.

² Lire l'excellente étude de Juliette Cadiot, «Imams, prêtres et commissaires□: le facteur religieux dans l'administration d'une région musulmane soviétique (Tatarstan, 1922-1938)», *op. cit.*

³ Alexandre Bennigsen, Chantal Lemercier-Quelquejay, *Sultan Galiev le père de la révolution tiers-mondiste*, Paris, Fayard, 1986.

⁴ Alexandre Bennigsen, Chantal Lemercier-Quelquejay, *L'Islam en Union soviétique*, Paris, Payot, 1968, p. 147.

⁵ *Ibidem*, p. 146.

Elles ne font d'ailleurs qu'appliquer une des trois résolutions sur les femmes adoptées au III^e Congrès de la Comintern (22 juin-12 juillet 1921), qui prévoit «une instruction spéciale sur les méthodes de travail parmi les femmes de l'Orient», région où il importe de «lutter contre l'influence du nationalisme et de la religion sur les esprits»¹. Les premiers groupes du Zhenotdel en Asie centrale qui agissent à visage découvert (au propre comme au figuré) et favorisent la création de clubs de femmes datent de 1923-24-25.

Les autorités centrales à Moscou et le Bureau pour l'Asie centrale (Sredazburo)² à Tashkent, qui proclament en février 1925 le droit des femmes à se libérer de l'oppression des coutumes traditionalistes et de la religion, sont relayées par la Ligue des athées³ et ses organes de presse, *Bezbozhnik* (Le sans-dieu) et *Bezbozhnik u stanka* (Le sans-dieu à l'usine)⁴. Une campagne de masse contre le voile est lancée le 19 mai 1926 par le Zhenotdel du Bureau le 19 mai 1926, et culmine dans de grandes manifestations, appelées hujum [offensive en langue ouzbek] lors du 8 mars 1927, journée internationale des femmes. Les lieux des meetings sont décorés de tapis orientaux, de fleurs, de drapeaux rouges, de bannières portant des slogans féministes, des orchestres jouent. Les militantes du Zhenotdel lisent des poèmes et haranguent la foule, tandis que des groupes de femmes jettent leurs voiles dans le feu et parcourent ensuite les rues en criant des slogans.

Ces femmes courageuses sont victimes de meurtres, par centaines voire par milliers, dans les semaines et les mois qui suivent, meurtres couverts par une population offensée et haineuse, dont la haine est attisée par les

¹ Jean-Jacques Marie, «De Lénine à Staline, la section féminine du Komintern», in Christine Fauré (dir.), *Encyclopédie politique et historique des femmes, Europe, Amérique du Nord*, Paris, PUF, 1997, p 491.

² Ce Bureau pour l'Asie centrale, créé par le Parti bolchevique pour agir en son nom dans les républiques socialistes soviétiques du Turkménistan, d'Ouzbékistan, du Tadjikistan, du Kirghizstan et du Kazakhstan, opère de 1922 à 1934.

³ Cette Ligue des athées (ou Union des sans-dieu) est fondée en 1925, sous la direction d'Iemelian Mikhaïlovitch Iaroslavski, un des bolcheviques affecté à la lutte antireligieuse, qui organisa un cercle d'étude de l'histoire des religions à l'Université Sverdlov (Moscou) dès 1922. D'autres spécialistes de la propagande athée y participent, comme I. I. Skvortsov-Stepanov, l'organisateur du carnaval anti-Noël orthodoxe en janvier 1923.

⁴ Annie Gérin, *Godless at the Workbench : Soviet Illustrated Humorous Antireligious Propaganda*, op. cit.

religieux, qui refuse qu'on s'attaque de manière aussi délibérée à des siècles de tradition¹. Selon l'historienne Marianne Kamp², le meurtre des femmes émancipées devient une méthode efficace pour terroriser celles qui auraient des velléités d'émancipation en refusant les «survivances féodales», le mariage forcé des fillettes, la polygamie, etc., pour leur rappeler leur place dans la hiérarchie sociale et également pour démontrer que la communauté, l'oumma, possède plus d'autorité sur les femmes que ne pourront jamais en avoir l'État bolchevique et ses missi dominici, qui cherchent à modifier les hégémonies.

Ce sont ces événements que Pierre Tevanian se permet, de manière inique, de comparer (p. 116) avec un épisode de dévoilement opéré en pleine guerre d'Algérie par les épouses de généraux, dont Raoul Salan, en vue de nuire au FLN. Mettre sur le même plan idéologique un combat antireligieux mené au nom du communisme et du féminisme par des militantes qui risquaient leur vie, avec une opération de propagande colonialiste indique clairement une volonté de réécrire l'histoire des relations entre le pouvoir soviétique et les religions par juxtaposition anachronique et instrumentalisation. Le constat suivant de Daniel Peris n'est absolument pas pris en compte par Pierre Tevanian : «La révolution bolchevique et la reconfiguration ultérieure de la société russe comptent sûrement parmi les grands affrontements de la "modernité" et de la religion dans l'histoire européenne»³. Pour cet historien, les appels bolcheviques à la modernisation, à la sécularisation et à la socialisation font pression sur les communautés pour les inciter à entrer dans le nouveau monde. Les principaux signaux de cette modernisation ont été la volonté d'améliorer l'alphabétisation et d'encourager les femmes à s'émanciper de la tutelle théologico-politique des religions, quelles qu'elles soient⁴.

¹ Pour cette partie, nous sommes redevables à Shoshana Keller, «Trapped between State and Society : Women's Liberation and Islam in Soviet Uzbekistan, 1926-1941», *op. cit.*, p. 21-22 et 25-26 et à Marianne Kamp, *The New Woman in Uzbekistan. Islam, Modernity, and Unveiling under Communism*, *op. cit.*

² Marianne Kamp, *The New Woman in Uzbekistan. Islam, Modernity, and Unveiling under Communism*, *op. cit.*

³ Pierre Tevanian partagerait-il la conception de la modernité de Sadri Khiari, pour qui celle-ci n'est qu'un autre «opium du peuple» distillé par la «civilisation blanche» ? (Sadri Khiari, «La modernité est l'opium du peuple», conférence du PIR [Parti des Indigènes], 7 mai 2012, <http://indigenes-republique.fr/la-modernite-est-lopium-du-peuple/>

⁴ Daniel Peris, *Storming the Heavens : The Soviet League of the Militant Godless*, *op. cit.*

En point d'orgue de sa démonstration, Pierre Tevanian s'adosse donc au poème de Louis Aragon, *La rose et le réséda*, écrit en 1943, poème de circonstance qui célèbre l'unité dans la Résistance des «rouges» (communistes/athées) et des «blancs» (catholiques). Une mise en exergue qui semble être une boutade des plus malicieuses, à deux titres au moins, pour quiconque maîtrise un tant soit peu la biographie du poète. En effet, parmi les intellectuels communistes français, Louis Aragon est sans doute le plus emblématique de cette «part maudite stalinienne» tant exécrée par l'auteur.

Ensuite, il dirigea, en 1932, l'organe de propagande de l'Association des travailleurs sans Dieu, *La Lutte antireligieuse et sociale*. Il y écrivait, par exemple : «*La croyance en l'existence d'un dieu est une croyance contre-révolutionnaire (...). Reprenons le nom d'athées que les curés nous jettent à la face avec une sainte horreur (...)*»¹.

Mais puisque Pierre Tevanian n'a évidemment pas souhaité terminer son pamphlet sur une note malicieuse, ce choix d'Aragon pour illustrer la stratégie de la «main tendue aux musulmans», qu'il estime nécessaire et souhaitable, ne peut sans doute avoir comme justification que la reconnaissance de la rédemption comme vertu cardinale ... à moins qu'il s'agisse d'un hommage appuyé au Maurice Thorez d'avril 1936 : «Nous te tendons la main, catholique (...）」²...

IV – De la conclusion

Par ce livre, Pierre Tevanian, qui fait mine de découvrir dans les années 2000 un regain d'athéisme³, rompt toute filiation réelle avec les positions

¹ Article cité par Jacqueline Lalouette, «Communisme et Libre-Pensée durant l'entre-deux-guerres : L'Union des libres penseurs révolutionnaires de France et l'Association des Travailleurs sans Dieu», in Jacques Girault (dir.), *Des communistes en France (années 1920-années 1960)*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2002, p. 423-440.

² Discours de Maurice Thorez radiodiffusé sur Radio-Paris le 17 avril 1936.

³ Alors qu'on assiste bien plutôt à un retour agressif du *refoulé religieux* dans l'espace public de la majorité des pays, particulièrement dans le domaine artistique, comme l'indiquent ces quelques exemples : en avril 2011, à Avignon, une photographie d'un artiste cubain, A Serrano, *Piss Christ*, est détruite par des intégristes catholiques, qui s'en prennent aussi à la pièce de l'Italien R. Castellucci, *Sur le concept du visage du fils de Dieu*, à Paris (octobre 2011) qu'ils jugent «blasphématoire» alors qu'en Tunisie,

dominantes, bien que sujettes à controverses et débats houleux, qui parcourent depuis environ 150 ans, à propos de cette question religieuse, les divers courants du mouvement ouvrier révolutionnaire, toutes familles politiques confondues (socialisme, marxisme, anarchisme) ainsi que la majorité des avant gardes artistiques, comme les surréalistes ou les lettristes pour ne citer qu'eux¹.

Car enfin, au-delà d'une vision nuancée des religions réellement existantes, qui peuvent à certains moments servir de masque à des revendications sociales progressistes, ces courants sont des adversaires résolus des religions, de l'aliénation qu'elles engendrent, et du rôle réactionnaire des différentes institutions cléricales². Or, ce que défend implicitement Pierre Tevanian, c'est une nature supposément neutre des religions, chaque individu lui imprimant son identité propre, réactionnaire ou progressiste. Un triomphe de l'individualisme qui a davantage à voir avec l'esprit d'une époque – régression idéologique, recul des grands récits – qu'avec la réalité d'un patrimoine idéologique. De manière plus générale, d'ailleurs, Pierre Tevanian amalgame croyance et religion, qu'il banalise par une définition extensive, et il oublie aussi d'analyser la fonction actuelle de la religion musulmane. Cela lui permet – sans risquer la critique sinon celle d'une instrumentalisation par amalgame – de mettre en lumière un phénomène de l'espace public français (et européen) inquiétant, inacceptable et condamnable. En effet, chez certains, la critique de l'Islam dissimule la recrudescence d'un racisme qui ne dit pas son nom, assorti de la défense d'une improbable «identité française».

au 10^e Printemps des arts (juin 2012), des œuvres d'art sont saccagées par des intégristes musulmans car elles offensaient le Coran.

¹ Le mouvement surréaliste est particulièrement fertile en productions antireligieuses : *Le Clavecin de Diderot* de René Crevel (Jean-Jacques Pauvert, 1966 [1933]), *Le Surréalisme et la peinture* (1928, Gallimard «Folio», 2002) d'André Breton («Tout ce qu'il y a de chancelant, de louche, d'infâme, de souillant, de grotesque passe, pour moi, dans ce seul mot de Dieu»), la photographie de Benjamin Péret injuriant un prêtre» (*La Révolution surréaliste*, décembre 1926) ou le tableau de Max Ernst, *La Vierge corrigeant l'Enfant-Jésus devant trois témoins : André Breton, Paul Eluard et le peintre* (1926). Lire de Guy Ducornet, *Surréalisme et athéisme. «A la niche les glapisseurs de dieu !»*, Paris, Ginkgo éditeur, 2007, chroniqué sur notre ancien site, http://www.dissidences.net/mouvement_social_anticlerical.htm#ducornet

² Notons toutefois que dans certaines zones géographiques, comme l'Amérique latine par exemple, la question s'est posée différemment et que la collision entre le marxisme et la religion fut plus complexe.

Cette rupture d'héritage, d'idées et de langage, s'affirme sous les auspices d'extraits de textes dits canoniques (Lénine, Rosa Luxembourg), soigneusement sélectionnés, souvent décontextualisés, mais assortis de références militantes tout aussi soigneusement choisies. Il pratique ici un oubli inquiétant des processus historiques qui conduisent les hommes à la sécularisation, c'est-à-dire à la compréhension du monde et des sociétés humaine à partir d'eux-mêmes et non à partir de la nature ou d'une puissance divine.

Comment passer à côté de ce cheminement de la modernité, construite sur l'idée que l'être humain fait son histoire, ce qui implique à son tour la séparation du politique et du religieux, cheminement évidemment non réductible à un univers soi-disant européen-centré «blanc» ? Pierre Tevanian feint-il donc d'oublier que depuis le XVIII^e siècle la réduction du territoire de dieu ne s'effectue que par l'accroissement du savoir des hommes, qui aboutit à remplacer la prière – enfermement individuel, monde figé, habitudes répétitives – par la parole, promesse d'accès vers un monde ouvert à plus de liberté(s) ?

Pourquoi alors publier cette brochure partisane, de piètre facture (avec sa posture vite irritante du professeur énonçant ses leçons), à l'écriture relâchée de surcroît ? N'est-ce pas pour prendre date, sur la question religieuse, par un travail de réencodage de la théorie révolutionnaire, de refonte de son corpus doctrinal, déjà commencé dans certaines franges (minoritaires, bien que très actives éditorialement¹, mais en constante progression) de ce qu'on nomme maintenant la «gauche alternative». Profitant d'une tendance plus générale, depuis la disparition de l'URSS, ce qui mute ici va dans le sens d'une remise en question des certitudes idéologiques, communistes en particulier. Ce combat métapolitique, contre la domination des fondamentaux qui constituèrent jusqu'à peu de temps encore le socle des organisations marxistes, est mené par des militants-publicistes comme Pierre Tevanian, Sadri Khiari, Felix Boggio Ewanjé-Epée et Stella Magliani-Belkacem², etc. Il s'apparente, par bien des côtés, à celui entrepris il y a trente ans, dans un tout autre champ politique, par la

¹ Lire de Vincent Chambarlhac, sur notre revue électronique, «Das Unheimliche (Postcolonialisme et reconfiguration à l'extrême gauche) Autour d'une configuration», à partir de : «Race et Capitalisme», *Les Cahiers de l'émancipation*, Syllepse, mai 2012, sur <http://revuesshs.u-bourgogne.fr/dissidences/document.php?id=2740>

² Lire sur notre blog le billet que *Dissidences* a consacré à l'ouvrage de Felix Boggio Ewanjé-Epée et Stella Magliani-Belkacem, *Les féministes blanches et l'Empire*, <http://dissidences.hypotheses.org/2849>

Nouvelle Droite et le GRECE, pour renouveler les cadres conceptuels de la pensée de droite.

Prendre date, dans ce schéma-là signifie tenter de *s'imposer*, en termes de pouvoir idéologique, dans une nouvelle configuration de l'extrême gauche, par l'introduction de vocables jadis honnis par l'ensemble des organisations révolutionnaires, pour qui ces mots appartenaient à l'arsenal sémantique de l'adversaire de classe. Si le langage est le support matériel de toute idéologie, un tel *retour* – ici vers la «religion», ailleurs vers la «race» – impose aux historiens du social de décrypter ce type de *retournement* des repères fondamentaux afin de mettre à nu sa vérité et de dévoiler ses enjeux politiques et culturels¹.

(Article publié sur le site <http://dissidences.hypotheses.org/3873>)

¹ Nous remercions pour leur relecture attentive et leurs remarques pertinentes Vincent Chambarlhac, Julien Hage, Jean-Paul Salles et Frédéric Thomas.

Vieux dogmes



Trotskistes, néotrotskistes et... dinosaures

Ce texte est la traduction partielle d'une discussion menée sur une liste Internet avec plusieurs camarades anglosaxons dont le marxiste Loren Goldner en 2007, discussion qui portait sur le communisme de gauche et le trotskisme¹. Je n'ai traduit ci-dessous et légèrement modifié ou précisé et actualisé que mes propos. Les lecteurs intéressés trouveront la version complète de nos échanges en anglais ici : bthp23.com/leftcommunismtrotskism.pdf

I – Le trotskisme est presque mort. Le néotrotskisme a-t-il un avenir?

Je voudrais préciser ce que j'entends par «néotrotskisme», faute d'une expression plus adéquate.

Pour moi, les néotrotskistes sont ceux (principalement, la Quatrième Internationale fortement animée depuis des années par la LCR, dont les dirigeants se trouvent désormais au NPA depuis 2009) qui ont abandonné au moins six références fondamentales (mon objectif n'est pas ici de formuler un jugement de valeur sur l'abandon de ces six références identitaires, simplement de signaler une évolution – une involution ? – significative).

1. **La perspective de la construction d'UN parti révolutionnaire autour de LEUR programme (qu'il soit transitoire ou non).**

Conséquence: la présence à l'intérieur du Parti des travailleurs au Brésil, de Die Linke en Allemagne, du PRC (Partito della Rifondazione Comunista) en Italie, n'est pas présentée comme une manœuvre de coexistence temporaire au sein d'un grand parti ouvrier de gauche ; ni comme une sorte de razzia politique pour piquer quelques dizaines ou – au

¹ Sur le trotskisme, on pourra lire dans le n° 21-22 de *Ni patrie ni frontières*, notamment : «Lutte, ouvrière, la LCR et l'OCI face aux élections de 1968 à 1988» et «Faillite du trotskisme», mais aussi le livre de Karim Landais, *De l'OCI au Parti des travailleurs*, Éditions *Ni patrie ni frontières*, 2013, 600 p., 2^e édition.

mieux – quelques centaines de militants (le traditionnel «entrisme» pratiqué depuis les années 30 par les trotskistes dans les partis sociaux-démocrates ou staliniens) avant d'être exclus ; ni comme une manœuvre pour provoquer une scission de gauche du Parti en question, mais comme une perspective à long terme qui consisterait à construire des partis aux «frontières programmatiques non délimitées».

Demain si de nouveaux partis socialistes «de gauche» comme le PSU français ou le PSIUP italien des années 60-70 réapparaissent, gageons que la Quatrième Internationale sauterait sur l'occasion et y resterait pendant une période suffisamment longue pour finir, sans doute, par s'y dissoudre définitivement. C'est en tout cas la seule perspective réaliste et le seul espoir que ses militants peuvent chérir s'ils veulent un jour faire de la «grande» politique...

2. L'idée que la révolution doit prendre la forme d'une insurrection armée.

Un débat public s'est engagé dans le LCR avec des militants qui défendent des positions dites gramsciennes ou d'autres formes de réformisme (mal) dissimulé. (Depuis que ce texte a été écrit, une bonne partie de ces militants sont allés se réfugier dans la coalition du Front de gauche.) La préparation d'une insurrection militaire en Europe (perspective de cette organisation il y a quarante ans, puisqu'elle demandait à certains de ses militants de faire les EOR – École des officiers de réserve – dans le cadre du service militaire) est certainement considérée comme un non-sens à l'intérieur de la LCR aujourd'hui et à l'intérieur de la Quatrième Internationale, du moins en Europe et en Amérique du Nord.

3. L'opposition à la participation à un gouvernement bourgeois

Miguel Rossetto, membre de la Quatrième Internationale, a été ministre du Développement agricole dans un des gouvernements de Lula entre 2003 et 2006. Olivier Besancenot en France n'est pas hostile à l'idée de participer à un gouvernement «anticapitaliste» sous certaines conditions – or il sait bien qu'un tel gouvernement serait un gouvernement bourgeois... repeint en rouge.

4. La référence au trotskisme comme un élément essentiel de leur identité politique.

En France, c'est tout à fait évident et ce phénomène est renforcé par l'alliance et les convergences politiques de la LCR au sein du mouvement altermondialiste, dans des structures éditoriales ou universitaires, avec certains dirigeants et intellectuels du PCF, ainsi qu'avec des dirigeants altermondialistes et des bureaucrates syndicaux. En clair, la LCR est «anticapitaliste», «100% à gauche», mais n'est plus trotskiste (La création

du NPA en janvier 2009 a donc été la suite logique de ce tournant, même si cela a été un échec et s'est traduit, au final, par une véritable hémorragie de militants.)

5. Le centralisme démocratique comme moyen de réguler le fonctionnement interne de l'organisation.

Ce processus est en cours et nous verrons si les néotrotskistes en arriveront à fonctionner un jour comme la Fédération anarchiste, chaque groupe local ayant sa propre politique, mais déjà la LCR a un fonctionnement plus «cool» et «démocratique» que les autres groupes trotskistes et néotrotskistes. Après la synthèse anarchiste, la synthèse néotrotskiste ?

6. La dictature du prolétariat.

Après la chute du mur de Berlin et la disparition de ce qu'ils osaient appeler des «Etats ouvriers dégénérés» ou «déformés», la LCR et la Quatrième Internationale ont commencé à défendre la démocratie, position qui les empêche de prôner la dictature de la classe ouvrière.

Donc, je propose d'appeler seulement trotskistes ceux qui dans leur langage public ou (le plus souvent interne), sur le papier, conservent l'essentiel des références marxistes, léninistes et trotskistes constitutives de leurs origines politiques. Ceux qui continuent à se réclamer des quatre premiers congrès de l'Internationale communiste et du Programme de transition.

En dehors de sectes minuscules de 20 personnes, le seul groupe important en France qui pourrait être assimilé à une forme relativement pure de trotskisme c'est Lutte ouvrière.

LO utilise un vocabulaire qui s'inspire des premières années du PCF ou de la troisième période «gauchiste» de l'Internationale communiste ou des écrits les plus radicaux de Trotski en exil (par exemple, «Les syndicats à l'époque de la décadence impérialiste»), mais seulement à l'intérieur de l'organisation et de temps en temps dans des réunions non électorales (les «Cercles Léon Trotski») et des brochures de formation qui ont une diffusion restreinte.

Qu'est-ce que la «troisième période» ?

L'expression de «troisième période» fait allusion à la critique par Trotski de la «troisième période d'erreurs de l'Internationale communiste», qui couvre à peu près les années 1928-1936 (et, dans certains cas, une période plus courte). L'Internationale communiste employait un vocabulaire pseudo radical, «ultragauche»; elle soutenait la création de «soviets partout»; elle caractérisait la social-démocratie de «social-fasciste» et eut ce «brillant» pronostic sur l'Allemagne: «Après Hitler, ce sera nous» (sous-entendu, «nous arriverons au pouvoir»). La «troisième

période» a toujours été une référence pour les groupes maoïstes (davantage pour les mao-staliniens que pour les mao-spontanéistes, même si tous ces militants communiaient dans l'hommage à la Résistance nationaliste-bourgeoise) groupes qui voulaient être plus «radicaux» que les PC favorables à «l'impérialisme» russe. Et cette troisième période était aussi une référence pour les groupes terroristes européens d'extrême gauche comme Action directe, les Brigades rouges et la Fraction Armée rouge dont la compréhension de la lutte des classes n'est pas allée plus loin que la dénonciation incessante des «fascistes» et du «fascisme», l'assimilation de toutes les forces politiques et de la démocratie bourgeoise au fascisme, et une vision de l'impérialisme américain comme la principale ou la seule superpuissance, sans tenir le moindre compte de l'existence et de l'apparition d'autres puissances capitalistes... à commencer par la Chine populaire.

Ce langage, LO ne l'emploie pratiquement jamais à la télévision ou dans les grands médias quand ses porte-paroles sont interviewées (Arlette Laguiller ou Nathalie Arthaud). Le reste du temps, dans ses bulletins d'entreprise, ses affiches électorales et son journal, sa propagande se résume à une bouillie réformiste de gauche au nom de la «pédagogie».

Quant à l'OCI-PT-POI¹, le troisième grand groupe (chacun des trois principaux groupes trotskistes français compte environ un millier de militants, parfois plus), se trouve sur une ligne nationaliste républicaine, qui défend la Nation française, la «démocratie communale», noue des alliances avec des francs-maçons, des sociaux-démocrates de droite et des staliniens de la pire espèce (ceux qui regrettent le «bon vieux temps» de Staline et du bloc soviétique²). En ce qui concerne l'OCI-PT-POI le trotskisme est une référence quasi clandestine pour les initiés qui lisent leur revue théorique mais pas pour le grand public.

Nous devons donc nous habituer à l'idée que les références trotskistes que nous avons découvertes il y a quarante ans sont totalement

¹ L'OCI a été fondée en 1965, même si ses origines remontent à la scission de 1952 au sein de la section française de la Quatrième Internationale ; elle a pris successivement les noms de Parti communiste internationaliste (1981), Mouvement pour un parti des travailleurs (1984), Parti des travailleurs (1991) et (enfin ?) Parti ouvrier indépendant en 2008.

² Dans sa phase de décadence avancée, l'OCI-PT-POI s'allie donc aujourd'hui avec ceux dont elle avait le plus combattu les idées et les idoles dans les années 1950, 1960 et 1970, les staliniens du PRCF (Pole de Renaissance communiste de France), ce qui prouve que son «trotskisme» est désormais secondaire.

incompréhensibles aujourd'hui, y compris pour les nouvelles générations de trotskistes et de néotrotskistes.

Comme le trotskisme a toujours été profondément lié au stalinisme (ces deux ennemis mortels et concurrents revendiquaient le même héritage: la Révolution d'Octobre et la pensée et la pratique de Lénine), il est tout à fait normal que, au fur et à mesure que les staliniens meurent ou changent de peau (on a désormais affaire à pléthore de néostaliniens¹), les trotskistes suivent le même processus biologique et politique.

La génération de militants trotskistes qui ont connu la Révolution d'Octobre a disparu. La génération qui a milité à l'époque de 1936 en Espagne et en France et durant la Seconde Guerre mondiale a presque disparu elle aussi. Et la génération des baby boomers qui les a suivies en Europe n'a connu qu'une longue période de développement pacifique (en tout cas en Europe occidentale) avec évidemment quelques graves crises politiques et sociales dans les années 60 en Italie et en France, et plus tard au Portugal (occupations d'usines et tentatives d'autogestion dans quelques centaines d'entreprises dans ce dernier pays) mais ces événements sont déjà trop éloignés et la composition de la classe ouvrière et les structures de l'industrie ont connu des changements trop importants pour être une référence concrète pour les militants qui sont arrivés dans le milieu «révolutionnaire» dans les années 1980, 1990 et 2000.

En ce qui concerne les petits groupes de la Gauche communiste (qu'il s'agisse des gauches italiennes, allemandes ou néerlandaises), leurs références sont encore plus ésotériques et inconnues aujourd'hui, comme leurs publications (quand elles sont éditées régulièrement) sont presque impossibles à trouver, pour ne pas parler de leurs «militants» ou de leurs réunions quasiment clandestines.

Internet peut certes constituer une bonne source d'information sur ces courants communistes de gauche, mais je doute que des idées qui ne sont pas défendues lors de combats dans le monde réel et de discussions publiques peuvent durer très longtemps, ou en tout cas avoir une influence sur les luttes de classe...

Nous sommes déjà des dinosaures...

Qu'est-ce que les Gauches communistes ?

Le terme de «Gauches communistes» ne désigne pas des tendances de gauche (inexistantes) au sein des Partis communistes officiels, mais les oppositions révolutionnaires au stalinisme dans l'Internationale communiste qui sont apparues avant même la naissance du «trotskisme»:

¹ À ce propos on lira l'article «Le stalinisme existe-t-il encore ?» dans le n° 21-22 de *Ni patrie ni frontières*, paru en septembre 2007.

Bordiga dans le PC italien qu'il a contribué à fonder, Korsch et le KAPD (une scission du Parti communiste officiel en Allemagne), Pannekoek aux Pays-Bas. Chacune de ces oppositions a été politiquement vaincue et expulsée de l'Internationale communiste et a donné naissance à de petits groupes de «communistes de conseil», de «bordiguistes», généralement appelés «ultragauches» par des journalistes et des historiens paresseux. Militant dans un isolement total, ces groupes (composés dans les années 1920, 30 et 40 d'ouvriers solidement formés politiquement) ont passé beaucoup de temps à tenter de restaurer ou de défendre le marxisme (et/ou le léninisme) contre leurs déformations stalinienne, à dénoncer le capitalisme d'Etat en URSS et dans les Etats stalinien, et parfois même à déceler de nouvelles tendances dans le capitalisme (Paul Mattick) d'après-guerre. Ils ont généralement partagé le point de vue selon lequel une longue période de contre-révolution avait commencé dans les années 20 et aurait duré au moins jusqu'aux années 60. Cette analyse les a rapidement poussés après 1945, et surtout au début de la guerre froide, à devenir souvent des commentateurs de la lutte des classes (par ailleurs fort intéressants) et à dénoncer tout «activisme», donc toute activité militante. A ce propos on pourra lire le livre de Michel Roger, *Les années terribles, 1926-1945. La Gauche italienne dans l'émigration, parmi les communistes oppositionnels*, 2012, et l'anthologie *L'enfer continue. De la guerre de 1940 à la guerre froide. La Gauche communiste de France parmi les révolutionnaires*, 2013, tous deux aux éditions *Ni patrie ni frontières*) mais aussi les livres de Philippe Bourrinet sur la Gauche italienne <http://www.left-dis.nl/f/bordiguism.pdf> et la Gauche germano-hollandaise <https://bataillesocialiste.wordpress.com/2015/01/28/la-gauche-communiste-germano-hollandaise-philippe-bourrinet/> .

II. Deux grandes tendances opposées

Il existe une grande différence entre les pays où le Parti communiste (stalinien) était un parti ouvrier de masse, souvent aussi (ou plus) important que le Parti social-démocrate local (France, Italie, Espagne, Grèce, Portugal), et les pays où le PC se réduisait à un petit parti ou un gros groupuscule (Grande-Bretagne, Etats-Unis, Scandinavie).

Pendant plus d'un demi-siècle, le «trotskisme» s'est construit en opposition politique et même physique (en raison de la police soviétique et de la diffusion de ses méthodes un peu partout dans le monde) au stalinisme. Très schématiquement, les organisations trotskistes ont pris deux directions radicalement opposées face aux partis staliniens de masse:

1. Une partie des trotskistes ont considéré que le PC local et le stalinisme en général à l'échelle mondiale étaient l'ennemi principal de la classe ouvrière.

En France, c'est concrètement cette ligne qui a conduit l'OCI-PT-POI à dénoncer sans complexe la répression et les dictatures staliniennes dans le bloc soviétique, à défendre activement les dissidents en URSS et en Europe orientale et même à essayer de créer des groupes trotskistes dans les démocraties populaires avant la chute du mur de Berlin. Le violent antistalinisme de cette première catégorie de trotskistes a eu des conséquences positives (par exemple, ils ont soutenu la révolution hongroise de 1956, et en ont compris la portée politique ; ils ont soutenu Solidarnosc sans états d'âme ; ils ont compris le rôle stratégique, favorable à toutes les puissances impérialistes, de la division du prolétariat allemand en deux Etats hostiles), mais sur le long terme, cette attitude les a poussés de plus en plus dans la direction de la droite social-démocrate, de la bureaucratie anticommuniste de FO et de l'adaptation la plus plate à la démocratie bourgeoise.

On pourrait constater une évolution similaire d'ailleurs dans le mouvement anarchiste, puisque la guerre froide a poussé certains anarchistes vers un antitotalitarisme de droite dont ils ne sont jamais vraiment sortis¹.

Le fort sentiment antistalinien de ces groupes trotskistes avait certes un aspect positif (ils n'avaient pas d'illusions sur les sociétés d'exploitation constituées par le bloc soviétique ; ils n'ont pas été fascinés par la révolution culturelle chinoise, la révolution cubaine ou les guérillas d'Amérique latine), mais cela ne les a pas prémunis contre une évolution de plus en plus droitière comme en témoigne le parcours de l'OCI-PT-POI².

Il faut souligner un autre aspect de ces courants trotskistes principalement antistaliniens: ils étaient tous très critiques à l'égard des mouvements de libération nationale quand tout le monde à gauche en faisait l'apologie dans les années 1960. Hélas, cela ne les a absolument pas conduits à proposer une politique révolutionnaire alternative pour les

¹ Pour le vérifier, il suffit d'écouter Élisabeth et son émission délirante «L'Idée anarchiste», diffusée le 22 mai 2012 sur Radio libertaire qui a fait l'apologie de *Face à l'islam radical : Un regard plus profond sur le Proche-Orient et le péril islamiste*, un livre des néoconservateurs Daniel Pipes et Guy Millière pendant plus d'une heure.

² Cf. l'article de Karim Landais : «Le Parti des travailleurs, l'Europe et le référendum», *Ni patrie ni frontières* n° 13/14, 2005.

travailleurs immigrés en France ou pour les «peuples coloniaux» dans les colonies françaises.

2. Une autre partie du mouvement trotskiste a fait un choix radicalement différent qui a amené ces militants à adopter des positions opposées aux premières.

Ils ont décidé d'entrer clandestinement dans les PC (la majorité de la Quatrième Internationale à laquelle appartient aujourd'hui la LCR/NPA pratiqua l'entrisme dans les partis staliniens, entrisme qui dura environ de 1952 à 1968, soit une très longue période, avec des variantes selon les pays) ou de s'y opposer ouvertement (l'Union communiste, qui donnera plus tard naissance à Voix ouvrière puis Lutte ouvrière¹) tout en considérant les ouvriers staliniens comme des camarades dans l'erreur. Mais les uns et les autres (la LCR et LO) ont toujours considéré les Etats staliniens comme des Etats ouvriers déformés (LCR) ou des Etats qui ont eu un rôle positif contre l'impérialisme américain (LO).

Pour LO comme pour la LCR, il n'y avait qu'une seule puissance impérialiste importante sur la planète: les Etats-Unis. Par conséquent, ces groupes se sont montrés beaucoup plus critiques envers la social-démocratie que leurs camarades de l'OCI-PT-POI ; ils ont généralement été beaucoup plus «anti-américains» pendant la guerre froide. Ils ont critiqué la formation de l'Union européenne comme un complot américain² destiné à

¹ L'Union communiste joua un rôle important, aux côtés de militants anarchistes et d'autres tendances, dans le déclenchement de la grève Renault en 1947 qui poussa notamment le PCF à quitter le gouvernement et abandonner sa politique ouvertement favorable aux patrons et à l'unité nationale ; après 1956, les militants de Voix ouvrière commencèrent à distribuer des bulletins d'usine dans et devant les entreprises, ce qui provoqua de nombreux affrontements avec les staliniens.

² On lira à ce propos avec intérêt les discussions sur la guerre froide et la signification de Yalta dans *Lotta comunista, histoire du groupe d'origine (1943-1952)* de Guido La Barbera, paru aux Éditions Science Marxiste. Ce livre montre qu'en Italie aussi les milieux anarchistes et trotskistes surestimèrent la puissance américaine, sous-estimèrent la puissance russe, ce qui amena certains groupes à voir dans la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA) puis dans le Marché commun, la CEE et l'UE un complot américain.

Cette première analyse du Marché commun comme un «complot américain» explique pourquoi, 40 ans après la création de la CECA (l'ancêtre de l'UE), les staliniens et la première catégorie de trotskistes défendent encore à peu près le même point de vue: pour eux, le retour à des barrières nationales est plus progressiste et favorable à la classe ouvrière

lutter contre le bloc soviétique, et ils ont appuyé sans réserve les mouvements de libération nationale (Lutte ouvrière étant une exception sur ce dernier point mais sans en avoir vraiment tiré des leçons et en restant totalement aveugle à l'apparition et au rôle de puissances comme la Chine, le Pakistan, le Brésil, etc., tant elle était persuadée que le tiers monde resterait toujours une zone sous-développée soumise à l'impérialisme américain).

Aujourd'hui, cette forme plus molle d'antistalinisme trotskiste les conduit à s'allier avec les néostaliniens dans les syndicats (les militants de LO exclus dans les années 60 et 70 de la CGT y sont parfois revenus et aident ce syndicat à se reconstruire ou à survivre ; ceux de la LCR ont conquis des postes dans l'appareil de syndicats autrefois contrôlés par le PCF) voire à militer dans les mêmes partis (en Allemagne, en Italie au moins, c'est le cas pour les organisations sœurs de la LCR/NPA) et à être beaucoup plus anti-«soc-dem» que anti-PC. Ces tendances (LO et LCR/NPA) regrettent ouvertement l'influence «positive» de l'URSS dans la politique internationale et elles ont (LCR/NPA) des illusions sur Cuba, Chavez, le Hamas, etc.

Cette option fondamentale (qui est notre principal ennemi au sein du mouvement ouvrier ? La social-démocratie ou le stalinisme?) peut nous aider à expliquer la raison fondamentale de nombreuses scissions et divergences à l'intérieur du mouvement trotskiste, sans devoir entrer dans les méandres de débats groupusculaires et abscons.

Dans les pays où le PC n'était pas un parti de masse, ou n'était pas la force hégémonique au sein du mouvement ouvrier, les trotskistes se sont trouvés face à un sérieux problème identitaire : ils n'ont pas eu besoin d'affronter directement le même ennemi monstrueux (le stalinisme) que leurs camarades.

que la disparition progressive des barrières nationales. On constate une incapacité commune à analyser la situation nouvelle ouverte par les tentatives visant à créer un Etat européen, une armée européenne, etc. Que ce projet puisse échouer ou non, ou qu'il vise à créer une puissance européenne tout aussi néfaste que les autres, est une autre question.

Inversement, un groupe comme l'AWL britannique, qui appartient davantage à la première catégorie des «trotskistes» ci-dessus décrite, défend une analyse plus fine de l'UE. On peut d'ailleurs se demander si cette position ne serait pas en partie liée à leur point de vue plus conciliant vis-à-vis du Labour Party (qu'ils considèrent toujours comme un parti ouvrier), mais cela leur permet d'adopter une position plus internationaliste que les autres groupes trotskistes ou néotrotskistes.

Mais peut-être, dans ce second cas de figure (les pays où les PC étaient faibles) pouvons-nous appliquer la même ligne de séparation entre:

– *Ceux qui ont décidé d'être, dès le départ, de féroces antistaliniens et de s'allier avec la social-démocratie*, le Labour Party ou toute autre force «modérée» anti-communiste. Je pense ici au Workers Party de Schachtman, à la Socialist Labour League puis au Workers Revolutionary Party de Gerry Healy (qui eut à une époque un quotidien en Grande-Bretagne), aux lambertistes au Portugal, et à quelques autres groupes.

– *Ceux qui ont décidé de se montrer plus ou moins souples vis-à-vis du camp russe*. Les Spartacists et le SWP américains nous offrent un bon exemple de cet antistalinisme mou dans le monde anglo-saxon où les PC n'ont jamais représenté une force importante. Et cet antistalinisme mou s'est progressivement transformé en une force philostalinienne aujourd'hui, du moins dans le domaine de la politique internationale.

En ce qui concerne le SWP britannique (qui s'est d'abord appelé les International Socialists), ce courant a grandi à l'intérieur du Parti travailliste comme un groupe antistalinien et luxemburgiste, mais curieusement, quand il a quitté le Parti travailliste, qu'il s'est développé de façon autonome et a pris un virage 100% «léniniste», les aspects anti-impérialistes de son antistalinisme ont progressivement disparu: il a commencé à soutenir un parti guévaro-tiers-mondiste au Portugal en 1974/1975 (le PRP), puis ils ont découvert les aspects «radicaux» de l'islam politique et aujourd'hui, leurs positions ressemblent à celles de n'importe quel groupe maoïste confus des années 1960 : tiers-mondiste, anti-ouvriers (soutien à la Résistance irakienne, qui tue des travailleurs tous les jours), partisan de la Coalition Respect avec le MAB, un groupe lié aux Frères musulmans, tendance ultraréactionnaire et anti-communiste. En politique internationale, le SWP et son International Socialist Tendency défendent le même «anti-impérialisme» pseudo «progressiste» que l'URSS, les PC staliniens ou les maoïstes défendaient dans les années 1960 et 1970.

En ce qui concerne les groupes maoïstes leur hostilité à l'Etat russe (et non au stalinisme auquel ils n'avaient rien compris) les ont poussés

– vers la social-démocratie : aux Pays-Bas, aujourd'hui, le SP ex-maoïste appuie les lois anti-immigration, et c'est sur cette base politique qu'il a obtenu des députés (signalons que ceux-ci participent à la commission sur la défense nationale, commission dont ils n'ont pas le droit de divulguer les informations, et qu'ils ne sont désormais plus opposés à l'OTAN – et c'est ce parti que la LCR a invité en France au moment de la campagne contre le TCE de 2005 !!!) ; en France, les ex-maoïstes qui ne voulaient pas arrêter de militer sont allés gonfler les rangs de la CFDT, du PS et aussi plus tard d'ATTAC, mouvement qui regroupe des sociaux-démocrates, des fractions du PC et des chrétiens de gauche ; en Italie, un

certain nombre de cadres de Lotta continua ont rejoint le Parti socialiste italien, les Verts et le Parti radical.

– à rejoindre les vestiges du PC (le Partito della Rifondazione comunista pour une minorité de cadres de Lotta continua) qui a attiré des travailleurs et des petits-bourgeois philostaliniens, ou la coalition du Bloque de Esquerda au Portugal (qui comprend des trotskistes, des néostaliniens du PCP et d'anciens maoïstes de l'UDP) ou Die Linke en Allemagne.

Évidemment, cette façon schématique de dégager deux grandes tendances dans le mouvement trotskiste international (ou dans les courants maoïstes ou anarchistes) passe à côté de nombreuses exceptions nationales. Mais une telle démarche peut nous aider à rester moins focalisés sur l'héritage idéologique officiel des groupes «révolutionnaires». Il est peut-être plus utile d'interpréter leur évolution en partant de leur attitude face aux grandes forces actuelles du «mouvement ouvrier» (social- démocratie et (néo)stalinisme) et face aux puissances et aux Etats (aujourd'hui, par exemple face à la Russie, l'Iran et le Venezuela) en concurrence avec les puissances américaine et européenne, que de continuer à prendre au sérieux les héritages «théoriques» ou «programmatiques» revendiqués par ces groupes.

III. Quelques précisions sur les dinosaures que nous sommes... ou risquons de devenir

Pour commencer, il me faut éclaircir un petit malentendu. Nous (Loren et moi, et peut-être d'autres qui voudraient se joindre au club) ne sommes pas des dinosaures parce que nous nous demandons comment changer le monde, mais parce que (ou si) nous pensons que les jeunes militants d'aujourd'hui ont les mêmes références que nous il y a 30 ou 40 ans (et c'est une des raisons pour lesquelles j'ai critiqué aussi fortement les situationnistes, parce qu'ils représentent à mon avis le pire lien théorique que l'on puisse établir entre les expériences des années 60 et celles d'aujourd'hui ; avec leurs écrits confus à propos de «l'aliénation», de «la société de consommation» et de l'«industrie du spectacle», ils fournissent des justifications intellectuelles à tous ceux qui ne veulent pas se battre contre la société actuelle¹: puisque les exploités sont aussi stupides et

¹ Cette opinion est sans doute formulée de façon sectaire puisque j'ai rencontré depuis de jeunes camarades d'autres pays qui avaient justement l'impression que les écrits situationnistes décrivaient parfaitement le monde actuel, leur fournissaient des munitions pour le combattre et nourrissaient leur saine révolte. Et des camarades anarchistes qui m'ont expliqué pourquoi, dans les années 60, le «conseillisme» des situs, leur critique

aliénés, que l'idéologie du système est aussi envahissante et subtile, contentons-nous d'une sympathique vie de bohème et soyons fiers de notre radicalité esthétique et de notre isolement élitiste).

1. Loren écrit que les trotskistes veulent pousser les PC et les PS au pouvoir afin de pouvoir ensuite les dénoncer. Une telle appréciation était vraie dans les années 1970 et 1980. Elle ne l'est plus aujourd'hui.

La LCR/NPA est aujourd'hui prête à participer à un «gouvernement anticapitaliste» (y compris au gouvernement de Lula au Brésil, qui est considéré par eux comme progressiste). Les camarades italiens de la LCR sont restés à l'intérieur du PRC (Partito delle Rifondazione comunista) quand ce parti était au pouvoir en 2006-2008. Ils n'avaient pas de ministres dans le gouvernement, mais un député et deux sénateurs qui votèrent la confiance au gouvernement Prodi, les crédits militaires, etc. (Finalement les membres de la Sinistra Critica quittèrent le PRC en décembre 2007 et celui-ci perdit tous ses parlementaires, y compris les trotskistes en 2008.).

LO ne veut pousser aucun parti de gauche au pouvoir, cette organisation a toujours publiquement critiqué les trotskistes qui défendaient cette stratégie dans les années 70 et 80. Et quand ils appellent à voter pour la gauche (ce qu'ils ne font pas à chaque élection comme leurs autres compères trotskistes), c'est toujours sans illusions (évidemment la situation est plus compliquée, mais jusqu'à présent la gauche et l'extrême gauche considèrent qu'on ne peut intégrer LO dans le jeu politique traditionnel. Le seul fait que les militants de cette organisation refusent de serrer la main aux maires et aux députés PS a fait scandale.)

Seule l'OCI-PT-POI (parfois) et des micro-sectes venant de ce parti exigent encore la formation d'un «gouvernement ouvrier», dont la composition est d'ailleurs de plus en plus floue.

La LCR a rompu avec toute cette rhétorique héritée de la Troisième et de la Quatrième internationale sur le Front unique et n'utilise plus ce terme. Ses militants crient «Tous ensemble» ou «100% à gauche», ou ils utilisent la rhétorique altermondialiste («Un autre monde est possible»), c'est tout.

LO n'utilise jamais le terme de Front unique, du moins dans son hebdomadaire et ses bulletins d'entreprises. Seuls les micro-sectes trotskistes et parfois peut-être l'OCI-PT-POI le font.

sociale plus large que celle des groupes trotskistes ou maoïstes leur ont ouvert des perspectives et ont alimenté leur envie de se battre contre le système capitaliste. Je crains pourtant que cela ne concerne qu'une minorité des lecteurs actuels de Debord, Vaneigem and Co. Le postmodernisme, qui fait tant de ravages à gauche, me semble un «digne» héritier du situationnisme.

Donc, pour des raisons différentes, le «Front Unique», le «gouvernement ouvrier», et même la formule «gouvernement PC-PS sans partis bourgeois» (utilisée avant 1981) ont disparu du lexique trotskiste.

C'est pourquoi nous sommes des dinosaures aujourd'hui si nous discutons du trotskisme actuel, comme s'il n'avait pas radicalement changé.

Le SWP britannique (qui exerce ou en tout cas a exercé une certaine influence dans l'extrême gauche anglosaxonne) n'emploie plus ce type de slogans trotskistes dans sa propagande quotidienne depuis des années, s'il les a jamais utilisés dans son hebdomadaire *Socialist Worker* ou dans ses tracts.

2. Selon Loren, les «trotskistes pensent que les syndicats sont des organisations ouvrières qui peuvent devenir révolutionnaires pourvu qu'elles aient de bons dirigeants».

Nous sommes des dinosaures si nous pensons que les trotskistes se préoccupent encore de la révolution socialiste, et qu'ils sont préoccupés par la transformation des syndicats en organisations révolutionnaires.

La LCR occupe des postes dans la bureaucratie syndicale soit dans les vieux syndicats (CGT, FSU) ou dans les nouveaux syndicats SUD (issus de l'ancienne CFDT dans le secteur public et parfois de la CGT, ils se présentent comme plus à gauche que les syndicats plus officiels ; en fait, ils ne sont pas très radicaux, juste un peu plus démocratiques).

D'après ce que je sais, à la Poste, à Paris, et au niveau des unions locales dans d'autres secteurs, LO a conclu une sorte de pacte de non officiel ou d'accord tacite avec les bureaucrates de la CGT et de la fausse gauche du PCF que je pourrais résumer ainsi : «Laissez-nous animer le syndicat au niveau de la base, animer même des formations syndicales au niveau des unions locales, et nous vous laisserons faire ce que vous voulez avec l'appareil. Nous n'allons pas lutter pour conquérir la direction du syndicat, nous ne construirons pas une opposition nationale contre vous, aussi longtemps que nous pourrons utiliser les syndicats locaux.»

Cela permet à LO de dénoncer les autres groupes trotskistes (ceux-ci construisent des tendances avec des bureaucrates de gauche pour grimper dans l'appareil) et de maintenir leurs militants ouvriers et leurs sympathisants dans l'illusion qu'ils mènent une politique plus radicale.

(Pour être honnête, d'après mon expérience personnelle et en observant ce que font d'autres groupes «révolutionnaires» en France ou dans d'autres pays aujourd'hui, je n'ai jamais entendu parler d'un groupe de travailleurs qui aient réussi, sur une longue période, à avoir une activité permanente et significative au sein de leur entreprise en dehors des syndicats en Europe. Et cela pose beaucoup de questions sur la critique juste, mais abstraite, des

syndicats mise en avant par les communistes de gauche depuis des décennies.)

Le PT est bien installé à l'intérieur de la bureaucratie FO, un syndicat de droite, et ne lutte pas pour une transformation révolutionnaire des syndicats. Il se bat pour défendre la nation française contre l'Europe et l'Amérique !

3. «Détruire et dépasser le capitalisme n'est-il pas toujours le problème principal?» se demande Loren.

Oui, mais pas dans les termes posés par la Troisième ou la Quatrième internationale ou la Gauche communiste.

Évidemment, la connaissance du passé est importante. La revue *Ni patrie ni frontières* reproduit et traduit de vieux textes dans presque chaque numéro. Donc, je suis bien sûr d'accord avec Loren pour constater qu'il existe des problèmes, des concepts «transgénérationnels», mais nous avons aussi besoin de produire de nouvelles réponses à de vieilles questions.

Souvent, la Gauche «radicale» est bloquée par de vieilles réponses (quand elle les connaît, ce qui est aujourd'hui de moins en moins le cas). La culture des militants de la gauche radicale, y compris parmi les anarchistes et trotskistes est beaucoup plus influencée par la sociologie à la mode (type Bourdieu) ou la critique fort limitée de l'impérialisme américain produite par Chomsky et la vulgate réformiste répandue par le *Monde diplomatique*, que par la pensée de Trotski, Lénine, Marx, Bakounine ou Proudhon.

4. «L'abolition de la production marchande ne demeure-t-elle pas l'objectif?» se demande Loren.

Pour la masse des jeunes militants altermondialistes (ou aujourd'hui pour les Indignés), pour les jeunes sympathisants trotskistes, la réponse est NON, malheureusement.

Et nous sommes des dinosaures si nous discutons comme si nous avions une culture commune avec eux, même s'ils s'intéressent vaguement à l'histoire de l'extrême gauche.

C'est la grande différence avec les années 60 et 70. Nous avons perdu (et cela n'a pas vraiment été un choix de notre part) un terrain commun de discussion, un ensemble commun de références, avec le reste de la gauche révolutionnaire et même avec la gauche réformiste.

Nous avons conservé et nourri des idées «communistes» très importantes, mais la jeune génération s'en fout totalement.

Et ce n'est pas parce qu'elle serait seulement politisée par la culture («by cultural politics»), comme l'écrit Loren (le rap, les bandes dessinées ou les films sont une source de politisation non négligeable de la jeunesse), mais parce qu'elle est engagée dans des actions humanitaires, dans la défense des travailleurs sans papiers, dans des actions de solidarité pour la Palestine ou d'autres pays.

Le travail de solidarité internationale dans les années 60 et 70 était 100% politique : il visait à créer des organisations dans d'autres pays sur les mêmes bases programmatiques que les nôtres pas à acheter du café équitable ou envoyer des médicaments dans tel ou tel pays.

Aujourd'hui, il est totalement centré autour de micro-projets humanitaires et les jeunes radicalisés par les horreurs du capitalisme refusent de discuter de questions politiques comme par exemple ; quelles sont les forces politiques en Israël, au Liban et en Palestine, en dehors de celles dont parlent les médias ? Quelles sont les discussions politiques au sein de la gauche et de l'extrême gauche de ces pays ? etc. Ces questions sont tabou.

Si en 2012 nous discutons avec des tiers-mondistes (c'est-à-dire aujourd'hui avec des altermondialistes ou des Indignés) comme nous le faisons il y a 40 ans, alors oui, cher Loren, nous sommes des dinosaures.

Y.C., mars 2007 (révisé en octobre 2012)

Cinq petites choses que les trotskistes devraient savoir sur les jeunes «anarchistes» d'aujourd'hui

«Quand je cuisine pour le mouvement Occupy à Londres, je contribue à changer le monde.»

Une personne interviewée sur RFI

(Ce qui suit est une version développée de ma brève intervention au congrès de l'Alliance for Workers Liberty le 22 octobre 2011 à Londres.)

Je voudrais tout d'abord remercier l'AWL pour son invitation. A ma connaissance, l'AWL est la seule organisation de l'extrême gauche européenne qui essaie de discuter sérieusement avec d'autres courants réformistes ou révolutionnaires [en organisant des débats contradictoires avec eux]. Je ne partage pas le respect dogmatique de l'AWL à l'égard du léninisme et du trotskisme, mais au moins nous avons quelque chose d'important en commun: la conviction que les discussions peuvent être utiles et fructueuses, tant qu'elles ne sont pas menées de façon sectaire et/ou diffamatoire. Je reconnais donc la validité de vos efforts pour discuter avec d'autres courants de pensée et vous confronter avec leurs thèses, même si je suis totalement en désaccord avec vous.

Les anarchistes du XXI^e siècle devraient, eux aussi, se souvenir des vertus indéniables des débats politiques, puisque Emma Goldman et Voltairine de Cleyre, pour ne citer que deux exemples célèbres, ont participé à des débats avec des socialistes (marxistes) et ont été conquises à... l'anarchisme grâce à ces échanges d'idées!

Ce n'est pas là que gît notre désaccord à propos de «l'anarchisme» actuel. Il me semble que vos articles à ce sujet dans *Workers Liberty* ont été trop centrés sur le «vieil» anarchisme du XIX^e siècle et ont négligé la diversité (et la confusion) des courants anarchistes et libertaires actuels. (Un anarchiste de la vieille école m'a expliqué un jour que les «libertaires» étaient, selon lui, des anarchistes mous, généralement quadragénaires ou

quinquagénaires, quasiment réformistes, alors que les véritables anarchistes étaient de jeunes révolutionnaires, purs et durs...)

Éditant en France une revue qui, depuis onze ans, a publié de nombreux textes anarchistes et marxistes pour stimuler le débat et la réflexion politiques, j'ai eu l'occasion de rencontrer de nombreux jeunes «anarchistes». Ce qui m'a frappé, c'est à quel point (en général) ils ignorent «leurs» classiques: Proudhon, Bakounine, Stirner ou Kropotkine. Il faudrait certainement, pour aborder de façon détaillée les rapports entre les trotskistes et les anarchistes aujourd'hui, traiter de nombreux autres points mais je voudrais dans cet article en souligner uniquement cinq liés à mon expérience personnelle.

1. Les trotskistes, lorsqu'ils discutent avec de jeunes «anarchistes» aujourd'hui devraient savoir qu'ils n'ont pas reçu, et ne valorisent pas, la même «formation».

Les trotskistes sont généralement formés dans des «écoles du Parti», des universités d'été, des stages de formation, ou des écoles de cadres, où ils apprennent l'histoire du mouvement ouvrier et les lois fondamentales de «la science» marxiste. Du moins, c'était la tradition jusque dans les années 1970 et 1980 en France dans les différents groupes se réclamant de la Quatrième Internationale. Et en général, la presse trotskiste actuelle met encore l'accent sur l'importance d'une culture historique – aussi biaisée soit-elle. Cela s'est également produit (dans une optique anarchiste, évidemment différente de la précédente) dans la CNT espagnole avant la Seconde Guerre mondiale, ou, dans certains groupes anarchistes traditionnels avant les années 1960, mais ce n'est plus vrai en Europe, du moins à ma connaissance.

La culture politique des jeunes «anarchistes» européens est beaucoup plus diversifiée: elle puise dans des films ou documentaires radicaux ou marginaux, des bandes dessinées et des musiques parapolitiques, des ouvrages de science fiction, dans la littérature du mouvement altermondialiste, et de petites brochures reproduites par, ou diffusées dans, les «infokiosques», sur Internet, etc.

Il faut aussi signaler que les anarchistes dotés d'une solide culture historique n'ont absolument pas l'intention d'oublier ou de minimiser les actes et les écrits de Léon Trotski, qu'il fût au pouvoir ou en exil. Vous ne convaincrez jamais ces anarchistes que vous avez raison à propos de Cronstadt ou de Makhno, parce que le rôle de Trotski dans la répression de ces mouvements révolutionnaires est à la fois bien connu et bien documenté. Les mensonges, les calomnies, et les déformations de Trotski et des trotskistes au sujet de ces épisodes historiques immunisent les

anarchistes cultivés contre toute tentative de séduction de votre part, et avec raison. Ils considèrent le trotskisme classique comme une part du problème, et absolument pas comme un élément de la solution.

2. Les jeunes «anarchistes» veulent AGIR DÈS MAINTENANT.

Et «agir maintenant» ne signifie pas pour eux s'engager dans un long processus d'«accumulation primitive» de militants (ou de cadres) pour construire le Parti, processus qu'affectionnent tellement les trotskistes de la vieille école. Les anarchistes qui ont l'approche la plus «physique» et parfois la plus «machiste» veulent affronter les flics, lancer des cocktails Molotov, casser la gueule aux fascistes, détruire le siège de tel ou tel parti bourgeois, etc. Les plus «pacifiques» d'entre eux (mais ils peuvent aussi soutenir les actions des premiers, voire y participer) veulent construire de nouvelles relations humaines ici et maintenant. Cela les conduit à organiser des squats ou des «communes» ; à remettre en cause les relations entre les sexes, maintenant et pas dans un avenir communiste lointain ; à cultiver des légumes pour bénéficier d'une alimentation saine et tisser des liens collectifs ; à récupérer des aliments (encore comestibles) dans les poubelles des supermarchés pour les distribuer et/ou les faire cuire ; à cuisiner pour des personnes sans-abri ou pauvres ; à soutenir les luttes des «sans papiers» de façon concrète ; à occuper des agences pour l'emploi ; à organiser des chômeurs et des travailleurs précaires ; à discuter des multiples façons de changer leur vie quotidienne, ici et maintenant.

3. Les jeunes «anarchistes» ne sont pas à la recherche d'une science qui expliquerait tout – contrairement aux trotskistes de la vieille école.

Ils se méfient spontanément du stalinisme «marxiste-léniniste» (ce qui est plutôt positif), mais ils pensent aussi souvent que Marx, Lénine et Trotski étaient des types ennuyeux qui ont vécu il y a 70, 100 ou 150 ans et ne servent guère à comprendre les réalités d'aujourd'hui. Ils haïssent évidemment Lénine et Trotski à cause de l'écrasement du soulèvement de Cronstadt, de la répression menée contre les anarchistes en Russie, etc., mais, surtout, ils ne recherchent pas une approche scientifique, cohérente, quête que les trotskistes prétendent si souvent mener.

Ils sont inspirés par des idées économiques et sociologiques différentes, hétérogènes, qui vous semblent, à vous marxistes, totalement incohérentes et parfois même réactionnaires. Ils peuvent être inspirés par des intellectuels postmodernes, confus, multiculturalistes, à la mode, tout comme par d'obscurs penseurs végétaliens ou pré-écologistes.

Mais, lorsqu'ils écrivent sur «l'économie» (qui, comme le sait tout bon marxiste, n'est pas une réalité séparée, mais imbriquée dans les relations sociales), ils utilisent souvent un vocabulaire marxisant qui peut vous faire

croire qu'ils sont susceptibles d'être facilement «gagnés» à votre science marxiste bien-aimée. Cruelle illusion.

En règle générale, la presse anarchiste valorise beaucoup plus les «anecdotes» sur la vie privée, les expériences à petite échelle, que la plupart des journaux trotskistes. Les jeunes anarchistes apprécient les formes les plus créatives de la propagande: théâtre de rue, vidéos humoristiques sur le Net, manifestations culturelles, dont ils pensent qu'elles sont aussi efficaces que les réunions traditionnelles, les journaux, ou les tracts. C'est en partie lié à la tradition des «ateneos» (sortes de centres culturels, librairies, bibliothèques, etc) dans la CNT espagnole et à la façon dont les anarchistes ont toujours considéré et valorisé la culture et l'art.

4. Les jeunes «anarchistes» veulent être actifs dans leur milieu social, leur quartier et/ou éventuellement leur lieu de travail et désirent voir les résultats concrets de leur action dès maintenant.

Cela ne les intéresse guère de vendre des journaux ou de distribuer des tracts si leur contenu n'est pas lié à un changement concret dans la vie des individus qui les entourent. Ils n'ont guère envie de se rendre à des dizaines de kilomètres de leur domicile pour distribuer des tracts à des personnes qu'ils n'ont jamais rencontrées. Et s'ils se déplacent très loin de leur lieu de vie habituel, c'est davantage pour découvrir des réalités inconnues et apprendre qu'afin de propager une idéologie spécifique en direction d'ouvriers, de paysans ou d'individus opprimés censés être ignorants.

Leurs actes et leurs propositions, même lorsqu'ils découlent d'une politique et de slogans confus, ont une certaine résonance chez les jeunes travailleurs précaires ou les étudiants, influencés par l'idéologie altermondialiste (les «Indignados» en sont un bon exemple). Ils sont comme un poisson dans l'eau dans ces «nouveaux mouvements sociaux», car ils ne veulent pas imposer une idéologie (même si, en réalité, ils sont porteurs de théories confuses).

5. Les jeunes anarchistes ont une vision différente du militantisme, étant donné leur statut socio-professionnel.

Les trotskistes ont, au XX^e siècle, essayé de se faire embaucher dans de grandes usines et de grandes entreprises. Ils ont réussi parfois à occuper des positions à l'intérieur de la bureaucratie syndicale dans le secteur public ou, moins souvent, dans le secteur privé. Les jeunes anarchistes vivent souvent dans une situation précaire comme tous les membres de leur génération (du moins, bien sûr, dans la classe ouvrière et les couches inférieures de la petite bourgeoisie) ; ils travaillent dans des centres d'appels, en intérim, font des petits boulots, vivent du RMI ou du RSA, et n'ont pas tellement envie de travailler dans de grandes usines ou de grandes entreprises – qui

de toute façon ont presque partout été «dégraissées» et réduites à de petites unités de production, au moins en Europe. Cela peut aussi expliquer pourquoi ils ne définissent pas des stratégies syndicales à long terme, ne s'engagent pas dans la construction de tendances à l'intérieur des syndicats, ne s'installent pas dans une routine syndicale ; et pourquoi ils privilégient l'action directe dans leur quartier, plutôt que sur leur lieu de travail qui varie sans cesse. Certains anarchistes ont pourtant repris à leur compte la stratégie trotskiste d'infiltration dans la bureaucratie syndicale ; d'autres, au contraire (la majorité ?), pensent que les syndicats représentent des obstacles et des freins face à l'émergence des formes d'auto-organisation, et que ces structures combattraient toujours tout courant autonome parmi les travailleurs radicaux.

Ce petit article peut donner l'impression que les jeunes «anarchistes» seraient des individus au sang chaud, hypersensibles, empathiques et drôles, tandis que les trotskistes seraient des types froids, insensibles, indifférents et ennuyeux.

Eh bien, il y a un chouïa de vérité dans ces clichés caricaturaux mutuellement partagés. Donc, si des trotskistes veulent discuter sérieusement avec les jeunes anarchistes d'aujourd'hui, ces militants (ainsi que leurs organisations) devraient commencer par se remettre en question un peu... en fait beaucoup, sur les points que j'ai soulignés, et sur bien d'autres questions. Qui sait, il en sortira peut-être quelque chose d'intéressant...?

Y.C., novembre 2011/juillet 2013

P.S. Cet article est paru en anglais dans *Solidarity* en novembre 2011, l'hebdomadaire de l'AWL et sur le site de cette organisation, ainsi que sur le site Libcom où il a fait l'objet d'accusations assez grotesques. Visiblement l'ironie de ce témoignage a échappé à ces camarades. On trouvera ces débats que sur <http://www.workersliberty.org/yves> et Libcom <http://libcom.org/forums/feedback-content/really-fucking-tired-awl-now-05112011>, sur lequel j'ai posté les précisions suivantes:

«Je n'avais pas la prétention de tout expliquer sur l'anarchisme en 1000 mots, seulement d'introduire quelques questions de base que les trotskistes devraient se poser s'ils souhaitent vraiment dialoguer avec des anarchistes. Dans mon esprit, si les trotskistes réussissaient à aborder ces problèmes, ils remettraient en cause le trotskisme, le léninisme et aussi le marxisme.

Ce n'était pas un signe de mépris ou de condescendance de ma part que de qualifier les anarchistes ayant moins de 30 ans de "jeunes", comme on me l'a reproché. C'est une donnée biologique personnelle, rien d'autre (j'ai 64 ans). J'ai essayé (apparemment de façon maladroite) de tirer quelques leçons de mes nombreux contacts avec des "anarchistes" beaucoup plus

jeunes que moi qui ont de grands espoirs et de grandes illusions (au sens noble de ce mot, la capacité de rêver).

Sur le site libertaire Libcom certains internautes m'ont accusé d'avoir cherché à aider les trotskistes à recruter ou à manipuler les anarchistes. Ces derniers sont, à mon humble avis, assez intelligents pour ne pas être séduits par de belles paroles venant d'un groupe marxiste....

Il me semblait clair que si les trotskistes voulaient discuter avec les anarchistes, ils devraient remettre en question tout leur programme et abandonner le trotskisme dans les «poubelles de l'histoire». Mais ce qui m'apparaissait évident ne l'a pas du tout été pour certains internautes. Et c'est dommage.»



Extrait d'une BD de Manuel «Spain» Rodriguez sur Durruti (<http://contraindicaciones.net/?p=2850>)

Illusions autogestionnaires dans... l'édition



Stratégies patronales aux éditions Agone

(Ce texte a d'abord été publié dans le courrier des lecteurs du mensuel *Alternative libertaire, Ni patrie ni frontières*)

Suite à votre recension dans le journal de mai de la revue Agone n° 50 intitulée «Réprimer et domestiquer : stratégies patronales», nous tenions, indépendamment de la qualité ou de l'intérêt du contenu de ce numéro, à vous apporter ces quelques commentaires.

Début 2013, alors que paraît la revue, cinq salariées et salariés sur six viennent de quitter les éditions Agone, ne se reconnaissant plus dans son évolution, écœurées et écœurés par le discours managérial et les pratiques patronales du sixième salarié, directeur éditorial et directeur de publication de la revue. Une étude de cas sur ce qui s'est progressivement passé aurait eu toute sa place dans le dossier de ce numéro et aurait éclairé sur les stratégies que peut mettre en œuvre le petit patronat d'extrême gauche afin de servir ses intérêts.

Casser un collectif de travail

Ainsi, quand l'ensemble du collectif de travail fonctionne très bien mais ne va pas tout à fait dans le sens souhaité ou à la vitesse requise par le directeur éditorial, quand le collectif freine les ambitions personnelles de ce dernier, il est requis de semer la division, en alternant agressivité et compliments, flatteries et mépris. Si cela ne marche pas, rien ne vaut alors une stratégie d'«externalisation» et de «réduction de la masse salariale» pour reprendre la main – alors même que les caisses n'avaient jamais été aussi remplies. Une augmentation des salaires étant censée couper court à toutes les demandes, attentes et résistances des salariées et salariés souhaitant rester.

Résultat, entre octobre 2012 et janvier 2013 : une démission, quatre ruptures conventionnelles (le patron aurait tant aimé des démissions...), trois départs de collaborateurs non salariés. Mieux vaut par ailleurs anticiper de futures vellétés collectives : en externalisant une partie des tâches, le nouveau collectif de travail sera réduit et facilement contrôlable. Chacun se spécialisera davantage. Finie la perte de temps en réunions au détriment de l'efficacité et de la productivité !

Il fallait aussi justifier ces conflits et ces nécessaires changements aux collaborateurs et collaboratrices non ou peu présents au bureau ainsi qu'auprès de nombreux relais de la maison d'édition et essayer de décrédibiliser les salariées et salariés (incompétence, manque de rentabilité,

passéisme, etc.). Quitte à mentir grossièrement et à se faire passer pour une victime, un peu comme ces patrons retenus en otage lorsque des centaines d'emplois sont menacés !

Vitrine autogestionnaire

Le site des éditions indique pourtant que la maison est «appuyée sur un mode d'organisation autogestionnaire». Oui, les prises de décision ont pu être relativement collectives pendant des années même si cela prenait du temps et de l'énergie. Une forte attention était portée à l'adéquation entre la fin (les types de livre édités) et les moyens (la façon de faire ces livres). Mais un discours managérial capitaliste, remettant en cause toutes les valeurs et priorités défendues et mises en pratiques depuis des années par les salariées et salariés présents et passés, est devenu de plus en plus insistant. L'obsession du prestige est devenue omniprésente ; la reconnaissance académique et du champ de l'édition, prioritaire ; les arguments d'autorité, la règle ; et la formule «vous êtes avec moi ou contre moi», un nouveau leitmotiv.

Des techniques de répression et de domestication fort proches de celles analysées et dénoncées dans la revue citée se sont donc développées dans cette petite entreprise qu'est la maison d'édition associative Agone !

G. et R., anciens salariés d'Agone

Agone, firme capitaliste ou collectif éditorial et militant en crise ?

(Ce texte a d'abord été publié sur le site mille babords, *Ni patrie ni frontières*)

Dans sa rubrique «Courrier des lecteurs», *Alternative libertaire* a publié en juillet 2013 un témoignage émanant de deux ex-salariés d'Agone, Gilles et Raphaël, qui parlent de méthodes «patronales», «managériales» et de «stratégies d'externalisation». Il n'est jamais agréable de voir d'anciens amis s'éloigner avec aigreur. Et c'est pire de les voir affirmer publiquement que le projet dans lequel ils se sont tant investis est devenu à leurs yeux le contraire de ce qu'il était quelques mois plus tôt. Par respect pour le travail réalisé, cette réponse ne veut donner qu'un autre point de vue sur ce qui s'est passé chez Agone en 2012.

Le numéro 50 de la revue Agone qui sert de point de départ à ce courrier des lecteurs traite des stratégies patronales d'entreprises comme Peugeot, EDF et Carrefour, où les syndicalistes sont soumis à des pratiques de répression et de domestication constituant les versions violentes ou douces d'entorses au droit du travail et brisant des vies. Le collectif d'éditeurs que Raphaël lui-même décrivait comme si plaisant s'est-il subitement transformé en une firme capitaliste [1] ? La personnalité de son directeur éditorial, Thierry Discepolo, bien connu d'une partie du monde militant, s'est-elle soudain métamorphosée ? Nous ne voyons pas les choses ainsi.

C'est un fait, cinq employés ont quitté les éditions Agone entre octobre 2012 et janvier 2013. Chacun d'entre eux a choisi les conditions de son départ, dont une prime allant de 7 000 à 10 000 euros (selon l'ancienneté, de six à neuf ans). Le président de l'association Agone s'est contenté de les avaliser. Tous ces départs font suite à une crise importante. Personne ne le nie. Mais cette situation mérite d'être analysée comme crise politique d'un projet éditorial engagé, sur fond de bouleversement des mondes du livre.

Ces départs ne sont pas un coup de tonnerre dans un ciel serein. Ils font suite à plusieurs mois de désaccords, à l'issue desquels le directeur éditorial propose, en juin 2012, de se retirer au profit d'une direction éditoriale collégiale composée des autres salariés. Cette proposition est refusée et provoque les deux premiers départs. Une assemblée générale des salariés et des directeurs de collection est convoquée en septembre, au cours de laquelle le directeur éditorial réitère sa proposition de se retirer au profit des salariés insatisfaits. Elle est de nouveau refusée. Le directeur éditorial

propose alors une réduction des tâches logistiques et une refonte du site Internet. Ce projet est validé à la majorité – puis soutenu par le bureau de l'association, dont une augmentation des salaires de 20 %. Une semaine plus tard, trois autres salariés, dont Gilles et Raphaël, annoncent leur départ.

De l'assemblée générale de septembre 2012, aucune solution unitaire aux désaccords n'avait pu émerger. Les divergences portaient sur l'organisation collective du travail et la réponse à des enjeux contemporains ou anciens de l'édition : quels usages réserver aux formats numériques du livre ? Jusqu'à quel point développer la vente en ligne ? Comment faire cohabiter ces pratiques avec la librairie ?

Ces divergences portaient aussi sur les relations avec le monde intellectuel ou académique. Car Agone n'est pas un producteur de biens seulement matériels. Sa matière première reste des textes, qui ont, hélas, des origines sociales souvent prévisibles : petite et grande bourgeoisies intellectuelles, milieux militants, sphère académique, plus rarement mondes ouvriers. Ce constat doit être tiré jusqu'au bout : le métier d'éditeur suppose une connexion avec ces groupes sociaux pour accéder à la matière première dont sont faits les livres.

Pour satisfaire l'idéal d'un collectif éditorial engagé, ce travail de collecte (de direction de collection), mais aussi sur les textes mêmes (préface, traduction, appareil de notes, annexes, etc.), doit être autant que possible partagé entre tous les employés d'une maison d'édition.

Ignorant ces questions, la plupart des maisons ont adopté une organisation hiérarchique des tâches qui reproduit les coupures intellectuel/manuel, «grand penseur»/»petites mains». Cette situation produit une division entre ceux qui «trouvent les livres» (gravitant dans les milieux intellectuels, notamment parisiens) et «ceux qui les font devenir objets» ; entre ceux qui travaillent sur les textes et «agencent les livres entre eux» pour former une ligne éditoriale et ceux qui les mettent en forme et en circulation. Ce qui n'est pas gênant pour Fayard ou Flammarion pose en revanche un vrai problème à une maison d'édition où la manière de faire des livres est aussi importante que leur contenu.

Chez Agone, l'organisation collective du travail repose sur un principe d'égalité de salaire. De plus, une large part du travail de collecte et de travail sur les textes est répartie entre les salariés assurant les différents métiers que rassemble une maison d'édition. Mais cela ne suffit pas. Il a été et reste très difficile d'y instaurer une division du travail totalement égalitaire. C'est là un des points de la crise que nous avons traversée. Peut-on se contenter, à long terme, d'un directeur éditorial qui assure l'essentiel des relations entre la maison d'édition et ses interlocuteurs extérieurs (auteurs, traducteurs, confrères, libraires, diffuseur-distributeur, administrations) ? Comment gérer l'asymétrie d'informations, de visibilité

sociale et les effets de personnalisation que ceci produit inévitablement au sein d'un collectif ?

La leçon politique qu'il y a à tirer de cette situation ne nous semble pas devoir être trouvée dans un parallèle déplacé avec des logiques managériales. (Ainsi l'«externalisation» évoquée n'est-elle que la délégation à la librairie Envie de Lire, à Ivry-sur-Seine, des commandes en ligne du site Agone.org ; et il n'a jamais été question de «réduction de la masse salariale».) S'il faut tirer une leçon de cette crise, c'est la nécessité de réfléchir à l'essoufflement du modèle vocationnel, qui est au centre du projet d'Agone : répondre aux difficultés pour les membres d'un collectif de s'accorder sur un projet autogestionnaire dans la durée, qui plus est face au bouleversement actuel des mondes de l'édition. La question demeure de réussir à articuler les impératifs de la diffusion de biens symboliques avec les réalités matérielles par lesquelles passe inévitablement un projet qui veut tenir ensemble ces ambitions.

Denis Becquet, Thierry Discepolo, Alain Guenoche, Sylvain Laurens, Joëlle Metzger, Julian Mischi, Philippe Olivera, Étienne Penissat, Jean-Jacques Rosat, Jacques Vialle – membres du bureau ou collaborateur des éditions Agone en 2012 et 2013.

[1] Raphaël (éditions Agone) : «Il vaut mieux prendre son temps», Article XI, juillet 2010.



Crise d'Agone...

ou

crise

du mythe autogestionnaire ?

Ayant traduit deux bouquins pour Agone (un sous mon nom et l'autre sous pseudonyme vu mon désaccord avec les modifications proposées à ma traduction) et éditant moi-même une revue (*Ni patrie ni frontières*) et des bouquins à petit prix, petit tirage et gros déficit, je voudrais faire part de quelques idées sur la crise d'Agone, sans entrer dans des attaques personnelles ou le copinage avec X ou Y (je connais un tout petit peu Thierry D. et Philippe O., mais je suis presque sûr que les «dissidents» que je ne connais pas ne sont pas de mauvaise foi, car pour moi, fondamentalement, un patron, un directeur ou un «animateur» d'une maison d'édition, a toujours tort contre les autres salariés...).

► L'autogestion est un mythe et c'est une très bonne chose s'il se dégonfle un peu avec Agone, même si cela s'avère douloureux pour ceux qui y perdront leurs illusions. L'autogestion peut être une tactique DÉFENSIVE pour des travailleurs qui perdent leur boulot (comme ce fut le cas des travailleurs portugais de quelque 400 entreprises qui tournèrent en autogestion face au départ de leurs patrons en 1974/75). En aucun cas, un projet égalitaire SUR LE LONG TERME. Les projets autogestionnaires doivent crever, soit dans la joie, parce que l'on passe à une autre aventure, soit dans la douleur parce qu'on se rend compte qu'une entreprise qui distribue des salaires reste une entreprise capitaliste, point barre. L'égalité des salaires est une fumisterie sympathique mais une fumisterie tout de même.

► L'échec d'Agone dans le monde éditorial pseudo alternatif est l'échec du mythe de l'autogestion, pas celui d'un collectif militant. En effet, pour exister dans l'édition il faut vendre des livres et dégager un profit suffisant pour faire vivre ceux qui y bossent. Si l'on dispose déjà d'une organisation politique (comme Lutte ouvrière ou Lotta comunista en France et en Italie) on peut tabler sur un nombre minimum de lecteurs, un réseau de diffusion partiellement gratuit (celui des bénévoles de l'organisation) et un capital (celui des cotisations des militants de l'organisation) qui pourra toujours renflouer les caisses de la maison d'édition si celle-ci ne rentre pas dans ses frais. Si on ne s'appuie pas sur une organisation politique solidement structurée (comme c'est le cas des deux groupes ci-dessus cités), et si l'on a affaire à des groupes peu sérieux sur le plan financier genre LCR/NPA, FA

ou AL, ce n'est même pas la peine d'essayer, on boira le bouillon rapidement (cf. la faillite des Editions La Brèche, l'incapacité de la FA ou d'AL d'avoir une revue ou une maison d'édition dignes de ce nom, etc.).

► Pour acquérir un public conséquent (au minimum 3 000 lecteurs réguliers) il ne reste donc plus que les réseaux de la petite-bourgeoisie salariée (intellectuelle ou pas, universitaire ou médiatique). Ces réseaux n'accordent pas leur soutien sans contrepartie : il ne faut pas critiquer les auteurs qu'ils promeuvent (ou alors de façon très éthérée et diplomatique) ; il ne faut pas remettre en cause leur fonctionnement interne et leurs liens avec les centres du pouvoir capitaliste ou les grandes organisations bureaucratiques du «mouvement ouvrier» ; il ne faut pas remettre en cause leurs plans de carrière, etc. En clair motus sur l'idéologie de *Politis*, du *Monde diplomatique*, d'ATTAC, etc. Aucune critique contre les idoles (Chomsky, Castoriadis, Bourdieu, Foucault, Negri, Todd, Rancière, Zizek, etc.) ou alors des critiques très feutrées. Aucune remise en cause sérieuse des idéologies à la mode dans ces milieux : multiculturalisme, French Theory (déconstruction), études postcoloniales, écologisme, décroissance, féminisme bourgeois, tiersmondisme, citoyennisme, postmodernisme, etc. (Attention les modes changent donc il faut être vigilant et sacrément caméléon !) Car remettre en cause ces idées c'est remettre en cause les niches universitaires, professionnelles ou médiatiques que ces gens se sont construites ou sont en train de se construire. Les chaires à l'université, les directions de collections dans des maisons d'édition, les colloques, les articles dans la presse, ou les interventions dans les médias audiovisuels, les participations à des commissions, les rapports de spécialistes pour l'Etat ou les collectivités territoriales, etc.

► Agone a fait le choix (et cela ne date pas d'hier, c'est pourquoi je m'étonne un peu de cette discussion) d'entretenir des relations étroites avec ce milieu qui n'est pas seulement parisien.

Le fait de pratiquer la rotation des tâches ne changerait rien, bien au contraire. Ceux qui disposent d'un capital culturel/universitaire/médiatique inexistant seront toujours fascinés – ou au moins «complexés» – face à ceux qui disposent d'un capital culturel/universitaire voire médiatique imposant. A tort, ils ne se considèrent pas vraiment comme les égaux des auteurs qu'ils éditent ou des journalistes qu'ils rencontrent. A la fois parce que c'est ce que l'École et aussi les organisations ou associations de gauche, d'extrême gauche ou libertaires leur ont appris (la révérence et l'absence d'esprit critique face aux porteurs supposés du savoir), mais aussi et surtout parce que très peu d'intellectuels considèrent les prolétaires de l'édition, ou d'ailleurs, comme leurs égaux. De plus, si l'on veut critiquer sérieusement un auteur ou un journaliste alors que l'on souhaite que cet auteur publie dans sa maison d'édition ou que le journaliste publie un article sur un bouquin que l'on a édité, il est très difficile de ne pas être

hypocrite. On est inéluctablement amené à devenir très «diplomate», donc à ne pas confronter les idées de ses interlocuteurs.

► Donc, me direz-vous, il n'y a pas de solution ? Si, bien sûr, mais des solutions difficiles, lentes et pas rentables, donc peu susceptibles de faire vivre ceux qui animent une maison d'édition «militante». Quelques pistes, donc, pour terminer sur une note moins pessimiste.

1) Tout d'abord, un collectif éditorial digne de ce nom doit apprendre à tous ses membres à écrire. C'est cela concrètement remettre en cause la division du travail dans une maison d'édition. C'est aider tout le monde à acquérir une autonomie de pensée, un sens critique affûté, des capacités d'écriture croissantes, etc. Bien sûr, chacun ne deviendra pas capable d'écrire un bouquin de 300 pages en une année, mais tout le monde peut apprendre à rédiger une quatrième de couverture, une présentation pour la presse, un petit article, etc. C'est la condition sine qua non pour sortir des complexes vis-à-vis des intellos et des universitaires, pour limiter les rivalités entre egos, etc.

Cela demande beaucoup de travail à tout le monde, beaucoup de sorties ciné ou en boîte supprimées, beaucoup de vacances ou de week-ends écourtés, pas beaucoup de grasses matinées, etc.

Cela suppose que les plus «formés» apprennent aux autres comment constituer une documentation valable, faire un plan. A prendre des notes sur les bouquins qu'ils lisent. A lire beaucoup de livres et d'articles. Puis à écrire de petits articles. Puis des plus gros. Puis enfin – pourquoi pas ? – des livres tous ensemble. Un tel collectif éditorial évidemment ne peut reposer que sur l'anonymat. Cela suppose que les plus dotés en capital culturel/universitaire acceptent de ne pas se servir du collectif pour promouvoir leurs intérêts personnels, leur acquisition d'un capital symbolique, d'une certaine renommée même dans des milieux dits marginaux, contestataires, alternatifs, etc. Ce choix n'a pas été fait par *Agone*, la revue, qui a toujours privilégié la participation d'universitaires, de journalistes ou de gens connus dans les milieux dits de gauche. Là aussi depuis longtemps. Cela n'a jamais été une revue militante égalitaire dans l'écriture... A ma connaissance, elle n'a jamais non plus fait ce choix pour ses livres qui ont toujours été le fait d'auteurs individuels et non d'un collectif maison, si j'ose dire.

2) Il est vain de vouloir concurrencer les grandes maisons d'édition, ou même les moyennes. Il faut se fixer des objectifs plus modestes en termes de tirage, de diffusion. Constituer des collectifs locaux qui assureront à bas prix la diffusion et non chercher à atteindre tout de suite (voire ne jamais y penser) une taille nationale ne reposant pas sur des collectifs locaux. Pratiquer des prix vraiment à la portée des prolétaires (ce qui n'a jamais été le cas d'*Agone*), accepter de ne pas vivre de son travail pour la maison d'édition, par conséquent avoir un autre boulot pour la financer. En clair,

rompre avec l'illusion qu'on peut lutter pour la révolution dans une petite structure capitaliste sympa...

Refuser toute diplomatie avec les réseaux de la petite-bourgeoisie altermondialiste, citoyenniste, indignée, écologiste, féministe réformiste, néostalinienne, et autres. Tout comme avec les partis et syndicats de gauche... Confronter les idéologies à la mode dans ces milieux prétendument amis, sans insultes gratuites, mais sans concessions politiques. Cela n'a jamais été le cas d'Agone...

3) Faire ce qui se fait déjà, mais encore mieux. Éditer des petites brochures gratuites, ou à prix libre, dont l'édition est fondée sur des combines gratuites ou pas chères. Mettre en ligne le maximum d'articles, brochures et livres. Utiliser Internet nuit certainement à la qualité des ventes et aux profits d'une maison d'édition alternative mais il faut choisir si l'on est un collectif militant : veut-on s'adresser à une élite de profs et de petits cadres, ou s'adresser à tout le monde ? Donc diffuser des livres papier mais aussi des livres gratuits sur Internet.

J'espère ne démoraliser personne mais il n'y a pas de raccourcis autogestionnaires.

Plus tôt on s'en rendra compte, mieux cela vaudra !!!

Y.C., 17 août 2013

x Deux réactions à cet article...

Bonjour, tu écris "la faillite des Editions La Brèche, l'incapacité de la FA ou d'AL d'avoir une revue ou une maison d'édition dignes de ce nom, etc.)." Sans vouloir te vexer, le hors-série du Monde Libertaire mis en place par la FA depuis un an, tient davantage de la revue que du simple hors-série de leur hebdo. Diffusion à la fois en kiosque, par abonnement et militante, et même désormais diffusion en kiosques en Tunisie. On peut donc estimer que la FA a une revue. Quant à ses éditions, en effet, je partage ton constat. M.

Salut Yves j'ai bien aimé ton article sur Agone mais je ne suis pas d'accord quand tu dis que la FA entre autres est dans l'incapacité de se doter d'une structure éditoriale digne de ce nom. Les éditions du monde libertaire et les éditions libertaires (il est vrai indépendantes de la FA) en sont la preuve. La critique que j'en ferai se porte plutôt sur le choix des textes et parfois l'incapacité à publier autre chose que du "réchauffé" ! Amitiés. R.

... et un bref commentaire

Peut-être me suis-je montré trop vague. Par «digne de ce nom», j'entendais qui porterait une parole anarchiste nouvelle et originale. Je n'ai pas cette impression mais peut-être ai-je des attentes trop élevées et manque d'infos sur la production de l'anarchisme actuel. Pour ma part, quand je lis les textes théoriques des anarchistes actuels, je me trouve devant trois écueils: 1. Un simple copier-coller de vieilles analyses anarchistes. 2. Un copier-coller d'analyses marxistes sans même y ajouter une touche libertaire, mais avec parfois des influences réformistes. 3. Une influence importante de certains intellectuels de gauche à la mode mais pas du tout révolutionnaires. Tout cela en schématisant beaucoup bien sûr car cela demanderait une analyse fouillée.

Y.C.

**Impasses
du
post-modernisme :
nation,
religion
genre
«race»
et
classe**

Créé il y a tout juste quinze ans, *Dissidences*, à la fois collectif et revue ¹ cherche à construire l'extrême gauche, les mouvements révolutionnaires et les avant-gardes politiques et esthétiques comme *objet historique*. Faire avancer la compréhension de l'ensemble des concepts clés et des *praxis* de cet objet d'études, en fournissant une «boîte à outils», fait partie de nos objectifs. Les recodifications de la théorie révolutionnaire, comme la refonte du corpus doctrinal de cette famille politique, qui se déploient dans l'espace public depuis déjà quelques années, ont donc toute notre attention. Non que nous nous posions en gardiens du temple – là n'est pas notre rôle – mais plus simplement parce que nous faisons ainsi usage de notre fonction critique. Notre savoir-faire (modeste) ayant néanmoins vocation au partage, le faire-savoir s'impose, en dehors, pourquoi pas, de nos territoires habituels. C'est dans cet esprit que nous accédons volontiers à la demande de *Ni patrie ni frontières* de reproduire deux de nos comptes rendus pour ce numéro, qui figureront avec la mention de leur URL d'origine.

Signé : Le comité de rédaction de *Dissidences*



«Tricot postmoderne»...

1 Revue papier, revue électronique :
<http://revuesshs.u-bourgogne.fr/dissidences/index.php> et blog :
<http://dissidences.hypotheses.org/>

x Recodifier le féminisme à partir de la «race» ?

Lecture critique de Felix Boggio Ewanjé-Epée, Stella Magliani-Belkacem, *Les féministes blanches et l'empire*

Éditions La fabrique, 2012, 110 pages, 12 €.

15 février 2013 Article publié sur <http://dissidences.hypotheses.org/2849>

I – Voici un livre *dangereux* non parce qu'il est un livre sur les luttes féministes mais justement une critique *totale* de celles-ci, une critique *unilatérale* menant à la conclusion que seule les luttes féminines au sein des Indigènes de la République sont des luttes réelles¹.

Sans doute la situation difficile de l'édition militante contraint-elle à certains choix marketing dans les titres : il faut bien attirer le lecteur et à ce titre, *Les féministes blanches et l'empire* est-il sûrement plus efficace que, par exemple, *«Le féminisme européen confronté à la contradiction*

¹ Rappelons quand même, malgré son positionnement à «gauche» de l'échiquier politique, d'où ce compte-rendu au sein de *Dissidences*, que le mouvement des Indigènes de la République soutient ouvertement le Hamas (Hamas dont la charte de 1988 contient les dispositions suivantes : «*Dieu est son but, l'Apôtre son modèle et le Coran sa constitution.*» – Article 9 – et la reconnaissance de la véracité du document antisémite dit «Protocole des Sages de Sion» : «*Le plan sioniste n'a pas de limite ; après la Palestine, ils ambitionnent de s'étendre du Nil à l'Euphrate. Lorsqu'ils auront parachevé l'assimilation des régions auxquelles ils seront parvenus, ils ambitionneront de s'étendre plus loin encore, et ainsi de suite. Leur plan se trouve dans les Protocoles des Sages de Sion*» -Article 32-). Ainsi les Indigènes de la République déclarent «*Ne pas soutenir Hamas et le reste de la résistance armée, c'est capituler devant les forces qui mettent sur le même plan la violence anticolonialiste des Palestiniens et la violence coloniale de l'État d'Israël ; c'est contester la légitimité des Palestiniens à défendre leurs droits par la force des armes*». Ce texte précise du reste que «*Pour nous l'État d'Israël n'est pas sacré. Nous n'avons pas à porter la culpabilité d'un Occident qui a tenté d'exterminer les juifs. Nous nous opposons à Israël en tant qu'État colonial*». Cf. http://www.indigenes-republique.fr/article.php?id_article=370., c'est nous qui soulignons.

coloniale», ce qui serait de toute façon un autre ouvrage, avec de tout autres auteurs, moins partisans ...

Les auteur-e-s, justement. En 2012, après avoir coordonné l'ouvrage collectif *Race et capitalisme* (Syllepse)¹, contribué à *Nous sommes les Indigènes de la République* (Amsterdam)² et à *Contre l'arbitraire du pouvoir* (La fabrique), Félix Boggio Ewanjé-Epée³ et Stella Magliani-Belkacem⁴ présentent ce dernier ouvrage, pamphlétaire, *Les féministes blanches et l'empire*. Entre deux publications, ces auteur-e-s investissent deux espaces : un espace public militant à «gauche de la gauche», comme par exemple aux Estivales citoyennes 2012 du Front de gauche (septembre) ou dans les colonnes de la revue *Contretemps*, et l'espace universitaire, en participant par exemple au colloque international «Penser l'émancipation», à l'université de Lausanne (25-27 octobre 2012). Félix Boggio Ewanjé-Epée y présentait une intervention intitulée *Les approches du privilège blanc : marxisme, race et stratégie émancipatrice* dans le panel «Race et capitalisme : stratégies et politisations antiracistes» pendant que sa co-auteure modérait les interventions de deux panels, le dernier cité et celui sur «Quel agenda féministe ? Le féminisme au défi de l'oppression néocoloniale». Ces quelques indications historiographico-militantes indiquent déjà ce à partir de quoi chemine leur pensée.

II – Bien entendu, nous n'entrerons pas dans le manichéisme racial qu'utilisent les deux auteur-e-s pour disqualifier les luttes féministes «blanches» (*dixit* nos deux essayistes), y compris lors de la mise en exergue d'un exemple effectivement honteux, celui orchestré à Alger en mai 1958, par les femmes des généraux Salan et Massu (p. 24 et suivantes)⁵, lors des

¹ Pour la lecture que fait notre collectif *Dissidences* de cet ouvrage, se reporter à l'article (en deux parties) publié par Vincent Chambarlhac sur ce blog, «Das Unheimliche (Postcolonialisme et reconfiguration à l'extrême gauche) Autour d'une configuration, à partir de : *Race et Capitalisme*», sur <http://dissidences.hypotheses.org/979> et <http://dissidences.hypotheses.org/982>

² Ils sont qualifiés «d'amis» par les Indigènes : http://www.indigenes-republique.fr/article.php3?id_article=1602

³ Félix Boggio Ewanjé-Epée est étudiant-chercheur en philosophie, semble-t-il ex-militant des JCR et du NPA, membre du comité éditorial de la *Revue des Livres* et de la revue *Contretemps*

⁴ Stella Magliani-Belkacem est secrétaire éditoriale, aux côtés d'Éric Hazan à La fabrique.

⁵ On (re)découvre, avec effroi, des organisations de scène de «dévoilement» où littéralement la femme musulmane était «invitée» à se

manifestations en faveur de l'Algérie française qui amènent De Gaulle au pouvoir. Néanmoins, outre qu'il est extrêmement difficile de prétendre faire de ces épouses de généraux des militantes féministes – elles n'étaient que la «vitrine» du Mouvement de solidarité féminine, organisée par des assistantes sociales¹ – il eut été louable, pour le moins, de la part de nos auteur-e-s, d'indiquer que la presse du FLN (*El Moudjahid*) disqualifia ces femmes, forcées par le pouvoir colonial de se dévoiler, en les traitant de «femmes serviles» et de «prostituées»².

En outre, nous est-il permis de noter que cet exemple de dévoilement forcé est ressassé à l'envie dans maints textes ou interventions d'auteur-e-s membres ou proches des Indigènes de la République³, mais jamais, par contre, n'est citée cette manifestation du 8 mars 1965, où les femmes d'Alger, en solidarité avec leurs consœurs encore sous domination coloniale (Angola, Érythrée, etc.), jetèrent leurs voiles dans les eaux du port ...⁴

Les deux auteur(e)s critiquent tout ce que le féminisme français «blanc» a pu produire des années 1920 à aujourd'hui et précisent : «le féminisme français fait partie de la tradition émancipatrice des opprimé(e)s et, comme l'ensemble de cette tradition, il est marqué par des contradictions...des points aveugles, notamment quant à la question coloniale et raciale» (p.

dévoiler publiquement pour mettre fin à «l'oppression barbare de l'Islam arriéré» au profit de la «liberté» qu'offrait la République à ses filles. On citera ce cas de Monique Améziane, où l'intéressée a participé à ce simulacre pour tenter de libérer son frère Mouloud des geôles militaires (frère dont la ferme a été transformée en centre de torture de l'armée française. Sur cette question, nous conseillons vivement le report au livre de Jean-Luc Einaudi, *La ferme Améziane : enquête sur un centre de torture pendant la guerre d'Algérie*, Paris, L'Harmattan, 1991.

¹ Lire l'article de l'historienne Malika Rahal, chargée de recherche à l'IHTP-CNRS, «Les manifestations de mai 1958 en Algérie ou l'impossible expression d'une opinion publique «musulmane»», in Jean-Paul Thomas, Gilles Le Béguec, Bernard Lachaise (dir.), *Mai 1958 : Le retour du Général de Gaulle*, Rennes, PUR, 2010. Pour les travaux scientifiques récents et reconnus sur la guerre d'Algérie, on lira les auteures suivantes : Raphaëlle Branche, Annie Rey-Goldzeiguer et Sylvie Thenault.

² Malika Rahal, «Les manifestations de mai 1958 en Algérie ou l'impossible expression d'une opinion publique «musulmane»», *op. cit.*

³ Voir, entre autres, un article de Houria Bouteldja sur le site Les mots sont importants : <http://lmsi.net/De-la-ceremonie-du-devoilement-a>

⁴ A moins qu'une pernicieuse influence coloniale sous-jacente n'ait guidé leur geste ...

16). S'ensuit alors une sorte de «jeu de massacre» de toute la tradition féministe française, sur laquelle il y aurait certes à redire, mais dont on ne peut nier l'apport dans l'évolution des rapports sociaux.

III – Si, après tout, l'on peut bien dans un titre employer deux références clés des droites extrêmes, la notion de «Blanc» et celle très ambiguë d'«empire», reste que l'on s'expose à bien des dérives idéologiques et anti-scientifiques si on ne fait pas l'effort de les déconstruire et au minimum de les remettre en perspective, quand bien même l'on s'appuie sur des faits irréfutables et des anecdotes innombrables sur l'histoire des luttes, comme les scènes de dévoilement en Algérie française.

Malheureusement, ce n'est pas le cas dans cet ouvrage, et du coup, ce qui aurait pu être une critique constructive et nécessaire de l'articulation entre les luttes contre les diverses oppressions devient une charge sans objet autre que le progressisme féministe en Europe et ailleurs. Dès lors en effet qu'on estime que la militante porteuse de valises pendant la guerre d'Algérie, souvent torturée au même titre que les hommes, ou la «pied-rouge» partie se mettre au service de la construction du socialisme algérien peuvent être classées dans la même catégorie «féministe blanche» que la femme du général Massu, et même si l'on ne manque pas de classer la première dans les «exceptions notables», l'on n'en finit pas moins par renvoyer dos à dos bourreaux et victimes dans un raccourci historique qui mène droit au néant.

Si l'on considère comme relevant du même cheminement historique les réactions à l'oppression qui peuvent être maladroitement, partielles, en partie reproductrices d'autres oppressions, et la récupération politique par les pouvoirs de ces réactions, l'on se condamne finalement à considérer les mouvements de lutte comme une vaste conspiration destinée de toute façon à soutenir la réaction. C'est malheureusement la logique de cet ouvrage, qui s'inscrit dans la démarche plus globale de «dé-construction» entreprise ces dernières années à propos non seulement du féminisme, mais aussi de la lutte des classes ou des luttes LGBT¹, par les Indigènes de la République, et plus globalement par toute une frange de certains universitaires.

Déconstruire, mais dans quel but ? Bien évidemment, il ne s'agit pas de rester dans les mythes que les mouvements sociaux et sociétaux construisent sur eux-mêmes, mais dès lors que le point de vue est de dire que ces mouvements, au fond, sont un remède pire que le mal, il importe de savoir d'où le locuteur s'exprime, et ce qu'il défend, à moins que l'on ne souscrive encore à cette vieille idée selon laquelle une parole puisse être

¹ Il s'agit du mouvement des lesbiennes, gays, bisexuels et transgenres, qui désigne les personnes non hétérosexuelles. Voir http://fr.wikipedia.org/wiki/Lesbiennes,_gays,_bisexuels_et_transgenres

purement objective. C'est assez vite fait en ce qui concerne ce petit opus, qui pourra utilement être complété par la lecture de Sadri Khiari, notamment ses textes sur «*La modernité, opium du peuple*», ou par ceux d'Houria Bouteldja sur le «*féminisme décolonial*»¹. La recherche du Paradis perdu, d'un âge d'or, celui d'avant le soi-disant «monde blanc», en voilà le fond abstrait : apologie des rythmes de la nature, de sociétés précoloniales prétendument harmonieuses, rejet de l'universalisme, forcément impérialiste, au profit de la «tradition», des «spiritualités retrouvées»...Voilà le projet politique qui inspire la démarche des Indigènes de déconstruction du féminisme «blanc».

A partir de cet arrière-plan global, l'on comprend mieux pourquoi il était nécessaire d'introduire ce mot «Blanc» pour faire passer la critique du féminisme : tout simplement, parce qu'en s'arrogeant le statut de «non-Blanc», le locuteur s'exonère a priori de l'évidence critique concernant ses thèses : celles-ci ne sont pas autre chose que celles défendues par certaines familles de l'extrême droite qui s'autoproclament «Blancs», du Bloc identitaire aux catholiques traditionalistes qui eux aussi prônent ce retour aux «rythmes de la nature», aux «spiritualités retrouvées», toutes notions qui structurent également leur «révolte contre le monde moderne».

IV – Si l'on pousse la lecture jusqu'à la page 72, on trouve ce paragraphe qui doit nous interpeller : «La transformation des conditions de vie des femmes dans le monde entier mettait à l'ordre du jour la définition de nouvelles solidarités féminines...une prise en compte réelle de ces différents modes d'émancipation [La révolution iranienne de 1979 est citée par les auteurs comme ayant eu sa part de libération féminine, NDLR]² suppose une remise en cause de l'universalité du référent «femme»...A travers les migrations, la perception médiatique des pays du Sud ou encore l'invisibilité du salariat féminin non blanc au service des personnes ... les

¹ http://www.indigenes-republique.fr/article.php3?id_article=1663 pour le texte original et ici pour une critique de cette position : <http://luftmensen.over-blog.com/article-indigenes-de-la-republique-derriere-le-feminisme-islamique-le-racisme-et-le-patriarcat-69760148.html>

² Nous citons in extenso : «Le régime issu de la révolution islamique, en dépit de son volet répressif indéniable, avait pu satisfaire les aspirations des fractions les plus pauvres de la société iranienne, en matière d'emploi, de redistribution et d'éducation. La place que les femmes avaient pu acquérir dans la main d'œuvre au cours de la guerre Iran-Irak donna aux mouvements féministes, religieux et séculiers, un rôle important au sein des mouvements d'étudiantes, de travailleurs et de travailleuses iraniens et iraniennes» (p. 72). C'est nous qui soulignons, mais avons-nous mal lu ou les auteur-e-s assimilent-ils la femme et la main-d'œuvre ?

disparités raciales au sein du féminisme s'avéraient finalement incontournables» (p. 72-73). Ce n'est pas un hasard si la traduction concrète de cette révolte s'incarne pour ces différents courants dans un régime défendu aujourd'hui à la fois par les Indigènes mais aussi, et en vertu d'un paradoxe qui n'est qu'apparent, par la plupart des organisations d'extrême droite : l'Iran. On nous dira sans doute que la focalisation sur quelques pages défendant le régime iranien, crédité de réelles avancées sociales, relève d'une «diabolisation» volontaire, voire d'un soutien à l'impérialisme occidental ! Peu importe : ce qui s'est passé en Iran après la chute du Shah est effectivement un événement fondateur de la période dans laquelle nous sommes. Il s'agit de la première révolution sociale et sociétale où la classe dominante a su utiliser victorieusement une nouvelle forme politique pour canaliser la colère et la créativité de la population.

Il s'agit de fait, de la première expérience de «révolte contre le monde moderne» réussie, celle où le camp de la gauche progressiste a pu être écrasé, à la fois par la force la plus brutale qui soit, mais également par l'attaque idéologico-politique frontale des fondamentaux du mouvement ouvrier international depuis deux siècles, parmi lesquels le féminisme. Se prétendre le recours des opprimés en les montant contre les minorités, voilà ce que le régime des mollahs a réussi le premier. Le discours comme la pratique ont ensuite été repris par toutes les formes nationales d'un fascisme modernisé, et ses versions européennes n'en sont qu'une partie, pas spécialement inventive. Le fond est toujours le même : le progrès, c'est le Mal, le féminisme, c'est le Mal, l'antiracisme, c'est le Mal. Naturellement, l'on adjoindra à ces mots encore connotés positivement, car l'expérience du mouvement de classe international ne s'abolit pas comme ça, des épithètes outrageants tels «Blanc» ou «sioniste» pour les uns, «multiculturaliste» ou «pro-immigrationiste» pour les autres.

V – Mais au fond, il ne s'agit, aujourd'hui comme hier, que de défendre la réaction dans toutes ses formes concrètes contre TOUTES les luttes, et pas seulement celle des femmes ou des minorités LGBT. Sur cette question LGBT, nos auteur-e-s nous livrent ainsi cette réflexion au sujet des protestations ayant eu lieu en France lors de la pendaison de deux jeunes homosexuels en Iran en 2005 : *«L'Iran est au moins depuis 2005 parmi les cibles du pouvoir impérialiste étatsunien et il faut souligner qu'en juillet 2006, Israël menait son invasion du Liban, avec, pour motif récurrent de propagande, l'Iran comme soutien du Hezbollah. Il y a là un véritable alignement de la solidarité internationale LGBT sur l'agenda impérialiste des États-Unis»* (p. 92). Et plus loin la charge devient clairement antisémite, sous couvert d'antisionisme : *«Face à la prétendue «barbarie» des pays arabes... Israël a, de son côté, choisi de tirer tous les bénéfices d'une association étroite entre sa propre image de démocratie occidentale au cœur de la jungle du Moyen-Orient... et un profil national favorable aux*

droits des personnes LGBT. Dès 2010, 90 millions de dollars ont été investis par l'office du tourisme de Tel Aviv pour représenter Israël comme une destination du tourisme gay. Il s'agit là d'une véritable opération de pinkwashing : *laver les crimes d'Israël au détergent gayfriendly*» (p. 93). Hallucinante charge de tonalité conspirationniste, d'un antisionisme dissimulant très mal ses relents antisémites : la seule manière de ne pas être un «féministe Blanc impérialiste» lorsque des homosexuels sont pendus en Iran serait de se taire, au risque de passer pour un agent du complot «sioniste» international orchestré notamment par les gays aux États-Unis... En somme, c'est un complot entre les deux impérialismes (États-Unis et Israël), qui en sous-main manipulent la communauté homosexuelle avec la complicité d'une partie de celle-ci, à grands renforts de financements... On n'est pas bien loin du portrait de Shylock¹. Intéressant, mais pour des auteurs «amis des ouvriers» qui nous expliquaient quelques pages auparavant que les féministes «blanches» n'avaient pas vu les progrès sociaux accomplis par le régime des mollahs, il est étrange d'oublier que l'année 2005 (et les suivantes) fut également celle de la répression de nombreuses grèves ouvrières iraniennes dans le sang, et celle de l'emprisonnement, de la torture et de condamnations à mort de syndicalistes et de militants communistes.

VI – Les féministes contemporaines sont également vilipendées vertement : «le féminisme hégémonique se présente de plus en plus comme un conglomérat de groupes de pression qui concentre son activité dans le domaine législatif et gouvernemental...» (p. 102).

En substance ces féministes ne servent à rien si ce n'est «cette ambition de plus en plus exclusive de promouvoir une série de réformes comme le droit au mariage pour les personnes du même genre» (p. 103). Les auteur-e-s, dans ce qui est l'exacte définition du «maximalisme» en politique, réfutent tout apport positif d'une réforme législative, même si l'on ne doute guère de sa faible pertinence au sujet de la question de fond LGBT. Et d'écrire : *«la focalisation exclusive sur ce type de concessions, obtenues*

¹ Shakespeare dans le *Marchand de Venise* écrit vers 1597, décrit le personnage d'un juif, Shylock, qui est un créancier cruel et sans pitié. Le juif, comme minorité au sein d'une communauté nationale, est depuis longtemps une cible facile pour ceux qui voient en lui la cause de tous les problèmes de la société. L'antisémitisme trouve ses origines lointaines notamment dans l'opposition de la chrétienté à la religion juive. Ainsi Paul de Tarse (10-65), fondateur du christianisme, dira-t-il dans l'Épître aux Thessaloniciens : *«Ce sont ces Juifs qui ont fait mourir le Seigneur Jésus et les prophètes, qui nous ont persécutés, qui ne plaisent point à Dieu, et qui sont ennemis de tous les hommes»*.

des droites ou du parti socialiste, entraîne au mieux un renforcement des points aveugles du féminisme hégémonique vis-à-vis de ces dernières catégories de la population [soit les personnes trans, femmes migrantes, non blanches NDLR].» (p. 102).

La critique n'est pas fautive ... dès lors qu'on réduit le féminisme à une seule de ses composantes, le féminisme d'État. Or ces dernières années, que ce soit dans la grande distribution, dans les secteurs du télé-appel ou de l'aide à la personne, la lutte contre le temps partiel imposé, contre le harcèlement sexué notamment par l'imposition de certaines tenues vestimentaires, les grèves contre le licenciement déguisé de femmes enceintes, etc., se sont développées de manière massive, ces mouvements se montrant capables justement de faire émerger des problématiques féministes, de par leur composition... et bien évidemment sans tomber dans les distinctions absurdes de «Blancs» et de «non-Blancs». Mais ce féminisme-là, les auteur-e-s de notre opus ne le voient pas, ou ne veulent pas le voir, tout simplement parce que consciemment ou pas, leur féminisme dit «décolonial» est une réponse tout aussi hégémonique que ce qu'ils-elles entendent dénoncer. On assiste clairement, comme pour les notions de sionisme/antisémitisme, à une situation en *chiasme* dans laquelle un terme est caché par son pendant légitimé.

Et la charge de continuer : «Cette dynamique d'intégration fait également reculer l'élaboration féministe matérialiste sur laquelle s'appuie tout projet de transformation radicale... c'est précisément en l'absence de ce travail théorique que l'on assimile la répression des pratiques homoérotiques dans le monde arabe à de la pure et simple homophobie» (p. 103).

Quant à savoir ce qu'est une «pratique homoérotique», la raison pour laquelle la répression de celle-ci ne doit pas être assimilée à de l'homophobie et par voie de conséquence pourquoi ces pratiques «homoérotiques» sont réprimées, nulle trace dans ce livre. En effet, il faudrait que nos auteur-e-s prennent position et définissent un tant soit peu leurs propos, ce qui est le but d'un ouvrage critique constructif. Ils ont oublié cette prescription d'Abu'Ali al-Husayn Ibn Abd Allah Ibn Sina (Avicenne) : *«Il est aussi devenu évident que rien n'est plus délectable que les concepts intelligibles.» (Le livre de la science).*

Le féminisme «hégémonique» pêche donc, selon eux, par son «incapacité à prendre en compte le privilège blanc dans les modes d'organisation et de politisation féministes, l'absence d'analyse matérialiste de la diversité des conditions des femmes et des sexualités...» (p. 105). Parmi les féministes «classiques», que nos auteur-e-s qualifient de

«blanches» ou «d'hégémoniques», issues du MLF¹ notamment, l'une d'entre elles, Josette Trat vient par ailleurs de répondre à ce texte dans *Contretemps*².

VII – Un autre exemple du livre indique une certaine parenté entre ces courants réactionnaires et les Indigènes : celui de l'analyse faite de l'exploitation capitaliste dans le secteur des services à la personne. Pour Félix Boggio Ewanjé-Epée et Stella Magliani-Belkacem, ce secteur serait celui où les femmes issues de l'immigration seraient les nouvelles esclaves remplaçant le service public à bon prix, pour le profit non seulement de la classe dominante, mais aussi du «petit Blanc», et les féministes «blanches» soutiendraient cet état de fait : «...ces femmes migrantes constituent un investissement stratégique pour la société blanche... elles suppléent à l'absence de service public de la petite enfance et des personnes âgées» (p. 107). Il n'est pas question ici de la notion de lutte de classe, en définissant la femme prolétaire comme esclave du mode de production capitaliste, mais de dichotomie de «races».

Or ce sont *toutes* les ouvrières qui sont précarisées et surexploitées dans ces secteurs, et l'enjeu, pour le patronat a justement été de cloisonner, ces dernières années, les différentes luttes qui ont éclos : celle des femmes dans les zones rurales et néo-rurales exerçant dans l'aide aux personnes âgées, celle des travailleuses du sexe cantonnées dans l'illégalité, avec ou sans papiers, celle des travailleuses du nettoyage... En introduisant cette prétendue séparation entre les «Blanches» et les «non-Blanches», nos auteur-e-s avalisent, d'une certaine manière, les divisions racistes réellement existantes dans le monde du travail. Drôle de féminisme que celui qui consiste à diviser les femmes prolétaires entre elles pour leur offrir comme guide l'isolement dans une prétendue identité racialisée.

VIII – Pendant la guerre d'indépendance algérienne, la vision marxiste d'une classe universaliste a été féroceement combattue par les appareils d'État en cours de formation au sein des populations colonisées : il s'agissait déjà pour eux de défendre le retour à la tradition et à l'unité interclassiste autour d'une vision réactionnaire de la société. Syndicalistes, féministes et autres progressistes furent ostracisés puis pourchassés par les secteurs dirigeants du FLN et de l'ALN, et là où aujourd'hui les Indigènes utilisent des expressions comme «intégration par le jambon» pour diffamer

¹ Il s'agit du Mouvement de libération des femmes, créé en 1970, entre l'été et l'automne.

² <http://www.contretemps.eu/interventions/f%C3%A9ministes-blanches-empire-r%C3%A9cit-complot-f%C3%A9ministe-fantasm%C3%A9>.

les militants de gauche issus de l'immigration, cette droite du FLN parlait de «complot de l'anisette» à propos de celles et ceux qui défendaient notamment l'idée de luttes communes entre tous les exploité-e-s, fussent-ils européens.

C'est cette histoire des militants et militantes anticolonialistes et universalistes, confrontés à la fois à l'oppression coloniale, à l'épuration au sein des mouvements de décolonisation et au racisme, global ou rampant, qui fut effectivement celui d'une bonne partie de la gauche française qu'il aurait fallu écrire si l'on voulait réellement déconstruire un certain féminisme occidental. Mais cette histoire eut été contrainte de montrer l'alliance objective entre les secteurs réactionnaires de tous les pays contre l'émancipation des femmes, soit l'inverse de la thèse défendue par nos auteur-e-s et les Indigènes.

Heureusement le mouvement féministe international ne les a pas attendus pour comprendre ces questions, et tenter de les résoudre. Dès 1995, le groupe danois «perspectives féministes» publiait déjà un texte-clé qui repositionnait la seule théorie cohérente pour un féminisme de notre époque, la *triple-oppression*¹ : «*La triple oppression est une conception qui brise les dogmes traditionnels de la gauche et analyse les connections et/ou les antagonismes entre les différentes sortes d'oppression que nous affrontons aujourd'hui... Cette conception a été développée à la fin des années 60 par des féministes noires aux Etats-Unis et en Angleterre ... qui avaient pris conscience qu'en tant que femmes elles étaient opprimées par les hommes noirs, et en tant que noires, par les femmes blanches... Ce qui est décisif pour la situation et la position sociale d'une personne dans la société : la classe, le sexe et la couleur – mais d'autres facteurs sont également importants, par exemple entre vivre dans un pays industrialisé d'Occident ou dans un pays pauvre, un pays colonisé, si l'on est hétérosexuel ou homosexuel, etc. Toutes les conditions mentionnées sont d'importance – il s'agit de la corrélation entre elles qui crée la situation sociale des gens...*»².

IX – Sous couvert d'«anticolonialisme», le petit pamphlet *Les féministes blanches et l'empire* tente, exactement comme les forces colonialistes, d'annihiler totalement les apports multiples et diversifiés des luttes menées contre le colonialisme, luttes où en réalité, les femmes comme les autres colonisés ne souhaitaient absolument pas revenir en arrière. Il s'agissait

¹ http://en.wikipedia.org/wiki/Triple_oppression

² Un extrait : <http://www.redskinheads-de-france.fr/article-journee-contre-la-violence-faite-aux-femmes-vaincre-en-battant-la-triple-oppression-61694485.html>. Le texte complet de ce groupe : <http://libertaire.free.fr/Sorcieres02.html>

pour elles d'avancer vers une société décloisonnée, où l'égalité de tous remplacerait à la fois le pouvoir colonial, mais aussi celui des vieux pouvoirs précoloniaux, féodaux (chefferies, clans, tribus etc.), soutiens plus ou moins consentants, selon les espaces territoriaux, des métropoles impérialistes européennes.

In fine, ce pamphlet n'est qu'une des multiples facettes, symptôme bien plus que reflet, de la fin des grands récits socialistes messianiques et corrélativement de la déconstruction des catégories des avant-gardes révolutionnaires et ouvrières. Par exemple, l'historienne Laure Pitti a déjà démontré comment, en histoire ouvrière, on est passé d'«ouvrier immigré» à «immigré», gommant ainsi l'appartenance sociale au profit d'une catégorie nouvelle, surimposée, censée structurer une identité *naturelle*¹. Par cette brèche qui s'élargit au fil des décennies, s'opère ainsi le *retour du refoulé* : une taxinomie censément novatrice endosse l'habit de l'opprimé pour faire ressurgir des profondeurs des notions (des convictions, plutôt) telles que «blanc», «non-blanc», «privilège blanc», «civilisation blanche» ou «lutte des races». Le déterminisme de l'identité raciale et le culte des origines ont trouvé, après plus d'un siècle d'avancées épistémologiques, de ruptures et de renouvellements historiographiques, de nouveaux héros et prétendants en la personne de Felix Boggio Ewanjé-Epée et de Stella Magliani-Belkacem. Quelle sorte de nuit est donc tombée sur la pensée ?

Florent Schoumacher² (avec le concours de Christian Beuvain)

¹ Laure Pitti, «Grèves ouvrières versus luttes de l'immigration : une controverse entre historiens», *Ethnologie française*, 2001/2, tome XXXVII, p. 465-476.

² Que soient ici remerciés pour leurs relectures attentives et leurs conseils éclairés Vincent Chambarlhac, Frédéric Thomas et Jean-Paul Salles.

L'essentialisme et le problème des politiques identitaires¹

Par Lawrence Jarach (2004)

Paru dans le n° 58 du journal nord-américain *Anarchy : A Journal of Desire Armed*, ce texte de Lawrence Jarach, l'un des principaux éditeurs de ce journal né en 1980, fut publié en 2004. *Anarchy* est un journal connu pour ses critiques du gauchisme et sa proposition d'une rupture totale entre l'anarchisme et la gauche au sens large sous la forme du «post-leftism». On y retrouve depuis sa création des auteurs comme John Zerzan, Jason McQuinn ou Wolfi Landstreicher ainsi que d'intéressants débats sur le primitivisme et sa critique.

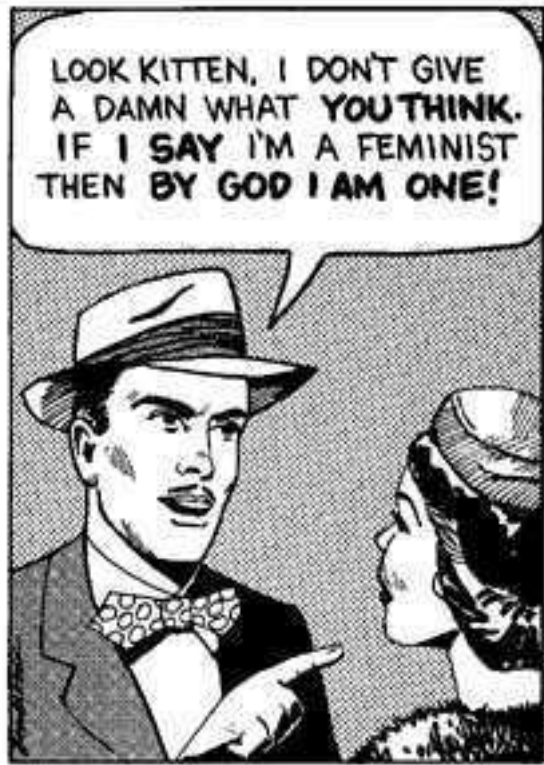
Dans ce texte, l'auteur emploie le terme américain «*Identity Politics*», que nous avons traduit littéralement [cf. la note 1 de *Ni patrie ni frontières*]. Mais nous devons préciser que cette traduction littérale ne lui rend pas justice. En effet, le terme *Identity Politics* recouvre aux Etats-Unis toutes les tendances contestataires qui ont fait de leur point de départ une identité précise, qu'elle soit ethnique, de genre ou sexuelle. Le terme est employé depuis les années 70 dans les milieux activistes comme dans les milieux universitaires américains de gauche. Il est le plus souvent associé, jusqu'à en devenir synonyme, au terme *gender politics*. En France, si le terme n'existe pas, on en retrouve le contenu dans certaines parties du mouvement féministe radical, ainsi que dans des groupes identitaires et racialisés tels le mouvement des «Indigènes de la République» et son corollaire «Les mots sont importants». Cependant, le danger que représente selon nous le discours identitaire se retrouve parfois en des endroits plus inattendus, et notamment chez des anti-autoritaires.

Le problème n'est pas pour nous de reconnaître l'existence de catégories sociologiques plus ou moins distinctes, ni même d'en faire le point de départ d'une lutte, bien que nous soyons perplexes à ce sujet. Le problème est bien d'en faire le point d'arrivée, là où selon nous la perspective devrait

¹ Nous préférons pour notre part le terme de «politique identitaire» à «politique d'identité» comme l'indiquait la traduction de Ravages Editions, raison pour laquelle nous avons modifié légèrement la traduction : des termes comme «libérationniste» et «staliniste» ne nous ont pas semblé convaincants. Nous les avons donc remplacés respectivement par «partisan du mouvement de libération» et «stalinien» (*Ni patrie ni frontières*).

être l'annihilation de ces catégories séparatistes et rôles sociaux. Car nous voulons une lutte contre l'existant dans laquelle les individus ne se sépareraient ni ne se regrouperaient selon des critères tels que leur genre, race ou sexualité, mais selon des affinités réelles et des perspectives communes, au-delà des catégories de la domination, qu'elles soient imaginaires ou non. Répétons-le donc encore une fois : nous ne sommes pas solidaires de la misère, ou d'une quelconque identité commune, mais de la vigueur avec laquelle elles sont combattues et dépassées.

Novembre 2013,
Ravage Editions.



«Ecoute, chérie, je me fous de ce que tu penses. Si j'te dis que je suis féministe, alors bon dieu je le suis !»

Thèses préliminaires pour une discussion plus approfondie sur l'essentialisme et le problème des politiques identitaires

1. L'essentialisme est l'idée selon laquelle des groupes de gens pourraient être définis par certaines caractéristiques essentielles, visibles et objectives, qui seraient inhérentes aux individus, éternelles et inaltérables. La segmentation en groupes peut être faite selon ces caractéristiques relatives à l'essence des personnes, elles-mêmes fondées sur des critères problématiques tels que le genre, la race, l'ethnie, l'origine nationale, l'orientation sexuelle et la classe.

Des éléments visuels sont presque toujours là pour matérialiser ces caractéristiques, rendant ainsi les catégories de personnes plus évidentes et/ou plus facilement perceptibles. Pour ceux qui construisent les catégories comme pour ceux qui y sont assignés, ces caractéristiques sont porteuses de significations sociales et hiérarchiques, ce dernier aspect étant plus important encore dans une perspective anti-autoritaire. Ainsi, le genre entraîne le sexisme, la couleur de peau entraîne le racisme et tout comportement ou accoutrement sortant de la norme attire l'attention des autorités. Le racisme, le sexisme, ainsi que la plupart des autres formes d'oppression historiques sont des idéologies et des systèmes justifiés et maintenus en place par l'essentialisme.

2. Pour la ou les personnes qui subissent du racisme, du sexisme ou d'autres formes d'oppression, l'essentialisme peut être perçu comme une formidable perspective de défense et de renversement des valeurs. Ainsi, le discours contre-essentialiste sur les politiques identitaires reprend ces catégories qui, historiquement, sont des catégories servant à dénigrer et subordonner les personnes mais essaye de les transformer en catégories de glorification. Ce processus de transformation commence souvent par l'appropriation des insultes qui deviennent des étiquettes acceptables et même des titres honorifiques. Ce qui avait été pensé pour blesser autrui devient, de cette manière, une source de fierté pour le groupe concerné. Toujours dans la logique de renversement des valeurs, les contre-essentialistes renvoient les caractéristiques définitives de «l'Autre» aux membres du groupe oppresseur, les rendant identifiables visuellement et faisant d'eux des ennemis. Le sentiment d'appartenir à un groupe qui a

opprimé ou à un groupe qui a été opprimé est immatériel. L'essentialisme n'est pas la chasse gardée des oppresseurs.

3. Le discours contre-essentialiste inclue les idéologies de l'innocence et de la victimisation qui peuvent très vite transformer une identité construite sur l'histoire d'une oppression partagée en une posture de supériorité. Le contre-essentialisme est censé prouver que la victime est éternellement innocente et que donc les actions et réactions des victimes sont à jamais irréprochables ; les bons chrétiens savent que la souffrance est une source de noblesse. L'oppression n'est jamais la conséquence de ce que la victime a effectivement fait à l'opresseur et donc, quelles que soient les stratégies de résistance que la victime choisit, celles-ci sont légitimes. L'auto-défense porte en elle sa propre justification.

4. Les adeptes des politiques identitaires ne remettent en cause que rarement (voire jamais) les critères qui amènent à la victimisation. Ces personnes ne peuvent imaginer que l'élévation de n'importe quel marqueur culturel en catégorie fortement connotée puisse conduire à l'oppression. Contrairement aux essentialistes en position d'opresseurs, les contre-essentialistes ne prennent pas en compte les complexités des relations de pouvoir (qui dépendent d'un certain nombre de paramètres) ; mais, comme les essentialistes en position d'opresseur, ils se complaisent avec suffisance dans la conviction que leur Identité est immuable, indépendante et éternelle. Les essentialistes créent et maintiennent leurs privilèges en institutionnalisant le pouvoir. Les contre-essentialistes font de même en institutionnalisant l'innocence.

5. Franz Fanon, Ernesto «Che» Guevara, Patrice Lumumba et bien d'autres partisans des mouvement de libération nationale dans le tiers monde, et d'autres encore moins populaires parmi les anarchistes (tels que Castro, Tito et Mao), ont inspiré des générations de révolutionnaires autoproclamés dans la métropole impériale à lutter contre la discrimination, le racisme, le colonialisme et l'oppression. Il est également clair que ces nationalistes du tiers monde pensaient, écrivaient et agissaient dans un cadre étatiste, souvent marxiste-léniniste, ce qui revient à dire stalinien. Malgré cela, certaines personnes parmi les anarchistes continuent à être attirées par ces figures et à trouver leurs discours crédibles du fait que, en leur temps, ces nationalistes ont gagné des combats anti-impérialistes. Mais au fond, quel anarchiste serait en faveur de l'impérialisme ?

6. La pensée de l'auto-détermination nécessite un appel à l'opinion politique mondiale, comme si les pseudo nationalistes révolutionnaires voulaient dire : «Nous sommes suffisamment matures pour diriger notre

propre gouvernement, conclure des traités, faire du commerce avec des Etats reconnus et contrôler les dissidents qui posent problème.» Quelque part, ces leaders nationaux en devenir ont accepté et fait la promotion d'une justification du colonialisme, à savoir que les populations autochtones étaient trop peu évoluées ou éduquées pour décider elles-mêmes de comment les ressources naturelles se trouvant sur leurs terres devaient être exploitées. Ils voulaient montrer (soit par la force de la morale, comme dans l'exemple totalement mystifié de Gandhi, soit par la confrontation armée, comme dans l'exemple totalement romancé du Che et consorts) qu'ils méritaient d'être reconnus en tant qu'interlocuteurs, qu'ils méritaient de faire partie du jeu des négociations et, au final, qu'ils méritaient d'être considérés comme des partenaires à part entière dans le monde politique. Les frontières nationales qui avaient été inventées et imposées par les puissances coloniales allaient être respectées, des accords commerciaux allaient souvent être conclus avec l'ancienne puissance coloniale, les lois élaborées par les anciens maîtres coloniaux contre la dissidence interne allaient continuer à être appliquées, etc. La bourgeoisie autochtone s'est emparée des institutions gouvernementales et, via des appels interclassistes à l'unité et la solidarité nationale, a occulté la lutte fondamentale entre exploités et exploités.

7. En Europe et aux États-Unis, les mouvements de libération ethniques et de genre de la fin des années 60 et du début des années 70 ont tiré leurs éléments idéologiques et leurs justifications de ces combats anticolonialistes. La rhétorique de la libération des pays du tiers monde était constamment utilisée, si bien que beaucoup d'Afro-Américains, quelques femmes ainsi que d'autres groupes qui s'identifiaient en tant qu'opprimés ont commencé à dire qu'ils étaient des «colonisés de l'intérieur». Des minorités de toutes sortes avaient déjà été identifiées en tant qu'Autres subordonnés par les élites des sociétés hiérarchisées. C'est l'identification de l'exploiteur colonial et de ses institutions en tant qu'Autre oppresseur qui est au cœur du malaise avec les politiques identitaires. Faire porter la responsabilité, la culpabilité et blâmer tous ceux qui ont été identifiés comme faisant partie du groupe des Autres oppresseurs réduit la possibilité de transcender les hiérarchies et les dominations. Cette façon de faire n'a pour conséquence que d'inverser les valeurs attribuées à certaines classes ou certains groupes de gens, sans se poser la question de leur complicité personnelle à l'oppression historique et contemporaine.

8. Pour la plupart des militantes des mouvements de libération des femmes, la catégorie Femme (réduite à une catégorie hermétique construite uniquement sur le genre) est devenue la seule catégorie digne d'intérêt. Le

dénigrement et l'oppression des femmes étaient visibles partout : la discrimination, le viol et d'autres formes de violence, le harcèlement, l'injonction à la maternité et à l'hétérosexualité, et toutes les autres manières de maintenir les femmes dépendantes et soumises. Les militantes des mouvements de libération des femmes ont déclaré que le patriarcat était l'Ennemi et quelques-unes ont logiquement franchi l'étape suivante et fait de l'Homme (réduit à une catégorie hermétique construite uniquement sur le genre) l'Ennemi.

Pour la plupart des nationalistes noirs, la catégorie Noir (réduite à une catégorie hermétique construite sur la génétique et la race) est devenue la seule catégorie digne d'intérêt. Le dénigrement et l'oppression des Noirs étaient visibles partout : la discrimination selon le modèle des lois Jim Crow, le lynchage et d'autres formes de violence, le harcèlement (venant surtout des forces de l'ordre), l'injonction à la servilité, et toutes les autres manières de maintenir les noirs dépendants et soumis. Les nationalistes noirs ont déclaré que le racisme blanc était l'Ennemi et quelques-uns ont logiquement franchi l'étape suivante et fait des Blancs (réduits à une catégorie hermétique construite uniquement sur la génétique et la race) l'Ennemi.

9. La race et le genre, comme d'autres constructions idéologiques spécifiques à chaque culture, sont à la fois réelles et irréelles. Elles sont irréelles d'un point de vue biologique. Les critères sur lesquels sont fondées ces distinctions ne correspondent pas à des catégories objectives, c'est-à-dire des catégories qui ne trouvent pas leur origine dans la culture. En revanche, elles sont réelles d'un point de vue sociologique. Il y a des moyens bien établis de reconnaître le racisme, le sexisme ainsi que d'autres formes de domination et d'exploitation quel que soit le contexte culturel. Ces constructions idéologiques méritent donc qu'on les regarde avec un œil critique. Les défenseurs du discours des «études de genre» ont parfaitement analysé et déconstruit le genre en tant que notion mouvante et ils ont montré que certaines combinaisons de chromosomes et d'appareils génitaux ne représentaient qu'une petite partie (et potentiellement pas la plus importante) de ce qui donne son sens au genre. La théorie critique de la race est également une avancée anti-essentialiste récente, intéressante et prometteuse.

10. Les colonialistes et leurs apologistes promeuvent sans relâche des catégories mythico-idéologiques de domination. Les gens qui s'opposent aux institutions hiérarchisées comprennent déjà cela et s'y attendent. La principale contradiction conceptuelle des anti-impérialistes, qui sont censés s'opposer aux pratiques coloniales, est leur propre acceptation des préjugés et stéréotypes euro-américains, après renversement des valeurs. Les

catégories de l'Autre dénigré (le Noir, le sauvage, la femme) qui ont été créées et conservées pour le seul bénéfice des tenants de la suprématie blanche et des sexistes ne sont pas remises en cause. Leur objectivité est évidente et découle du bon sens culturel créé en premier lieu par les racistes et les sexistes. N'importe qui peut dire si quelqu'un est un homme ou une femme – c'est biologique. N'importe qui peut dire si quelqu'un est noir ou blanc – c'est scientifique. Avant même (mais surtout pendant) les années de développement du colonialisme européen, la science et la biologie étaient perçues comme des méthodologies permettant de mettre en évidence la Réalité Objective. Les anti-impérialistes, comme les bons marxistes-léninistes qu'ils sont, n'ont rien à redire à la science : c'est ce qui différencie leur idéologie de toutes les autres formes de socialisme. Pourtant, la science est motivée par des considérations idéologiques. Présenter la science comme un examen et un jugement neutres des faits au nom du progrès technologique, qui rendrait les humains plus libres et améliorerait nos connaissances de l'univers, devrait être considéré comme n'importe quel autre vœu pieux. Le savoir n'est pas séparé des utilisations qui en ont été et qui en sont faites.

11. L'autodéfinition du groupe paraît être en accord avec les principes anarchistes d'auto-organisation et de libre-association. L'identité pensée par les contre-essentialistes peut même être comprise comme une tentative de se réapproprier une communauté fondée sur l'appartenance, détruite avec l'instauration du capitalisme industriel (lui-même fondé sur la division du travail, l'atomisation et l'aliénation des individus qui en résulte). Toutefois, le contre-essentialisme reste problématique car il propose une identité construite sur l'idéologie de la victimisation. Il repose sur les mêmes catégories arbitraires et construites qui avaient auparavant été mises en place pour justifier l'oppression. Il est impossible de remettre en cause la validité d'une idéologie oppressive en reprenant les marqueurs visuels de cette idéologie pour créer un mythe se voulant libérateur. L'autre problème est la promotion d'une identité construite sur une idéologie. Ce genre d'identité réclame d'être loyal et solidaire envers le groupe en faisant passer au second plan les expériences vécues par les individus eux-mêmes.

La personne qui est attirée par le sentiment d'appartenir à quelque chose, promis par n'importe quelle institution (un groupe oppresseur, une organisation hiérarchisée ou n'importe quelle formation faisant la promotion de l'Unité), doit accepter les distinctions faites avant son arrivée et les catégories créées par d'autres. Dès qu'une personne contre-essentialiste reconnaît les frontières inclusives et exclusives du groupe, elle ne peut plus s'identifier ou être identifiée d'une autre manière. Les critères mis en place dans le mythe contre-essentialiste sont les seuls qui comptent. Ce fondamentalisme de l'identité contraint chaque personne intéressée par

une transformation radicale à renoncer à la capacité de s'auto-définir. La personne doit dissoudre sa conscience d'elle-même dans des catégories de sens préexistantes. La biologie, indépendamment de ses contraintes idéologiques et culturelles, est le destin. La subjectivité ne peut qu'être sacrifiée et/ou éradiquée. Un des premiers mensonges autoritaires est que quelqu'un sait mieux que la personne concernée.

Les essentialistes, en levant à peine les yeux sur la personne qu'ils ont désignée comme l'Autre, savent déjà tout ce qu'ils ont besoin de savoir sur cette personne. Les séparatistes, les nationalistes, les anti-impérialistes – tous des essentialistes – appellent cela «Libération».

Lawrence Jarach.

(Brochure éditée par Ravage Editions, novembre 2013)

Le postmodernisme, nouvel âge de l'obscurantisme

7 avril 2014, par CNT-AIT

Le sentiment et l'idée de chaos qui, aujourd'hui, prédominent font suite à une perte de repères dans tous les domaines. Au niveau social, nous assistons à l'éclosion de différents courants plutôt ordinaires ou insolites suivant le cas.

Les identités anciennes, à vocation plutôt politique ou impériale, comme les nationalismes et les religions, côtoient, sous de nouveaux habits, de nouvelles identités, plus prosaïques et déroutantes, comme les tendances queer, gay, trans, skin, punk ou antiséciste, etc. C'est par une idéologie hyperindividualiste que s'affirment toutes ces identités multiples. Elles sont le reflet du postmodernisme. Le point de départ est le modernisme dont le préfixe «post» évacue toute autre référence.

Le modernisme étant ce qui est toujours à venir, on comprend facilement que l'on puisse rattacher la théorie dite de la fin de l'histoire au postmodernisme. C'est parce que ce dernier ne s'auto-situe pas que nous nous devons de le situer et le dénoncer. Il faut, avant toute chose, garder à l'esprit la confusion qui existe entre modernité et libéralisme qui pèse sur l'idéal de la modernité, ramenée au développement industriel et capitaliste.

Le postmodernisme s'oppose au modernisme en réorientant, non le capitalisme, mais la société du capitalisme dans son ensemble, en la détournant des aspirations d'émancipation de la modernité. Fondamentalement, l'esprit capitaliste demeure, se perfectionne, car il intègre des thèmes qui, au départ, lui sont étrangers, voire hostiles. En effet, il aspire à devenir total.

Mais, il faut, d'abord et logiquement, définir ou rappeler ce qu'est le modernisme que l'on confond, à tort, et de manière pas du tout innocente, avec l'histoire du capitalisme. Le modernisme est une conception de la société qui s'impose à partir de la fin du XVIII^e siècle. Il développe la conception de la liberté individuelle, de l'humain comme sujet pensant, tout en cohabitant avec le développement capitaliste de l'industrie, l'affirmation de l'État centralisé. Le modernisme, voit dans le développement technique et scientifique, une façon de suppléer aux insuffisances de l'Homme (maladie, handicap, santé, bien-être, etc.) et la technique devient synonyme d'efficacité. Avec le développement de celle-ci, on assiste, aussi, à la mise en spectacle du monde [1]. C'est l'époque industrielle, marquée par la concentration des moyens de production dans les États impérialistes. Elle met, avec la guerre 1914-1918, un terme définitif à l'époque classique qui

était fondée sur l'absolutisme religieux. Malgré les atrocités de cette période de guerre et d'industrialisation capitaliste à outrance, les affirmations centrales du modernisme, l'universalisme, l'affirmation de l'Humanité et le rejet de la guerre représentent l'antithèse du capitalisme. La confusion des deux, et l'inculture historique, permettront aux pomos [2] d'enfourcher ce cheval de bataille dans leurs homélies.

Le discours de la modernité reste une cohérence et un langage où l'individu est pensé, représenté comme sujet pensant et indépendant. C'est la rationalisation de l'action (méthode, logique, dialectique, buts). La référence au rationnel, à la raison, est omniprésente. Cela s'accompagne d'une éthique des comportements qui se traduit par la libération de l'individu, et c'est au sein de la société qu'a lieu cette libération du corps, de l'esprit et des idées ainsi que leur expression avec les limites que l'on connaît.

Les femmes y tiennent une place importante et le féminisme combat l'exploitation en se battant contre toute forme de déterminisme lié au sexe. En parallèle, une exigence de responsabilité impose d'assumer choix et erreurs propres à un monde incertain, mais opposé par principe à l'absolutisme et à la pétrification.

La légitimation de cette libération est pensée comme objective, donc, non exclusive d'un groupe particulier. Ceci caractérise, très brièvement, les XIX^e et XX^e siècles (sur le plan idéologique).

En s'opposant au modernisme, le pomo remet en cause son bien-fondé. Le postmodernisme se présente comme un ensemble de recherches qui prétend ne véhiculer aucune idéologie particulière ; il se veut purement pragmatique, neutre et objectif.

La réalité n'existerait que par le narratif

Mais, il pose, cependant, un postulat, ce qui le rend, tout de suite, moins neutre. Il part du principe que la réalité n'existe que par le narratif, c'est-à-dire par le discours qui, seul, ferait la réalité. Par la langue et le vocabulaire, cette construction de la réalité ne serait qu'une affaire d'interprétation, et l'imaginaire seul lui donnerait forme. Il y a, là, une négation flagrante de la vérité des faits et l'attestation d'un vrai discours de propagande. L'imposture consiste à inverser le processus et à s'ingénier à déconstruire le discours afin de redéfinir artificiellement tous les champs de la réalité. Il détourne puis retourne le langage à son profit et ses objets d'étude n'ont d'autre but que l'étude pour elle-même. Le postmodernisme, même s'il est plus une affaire de procédé que de fond, est un vrai projet politique. Surtout quand on sait que la forme n'est que le fond qui remonte à la surface [3].

La modernité aurait été traversée par des meta-récits (Histoire, libéralisme, socialisme, etc.) portés par des récits. Le pomo ramène ces mythes mobilisateurs sur le même plan que le simple récit (économie,

gestion, histoire personnelle, etc.). Pendant longtemps, on se serait trompé en croyant que l'un portait l'autre, ou l'inverse. Le pomo énonce, alors, que le savoir serait lié à la fonction, au domaine ; qu'il serait local et, donc, jamais global. En même temps, il se défend de, lui-même, construire de nouveaux mythes. Il ne se baserait sur aucune référence spécifique tout en affirmant qu'aucun principe n'est transcendant, et qu'il n'y aurait pas d'universalisme, mais un ensemble de communautés différentes fonctionnant selon des normes propres.

Ici, apparaît l'idée de relativisme, idée qui va servir à falsifier l'Histoire en instrumentalisant l'Universalisme pour le confondre avec le colonialisme, l'impérialisme et la barbarie. C'est en combinant confusions et affirmations systématiques et répétées qu'il réussit à imposer les thèses les plus réactionnaires. Les motifs de la révolte cèdent alors la place à la défense de la victime et, par exemple, la lutte anticléricale, auparavant à la pointe de l'émancipation, est remplacée par la défense d'une prétendue liberté religieuse, vidant au passage le mot «Liberté» de sa substance. L'adhésion de l'ensemble de la gauche et d'une bonne partie de l'extrême gauche à ces thèses prétendument progressistes signe l'une des victoires les plus significatives des pomos.

Le pomo s'attaque aux méta-récits, et pour les déconstruire, il fait usage de la communication, formelle et informelle, en usant de faux-semblants, de séduction, de ruse, de prétextes, de mensonges afin de parasiter et délégitimer tout discours qui ne lui convient pas. Il parlera de «politiquement correct», comme de «précarité» au lieu de misère, de «plan social» au lieu de plan de licenciements, «d'écologie» (comme un soin, une atténuation) au lieu d'une politique de la nature, etc.

Si la modernité était liée à la représentation d'une majorité, le pomo promeut la notion d'une multiplicité de minorités, évacuant, de facto, toute idée d'ensemble. Or, l'idée de minorité est une idée impériale. L'empire romain régnait sur un ensemble de minorités ; Napoléon voulait régner sur un empire fait de petits Etats. L'Union européenne, elle-même, est un empire sans empereur et ce n'est pas pour rien qu'elle exacerbe et finance grassement les régionalismes.

Pour le pomo, les idées ont un caractère relatif, et dès lors, même si on les tient pour vraies, on ne se bat plus pour les instaurer. Les idées, elles-mêmes, assimilent à des identités, tout comme une population victime n'aura d'existence que par sa condition de victime, uniquement. Il emprunte un élément pour en faire une identité qui réduit et résume l'individu à une posture. De cette façon, il évite toute forme d'engagement subversif. Il y remplace la raison par l'affectif.

Appartenir à une communauté plutôt que changer le monde

Les pratiques postmodernes diffèrent des pratiques capitalistes de l'époque moderne. Ces dernières déclinent un management fondé sur

l'autorité et le contrôle de l'individu par la hiérarchie en opposition à l'idéal réel de la modernité issu des lumières. Le pomo, lui, décline le management dans l'adhésion, la complicité des gens, une espèce de consensus, et prétend leur faire trouver un sens à la vie dans le travail (en tant qu'activité) ; il produit du consentement. Cela lui permet de se donner des airs progressistes. Le but pour les gens est, alors, d'appartenir à une communauté, de se faire accepter, plutôt que d'aspirer à construire autre chose. Mais cette adhésion est pathogène puisqu'elle produit de l'exclusion en cultivant compétition, performance et élitisme. L'idée, ici, c'est la construction d'une identité par «un» travail, mais une identité non liée à la condition ouvrière ou sociale, et toujours marginale.

En définitive, le postmodernisme accentue l'asservissement et les buts du capitalisme lequel, passé sous silence, est dissimulé dans une prétendue démocratie de toute façon rendue, elle-même, au stade d'un marché politique. Pour cela, le postmodernisme cherche, sans cesse, à faire émerger quelque chose de nouveau qui puisse le rendre crédible et légitime. De ce fait, il accompagne toutes les initiatives, même les plus futiles, tant qu'elles ne remettent pas en cause les fondements du capitalisme. Il envisage et exige, au nom de la démocratie et de la liberté, d'accorder un statut à des attitudes sociales inconsistantes, narcissiques, fétichistes ou excentriques. Il justifie cela par le sens que cela aurait pour l'individu, et tente, par ce biais, de légitimer un hyper-individualisme.

Le pomo récuse, également, la neutralité qui, selon lui, entraverait la perception de l'objet. La sympathie, l'affectif, seraient le seul moyen de le connaître. Il considère comme un vrai problème la distance à cet objet et cela implique clairement un rejet de toute démarche rationnelle visant à prendre du recul, notamment, l'analyse politique de la société et de ce qui s'y déroule. Il ne propose rien, aucun changement, mais il critique tout, tout en cherchant à discréditer le sens et l'esprit critique. Sa critique n'est pas argumentée ; elle est un travail de sape méthodique, systématique, péremptoire et contingent. Sa démarche partisane est jésuitique et prétend faire entendre la voix des minorités pour mieux étouffer toute voix discordante. Il fait l'apologie de la sympathie, de la convivialité ; en mélangeant la polémique et l'ambiguïté, il accompagne un discours au caractère diffamatoire mais s'affichant comme progressiste.

C'est dans cette logique que le pomo dénonce la collusion des sciences avec le néolibéralisme, et fonde sa critique des sciences, de l'esprit et de la méthode scientifiques, en affirmant qu'elles sont à l'origine des conséquences du néo-libéralisme. Le pomo est un vrai réactionnaire.

Le postmodernisme est une autre phase du capitalisme, une radicalisation de celui-ci, sa consécration totalitaire. Tout ce qui défie les institutions, le système, est soit mis à la marge, soit, de préférence, intégré et instrumentalisé.

La modernité avait connu des mouvements sociaux (les mouvements ouvriers) ; mais la radicalisation et les conséquences totalitaires du système capitaliste entraînent une multiplication et une parcellarisation, non seulement au sein du mouvement purement ouvrier, mais au sein de la société en différents mouvements ; écologistes, pacifistes, ou défendant la liberté d'expression.

Le modernisme du capital représentait une société de la confiance et du risque, et le pomo garde ces critères comme références. Le risque n'a jamais été aussi tangible, la confiance jamais autant exigée. La société actuelle est tellement une société du risque, qu'elle affiche, comme pour l'exorciser, le «principe de précaution» (inscrit dans la Constitution française) et qu'elle ne semble pas pouvoir aller plus loin ; d'où la notion d'horizon indépassable. Mais, risque ne veut pas dire inéluctable, et, donc, l'espoir est sagement entretenu. Le postmodernisme est une reprise en main de la société que gouverne le capitalisme, de sa trajectoire, de sa dynamique. C'est, aussi, un concept auto-critique du modernisme, mais un concept vide, car, a priori, sans référence empirique.

C'est à cette fin qu'émerge un capitalisme réticulaire et expansif s'appuyant, de plus en plus, sur la souplesse de réseaux plus ou moins informels de type associatif, caritatif, ONG, mafieux, etc., pour pallier les carences des institutions traditionnellement chargées de la gestion sociale, sans, cependant, les abandonner. C'est une réorganisation et le but de cette proximité est clair : c'est la réactivité. Il est devenu une vaste entreprise de communication, de propagande, de parasitage, de division, pour toujours plus d'exploitation. Cela signifie que le capitalisme cherche sa propre solution dans cette entreprise. De ce fait, il pousse la parodie et le mimétisme jusqu'à intégrer la lutte contre le capitalisme comme une de ses composantes à part entière. Le postmodernisme est le nouvel esprit du capitalisme et le pomo qui participe à la réorganisation de la société y arrive par la fausse critique, par la fragmentation, par la déconstruction du collectif, de ce qui est uni. Il remplace le discours par un dialogue intéressé. Mais en fin de compte, le postmodernisme n'est qu'une nouvelle façon, globale, pour le capitalisme de se concevoir.

CNT-AIT

Notes

[1] Guy Debord, □ *La société du spectacle*.

[2] Pomo □ : l'individu, le «□ penseur□» postmoderne.

[3] Citation habituellement attribuée à Victor Hugo.

Confusion gauchiste, antisémitisme et racisme antimusulmans

«Pour autant, j'ai des sentiments ambivalents. D'abord, je commencerais par dire que j'aime Dieudonné ; je l'aime comme l'aiment les indigènes ; je comprends pourquoi les indigènes l'aiment. Je l'aime parce qu'il a fait une chose importante en termes de dignité, de fierté indigène, de fierté noire : il a refusé d'être un nègre domestique. Même s'il n'a pas le bon logiciel politique dans la tête, il a une attitude de résistance. Et j'ajoute, que bien avant la nature de ses alliés, ce que voient les indigènes, c'est ça. Un homme debout. On a trop été contraints à dire "Oui Bwana, oui Bwana". Quand Dieudonné se lève, il guérit une blessure identitaire. Celle qui est causée par le racisme et qui abîme la personnalité indigène. Ceux qui comprennent "Black is beautiful" ne peuvent pas ne pas comprendre cette dimension, et je souligne, cette dimension de Dieudonné. Parce que nous refusons l'intégration par l'extrême droite mais parce que nous nous identifions à cette posture de dignité représentée par Dieudonné, nous ne pouvons ni céder aux pressions indigènes, ni céder aux pressions blanches. Et nous avons évidemment exploré une troisième voie qui explicitait cette analyse. Pour les blancs, l'important c'était d'affirmer que Dieudonné était un fasciste. Pour nous, l'important était de dire que Dieudonné était le produit du champ politique blanc et plus exactement de la gauche et de ses renoncements.»

Houria Bouteldja, «Au-delà de vous : Avec vous, Contre vous. Dieudonné au prisme de la gauche blanche ou comment penser l'internationalisme domestique ?», 25 février 2014.

Cette citation cynique et mensongère de la porte-parole du PIR illustre parfaitement la criminelle confusion¹ gauchiste actuelle, celle des Indigènes comme celle de leurs alliés ou imitateurs d'extrême gauche ou libertaires.

¹ Même si le numéro 36/37 de la revue *Ni patrie ni frontières* s'intitule *Extrême gauche, extrême droite : inventaire de la confusion*, je m'interroge de plus en plus sur la validité de termes tels que «confusion» ou «confusionnisme», notions qui supposent que l'extrême gauche commettrait involontairement, sans le savoir, des erreurs alors qu'il s'agit de lignes politiques conscientes et délibérées d'alliance avec l'extrême



Quand un dessinateur dénonce, avec raison, le racisme antimusulmans mais avec des arguments ambigus, comme si la minijupe au ras des fesses était obligatoire dans les écoles publiques !

droite musulmane ou islamistophile et de récupération de ses thèmes idéologiques. Une question à creuser en tout cas. (Y.C.).

x **Quand la gauche se voile la face, l'extrême droite s'exhibe**

Pour les partisan(e)s de gauche de l'interdiction du port du voile dans des lieux et des circonstances de plus en plus nombreux au fur et à mesure des années et des propositions de loi, ce combat n'aurait rien à voir avec du racisme et/ou de l'islamophobie. Bien au contraire, ce serait une démarche qui permettrait de couper l'herbe sous le pied à l'extrême droite, en ne lui laissant pas «le monopole de la laïcité» et cela permettrait justement de mener sereinement et en parallèle le combat antiraciste.

Pourtant, lorsque des personnalités se revendiquant de la laïcité ont choisi de lancer une initiative pour l'interdiction du voile dans les établissements privés suite à l'affaire Babyloup, l'antiracisme a bien été considéré comme une valeur négligeable et de manière très concrète : lorsqu'il s'est agi de choisir cinquante «premier(e)s signataires», destinées à mettre en valeur la «diversité citoyenne» de l'appel, cela n'a dérangé personne de solliciter Michèle Vianès.

Pourtant cette même Michèle Vianès a assigné la LICRA en justice, il y a déjà quelque temps, et la première audience s'est déroulée mardi 14 mai dernier. Le motif ? Dans un dossier sur l'extrême droite lyonnaise publié en 2012, la LICRA accusait Mme Vianès, présidente de l'association Regards de Femmes, d'être «xénophobe» et de cacher «*derrière un discours antimusulmans un renouveau du racisme anti-arabes*».

De deux choses l'une : ou cette accusation n'a aucun fondement, et les initiateurs et signataires de la pétition de *Marianne* pourront dénoncer à juste titre des amalgames inacceptables entre leur combat laïque et le racisme. Ou cette accusation est vraie, et dans ce cas, en toute connaissance de cause, les «antivoile» légitiment les attaques contre l'antiracisme venues de l'extrême droite.

En réalité, en ce qui concerne Michèle Vianès, le débat est assez vite clos.

D'abord parce que Mme Vianès est élue municipale de Debout la République à Caluire, petite ville surnommée le «Neuilly lyonnais», et a également été candidate de ce mouvement aux élections européennes de 2009. Évidemment, on peut débattre du fait de savoir si Nicolas Dupont-Aignan est plutôt «droite extrême» ou «extrême droite». Mais disons que la controverse serait un peu oiseuse et même déplacée, surtout lorsqu'il est question de racisme et d'islamophobie : l'invité vedette de Debout la République à la convention nationale qui s'est tenue ce samedi 25 mai était

en effet le numéro 2 de l'UKIP . Ce parti d'extrême droite anglais vient de faire 25% aux municipales et ses membres appellent aux attaques physiques contre les musulmans en ce moment même, entre deux sorties négationnistes.

Michèle Vianès est aussi une activiste très motivée de la société civile : dès la création de Riposte Laïque, elle s'investit à fond dans l'association, et l'on ne compte plus ses articles sur le site des organisateurs du célèbre Apéro Saucisson Pinard. Mme Vianès ne s'est pas cachée non plus de sa participation côte à côte avec le Bloc Identitaire et des membres de l'extrême droite suisse aux Assises contre l'Islamisation en 2010. On trouve encore sur le site de son association la revendication assumée de cette collaboration avec l'extrême droite dure, lors de son intervention à un colloque lyonnais le 30 septembre 2011.

Ce sont ces faits qui étaient exposés dans le dossier contre l'extrême droite lyonnaise de la LICRA, et c'est cet exposé de son activité militante que Mme Vianès ne veut pas voir qualifié de raciste. Si elle gagne son procès, la jurisprudence nous concernera tous, puisque le compagnonnage avec des organisations d'extrême droite ne pourra plus être dénoncé pour ce qu'il est.

Malheureusement cela ne semble pas inquiéter les autres initiateurs et initiatrices de la pétition Babyloup, qui, pourtant se revendiquent pour beaucoup de l'antiracisme militant, et dont certain(e)s sont même les cibles de Riposte Laïque ou du Bloc Identitaire.

A vrai dire, les seuls à s'être inquiétés publiquement de cette cohabitation entre des amis de l'extrême droite et des gens de gauche sur cette pétition... ce sont justement les militants d'extrême droite. Le 28 mars 2013, une rédactrice du site Riposte Laïque publie un appel à signer la pétition de *Marianne* et «tranquillise» ses camarades : bien sûr la pétition est signée notamment par des «laïques de gauche», qu'il est normal de haïr, mais «toute loi contre le voile est bonne à prendre» et surtout «Michèle Vianès, présidente de «Regard de Femmes» est en matière de voile du même côté que nous. C'est elle le soutien de la première heure de Natalia Baléato». Et témoignage de son engagement, elle bataille contre la LICRA à laquelle elle a intenté un procès pour avoir traité son association de mouvement «raciste», «xénophobe», «révisionniste», «cachant derrière un discours antimusulmans un renouveau du racisme anti-arabe».

Voilà les fascistes rassurés. Les antiracistes le sont moins, évidemment.

La question, en effet, est bien celle de la constitution d'un mouvement «transcourants», «ni droite, ni gauche» autour de certaines thématiques. Ce dont il s'agit c'est bien de la banalisation de l'extrême droite, de son intégration au sein de la gauche... et en conséquence de l'exclusion de celles et ceux qui refusent cette intégration. Le silence autour du procès intenté par Vianès contre la LICRA n'est pas autre chose que cela.

Il ne s'agit pas d'une «infiltration» bien menée, et en toute discrétion. Comme nous l'avons vu, Michèle Vianès assume son engagement électoral dans un parti d'ultra-droite comme elle assume sa participation à des événements d'extrême droite, sur le sujet même à propos duquel une partie de la gauche travaille avec elle : l'islam, donc.

Cette collaboration, malheureusement, ne date pas d'aujourd'hui : en août 2009, une autre pétition, contre le port de la burqa et du voile dans l'espace public est lancée par trois animateurs/animateuses de Riposte Laïque, Pierre Cassen, Anne Zelensky, et Annie Sugier¹, cette dernière figurant également dans les premiers signataires de la pétition Baby loup. Cette pétition se veut un appui à la mise en place, un mois plus tôt d'une mission parlementaire d'information sur «la pratique du voile intégral sur le territoire national» initiée par le député communiste André Gérin. Cette pétition sera signée par des secrétaires fédéraux du Parti socialiste, par des syndicalistes CGT et CFDT, par des militantes féministes. Déjà ces signataires ne sont pas dérangés d'être en compagnie d'Ivan Rioufol et d'autres personnalités d'ultra-droite sur un appel lancé par une association, qui à l'époque déjà ne cache pas ses proximités à l'extrême droite.

A l'heure où la perplexité s'exprime dans les rangs de la gauche à chaque fois que des militants et des militantes en vue passent avec armes et bagages au FN ou dans d'autres formations d'extrême droite, où il est de mise de dire à chaque fois qu'«on n'avait rien vu venir», il est peut-être urgent de s'interroger : lorsqu'on construit soi-même les passerelles, est-il étonnant que des gens les empruntent ?

Lorsqu'on considère que certains sujets justifient une alliance avec l'extrême et l'ultra-droite, est-il étonnant qu'ensuite des militants et des militantes estiment que c'est l'extrême droite qui sera la plus à même de combattre sur ces sujets ?

A regarder les discours portés sur les femmes voilées et le sort à leur réserver, à gauche et à l'extrême droite, on fait très vite un constat sans appel : la position de l'extrême droite n'a jamais varié, leur objectif étant l'interdiction du voile partout, comme support de l'exclusion des musulmanes de tous les secteurs de la société. Riposte Laïque se crée ainsi en 2007 sur l'affaire «Truchelut» du nom d'une tenancière de chambres d'hôtes qui avait refusé ses prestations à une femme sous prétexte qu'elle était voilée. Mme Vianès saisit, elle, et depuis longtemps, toutes les occasions pour exclure les musulmanes de la vie publique. Ainsi en 2002, son association déclenche sciemment une polémique concernant la

¹ Depuis Annie Sugier a quitté Riposte Laïque, non sans avoir en juin 2010, sur son dernier article visible sur le site, applaudi l'initiative de l'Apéro Saucisson Pinard menée avec le Bloc Identitaire.

participation d'une femme voilée dans une commission extra-municipale du Grand Lyon. A cette occasion, elle accuse les femmes voilées dans leur ensemble d'être «complices de la domination masculine, et donc des viols collectifs avec actes de barbarie» et ajoute au passage une comparaison ignoble entre le voile et l'étoile jaune, n'hésitant pas à relativiser l'antisémitisme d'Etat.

Dans la partie de la gauche qui exige sans cesse de nouvelles mesures contre la présence des femmes voilées, le discours ne cesse d'évoluer et de se contredire, au fil des années : au départ, il s'agissait «seulement» de l'école publique, de ses professeurs et de ses élèves. Puis, l'on est passé aux parents d'élèves et à l'extérieur de l'école, puisque ce sont les mères accompagnatrices de sorties scolaires qui ont été visées. Ensuite, la notion de laïcité, pourtant très clairement liée à l'Etat, leur a semblé pouvoir être étendue aux assistantes maternelles, puis aux crèches privées. Et demain ?

Et le glissement ne concerne pas seulement les lieux et les espaces sociaux où le voile devrait être interdit. On est lentement passé d'un discours fondé théoriquement sur la protection des femmes et des jeunes filles, et sur le «potentiel libérateur» de l'interdiction du voile, à une logique qui désigne clairement les femmes voilées comme des dangers pour les autres, et notamment pour les enfants qu'il s'agirait de «protéger».

De victimes passives de l'intégrisme religieux, toutes les femmes voilées sont devenues dans les discours de gauche, des propagatrices actives de cet intégrisme. Ce ne sont donc pas des militantes et des militants d'ultra-droite comme Michèle Vianès qui ont infiltré la gauche, mais bien une partie de la gauche qui en vient à valider la vision paranoïaque et discriminante des femmes voilées portée par l'extrême droite depuis très longtemps.

La femme voilée devient ainsi l'ennemi fantasmé qui permet manifestement l'occultation du danger réel, celui de l'extrême droite, dans l'esprit de militants et de militantes de gauche qui finissent par faire alliance avec des ennemis objectifs de la laïcité : par exemple des compagnonnes de route du Bloc Identitaire, comme Mme Vianès, ce Bloc Identitaire qui aujourd'hui constitue la fraction la plus dure et la plus violente du mouvement opposé au mariage pour tous. Ce mouvement qui entend dicter sa loi, fondée sur la religion, à une cérémonie civile.

Et ce mouvement a bien montré d'où venait la menace réelle contre la laïcité : sans surprise de l'extrême droite française et de l'Église catholique qui a mobilisé massivement une partie des croyants. A l'inverse, si certains responsables musulmans se sont alliés aux responsables de la Manif pour Tous, notamment ceux de l'UOIF, mais aussi ceux de l'association Fils de France, parrainés par Tarek Oubrou et Robert Ménard, il faut bien constater que leur initiative n'a pas amené un nombre significatif de musulmans à se mobiliser, et ce quelle que soit leur opinion sur le sujet. Celle-ci est restée

très majoritairement cantonnée à la sphère privée et à certains lieux de culte.

Il y a donc bien urgence sur le front de la défense de la laïcité : et il y aurait eu ces derniers mois mille sujets de pétition auxquelles des personnalités connues auraient pu apporter leur concours. Au premier chef, la défense de l'école et du secteur public de la petite enfance, qui sont bien menacés, à force de coupes drastiques dans les budgets, de manque de personnel, et, ce pendant que le secteur privé ne cesse de se développer avec des financements publics. Le voilà, le vrai danger, le risque fondamentaliste éventuel : la destruction de l'école publique, qui amènera à un retour en arrière effectif, la prise d'influence grandissante du secteur de l'enseignement privé à dominante religieuse.

Malheureusement, celles et ceux qui aujourd'hui pensent sincèrement défendre la laïcité en se laissant hypnotiser par le chiffon rouge du voile agité par l'extrême et l'ultra-droite, au point de s'allier avec certainEs de ses représentantes, vont contribuer à l'enterrer. A la grande joie de tous les fondamentalistes religieux, qui avec des ennemis pareils, peuvent même se passer d'amis.

Opération Poulpe, 29 mai 2013

Des sionislamistes qui envahissent la France, et autres dangereuses sornettes

Extrait du site <http://luftmensch.over-blog>

18 septembre 2014

«Il sera très peu question ici de la Palestine et d'Israël. Mais de la vision fantasmée et politiquement orientée qu'ont recrée une partie de l'extrême droite française et bien au delà, d'un imaginaire plus répandu qu'on ne le croit, un bestiaire allégorique où le "jeune lanceur de pierres", comme l'infâme "sioniste" ne sont évoqués que pour masquer la pensée réelle de ceux qui ne parlent jamais aussi clairement des Arabes et des Juifs d'ici que lorsqu'ils font mine d'évoquer le Moyen-Orient.»

Ces quelques phrases ont cinq ans. Elles ouvraient le premier texte de ce blog collectif, au moment d'une autre offensive sur Gaza, au moment aussi où le négationniste Robert Faurisson montait sur la scène du Zénith avec Dieudonné.

Cinq ans plus tard, de nouveau, ce qui se passe en Israël et en Palestine donne l'occasion à de nombreuses forces politiques de laisser libre cours à l'antisémitisme et à l'islamophobie sous prétexte de prendre position sur une réalité internationale.

Deux postures majeures existent simultanément dans deux «camps» qui se voudraient ennemis.

Du côté des «antisionistes» d'extrême droite ou d'extrême gauche, comme du côté de leur frères ennemis «anti-islamistes», on tente d'imposer l'image de réalités parallèles et tronquées. Il semble d'un coup qu'en France, il n'y ait plus que «sionistes» et «islamistes» aux commandes.

Ainsi Manuel Valls, grand chasseur de sans-papiers est un Premier ministre qui pourrait être attaqué comme l'un des meilleurs serviteurs du capitalisme de ces dernières années (50 milliards de cadeaux aux patrons, ce n'est pas rien). Il devient d'abord et avant toute chose, le Sioniste par excellence, en réalité influencé par sa femme dont l'origine est commentée abondamment en termes plus ou moins fleuris.

Ainsi, les leaders de la mouvance antisémite, Soral et Dieudonné sont indéniablement français et catholiques : une certaine gauche n'en finit pourtant pas de gloser sur le «nouvel» antisémitisme» importé des pays

arabo-musulmans. La nouveauté, on la cherchera longtemps chez un Dieudonné qui imite Streicher, le propagandiste nazi, de manière de plus en plus visible, ou chez Soral, dont les maîtres à penser s'appellent Maurras ou Barrès.

Dans ces réalités parallèles et tronquées, l'histoire récente a totalement disparu des analyses.

A propos de l'interdiction de certaines manifestations de soutien à Gaza, les «antisionistes» invoquent la volonté du gouvernement de «protéger les intérêts d'Israël»...et oublient l'offensive raciste de juillet contre les supporters de l'équipe d'Algérie, offensive prise en compte avec bienveillance par Manuel Valls. Celui-ci bien évidemment se sert des épisodes de violence antisémite ayant effectivement suivi certaines des manifestations de solidarité avec la Palestine : les forces de l'ordre avaient parfaitement les moyens d'empêcher ces violences, d'arrêter leurs auteurs directs et même leurs initiateurs qui se donnaient rendez-vous avant sur le net. Le choix politique qui a été fait a consisté à laisser faire pour exploiter politiquement, en interdisant solennellement, et avec un discours ciblant spécifiquement les manifestants issus de l'immigration. D'ailleurs, ce ne sont pas les premières manifestations interdites avec cette arrière-pensée raciste : les sans-papiers comme les mal-logés en ont fait les frais à Paris, depuis le début de la mandature socialiste, alors même qu'aucune violence n'était commise, et ce pendant que la majorité des manifestations d'extrême droite sont autorisées.

De l'autre côté de la prétendue barrière, les «anti-islamistes» ont totalement oublié les épisodes de janvier, et cette mise en lumière du public de Dieudonné : celui-ci est incontestablement et simplement français, mêlant toutes les origines et regroupant aussi bien des jeunes des quartiers populaires que des policiers ou des militaires, tout le monde agitant...le drapeau français.

Parce qu'aujourd'hui dans la foule des manifestations pour la Palestine, certains crient «Allah est grand», parce que les leaders des Indigènes de la République, tous anciens trotskistes ou syndicalistes étudiants, tous parfaitement intégrés dans la fonction publique ou à l'université française, se donnent un genre avec quelques banderoles de soutien au Hamas, l'anti-islamiste relie cette coloration religieuse aux manifestations d'antisémitisme de ces manifestations. Pourtant celles-ci, qu'elles s'expriment par le port de dessins de Zeon, jeune dessinateur parisien, ou de Latuff, sud-américain se revendiquant communiste, qu'elles se traduisent par une obsession forcenée pour la LDJ et ses soixante membres, ont clairement la coloration d'une certaine gauche radicale qui flirte avec le brun depuis des années.

Ces faits n'empêchent pas que les deux mêmes discours parallèles et paranoïaques continuent : «sioniste» ou «islamiste», l'actualité en France serait donc dominée par les dirigeants ou les affidés des minorités juives et arabes, qui à elles deux, représentent moins de cinq pour cent de la population du pays.

Une fois ces minorités intronisées mensongèrement comme puissantes et influentes, il est facile de nier la réalité, et d'inverser le cours réel des événements, la tendance profonde qui s'exprime dans la société française depuis des années : la montée des persécutions politiques contre ces deux minorités, et le passage de la violence verbale à la violence physique qui se généralise.

Florian Philippot déclarait en juillet «*n'avoir pas senti de montée du racisme et de l'antisémitisme en France ces derniers temps*». Plus c'est gros, mieux ça passe et ce d'autant plus lorsque finalement, la plupart des secteurs de la gauche lui donnent raison.

D'un côté une partie de la gauche se tait donc sur l'antisémitisme ou le résume à une «poignée d'énergumènes» : cette gauche-là avait refusé de reconnaître le meurtre d'Ilan Halimi comme antisémite. Elle se taira ensuite sur les assassinats commis par Mohamed Merah, sur le meurtre d'enfants Juifs tués parce qu'ils étaient juifs. Lorsqu'en cet été 2014, c'est de ses propres manifestations qu'essaient des groupes qui vont attaquer aux abords des synagogues, brûler des commerces juifs ou lancer des raids contre la rue des Rosiers, elle dénonce des «*manipulations sionistes de l'opinion*», avant de se résigner à reconnaître l'existence de quelques dizaines d'excités....Mais peut-on imaginer que quelques dizaines de personnes qui ne partageraient absolument rien avec l'entièreté d'une manifestation de milliers ou de dizaines de milliers de personnes puissent évoluer en son sein sans grand problème ? Pour connaître la réponse, il suffit de s'imaginer ce qui arriverait si quelques dizaines de militants et militantes arrivaient dans ces manifestations avec des drapeaux israéliens même en revendiquant la paix... ils seraient immédiatement agressés comme «sionistes». Une minorité active ne peut agir et recruter au sein d'une foule organisée que si elle a des points d'appui au sein de cette foule.

Une autre gauche a abandonné toute critique du racisme d'Etat qui perdure dans ce pays, qu'il se traduise par la politique de réduction des maigres droits des immigrés en continu depuis vingt ans au moins, ou par la répression menée sans failles contre les révoltes des quartiers populaires contre les violences policières. Cette gauche-là ne se mobilise plus contre la disparition de la carte de dix ans, pour le droit de vote des étrangers, contre la précarité galopante dans les secteurs d'emploi où travaillent encore prioritairement immigrés et issus de l'immigration. Depuis des années au contraire, ses interventions sur ces sujets consistent à se rallier à la droite, voire même à la précéder pour exiger des mesures contre les musulmans,

en partant du principe assumé ou non, que le problème en France c'est la religion d'une partie des membres opprimés des minorités issues de l'immigration maghrébine et sub-saharienne, et non l'oppression de ces mêmes minorités. Là où une autre gauche ne reconnaît l'antisémitisme que comme manifestation de «quelques excités», cette gauche-là ne veut bien voir le racisme ou l'islamophobie que dans les actions de quelques «groupuscules» d'extrême droite. Depuis longtemps, cela ne la trouble même plus d'ouvrir et de mener les mêmes débats obsessionnels que le Front national : le voile, le halal, l'«intégration ratée», le prétendu «racisme anti-Blancs», le «communautarisme.»

Ce qui se passe à propos de la Palestine et d'Israël en France n'est donc en partie que la continuation d'une logique politique qui opère au quotidien à gauche depuis des années : une habitude s'est prise, celle d'avoir les mêmes thèmes, le même univers de débat que les fascistes. Pour certains, ce seraient même les fascistes qui «voleraient» ses thématiques à la gauche.

En réalité, dans la période actuelle, les fascistes restent bien souvent les bras croisés en attendant de récolter les fruits empoisonnés semés par d'autres : on l'aura notamment vu cet été.

Les antisémites d'extrême droite auraient pu, facilement, lancer leurs propres manifestations «antisionistes». Ils en ont largement les moyens, ils l'ont fait par le passé au nom de l'«anti-impérialisme» pour défendre les dictatures syriennes ou libyennes. Les mobilisations massives du type «Jour de Colère» ont montré qu'ils étaient désormais capables de défiler même sur des mots d'ordre sans aucune ambiguïté avec des troupes non négligeables. Ils ne l'ont pas fait, sans doute pour deux raisons : d'une part, la prudence devant la répression, qui les aurait sans doute touchés si des épisodes telles que des attaques de synagogues ou des descentes organisées à partir des manifestations avaient eu lieu. Il n'y aurait pas eu en effet, dans ce cas de figure, de «parapluie» de gauche pour expliquer ces épisodes antisémites par des complots médiatiques, ou pour carrément les nier.

L'attitude plus globale de la gauche, anticipée par les fascistes, constitue la deuxième raison : les manifestations de solidarité avec la Palestine ont été un nid douillet pour les antisémites d'extrême droite. Non pas à cause du thème officiel, non pas parce qu'elles auraient été un repère d'islamistes sanguinaires : mais bien parce qu'elles étaient marquées par toutes les tares de cette gauche antisioniste, et notamment celle de certains organisateurs. Quant par exemple, Europe Palestine est un des piliers théoriques et pratiques de cette mouvance, alors que cette organisation est aussi un des diffuseurs de la propagande négationniste venue de l'extrême droite, de Blanrue à Gilad Atzmon depuis des années, il n'est nullement étonnant que le contenu même des appels laisse toute sa place à l'antisémitisme.

Pour autant, la partie de la gauche qui prétend lutter contre l'antisémitisme en attisant l'islamophobie n'aura pas fait autre chose que dégager une route pavée vers le pouvoir au FN.

En imputant la montée de l'antisémitisme en France à l'émergence d'une génération de jeunes musulmans, mais aussi à un prétendu problème d'«intégration», à un «refus des valeurs de la France et de la République», elle a parlé à la place de Marine Le Pen, partie en vacances et qui est revenue toute reposée, n'ayant que quelques phrases à dire sur le «communautarisme» pour engranger les bénéfices des discours de Manuel Valls mais aussi de toutes celles et tous ceux qui le soutiennent.

Dans tous ses discours, cette gauche-là induit un rapport de causalité bien précis : la solidarité d'une partie de la minorité arabo-musulmane avec les Palestiniens victimes d'une offensive meurtrière et une religiosité affichée et assumée d'une partie de cette minorité expliquent l'antisémitisme. Celui-ci est «nouveau», d'importation étrangère, et dans cette affaire, l'«ancien» antisémitisme serait à la traîne, qu'il émane de l'extrême droite française ou de l'extrême gauche.

De plus en plus, les Dieudonné et Soral sont ainsi décrits comme les «suppôts» des «islamistes». De même, le rôle du NPA et du Front de Gauche a été très minoré dans l'organisation des manifestations parisiennes, et il leur a été surtout reproché d'être à la traîne des «islamistes»...les dits «islamistes» n'ayant pas trouvé dans un premier temps d'autre incarnation possible que les Indigènes de la République, cette organisation minuscule s'est retrouvée intronisée élément moteur. Le problème n'aurait pas tant été les discours du Front de gauche ou du NPA, que leur contamination idéologique par les Indigènes, ou leur «collaboration» avec eux. Pourtant aucun mouvement arabo-musulman n'avait a priori poussé le NPA à manifester avec les Bonnets Rouges, sans se soucier, non pas de l'«infiltration» de l'extrême droite, mais du fait que l'extrême droite politique et activiste était en partie organisatrice de ces manifestations. De la même manière, ni Youssef Boussoumah ni Houria Bouteldja ne chuchotaient à l'oreille de Mélenchon lorsque celui-ci, se retrouvant dans une manifestation contre «la guerre en Syrie», à l'initiative du PC avec des néo-nazis, a justifié cette cohabitation (cf. <https://www.youtube.com/watch?v=WU4515RPwp8> et https://www.dailymotion.com/video/x13xegu_paris-france-29-08-2013-manifestation-contre-une-intervention-militaire-en-syrie_news)

Sur le fond, un glissement s'est donc produit de manière rapide : le problème n'était plus les manifestations d'antisémitisme prenant pour prétexte la solidarité avec les Palestiniens victimes de la guerre menée par l'Etat d'Israël, mais le fait même de dénoncer cette guerre pour ce qu'elle est : non pas un conflit entre deux nations qui se battraient à armes égales, mais une situation où l'asymétrie est totale, où à aucun moment, les

groupes armés palestiniens n'ont de toute façon la moindre chance d'accéder aux moyens militaires de l'adversaire et à ses moyens de destruction. Très vite, une partie de la gauche, sous couvert de «défendre la paix» s'est mise à défendre le statu quo et une «neutralité» apparente : les Palestiniens ont le droit à un Etat, les Juifs aussi, pourquoi défendre les premiers contre les seconds, dit cette gauche, oubliant que dans le réel, l'Etat d'Israël existe, et pas l'Etat de Palestine. «Oui, mais de toute façon, si l'Etat de Palestine existait, ce serait un Etat dirigé par le Hamas, ce ne serait pas une victoire pour les Palestiniens et encore moins pour les progressistes», dit-elle encore. Avec ce raisonnement, dans la mesure où l'Etat d'Israël a actuellement à sa tête un gouvernement d'extrême droite, il n'y aurait plus aucune raison de s'opposer au discours qui exige sa destruction.

En réalité, ce discours sommaire ne concerne pas tellement la Palestine et Israël. Si c'était le cas, forcément aurait émergé en France, un mouvement qui aurait saisi la dynamique justement enclenchée là-bas : celle lancée par les familles de jeunes Israéliens assassinés par des groupes d'extrême droite palestinienne, et par les familles de jeunes Palestiniens assassinés par l'extrême droite israélienne. Ce mouvement a prouvé si besoin était, qu'il n'y avait pas d'«impasse historique», de «conflit éternel» devant lequel la résignation serait de mise. Au cœur de la guerre et de la propagande, soumis à une pression énorme du gouvernement israélien et des fascistes organisés, des milliers de gens ont choisi de dire ensemble «Non à la guerre ET non à l'occupation».

Ici rien de tel, mais une focalisation permanente sur les «islamistes». Ce n'est pas étonnant, car à gauche, depuis plus de dix ans, l'«islamiste» est devenu l'argument-massue pour justifier tous les renoncements face aux politiques racistes. C'est au nom du danger «islamiste» qu'on a chassé des jeunes filles des écoles, au nom du danger «islamiste» qu'on s'est tu devant l'avalanche de lois sécuritaires. C'est au nom du danger «islamiste» qu'on se contente désormais de réagir le plus mollement possible aux attaques racistes de la droite et de l'extrême droite, et qu'on ne dénonce les excès verbaux de leurs ténors que pour acquiescer sur le fond : cela aura été le cas pour la campagne contre les prières de rue lancée par le FN, reprise par la droite et soutenue par la gauche «laïque». Cela aura été le cas aussi pour la charge de Nadine Morano contre les musulmanes à la plage, justifiée par une partie du PS, notamment.

Et si d'aucuns, dans la gauche radicale, veulent bien concéder que le racisme contre les musulmans existe, cependant, il y aura toujours une bonne raison pour ne rien faire contre.

Depuis dix ans, la stratégie adoptée consiste à se plaindre des mobilisations existantes, parce qu'elles sont organisées par des «religieux»

et des «communautaristes», parce qu'elles n'utilisent pas les «bons mots», et que celui d'«islamophobie» pose problème.

Bref, pour une grande partie de la gauche, les victimes ne sont jamais innocentes : les Juifs sont toujours un peu «sionistes», les Arabes sont toujours un peu «islamistes». Ou manipulables par les «sionistes», ou utilisables par les «islamistes». Cette relecture inversée des rapports de force entre minorités et majorités se fait évidemment toujours au nom de la défense d'une autre minorité.

Le résultat est simple : l'«ensemble de la gauche», au final, ça fait très peu de monde sur le terrain pour lutter contre le racisme et l'antisémitisme. Les frères ennemis antisionistes et anti-islamistes, deux faces d'une même médaille issue d'un même moule ont produit un seul désastre : des mobilisations d'une grande faiblesse quantitative, et intrinsèquement pathogènes au point d'avoir nourri l'émergence des deux côtés de leaders organisationnels et individuels du fascisme.

De Florian Philippot à Dieudonné dans les sommets de la mouvance, de Fabien Engelman à Etienne Chouard, de Christine Tasin à Michel Collon, il faut bien constater que le nombre de figures marquantes issues des rangs de la gauche gouvernementale ou radicale sont une part importante du phénomène fasciste, pas une «anecdote», pas un «épiphénomène», mais des mouvances qui viennent avec leurs propres apports puisés dans l'héritage de la gauche française.

C'est cette situation qui affaiblit, voir paralyse l'offensive contre le racisme et contre l'antisémitisme : de fait, les collusions idéologiques et pratiques des uns et des autres avec différentes variantes du fascisme affaiblissent voire neutralisent d'emblée les initiatives.

Au mois de janvier 2014, aucune mobilisation d'ampleur contre la mouvance dieudonniste n'aura eu lieu, alors même que les appels à mettre des gens dans les chambres à gaz étaient formulés devant des milliers de personnes : ce fut l'effet conjugué du poids de la complaisance envers l'antisémitisme, qu'il s'agisse de défendre la liberté d'expression des néonazis ou de freiner des deux pieds «pour ne pas faire le jeu du sionisme» ET du poids du racisme, incarné par le Ministre de l'Intérieur Manuel Valls dont les sorties racistes rendaient peu audible l'ensemble de la lutte contre l'antisémitisme.

Au printemps 2013, aucune mobilisation d'ampleur n'a eu lieu contre la vague d'agressions contre des femmes voilées : ce fut l'effet conjugué du racisme de gauche, pour qui les femmes voilées sont un symbole de l'intégrisme qui justifie presque toutes les attaques, sauf physiques, et de la complaisance envers l'antisémitisme, qui a généré un discours repoussoir sur le «deux poids deux mesures», sans aucune dynamique mobilisatrice.

En conséquence la violence raciste et antisémite se déchaîne : les dégradations contre les lieux de culte juifs et musulmans se sont totalement

banalisées ces dernières années, et même le motif commun de la croix gammée qui y est systématiquement apposée ne déclenche pas de réaction unie.

S'est prise par contre l'habitude d'une vigilance morbide, chacun selon son «camp» ou sa «communauté» surveillant jalousement les réactions politiques aux violences antisémites et racistes, pour faire un comparatif visant à montrer que les autres sont mieux lotis et défendus par l'ensemble de la société. Aujourd'hui, les dégradations, les lettres de menace touchent aussi les domiciles personnels, tandis que les agressions de rue se multiplient, au même rythme contre toutes celles et ceux qui appartiennent visiblement à une minorité. L'absence de réaction commune et universaliste amène l'émergence de prétendues «organisations de défense communautaire» qui s'avèrent toujours faire de la ramasse pour les fascistes, en attisant la haine d'une minorité contre une autre...

Impuissante à construire une alternative, la gauche théorise alors la nécessité des collusions.

C'est ainsi, par exemple, que Frederic Haziza, qui n'aurait du être défendu que comme victime de l'antisémitisme devient, de plus en plus, une référence acceptable pour une partie des «anti-soralien», sous prétexte qu'il a sorti un ouvrage sur le sujet, et qu'il se balade dans les manifs avec un micro tendu aux antisémites. Drôle d'antifasciste que cet animateur qui a voulu inviter Marine Le Pen sur Radio J, et qui est aussi en très bon termes avec Brice Hortefeux. Cette proximité donne d'ailleurs un piquant particulier à ses véhémentes dénonciations du collectif Cheikh Yacine : en effet, il y a dix ans, le Collectif des Imams de France, dont Abdelhakim Sefrioui, actuel dirigeant du collectif Cheikh Yacine était trésorier, avait l'honneur d'être la première instance musulmane à la représentativité auto-proclamée à avoir les honneurs de celui qui était alors ministre de l'Intérieur. On trouve ainsi, sur internet, des photos d'une rencontre des deux hommes à l'occasion d'une visite ministérielle à Mantes-la-Jolie. Plutôt qu'aller chercher la main de l'Iran et du «nouvel antisémitisme» étranger partout, la gauche antifasciste devrait plutôt s'interroger sur les alliances, même temporaires, entre la droite réactionnaire française et des personnages qui s'en sont sans doute servis comme tremplin pour lancer leurs initiatives.

Une mode pro-réactionnaires s'est donc développée : il y a désormais toute une gauche qui s'est totalement désintéressée de l'antiracisme universaliste : les luttes de sans-papiers, comme celle contre les discriminations dans l'entreprise ou dans l'accès aux droits sociaux suscitent d'ailleurs une assez grande indifférence concrète.

Sans doute, l'analyse qui précède peut-elle apparaître comme un «Ni, Ni», qui ne serait rien d'autre qu'un constat d'impuissance et de passivité.

Refuser d'être une gauche qui vivote à l'ombre du fascisme, sans le déranger, c'est pourtant une perspective optimiste.

Nous savons, parce que nous le vivons, quel est le poids de la peur à l'heure actuelle, pour toutes celles et tous ceux qui sont membres d'une minorité et militants de gauche : la peur d'être agressé, mais aussi, surtout la peur d'être seul, isolé politiquement pour ce qu'on est et pour ce qu'on refuserait d'être. Nous savons le confort précaire que peut procurer le fait de renoncer à l'universalisme, de choisir un espace où certes d'autres minorités sont stigmatisées et humiliées, mais où l'on peut se persuader d'avoir sa place.

Nous savons aussi l'attraction que peut exercer n'importe quelle mobilisation de rue chez ceux qui attendent sans cesse des «mouvements sociaux», à quel point il est parfois plus simple de ne pas regarder pour ne pas avoir vu. Le net déborde de récits de manifestations enthousiastes de participants qui ne voient jamais les banderoles antisémites, qui n'ont absolument pas remarqué telle organisation raciste...et qui mis devant leur réalité, en décrèteront le caractère non-signifiant et minoritaire.

Nous savons aussi qu'il paraît parfois rassurant d'être «défendu» par des gens qu'on déteste, plus rassurant en tout cas que de n'être défendu par personne. Pour notre part, lorsqu'à quelques clampins concernés, nous avons écrit nos premiers textes, nous cherchions simplement un endroit où nous exprimer quand toute dénonciation de l'antisémitisme et de l'islamophobie donnait lieu sur beaucoup de médias de la gauche radicale à des dénégations enflammées et menaçantes. Mais si nous avions intitulé notre premier texte «l'antisionisme à la française», ce n'est pas pour nous réjouir aujourd'hui de ce qu'il soit fréquemment repris par des gens dont le discours se résume plutôt à «les Arabes pro-palos sont le vrai problème à gauche», et qui sciemment, d'ailleurs, ignorent volontairement d'autres textes contre l'islamophobie publiés ici à la même période.

Nourrir une forme d'oppression, c'est les nourrir toutes. Ce qui se dresse en face de nous, désormais, c'est un fascisme qui s'assume à parts égales raciste et antisémite, un fascisme moderne, non pas sur le fond, mais sur la forme : son organisation en réseaux, la multitude assumée de ses expressions et de ses leaders ne lui pose aucun souci. Il n'a nullement besoin de «résoudre» des prétendues contradictions entre ses composantes à dominante raciste, prêtes à dénoncer au besoin «le nouvel antisémitisme», et ses composantes à dominante antisémite, prêtes à broser dans le sens du poil les Arabo-musulmans qui veulent bien se laisser berner. Ces contradictions apparentes ne sont qu'un champ d'action multiforme, qui toutes aboutissent à favoriser le vote FN, parti dans lequel on ne parle plus forcément d'une seule voix, mais où l'on sait aussi laisser une place à toutes les facettes de la haine, à toutes celles et tous ceux qui ont envie de persécuter les uns ou les autres.

De toute façon, les méthodes rhétoriques comme la grille d'analyse globale sont toujours les mêmes : de la même manière que les théories conspirationnistes ne se neutralisent pas elles-mêmes en prétendant à la fois qu'Ebola n'existe pas et que c'est un poison fabriqué à dessein pour empoisonner les populations, les dénonciations du complot juif ou du complot islamiste ne s'annulent pas entre elles, ne déclenchent aucune cacophonie préjudiciable au fascisme en général.

Bien au contraire, elles connaissent aujourd'hui une forme de synthèse dans la théorie du Grand Remplacement : les «élites apatrides et mondialisées» visent à remplacer les Blancs par les Arabes et les Noirs.

A tout cet irrationnel meurtrier, on ne peut répondre que par la solidarité raisonnée. Et pas par la déconstruction permanente de l'antiracisme et de la lutte contre l'antisémitisme. Si aujourd'hui, ceux qui prônent des idéologies de la séparation, ceux qui prétendent que les droits d'une minorité ne pourraient se construire qu'en opposition à une autre, sont plus nombreux dans la rue et dominants culturellement à gauche, cela ne change pas les faits. En France, les droits sociaux et sociétaux des minorités n'ont jamais évolué positivement qu'à partir de mouvements universalistes.

Se référer aux faits qui demeurent, donc, plutôt que suivre des foules éphémères.

Luftmenschen

**Dieudonné :
«la guerre c'est la paix»,
et autres saluts nazis
non inversés.
Dieudonné banni des médias ?
Etrange légende
dont la diffusion
croît parallèlement
à son audience
dans les mêmes médias.**

Extrait du site Memorial98

14 décembre 2014

Dieudonné banni des médias ?

Existe-t-il aujourd'hui beaucoup d'hommes politiques, beaucoup de partis qui ont la possibilité d'avoir leur communiqué de presse intégralement repris, sur un sujet qu'ils ont eux-mêmes choisi, et le jour où ils ont choisi d'en parler ?

Dieudonné jouit de ce privilège.

Ainsi il proclame aujourd'hui, par l'intermédiaire de ses avocats qu'il a décidé de «faire la paix» avec un ennemi qu'il a lui même constitué et circonscrit : «certains représentants de la communauté juive» et certaines «associations antiracistes». Il entend convoquer une séance de négociations sous l'égide du Ministre de l'Intérieur, rien de moins.

Que font les médias face à cette grossière manoeuvre ? Ils publient la nouvelle, et pour certains, comme iTélé, produisent l'intégralité du texte de propagande du politicien. Non contents de lui avoir gracieusement offert une tribune, ils s'en vont benoîtement jouer les émissaires : puisque

Dieudonné avait notamment initié une pétition pour l'interdiction de la LICRA, ils vont sommer la LICRA de répondre sur la «proposition» de «paix» de Dieudonné.

Dans cette affaire, ce n'est pas l'attitude de Dieudonné qui pose vraiment question. Sur le fond, le courrier présenté par ses avocats est la reprise de son discours halluciné habituel : il serait une victime, les Juifs et les antiracistes seraient les bourreaux tout-puissants qui s'acharnent sur sa personne et à travers lui, sur la pauvre France. L'antisémitisme explose en France, le racisme également, l'homophobie tout autant, et la mouvance dieudonniste compte parmi les responsables premiers de cette explosion. Mais renverser la réalité est une des caractéristiques premières de la rhétorique raciste et antisémite.

Quant à la raison objective de ce courrier, elle est évidente : Dieudonné lance une nouvelle tournée de spectacles. Or depuis au moins dix ans, jamais sa promotion n'a reposé sur autre chose que le scandale médiatique orchestré par des initiatives immondes mais stratégiquement adaptées au fonctionnement de ces mêmes médias. Après avoir sciemment déclaré souhaiter l'envoi de personnalités publiques dans les chambres à gaz lors des premières représentations de son dernier spectacle, le néonazi pouvait difficilement aller plus loin dans l'ignominie au premier degré, d'autant qu'il avait déjà utilisé l'invitation d'un négationniste connu sur scène lors de sa tournée en 2009. De plus, l'appel au meurtre et l'apologie ouverte du génocide commis par les nazis avaient pour une fois déclenché une réaction des pouvoirs publics, l'interdiction de quelques-uns de ces spectacles, qu'il avait d'ailleurs très vite contournée en changeant l'intitulé et en se cantonnant ensuite à un antisémitisme violent, mais banalisé.

Parce qu'il est sans nul doute, un des meilleurs communicants du moment, et sans nul doute aussi aidé et soutenu par d'autres talentueux propagateurs de haine, il joue donc une autre carte, celle du retournement victimaire. Il appelle ça une «quenelle». Contrairement à ce que disent certains, la quenelle n'est pas un salut nazi inversé : c'est un salut néonazi tout court, et la différence avec le salut nazi classique réside avant tout dans le regard de la société qui le reçoit. Or, aujourd'hui, une partie de notre société ne reçoit plus l'antisémitisme comme tel : il lui faut une croix gammée, un appel ouvert à mettre les gens dans les chambres à gaz, une référence appuyée au nazisme historique, pour avoir encore un minimum de réaction.

Il suffit donc au néonazi moderne de se déclarer non antisémite, pour que les médias s'interrogent et en fassent même un événement. Il y a quelques mois à peine, Dieudonné, dans une vidéo, proposait à la mère d'Ilan Halimi, une «rencontre» pour «faire la paix» et dans cette même vidéo, il parlait en riant du cadavre d'Ilan Halimi et de son exhumation éventuelle. Il y a quelques semaines, à peine, Dieudonné faisait une autre

vidéo de quelques dizaines de secondes, tenant des propos négationnistes en présence de son plus jeune fils, un gamin qui n'a même pas dix ans. Il y a quinze jours, avec Alain Soral, il prenait prétexte de la création d'un potentiel parti politique pour étaler sa haine antisémite pendant plus d'une heure.

Mais peu importe, il lui suffit de déclarer aujourd'hui vouloir faire la paix avec «la communauté Juive» et les «antiracistes» pour éveiller l'intérêt des journalistes, qui trouvent parfaitement normal, dans ces conditions d'aller chercher quelques «représentants Juifs» et des «antiracistes» pour les sommer de répondre.

Ce faisant, ils dessinent en filigrane la représentation du monde que Dieudonné souhaite imposer. Celui-ci serait un problème uniquement pour les Juifs et «certains antiracistes», il s'agirait là d'une «guerre» entre deux parties bien identifiées, bien circonscrites, et les médias, chargés d'informer l'ensemble de la société, devraient simplement rendre compte de ce «conflit» entre deux entités.

Et comme chacun le sait, dans les guerres, les deux camps sont toujours un peu responsables, et chacun doit faire des efforts à la table des «négociations». Monsieur Dieudonné a fait le premier pas, les «Juifs» et les «antiracistes» ne se devraient-ils pas de faire le second ?

L'on voit la puissance de cette représentation du monde proposée par Dieudonné à la réaction hallucinante de la LICRA : sur la défensive, son président déclare attendre de voir «quelle va être la démarche volontariste de Dieudonné pour reconstruire ce qui a été déconstruit» et comment l'humoriste controversé «compte panser les plaies». Il s'interroge sur la sincérité de cette «proposition de paix» de la part du comédien.

Il n'y avait qu'une chose à répondre aux journalistes : libre à eux de reproduire les provocations de ce néonazi, libre à nous de n'avoir rien à répondre aux néonazis, seulement à les combattre.

Mais la montée des idéologues fascistes se voit aussi aux signes de peur grandissante qui envahissent ses cibles, persuadées qu'elles sont de ne pas être soutenues par le reste de la population, obsédées par l'idée de déjouer les préjugés à leur égard. L'année dernière, l'interdiction des spectacles de Dieudonné a été combattue comme un remède bien plus mauvais que le mal, même par une partie du camp progressiste. Presque aucune organisation antiraciste n'a osé dire que les déboires d'un néonazi ne la dérangeaient pas, bien au contraire, il s'est trouvé beaucoup de voix pour dire qu'empêcher l'appel au meurtre des Juifs était un énorme problème.

Aujourd'hui, quand Dieudonné agresse et provoque, certaines de ces cibles directes ont donc peur...de passer pour les agresseurs en se défendant et creusent leurs tombes en entrant dans le jeu pervers d'un fasciste. En réalité, il n'y a pour le moment, pas de guerre contre Dieudonné. Il y a des restes de résistance passive au pire, comme l'interdiction de quelques-uns

de ses meetings, après qu'il eut volontairement franchi les bornes au-delà desquelles le pouvoir politique était bien obligé d'intervenir. Il y a aussi, le simple respect des lois, notamment en matière de paiement des impôts ou d'amendes prononcées par des juges : celles-ci passent pour une action offensive et concertée uniquement, parce qu'auparavant le pouvoir politique n'a pas agi à son égard comme il l'aurait fait vis-à-vis de n'importe quel contribuable ordinaire. Il y a ça et là, quelques condamnations pour un propos raciste ou antisémite sur 100 prononcés, alors qu'en réalité, la quasitotalité des productions de sa mouvance pourraient tomber sous le coup des lois antiracistes.

En réalité, il est grand temps de mener la guerre contre Dieudonné et ses troupes. Il est grand temps que se forme un camp adverse, celui d'un antiracisme universaliste, unitaire, déterminé, face à un politicien promu par les médias, soutenu par un nombre croissant de personnalités artistiques ou sportives, accueilli par tous les grands réseaux de salles de spectacles privés mais aussi publics (1), dont les produits sont vendus à la FNAC et dans tous les grands magasins.

(1) Dans le Douaisis, son spectacle se tiendra dans une salle dont le propriétaire est la communauté d'agglomération

Memorial98

Edouard Drumont, maître à penser de Mme Houria Bouteldja : les Indigènes de la République réussissent leur examen d'entrée dans l'extrême droite gauloise

Dans une allocution à la Maison de la Littérature à Oslo, le 3 mars 2015, lors d'une conférence sur le thème «Minorités, nationalisme et États-Nations», allocution intitulée «Racisme(s) et philosémitisme d'Etat ou comment politiser l'antiracisme en France», Mme Houria Bouteldja, porte-parole du Parti des Indigènes de la République, a récemment dénoncé le prétendu «philosémitisme» des gouvernements français et les Juifs qui joueraient le rôle de «bonne conscience blanche». En effet, selon elle, «les Juifs» occulteraient «la mémoire de la traite négrière», la mémoire du colonialisme «blanc», mais aussi «la mémoire du génocide des Tziganes» – ce qui expliquerait l'hostilité «de la part des sujets post-coloniaux envers les Juifs» qui les voient comme les «enfants chéris de la République». Selon Mme Bouteldja, les Juifs seraient aussi les «porte-paroles de l'Occident ou plus exactement ses goumiers notamment par le biais d'un autre État-Nation colonial : Israël».

Croyant sans doute innover¹ en dénonçant le «philosémitisme d'Etat», Mme Bouteldja rejoint ainsi une vieille tradition de l'extrême droite gauloise antisémite qui va d'Edouard Drumont à Alain Soral....

En effet, dans ses polémiques contre les partisans de l'innocence du capitaine Dreyfus, l'écrivain antisémite Edouard Drumont dénonçait déjà

¹ Elle est en effet d'une ignorance abyssale comme en témoignent ses références au prétendu antisémitisme «progressif» – sic ! –, totalement imaginaire, du trotskiste puis panafricaniste C.L.R. James, cf. «Mme Bouteldja falsifie CLR James au service d'un «antisémitisme progressif»... imaginaire !» (*Ni patrie ni frontières* n° 44/45).

ceux qu'il appelait les «philosémites», qui, pour lui, étaient des traîtres, des individus en voie de devenir «juifs». Dès la première page de *La Libre parole* il dénonce «le philosémite Leroy-Beaulieu».

Dans un article de Jean-Paul Honoré («Le vocabulaire de l'antisémitisme en France pendant l'affaire Dreyfus», *Mots*, mars 1981, n° 2, pp. 73-92), on découvre que la notion de «philosémitisme» est utilisée depuis longtemps comme un euphémisme pour dénoncer ceux qui luttent contre l'antisémitisme... d'Etat ou populaire. A l'époque, le concept de «politiquement correct» n'avait pas encore été inventé, mais l'extrême droite antisémite française dénonçait déjà le «philosémitisme» et les «compromissions philosémites».

On m'objectera que le terme de philosémitisme est employé dans les milieux universitaires et intellos et qu'elle n'est pas seulement péjorative. C'est ainsi, par exemple, qu'un journaliste du quotidien «*Haaretz*», Yitzhak Laor, a publié un livre, cité d'ailleurs par Mme Bouteldja dans son allocution d'Oslo, ouvrage intitulé *Le nouveau philosémitisme européen*.

A propos du terme «philosémitisme», on pourra lire l'article de Catherine Poujol¹ : «Oscar de Férenzy ou les limites du philosémitisme dans l'entre-deux-guerres». L'auteure conclut ainsi son texte : «*Je partage en cela la définition que Pierre Pierrard donne du "philosémitisme" : "un contre-courant formé soit par humanisme, soit par conviction religieuse, né après la Shoah, grâce à Jules Isaac en France et au concile Vatican II ; courant qui a fait alors un grand bond en avant". Je crois, en effet, que ce contre-courant chrétien a été une conséquence de la tentative génocidaire qu'a vécu le peuple juif, dans la mesure où des chrétiens se sont alors posés, sans aucun prosélytisme, comme gardiens d'Israël aussi bien d'un point de vue territorial (approbation de la création de l'État et défense de cette existence) que catéchétique (enseignement de l'estime et épuration des manuels et de la liturgie).*»

Mais l'auteure de l'article remarque quand même, à propos de la presse chrétienne des années 30 qui se prétendait «philosémite» : «*Ces philosémites-là font la distinction entre les valeurs judéo-chrétiennes que le peuple juif véhicule et auxquelles ils adhèrent, et leur aversion traditionnelle pour le rôle supposé néfaste des Juifs dans le monde politique et dans l'économie, pour eux indiscutable.*»

Pour ma part, je me méfierai donc toujours des «philosémites», chrétiens ou athées, de droite ou de gauche, mais pas du tout pour les raisons avancées par l'extrême droite complotiste et Mme Bouteldja du

¹ *Archives juives*, 2007, 1, vol. 40, http://www.cairn.info/zen.php?ID_ARTICLE=AJ_401_0014.

PIR. Tout simplement parce que des gens qui se prétendent «philosémites» ne défendent ni un point de vue de classe, ni une position anti-étatique ou anti-nationaliste....

Le site qui a pris le nom de «philosémitisme» est d'ailleurs aujourd'hui un site favorable à l'extrême droite pro-israélienne (Rioufol, Goldnagel, etc.), et c'est donc effectivement un terme à proscrire, surtout si l'on est un adversaire résolu de l'antisémitisme, d'où qu'il vienne, des gouvernants ou des exploités, des athées ou des croyants, de la droite ou de la gauche.

Aujourd'hui, au XXI^e siècle, le terme de «philosémitisme» n'est pas simplement utilisé par des intellectuels pour discuter en petit comité, ou par des militants de l'extrême droite sioniste-raciste, il fait aussi partie du langage codé que pratiquent les internautes antisémites de base car il est inséparable de tout un raisonnement complotiste selon lequel les gouvernements du monde (et notamment ceux des Etats-Unis et de la France) seraient contrôlés par «les Juifs».

Dans le langage politique courant, «philosémitisme» est clairement une insulte utilisée par les «Gaulois» d'extrême droite depuis un siècle pour désigner les «souchiens» qui prennent le parti des Juifs et des juifs.....

Et cela, Mme Bouteldja ne peut l'ignorer, pas plus qu'elle ne peut ignorer qu'en dénonçant un «philosémitisme d'Etat» et en employant sans cesse l'expression «les Juifs», elle participe à une racialisation politique négative des 600 000 juifs ou Juifs français qui sont aussi divers politiquement et socialement que les «musulmans» ou les «sujets post-coloniaux» dont cette dame prétend se faire le porte-parole.

Pour illustrer l'ignominie de sa démarche, je prendrai quelques exemples de l'usage actuel de l'expression «philosémitisme» dans les milieux d'extrême droite gaulois, composés d'individus peut-être «blancs» mais certainement aussi réactionnaires que Mme Bouteldja.

Tout d'abord cette citation d'une crapule qui a choisi le pseudonyme caractéristique de «Bonsens66», dans la rubrique commentaires de l'hebdomadaire réac *Le Point*: «*Chacun sait qu'en France ces fameuses élites, celles qui "font le politiquement correct" sont philosémites. Le monde agricole, ouvrier, employé ou marginal (l'énorme majorité de l'opinion publique) n'a pas les mêmes intérêts à se montrer favorable à ceux qui se sont réservés les métiers, les fonctions qui écrèment l'économie nationale.*»

Cette prose date de 2012 et elle n'est pas du tout l'expression d'un seul allumé du clavier.

C'est ainsi que Pierre Driancourt, dans un numéro de *National-Hebdo* de 1991 écrit à propos du groupuscule fasciste antisémite *L'Oeuvre française*: «*Ainsi, le philosémitisme et le sionisme en vogue jadis dans le camp national tendent aujourd'hui à disparaître, de même qu'une certaine propension à cautionner une politique atlantiste ou libéraliste.*»

Le site fasciste «Le bréviaire des patriotes» présente de façon élogieuse un livre de Bernard Lazare (*L'antisémitisme, son histoire et ses causes*, réédité par le fasciste Alain Soral) parce qu'il balaie les arguments des «philosémites qui eux voyaient dans les Juifs un peuple maltraité parce que différent, parce qu'unique, jaloué et persécuté en conséquence par toutes les sociétés du monde».

Un certain «Nico» qui se dit d'ailleurs «philosémitiste» (!?) écrit dans la rubrique commentaires du journal (de gauche?) *CQFD*, sans que ses propos soient censurés ou fassent même l'objet de critiques : «*Je constate que de plus en plus de postes de pouvoirs et stratégiques de mon pays sont occupés par des français-juifs !*»

Ces différents individus qui défendent des idées d'extrême droite rejoignent ainsi tout à fait les propos de Mme Bouteldja nous incitant à dénoncer le «philosémitisme¹ d'Etat» qui régnerait selon elle en France depuis 1945 et ferait des Juifs les supplétifs de l'impérialisme français et du néocolonialisme «blanc».

Le PIR mérite bien son nom : il est devenu un courant parfaitement autochtone, qui a totalement intégré le logiciel nationaliste français.

Bienvenue au club, mesdames et messieurs les Indigènes de la République !

Y.C., 14 mars 2015

¹ On remarquera que les analyses de Mme Bouteldja rejoignent tout à fait celles de l'écrivain mythomane, complotiste, négationniste et antisémite Israël Shamir dans son article «Le philosémitisme, c'est du racisme» ou du fasciste Alain Soral qui voit des Juifs et des «philosémites» partout.

Les effroyables imposteurs du 12 janvier

Combattre l'antisémitisme ET l'islamophobie, une idée folle ?

Dans le contexte culturel et idéologique actuel, oui, sans doute. Depuis dix ans, on nous somme de choisir. Parce que ce sont «des Arabes et des musulmans qui tuent les Juifs», nous dit-on. «Parce que l'accusation d'antisémitisme est la forme la plus courante d'islamophobie», nous dit-on aussi.

Depuis dix ans, il a fallu choisir son camp, ou passer pour un hurluberlu. Entre celles et ceux qui prétendaient que l'antisémitisme n'existait plus, avant que des Juifs soient assassinés et puis d'autres encore, avant que le premier remplisseur de salles de spectacles en France soit un néo-nazi. Et entre celles et ceux qui prétendaient, eux, que l'islamophobie n'existait pas, qu'il y avait juste une saine réaction contre «toutes les religions». Et ce avant que des enfants de huit ans soient convoqués pour une prétendue «apologie du terrorisme» au commissariat, avant que les agressions contre des musulmans ne deviennent monnaie courante.

Pendant quelques brèves semaines, après les attentats de janvier, pourtant, une partie des gens n'a plus voulu choisir. Confrontée à la montée de l'horreur raciste et antisémite, certains ont à nouveau rêvé de se battre ensemble, tous ensemble, nous qu'on avait séparés.

Mais ce sera déranger des intérêts bien installés désormais. Les intérêts des forces et des organisations politiques qui ne vivent que de la division et de la séparation, qui n'ont rien d'autre à proposer que la haine de l'autre en partage.

Le «Deux poids deux mesures» est devenu un business politique. Pas seulement pour Dieudonné, qui ne serait rien sans avoir conquis les esprits avec cette idée que les Juifs seraient une communauté surpuissante, conquérante et heureuse. Pas seulement pour Marine Le Pen, qui entend dénoncer le privilège des «racisés», sujets de toutes les attentions supposées pendant que le «vrai Français» croulerait sous leur invasion organisée. Mais aussi pour toute une partie de la gauche française qui a sombré, de diverses manières, dans la lepénisation des esprits globale, et s'en accommode fort bien.

Houria Bouteldja, quoi qu'elle en dise, est une bonne représentante de cette gauche là. La porte-parole des Indigènes de la République peut toujours prétendre se distinguer de la «gauche française»: mais au

quotidien depuis dix ans, elle passe une bonne partie de sa vie politique dans les meetings de cette gauche dont elle prétend être autonome. Il ne suffit pas d'y jouer le rôle de la «petite voix rebelle» pour faire oublier qu'elle y est à la tribune, applaudie par ses pairs universitaires. Il ne suffit pas de prétendre qu'on est une «bannie» et une «ostracisée» pour tromper celles et ceux qui le sont vraiment : des colloques à l'université de Berkeley aux plateaux de «Ce Soir ou Jamais», Houria Bouteldja a la vie ordinaire d'une responsable de gauche radicale, avec ses tribunes médiatiques et politiques régulières ...tant qu'elle reste dans les clous que d'autres ont plantés pour elle.

Aujourd'hui, les Indigènes de la gauche radicale antisémite sont là pour dire tout le mal des Juifs que le militant franco-français ne veut pas exprimer en premier. Aussi bien depuis les attentats, on sent évidemment comme un flottement dans la partie de la gauche qui n'a jamais reconnu l'antisémitisme que du bout des lèvres, pour reprendre aussitôt ses diatribes contre le CRIF et l'«instrumentalisation d'un antisémitisme résiduel». Cette gauche qui a soutenu Dieudonné très, très tard, cette gauche qui voit des «sionistes» partout, le clame haut et fort, pour ensuite s'étonner qu'on la prenne au mot et qu'on attaque des synagogues ou des commerces juifs.

Devant tous les morts parce que Juifs, elle s'est sentie obligée de se taire. A regret sans doute. Le temps du silence est désormais terminé, les affaires reprennent. Mais il fallait une pirouette. Et les Indigènes sont là pour la faire : en effet, pour pouvoir à nouveau cracher sur les Juifs et nier l'antisémitisme, le plus confortable est encore d'avoir le prétexte d'un combat contre un autre racisme, et mieux encore d'avoir à portée de main, la virulente diatribe d'une victime de ce racisme.

Tout le monde n'est pas Roland Dumas avec son âge, son prestige et ses réseaux politiques : tout le monde ne peut pas déclarer tranquillement que le gouvernement français est sous influence juive chez Bourdin, un matin, et s'en sortir seulement avec quelques cris d'indignation vite oubliés.

A d'autres il faut des boucliers idéologiques : il faut pouvoir dire «Je n'aime pas les Juifs, mais c'est seulement parce qu'ils font du mal aux Arabes, et d'ailleurs ce n'est pas moi qui le dis, ce sont les premiers concernés par l'islamophobie.»

Voilà c'est fait, les Indigènes de la République, par la voix de leur porte-parole ont pondu la tribune-alibi avec son délicieux parfum de scandale. Voici Houria Bouteldja qui invite à combattre «l'islamophobie et le philosémitisme d'Etat». Attention, pas le «complot juif», pas «le gouvernement sous influence juive», on n'est pas chez Soral, on est de la «gauche décoloniale», s'il vous plaît.

L'antisémitisme est la mort de la gauche, alors forcément l'antisémitisme de gauche produit des discours totalement incohérents dans

leur conclusion : soyons antisémites pour combattre l'antisémitisme, cela ne veut évidemment rien dire.

Et cela ne dit rien à personne, ou plutôt les trois quarts du public retiennent la première partie de la phrase pour aller ensuite vers ceux qui en tirent la conclusion logique : c'est la raison pour laquelle aujourd'hui, non seulement les Indigènes de la République, mais toute la gauche radicale antisémite avec eux, ne sont presque rien, numériquement parlant, et voient partir une bonne partie de leurs troupes vers l'extrême droite antisémite.

Réduits à une posture tragicomique : sans cesse à répéter diverses versions du fameux «L'antisémitisme est le socialisme des imbéciles», sans jamais réaliser que l'imbécile, c'est surtout celui qui pense pouvoir utiliser l'antisémitisme pour convertir les gens au socialisme.

Malheureusement, cette imbécillité criminelle est un des traits majeurs d'une partie de la gauche européenne et française depuis le XIX^e siècle : celle qui a couru après Drumont, celle qui a couru après les fascistes des années 30, à la manière d'un Doriot ou d'un Bergery persuadés qu'il fallait reprendre leurs thèmes pour leur arracher les masses égarées. Celle des staliniens des années 50 et de leurs obsessions criminelles sur le «complot sioniste». Celles de l'ultra-gauche acoquinée à Faurisson pour «faire tomber le capitalisme» en faisant tomber son «fondement», le «mythe des chambres à gaz». Aujourd'hui, à la gauche radicale, on se montre plus fin, on parle de «religion civile de la Shoah».

Imbécillité criminelle, le mot est fort mais parfaitement adapté à la situation : sans doute, les Indigènes de la République n'en sont-ils pas à souhaiter, que de nouveau, on tire à bout portant sur de jeunes enfants juifs. Sans doute, Jean-Luc Mélenchon, lorsqu'il parle de «communauté agressive» ne veut-il pas vraiment que l'on assassine des gens dans une épicerie et qu'on en harcèle, et qu'on en tabasse d'autres.

Seulement, quand on appelle à combattre le «philosémitisme» pour combattre l'islamophobie, on appelle à quoi ? Si ce n'est à attaquer les Juifs, pardon, «des» Juifs et «des» «amis des Juifs».

La vie politique n'est pas un plateau de «Ce Soir ou jamais», ou un colloque universitaire. Ou plutôt elle ne l'est que pour une infime minorité, définie par son statut social, son «identité de classe», comme dit Houria Bouteldja qui ne parle jamais de la sienne. Celle d'une femme qui a bénéficié des combats «antiracistes abstraits», comme elle dit, menés par les générations précédentes issues de l'immigration. Celle d'une femme qui a pu accéder aux protections sociales et aux privilèges que confèrent les études supérieures, une situation professionnelle dans les classes moyennes supérieures, et le statut de personnel de direction politique d'une des organisations de la gauche radicale française.

C'est ce statut qui lui permet de délirer dans une langue choisie sur les Juifs qui sont «une batte de base-ball pour frapper les Noirs et les Arabes»,

dans le tract d'un appel à manifester qu'on distribuera gaiement dans les rues de Barbès avant de partir à un colloque à Oslo où ailleurs. Les «jeunes Indigènes» qui prenaient ce tract au sérieux et iraient donc se défendre contre les prétendues «battes de base ball juives», eux, iront pour des années en prison. Et ce «deux poids deux mesures»-là n'est pas celui de la «race», mais celui de la classe, qui permet aux idéologues de garder leurs mains toujours blanches, même après avoir trempé leur plume dans le sang pour appeler à la haine. Ce «deux poids deux mesures»-là vaut pour Alain Soral comme pour Houria Bouteldja, pour Jean-Marie Le Pen comme pour Dieudonné. Toujours libres de propager la même merde quand d'autres sont morts ou en prison d'y avoir cédé violemment.

C'est aussi ce statut social qui lui permet de proférer des absurdités sur l'abstraction que constituerait la lutte commune contre l'islamophobie et l'antisémitisme.

Dans d'autres parties de la société, cette ligne de lutte est au contraire une évidence pratique trop longtemps délaissée, une nécessité absolue : elle l'est pour la femme voilée qui peut se faire agresser à tout instant comme pour le jeune magasinier juif qui peut se prendre une balle n'importe quand. Elle l'est pour les éternels sans-voix que sont les prolos qui ne seront jamais invités à un talk show pour contredire un Zemmour, qui nie la responsabilité de l'Etat français dans le génocide commis contre les Juifs et dans le même temps appelle à la guerre civile contre les musulmans. Elle l'est face au terrorisme néonazi qui ravage l'Europe en silence. Elle l'est face à un Front national, où voisine l'expression de l'antisémitisme le plus violent avec celle de l'islamophobie la plus décomplexée.

Les Indigènes de la République ont dix ans. 2005, l'année des émeutes dans les quartiers populaires. Un an auparavant, le débat politique avait été phagocyté par une offensive pour interdire d'école une partie des jeunes musulmanes sous prétexte de «laïcité». C'est dans ces deux années charnières que deux écoles rivales et jumelles ont vraiment émergé à gauche : d'un côté ceux qui ont fait une OPA sur la laïcité en décrétant qu'être laïque aujourd'hui, c'était avant tout passer son temps à chercher de nouvelles mesures propres à exclure les musulmanes de divers secteurs de la vie publique.

C'est de cette mouvance-là qu'émerge en 2007, le groupe Riposte Laïque, fanatiquement islamophobe et qui va être la matrice idéologique de la récupération par le FN du terme «laïcité».

C'est au même moment, que s'agglomère un autre noyau idéologique, celui d'une gauche prétendument «anticoloniale» qui va faire de la minorité juive son obsession et son bouc émissaire. C'est cette gauche-là qui propulse Dieudonné sur le devant de la scène politique en en faisant les stars d'une première liste «antisioniste» Europalestine dès 2004 : fort de ce brevet de héros de la cause palestinienne, acquis à peu de frais, Dieudonné

ne met que quelques mois à s'afficher ouvertement avec une extrême droite française dont il répète depuis déjà quelques années les diatribes antisémites.

Dix ans, c'est le temps des bilans : et, à part avoir contribué à constituer la matrice idéologique fasciste, il n'y a pas grand-chose à mettre au crédit de ces deux écoles rivales, l'islamophobe et l'antisémite. Le pourrissement des luttes, voilà leur seule victoire : nous sommes en 2015, et il ne se passe pas un mois, sans que l'on entende parler de tel passage au FN d'un syndicaliste raciste, de telle sortie sur les «pharmaciens juifs» d'une militante associative.

Pour autant, ni les uns ni les autres ne comptent s'arrêter là : face aux grandes officines fascistes, l'obsession reste de garder quand même sa petite boutique. Et pour que les vaches soient bien gardées, il faut des barbelés autour des prés carrés.

Or une petite inquiétude a saisi les bergers : ces deux derniers mois, timidement, mais sûrement, des gens ont dit «Nous sommes ensemble». Ensemble dans le chagrin, la peur, l'abattement devant la mort, devant la terreur suscités par des attentats où ont été assassinés des Juifs parce qu'ils étaient Juifs. Ensemble devant la déferlante raciste qui dévaste ce pays depuis si longtemps et qui a amené des enfants de neuf ans au commissariat parce que leurs parents étaient musulmans, donc suspects. Ensemble devant ces mêmes croix gammées qui profanent cimetières et lieux de cultes.

Proclamations timides sur des pancartes faites à la main, fleurs offertes par les uns aux autres, à la sortie d'une synagogue ou d'une mosquée. Deuil et terreur partagées dans ces quartiers populaires dont étaient issus aussi bien le policier abattu devant *Charlie Hebdo*, dont on apprend ensuite qu'il était musulman, que le jeune vendeur abattu parce que juif à l'Hypercashier.

Et même dans la gauche radicale, on vit éclore quelques slogans, quelques appels «contre l'antisémitisme et l'islamophobie»...et tout aussi vite le déchaînement des boutiquiers inquiets, les uns braillant que reconnaître l'islamophobie revenait à se rallier à Daech, les autres hurlant que certes on tuait des Juifs dans ce pays, mais que c'était à cause du «philosémitisme».

Les uns et les autres se haïssent mais ne peuvent survivre qu'ensemble. Les uns et les autres ont la même rhétorique d'exclusion : purifier le mouvement en en excluant les prétendus «sionistes» ou les prétendus «islamistes». Les uns ont par le passé osé agresser et insulter des femmes dans des manifestations féministes sous prétexte qu'elles portaient le voile, les autres ont osé exclure des Juifs de manifestations contre des actes antisémites sous prétexte qu'ils étaient du CRIF, alors même que les inscriptions antisémites contre lesquelles la manifestation était organisée visaient le CRIF.

Les uns et les autres assurent leur promotion réciproque et jouent volontiers le spectacle médiatique qu'on leur demande : Houria Bouteldja contre Caroline Fourest, Youssef Boussoumah contre Alain Finkielkraut, Christine Delphy contre Annie Sugier, le régal de certains talk-shows à retrouver dès le lendemain sur les sites Fdesouche et Egalité et Réconciliation.

Hurllements de haine ininterrompus, bruit médiatique abrutissant, confortables carrières d'intellectuels polémistes.

Un seul message : ne soyez pas ensemble, restez séparés, nous sommes vos bergers.

Nous ne nous laisserons pas traire, ni dévorer par les loups dont ces gens-là n'ont jamais su nous protéger. Soyons ensemble contre l'antisémitisme et l'islamophobie, prenons toute la mesure des oppressions semblables, qui depuis dix ans font peser le même poids dévastateur sur nos vies.

Dieudonné, le fond Dutroux

mercredi 6 mai 2015

La défense de la liberté d'expression de Dieudonné a été une cause unificatrice ces dix dernières années. L'extrême droite n'a pas été la seule à affirmer qu'on avait le droit de tout dire : tout un pan de la gauche, tout en condamnant les saillies les plus caricaturales du politique néo-nazi, a toujours répété que la loi ne devrait pas sanctionner des paroles. D'autres admettaient une condamnation judiciaire, mais pas des mesures permettant de faire cesser immédiatement des appels réitérés et prévisibles à la haine raciale, notamment.

Depuis le lundi 4 mai, sur le site Quenel Plus, s'affiche ce qui est présenté comme un entretien avec Patrice Alègre, actuellement détenu à la centrale de Poissy pour cinq meurtres, une tentative de meurtre et six viols qu'il a reconnus. Dieudonné affirme depuis plusieurs années animer un «atelier» dans cette centrale avec d'autres personnes condamnées pour meurtres et tortures, dont Germain Gaiffe, présenté comme le directeur de publication de Quenel Plus. Depuis quelques semaines, il annonçait son rapprochement avec Patrice Alègre.

Apocryphe ou non, le contenu de cet «entretien» est difficilement soutenable à la lecture. Dans un premier temps, le texte s'attaque à l'enfant en situation de handicap de Laurent Louis, politicien antisémite avec lequel Dieudonné s'est récemment brouillé pour une affaire de gros sous liée au lancement de l'Ananassurance. *«Morte née accrochée au fion de sa mère»*, *«cancrelat tout désarticulé»*, *«baignant dans sa pisse et dans ses excréments»* sont quelques-uns des qualificatifs utilisés. Dans la suite du texte, l'auteur appelle au meurtre à coups de pelle de l'enfant. Dans la suite de l'article, c'est l'assassinat récent d'une petite fille violée qui est évoquée dans des termes tout aussi insoutenables, accompagnés du prénom de l'enfant.

Une partie des antisémites qui commentent ce texte sont choqués : bien évidemment, quand ceux-là disaient qu'on pouvait rire de tout, ils pensaient surtout qu'on pouvait rire des victimes juives du génocide perpétré par les nazis.

Mais la question posée par cet appel au meurtre des enfants en situation de handicap, accompagné d'apologies de viols et de meurtres d'enfants ayant réellement été assassinés ne questionne pas seulement la responsabilité des partisans officiels de Dieudonné.

Qu'en pensent celles et ceux, organisations politiques, éditorialistes plus ou moins connus, militants de la «liberté d'expression» qui défendent une politique qui consisterait à réagir seulement par la voie judiciaire, au coup par coup, à chaque nouvelle provocation prévisible du néo-nazi ?

Les plaintes contre des vidéos antisémites et racistes publiées par Dieudonné ont mis des semaines, voire des mois à aboutir à leur suppression sur You Tube. Dans l'intervalle, elles avaient été visionnées des centaines de milliers de fois. Il en sera de même pour ce texte si une plainte est déposée. Dans l'intervalle, les droits et les libertés individuelles des enfants nommément visés dans ce texte sont-ils respectés ? Doit-on imposer à la famille d'un enfant assassiné et violé qu'un tel discours public soit disponible ?

Ceux qui répètent depuis des années que sanctionner Dieudonné serait lui faire de la «publicité» sont-ils prêts à défendre le maintien de ce texte, à expliquer aux familles concernées qu'il vaut mieux ne rien faire et ne rien dire ?

Mais si la réponse est négative, alors pourquoi serait-elle positive pour d'autres ? Pour la famille d'Ilan Halimi qui a du supporter une vidéo où Dieudonné parle de profaner le cadavre de leur fils tué ? Pour l'ensemble des survivantEs du génocide commis par les nazis qui doivent supporter depuis des années qu'on les traite de menteurs et de faussaires, qu'un néo-nazi nie l'atrocité de ce que leur ont fait les nazis ?

En 2009, dans une vidéo postée après son invitation au Zénith faite au négationniste Robert Faurisson, Dieudonné disait «C'est nucléaire ce qui vient de se passer. J'ai fait mieux que Fourniret, Dutroux, tous les pédophiles. Pourquoi tu vas te faire chier à violer un enfant. T'invite Robert chez toi, t'es peinarde»...

Evidemment, ceux qui ont défendu sa «liberté d'expression» à ce moment là, n'imaginaient sans doute pas que Dieudonné irait aussi convoquer des tueurs en série ordinaires à sa table pour faire l'apologie de la persécution et du meurtre d'enfants, qui ne soient pas ceux spécifiquement assassinés par les nazis dans le cadre d'un génocide.

Pourtant dès lors qu'on ne nie pas l'évidence, à savoir que Dieudonné est un néo-nazi, son propos actuel est insoutenable, mais parfaitement logique : l'élimination des personnes en situation de handicap mental ou physique a été perpétrée par le Troisième Reich. De même, les nazis ont perpétuellement franchi les limites socialement consensuelles concernant ce qui pouvait être fait à des enfants. Dès lors qu'on ne traite pas idéologiquement les personnes juives ou supposées juives différemment du reste de l'humanité, alors il n'y pas de différence de principe entre le contenu de ce texte et d'autres déclarations de Dieudonné et des siens.

D'ailleurs, encore une fois, l'ensemble de la rhétorique dieudonniste est d'inspiration nazie : eux aussi légitimaient les persécutions et les meurtres

d'enfants en accusant les Juifs de meurtres rituels contre les enfants. Et depuis des années, les réseaux qui s'agitent autour de Dieudonné et Dieudonné lui-même utilisent la thèse du complot pédophile des «élites mondialisées», n'hésitant pas dans ce cadre à persécuter nommément des gens en les accusant publiquement de viol ou de meurtre, parfois sur leurs propres enfants.

Si ce texte peut-être considéré comme une forme de «suicide politique», dans la mesure où il l'expose à la réprobation d'une partie même de son public, il est peut-être aussi le fruit d'une stratégie volontaire : Dieudonné ne peut ignorer que la présence de contenus à caractère pédophile est légalement passible de la fermeture immédiate du site dans son ensemble, ou du moins de l'impossibilité partielle d'y accéder par le biais des fournisseurs classiques d'accès à Internet.

Cette mesure qui toucherait l'ensemble d'un de ses sites et pas un seul contenu aurait un caractère «inédit». Dans un moment où divers affrontements internes à l'extrême droite antisémite lui posent problème, Dieudonné peut espérer qu'une telle mesure ressoude non seulement ses troupes, mais génère aussi une opposition semblable à celle qui a par exemple accompagné l'interdiction d'un seul de ses spectacles, après qu'il ait réitéré dans les précédents des appels à mettre des personnes juives dans les chambres à gaz.

En tout état de cause, si Dieudonné n'avait pas été soutenu au nom de la «liberté d'expression» pendant des années, si en lieu et place, l'ensemble de celles et ceux qui se sont mobilisés au nom des droits du néo-nazi avaient utilisé leur énergie à se mobiliser concrètement contre sa propagande, la situation serait sans doute bien différente. Mais c'est au mieux l'indifférence à l'antisémitisme qui a prévalu, une indifférence bien souvent teintée de sous entendus accusatoires : si Dieudonné était ce qu'il était, c'était un peu la faute de ses victimes qui avaient sur-réagi à ses propos et l'avaient «rendu fou».

Les mêmes aujourd'hui pensent-ils que des enfants en situation de handicap ou assassinés ont fait quelque chose qui ait fait peser une insoutenable pression sur le néo-nazi ?

Memorial98

NB : Chacun peut aller consulter sur Quenel Plus la prose intégrale dont il est question ici, et dont nous n'avons cité que quelques extraits, et pas les plus insoutenables. Nous avons gardé copie de ce texte au cas où il serait supprimé, mais ne souhaitons pas mettre de lien y renvoyant. Par ailleurs nous sommes bien conscients qu'une des victimes est aussi un fasciste tout aussi répugnant que Dieudonné. Nous lui laissons la responsabilité des méthodes dont il éprouve aujourd'hui l'ignominie après les avoir utilisées.

Traductions



Deux dessins qu'on trouve sur le site de Norman Finkelstein, dessins et «analyse» repris par les sites fascistes Quenel Plus, Egalité et réconciliation, le Cercle des volontaires, etc.

Charlie Hebdo vu à travers le prisme déformant d'un certain anti-impérialisme¹

9 février 2015

Un article de Barry Finger

«Tout meurtre commis en réaction à une insulte, quelle que soit sa grossièreté, doit être condamné sans équivoque. Voilà pourquoi ce qui est arrivé à Paris ne peut être toléré. Mais nous ne devrions pas non plus tolérer le genre d'intolérance qui a provoqué cette réaction violente.» (Bill Donohue², Catholic League)

¹ Le titre original anglais était «Charlie Hebdo et la politique de l'anti-impérialisme» [<http://www.workersliberty.org/node/24665>] ; je me suis permis de le changer pour être plus fidèle au contenu de l'article lui-même. *Liberal* en anglais signifie souvent de gauche, au sens réformiste ; *left* est ambivalent et peut désigner la gauche et/ou l'extrême gauche ; quant à *socialist* il est souvent, mais pas toujours, synonyme de révolutionnaire, d'où des ambiguïtés pas toujours faciles à éviter dans la traduction de ce texte. Il m'a semblé intéressant de traduire cet article dont je partage l'essentiel de l'analyse générale, même si je suis beaucoup moins optimiste que l'auteur sur la lucidité et la clarté politiques de l'équipe de *Charlie Hebdo*. A ce sujet on pourra lire : «Charlie Hebdo les musulmans et la liberté d'expression : faux débats et vraies question» (2012) et «D'une authentique émotion de masse à une manipulation politique» (2015), tous deux publiés dans le numéro 48/49 de *Ni patrie ni frontières*. Y.C.

² Bill Donahue, sociologue et militant né en 1947, président de la Catholic League depuis 1993. Il mène campagne contre la «diffamation» et les «discriminations» dont seraient victimes les catholiques et le catholicisme. Il a déclaré le jour même des assassinats de *Charlie Hebdo* : «Ce qui unit les musulmans dans leur colère contre Charlie Hebdo c'est la façon vulgaire dont Mahomet a été représenté dans cette publication. Ils

«Je pense qu'il existe une différence essentielle entre, d'un côté, la solidarité avec les journalistes qui ont été attaqués, et le refus d'admettre l'idée que ces journalistes auraient été en quelque sorte des "cibles légitimes", et, de l'autre, la solidarité avec ce qui est une publication ouvertement raciste.» (Richard Seymour¹, blog Lenin's Tomb)

En plaçant ces deux citations en exergue de cet article, je ne souhaite nullement créer un amalgame entre Donahue et Seymour. Il n'y a aucune raison de croire, par exemple, que Seymour se serait solidarisé avec la Catholic League américaine pour qui la photographie d'Andres Serrano «Piss Christ²» ne doit plus être exposée en public. Je n'imagine pas non plus que Seymour puisse tresser des lauriers à ceux qui ont vandalisé cette photo à la National Gallery de Victoria, en Australie. Et si des employés de cette galerie avaient été assassinés, Seymour n'aurait certainement pas

protestent contre le fait qu'ils sont délibérément insultés depuis des années. Sur ce point, je suis totalement en accord avec eux (...). Stéphane Charbonnier, le rédacteur en chef, a été tué aujourd'hui. Il est dommage qu'il n'ait pas compris le rôle qu'il a joué dans sa mort tragique. En 2012, lorsqu'on lui demanda pourquoi il insultait les musulmans, il avait répondu : "Mahomet n'est pas sacré pour moi." [En fait la citation complète est : «Mahomet n'est pas sacré pour moi. Je ne blâme pas les musulmans de ne pas rire de nos dessins. J'obéis à la loi française. Je n'obéis pas à la loi islamique.», NdT.] S'il n'avait pas fait preuve d'autant de narcissisme, il serait peut être encore en vie. Mahomet n'est pas sacré pour moi non plus, mais il ne me viendrait jamais à l'idée d'insulter délibérément les musulmans en salissant leur prophète.»

On ne s'étonnera pas qu'un tel individu, grand partisan de «l'autocensure» responsable, ait déclaré que «Hollywood est contrôlé par des Juifs laïques qui haïssent le christianisme en général et le catholicisme en particulier» et critiqué les créateurs du feuilleton satirique «South Park» parce qu'ils acceptèrent en 2006 de supprimer une représentation de Mahomet dans cette série de dessins animés corrosifs.

¹ Richard Seymour, né en 1997, en Irlande du nord, ex-militant du SWP britannique et journaliste marxiste très présent dans les médias officiels (NdT).

² Cette photo représente un crucifix plongé dans un bocal d'urine et fut exposée à Avignon en France, en 2010/2011. En avril 2011, des mouvements catholiques intégristes proches de l'extrême droite lancèrent une campagne contre cette œuvre, avec le soutien de l'archevêque d'Avignon et de trois députés UMP ; un millier de personnes manifestèrent et *Piss Christ* fut vandalisé par des militants qui agressèrent à cette occasion plusieurs gardiens qui étaient intervenus (NdT)..

fouillé dans l'histoire de la National Gallery (en supposant que, pour la commodité de mon raisonnement, une telle découverte soit possible) pour prouver que ce musée avait une longue tradition anticatholique et qu'il fallait donc «contextualiser» le meurtre de ces employés d'une institution «papophobe». Il n'aurait pas exigé des critiques du pape qu'ils s'autocensurent désormais de façon à ne pas donner de prétextes au terrorisme [catholique] et à prouver qu'ils n'avaient que de bonnes intentions envers les catholiques. Et il en serait certainement allé de même avec tous les Seymour de gauche ou d'extrême gauche.

Donc, je ne suggère pas que des militants de gauche ou d'extrême gauche auraient adopté de telles attitudes face à des actes terroristes commis par des catholiques. Mais je me demande pourquoi des pans entiers de la gauche et de l'extrême gauche défendent des valeurs républicaines, révolutionnaires, laïques, pourquoi ils luttent pour l'égalité des sexes, l'internationalisme de la classe ouvrière et une démocratie cohérente sur toutes les questions... sauf par rapport à une seule forme de cléricisme autoritaire. Lorsque l'Eglise catholique, qui défend des positions politiques beaucoup moins extrémistes que les islamistes, a poursuivi en justice quinze fois *Charlie Hebdo*, la gauche et l'extrême gauche ont-elles exprimé la moindre sympathie envers l'Eglise catholique ?

Au fond, la discussion ne porte pas du tout sur la «liberté d'expression» ou l'adoption de lois contre le blasphème, qui ne sont que des paravents derrière lesquels se dissimulent des questions politiques plus profondes, plus fondamentales. Il faut donc plutôt nous demander comment l'islamisme a pu devenir une ligne de démarcation au sein de la gauche et de l'extrême gauche. Pourquoi l'islamisme pousse-t-il des militants défendant des positions plutôt sensées dans d'autres domaines à s'aligner, sur une question, UNE SEULE, sur les positions défendues par les partisans d'une idéologie médiévale et obscurantiste qui vivent parmi nous ?

Je peux comprendre pourquoi certaines personnes refusent de reprendre à leur compte le slogan «Je Suis Charlie». Beaucoup de militants d'extrême gauche américains (et sans doute aussi britanniques) ne connaissent pas bien *Charlie Hebdo*. Pourtant, ceux qui refusent de prendre parti savent que cette publication satirique fait partie d'un courant républicain de gauche, anti-impérialiste, opposé aux politiques d'austérité, favorable aux immigrés, bien que les positions politiques spécifiques de cet hebdomadaire restent largement inconnues, voire même énigmatiques à leurs yeux. Je peux comprendre cette attitude, tant qu'elle ne va plus loin. Mais, à l'âge de l'Internet, cette position me semble plutôt timorée.

Supposons par exemple, que des militants du Revolutionary Communist Party¹, ou du Workers World Party², soient attaqués par des terroristes. Je doute que moi ou beaucoup de gens aux Etats-Unis nous déclarerions «Je suis le Revolutionary Communist Party» ou «Je suis le Workers World Party». Dans un tel cas, nous montrerions notre solidarité humaine vis-à-vis des victimes innocentes d'un massacre absurde, mais nous ne donnerions certainement pas un chèque en blanc, et n'exprimerions pas une solidarité totale avec ces organisations, en criant des slogans favorables à ces groupes staliniens. En général, d'ailleurs, il ne vient à l'idée d'aucun militant de gauche ou d'extrême gauche de manifester une solidarité inconditionnelle à l'égard d'une publication dont il n'a jamais entendu parler... ou dont il ne veut pas connaître le contenu.

La prudence sur de telles questions s'inspire parfois de principes politiques respectables ; mais elle peut aussi être une façon commode d'esquiver un problème politique.

Car, soit dit en passant, il est quand même fascinant de voir des militants invoquer la prudence pour ne pas exprimer leur solidarité vis-à-vis de *Charlie Hebdo*, alors qu'ils ont abandonné depuis longtemps tout scrupule politique face aux mouvements islamiques de résistance. Ce sont les mêmes qui crient, lors des manifestations contre telle ou telle agression israélienne, des slogans comme : «Nous sommes tous le Hezbollah», «Nous sommes tous le Hamas», «Nous sommes tous des Libanais» ou «Nous sommes tous des Palestiniens». Même s'ils connaissent les positions réactionnaires défendues par les islamistes, beaucoup de ces gauchistes, apparemment très pointilleux sur les principes, préfèrent s'abstenir à propos de *Charlie Hebdo* – qu'ils ne connaissent pas, disent-ils –, tout en s'enthousiasmant pour une alliance rouge-brune (entre l'extrême gauche et les islamistes) contre l'impérialisme. Ils dressent peut-être encore aujourd'hui une ligne Maginot contre l'Etat islamique, Boko Haram et Al-Qaïda, mais cette ligne pourrait être franchie, si de discrètes excuses pour

¹ RCP : cette organisation maoïste fut créée en 1975 par Bob Avakian et est l'un des nombreux groupes issus du SDS américain, lui-même mouvement étudiant de masse (100 000 membres en 1968) à la fois hostile à la guerre du Vietnam, favorable au mouvement des droits civiques et partisan de l'action directe. Après la dissolution du SDS en 1969, plusieurs groupes d'extrême gauche (surtout maoïstes) puisèrent dans cette mouvance et de nombreuses féministes firent également leurs premières armes dans le SDS (*NdT*).

² Workers World Party, groupe maoïste fondé en 1959, suite à une scission dans le SWP américain (trotskiste) et qui soutient la Corée du Nord avec ferveur (*NdT*).

les actions du Front al-Nusra, ou une certaine empathie pour les talibans ou l'armée du Mahdi s'avéraient leur être favorable.

Ces affinités avec le cléralisme signifient qu'une régression fondamentale s'est opérée dans l'analyse politique de la gauche et de l'extrême gauche. Pour ce faire, certains militants ont amalgamé une idéologie réactionnaire – l'islamisme – à une religion qu'ils ont ensuite assimilée à une race. Ils ont même récemment suggéré que *Charlie Hebdo* était l'équivalent de *Der Stürmer*¹ parce que «l'islamophobie est le nouvel antisémitisme». Ils ont transformé l'opposition au clérico-fascisme² en une opposition à la religion musulmane dont les symboles ont été politiquement appropriés par le fascisme islamiste (tout comme le fascisme espagnol et les fascismes d'Europe centrale se sont appropriés autrefois l'imagerie catholique). Ces militants ont ensuite transformé cette opposition au clérico-fascisme [islamiste] en une hostilité globale vis-à-vis de la communauté spirituelle musulmane qui a donné naissance à ces symboles, communauté de croyants que ces militants d'extrême gauche ont enfin transformée en une «race» victime d'une hostilité particulière.

Au terme de ce processus, il n'y avait plus qu'un tout petit pas à franchir pour assimiler tout rejet du fondamentalisme religieux et de son expression

¹ L'un des précurseurs de cette tentative d'amalgame très répandu dans les médias anglosaxons aujourd'hui est sans doute Alain Gresh, auteur d'un article paru en 2012 dans *Le Monde Diplomatique* où il se demandait benoîtement qu'aurait-on pensé d'un journal satirique allemand, de gauche, antiraciste, qui se serait moqué des juifs sous la république de Weimar (cf. à ce propos la note 1 de «Racisme antimusulmans et antisémitisme dans l'Union européenne», *Ni patrie ni frontières* n° 48/49). Louis Aliot, député du Front national, s'indigna d'ailleurs que l'enterrement de Charb ait été retransmis sur BFM TV en ces termes : «*Est-ce que vous imaginez l'inverse ? À la télévision, un enterrement avec des chants nazis, des drapeaux nazis, des anciens nazis ? Parce que moi, dans mon esprit, je ne fais pas la différence entre l'un et l'autre.*» Une très symbolique – et inquiétante – convergence d'«analyses»... (*NdT*).

² Contrairement à une légende tenace chez beaucoup de gauchistes, cette expression ne vient pas des néoconservateurs américains ou des partisans du conflit ou de la guerre des civilisations, mais des spécialistes universitaires de l'Italie mussolinienne, du Portugal salazariste et de l'Espagne franquiste et elle est née dans les années 20 (raison pour laquelle, sans doute, elle fut utilisée par le trotskiste Tony Cliff à propos des Frères musulmans dans la revue officielle de la Quatrième internationale en 1946). Après, la question de savoir si elle s'applique au djihadisme internationaliste actuel est un autre problème... (*NdT*).

la plus extrême, le clérico-fascisme, à une forme de «racisme dissimulé». Les Pakistanais, les Marocains, les Algériens, les Turcs, les Albanais, les Kurdes, les Azéris, les Tchétchènes, etc., sont alors tous devenus, pour les partisans de cette théorie, une seule nation, une seule race, qui s'identifie avec une seule perspective politique et religieuse. L'extrême gauche, qui prône la solidarité internationale, voudrait désormais nous faire avaler le breuvage traditionnel empoisonné forgé par les xénophobes de droite et les populistes nationalistes. Si autrefois le rejet du nationalisme faisait partie intégrante des principes des révolutionnaires, ceux-ci nous exhortent désormais à tout simplement adopter, en les inversant, les conclusions réactionnaires de la droite.

Le fascisme dans le tiers monde prospère en pillant les griefs politiques avancés par la gauche: contre l'occupation étrangère, contre le pillage des ressources nationales et contre la trahison des intérêts d'un pays par les élites dirigeantes compradores, soumises à l'impérialisme. Mais le fascisme dans le tiers monde s'oppose aussi de façon véhémente et violente à la gauche, parce que le socialisme donne la priorité aux intérêts de la classe ouvrière par rapport à la cause de l'unité nationale et parce que tous les révolutionnaires de gauche défendent la laïcité et la démocratie contre les traditions du patrimoine national les plus répandues. Le socialisme renverse les traditions et les hiérarchies locales, y compris, plus précisément, les responsables religieux privilégiés qui s'associent à ces hiérarchies. En un mot, la gauche divise. Elle sème perpétuellement la discorde politique et sociale. Faisant écho à des thèmes post-modernes, la réaction islamiste présente la gauche comme une sorte de virus culturel extérieur introduit par l'Occident afin de saper la volonté nationale de résister à la domination impérialiste. La gauche est méprisée par les islamistes parce qu'elle serait insuffisamment anti-impérialiste et ne serait pas authentiquement nationaliste.

Paradoxalement, lorsque certains militants puisent dans le répertoire post-moderne pour dénoncer le prétendu «impérialisme culturel» de la gauche, ils en viennent à défendre une forme d'essentialisation orientaliste – et islamistophile. Les gauchistes hostiles à *Charlie Hebdo* connaissent «la mentalité musulmane» tout aussi sûrement que les sociologues impérialistes prétendaient autrefois connaître la «mentalité arabe», la «sensibilité asiatique» et la «vision africaine du monde». Seymour et ses amis nous assurent avec condescendance, en mobilisant leur science de la dialectique, que «les musulmans» seraient tous offensés par les plaisanteries scabreuses lancées par *Charlie Hebdo* contre la façon dont les enseignements de Mahomet sont détournés par les partisans du djihadisme politique et certains saltimbanques religieux. Et pour qu'il n'y ait pas de doute à ce sujet, ils proclament que, eux, contrairement à la clique de

racistes inconscients qui affirment «Je Suis Charlie», se tiennent vaillamment aux côtés des opprimés. Ils nous assurent que les opprimés sont les nouveaux Français, que les nouveaux Français sont tous musulmans et que les musulmans sont tous fondamentalistes. En effet, depuis la guerre israélo-arabe de 1967 et la révolution iranienne de 1979 «la forme ascendante de la résistance politique [serait] incarnée» par «diverses variantes de l'islamisme» (*Unhitched: The Trial of Christopher Hitchens*, p. 57). Tourner en dérision le djihadisme ce serait donc soutenir l'impérialisme et le racisme, et dissimuler ces positions inadmissibles sous le manteau de la défense de la liberté d'expression et de la laïcité.

Déplorer poliment les assassinats des dessinateurs de *Charlie Hebdo* ne pourrait se faire, semble-t-il, que de façon marginale, discrète. Pourquoi ? Serait-ce parce que cela risquerait de déclencher, en retour, une réaction prévisible de la droite contre les musulmans ? Mais, dans ce cas, pourquoi ne pas invoquer les objections et les mises en garde classiques des marxistes contre le terrorisme individuel, tout en proclamant fermement sa «solidarité antiraciste» avec la «politique de résistance» des meurtriers de *Charlie Hebdo* ? Après tout, Trotski ne défendit-il pas Herschel Grynszpan, qui, en 1938, assassina un diplomate nazi à Paris, en sachant parfaitement que son acte allait intensifier les attaques contre les Juifs ? Une telle solidarité avec les djihadistes de Paris offrirait, au moins, une réponse politique cohérente. Stupide, fausse et répugnante... mais politiquement cohérente.

Ce pourrissement de la réflexion politique commence par une ignorance et une arrogance culturelle savamment calculées, se poursuit par une manœuvre pour ne pas prendre parti et se termine par la trahison.

Comment un militant de gauche peut-il interpréter des dessins qui lui semblent politiquement insultants sans tenir compte du contexte dans lequel ceux-ci ont été produits ? Personne ne doute de l'orientation «libérale», respectable du magazine *New Yorker*. En juillet 2008, cette publication présenta en «une» un dessin représentant Michelle Obama, avec une coiffure afro, un fusil et des vêtements militaires et Barack Obama vêtu d'un *kamis* musulman et portant un turban, tous deux entrechoquant leurs poings, tandis qu'un drapeau américain brûlait dans leur cheminée [et qu'un portrait de Ben Laden était accroché au mur ; on trouvera ce dessin sur la notice de Wikipedia en anglais consacrée au *New Yorker*, *NdT*]. Cette publication provoqua un contrecoup totalement insensé, tout aussi incendiaire et irresponsable. D'un autre côté, toute personne dotée d'une cerveau en bon état de fonctionnement avait compris, à l'époque, qu'il ne s'agissait pas d'une prise de position éditoriale du *New Yorker* contre Obama, mais d'une parodie de la propagande hystérique diffusée par le Tea Party et Fox News. Bien sûr, nous gauchistes américains et britanniques, nous considérons pleinement qualifiés pour reconnaître une mauvaise satire

lorsqu'elle émane de la fraction «libérale» de notre classe dominante. Comme nous sommes intelligents!

Mais que savons-nous de la tradition française? Comment déterminer avec certitude si cette couverture incendiaire de *Charlie Hebdo* qui affirme : «*Les esclaves sexuelles de Boko Haram en colère : Touchez pas à nos allocs*» et représente des femmes enceintes, exprime – ou pas – le racisme de *Charlie Hebdo*? Ce dessin n'est pas paru dans le *New Yorker* et nous n'avons donc aucun autre cadre de référence que celui offert par cette petite partie de notre matière grise dont nous préférons réserver l'usage... pour une utilisation ultérieure.

Charlie Hebdo cherchait à ridiculiser l'islam jusqu'à ce que «*l'islam soit aussi banalisé que le catholicisme*¹», c'est-à-dire que jusqu'à ce que l'islam soit pleinement accepté comme étant un élément aussi authentique, obscène et rétrograde du caractère national français que le christianisme. Pas plus, mais pas moins. «*100 coups de fouet si vous n'êtes pas morts de rire*», comme le proclamait une couverture de *Charlie Hebdo*² qui visait autant les fanfarons djihadistes actuels que les épouvantails islamiques comiquement dégonflés du Front national.

La fracture provoquée par les assassinats de *Charlie Hebdo* souligne de façon saisissante la division croissante apparue entre deux tendances de la gauche radicale. La tendance hostile à *Charlie Hebdo*, en accordant aux islamistes le droit et la légitimité morale de se sentir offensés, leur a également offert un alibi «antiraciste» et de «gauche» pour réagir contre ces offenses. Et ce faisant, elle a rejeté et abandonné les laïcs, les homosexuels, les féministes, les révolutionnaires et les démocrates qui militent au sein de ces communautés minoritaires en Occident et dans les nations dont ils ont émigré. Une fraction de la gauche radicale a modifié ses calculs tactiques pour pouvoir accueillir l'hypothèse nationaliste selon laquelle les musulmans les plus politiquement actifs défendent, et défendront dans un avenir prévisible, des conceptions sociales réactionnaires, deviendront des clérico-fascistes, et constituent donc la force la plus prometteuse en fonction de laquelle toute alliance anti-impérialiste significative doit être conçue. Le regretté Chris Harman, du Socialist Workers Party britannique, a formulé explicitement cette idée: «*Sur certaines questions nous serons du même côté que les islamistes contre l'impérialisme et contre l'Etat. C'était le cas, par exemple, dans un grand nombre de pays lors de la seconde guerre du Golfe. Ce devrait être*

¹ Selon Charb, cité dans l'article intitulé «A *Charlie Hebdo*, on n'a "pas l'impression d'égorger quelqu'un avec un feutre"», *Le Monde*, 20 septembre 2012, *NdT*.

² En novembre 2011, suite à l'incendie des locaux du journal, *NdT*.

le cas dans des pays comme la France ou la Grande Bretagne lorsqu'il s'agit de combattre le racisme. Là où les islamistes sont dans l'opposition, notre règle de conduite doit être : " avec les islamistes parfois, avec l'Etat jamais ".» (Le Prophète et le prolétariat, automne 1994, site marxists.org).

Un tel raisonnement exclut la possibilité de lutter de façon déterminée à la fois contre l'impérialisme et contre le cléricanisme autoritaire. Au départ cette position se présente justement comme un simple «changement de vitesse», une petite concession à la «réalité», puis elle se transforme en une stratégie alternative qui s'adapte à cette réalité. Elle s'explique par la profonde démoralisation ressentie dans le monde arabe face à l'effondrement du mouvement ouvrier et du projet socialiste. Mais ses répercussions sont profondes. Car cette alliance «rouge-brune» entre une partie de la gauche radicale et les cléricaux-fascistes rompt efficacement le lien traditionnel entre les anti-impérialistes des métropoles occidentales et nos compatriotes du tiers-monde qui luttent, nos alliés et camarades qui veulent élargir et compléter la transformation socialiste à l'échelle mondiale en se fondant sur des valeurs démocratiques et des idéaux révolutionnaires communs. Cette alliance avec la réaction, proposée par un courant de la gauche radicale, constitue une attaque préventive contre la capacité future des révolutionnaires arabes de se regrouper et de reprendre leur combat pour le socialisme.

À la base, cette alliance est également malhonnête, et, plus important encore, nationaliste. Le calcul et le raisonnement qui l'inspirent pourrait être formulé en ces termes : «Chaque coup contre l'impérialisme, quelle qu'en soit la source et quelles que soient ses conséquences internes pour les nations arabes et musulmanes, représente aussi un coup contre le capitalisme global du Nord. Il renforce ainsi nos propres perspectives de transformation sociale et de libération en Occident. Personne ne peut nous accuser d'abandonner les victimes de l'impérialisme entre les mains des partisans du cléricanisme autoritaire. Au contraire, nous exprimons ainsi notre profond respect pour leur identité et les choix politiques déterminés par cette identité. *Charlie Hebdo* est raciste parce qu'il ne soutient pas la politique effectivement ascendante de l'anti-impérialisme, politique choisie par les victimes de l'impérialisme.»

Plutôt que de lier nos destins, ce mouvement rouge-brun accepte que l'humanité se divise en deux zones : ici, en Occident, nous pouvons lutter pour l'émancipation de l'exploitation et de l'oppression; là-bas, nous devons accepter la domination d'une oumma réactionnaire effrayée par les impulsions libératrices de la révolution et des bouleversements sociaux.

Pire encore, ce mouvement subordonne notre émancipation du capitalisme à leur asservissement au cléricanisme réactionnaire.

Barry Finger est un militant de la gauche radicale qui vit à New York, il est membre du comité de rédaction de la revue *New Politics*. On pourra lire un certain nombre de ses articles sur son blog : <http://newpol.org/blog/17>

WorkersWildWest

Parution d'un nouveau journal politique de travailleurs dans l'ouest de Londres

Camarades, sœurs et frères,

Nous voulons vous présenter le premier numéro de notre journal qui va bientôt sortir et vous inviter à y collaborer. Dans ces temps où se combinent désespoir et espoir, nous pensons que des collectifs politiques devraient essayer de mêler étroitement trois formes d'activité révolutionnaire :

► LA PROPAGANDE : il nous faut présenter, au sein de la classe ouvrière locale, une position politique qui dénonce le capitalisme comme un système d'exploitation en crise qui se dirige de plus en plus vers la guerre et auquel seul le prolétariat mondial peut s'opposer.

► L'ENQUÊTE : nous devons expliquer cette position en la reliant étroitement aux expériences réelles des travailleurs sur leurs lieux de travail et d'habitation, grâce à des enquêtes (1). Nous devons faire circuler des informations sur les forces et faiblesses des activités collectives d'auto-organisation contre les patrons – et nous traiterons donc largement des divisions au sein de la classe ouvrière.

► LA SOLIDARITE MUTUELLE : nous devons proposer et soutenir la création de groupes de travailleurs sur les lieux de travail et la constitution de réseaux locaux de solidarité pratique et d'entraide contre les patrons, les agents de l'Etat et les propriétaires.

Au cours de l'année dernière, nous avons noué des liens d'amitié et de solidarité dans des zones industrielles, à l'ouest de Londres, où sont concentrés de nombreux entrepôts (<https://libcom.org/blog/grford-where-hells-14092014>)

Cette année, nous voulons commencer à publier et diffuser un journal local à 2 000 exemplaires, principalement devant les entrepôts, les usines de transformation alimentaire, les hôpitaux locaux et les agences qui gèrent les demandeurs d'emploi (job centers). Les travailleurs de ces zones industrielles proviennent principalement d'Europe de l'Est et d'Asie du Sud. Nous espérons que la distribution mensuelle de ce journal contribuera à la mise en place d'un réseau d'information et de solidarité, et que nous pourrions par exemple organiser des projections de documentaires et d'autres événements.

Comment pouvez-vous collaborer ?

Nous aimerions échanger des expériences avec des individus et des collectifs qui se livrent à des activités similaires, diffusent une propagande politique régulière et analysent les difficultés que rencontrent les travailleurs pour s'organiser eux-mêmes.

Nous avons besoin d'informations sur les luttes dans d'autres pays, tout particulièrement dans les entrepôts et le secteur de la logistique.

Si vous avez des articles ou des informations concernant ce secteur, ce serait sympa de nous les communiquer dans la langue de votre choix et nous les traduirons.

Nous essayerons également de vous informer sur les problèmes rencontrés dans l'élaboration et la fabrication de notre journal afin que chacun puisse profiter de nos tâtonnements.

Restez en contact - Love & Rage de West-London

angryworkersworld@gmail.com

Site <https://angryworkersworld.wordpress.com/>

Sommaire du premier numéro :

► Editorial : A quoi veut servir ce journal ? Quelle est notre analyse de la crise sociale actuelle ?

► Wincanton / Waitrose : sur une grève «sauvage» des intérimaires contre les heures supplémentaires et les divisions entre les travailleurs temporaires et permanents

► Jack Wills : Sur les conditions de travail dans un entrepôt du secteur de la mode et son usine correspondante en Inde ; comment utiliser les chaînes d'approvisionnement mondiales dans l'intérêt des travailleurs

► Wealmoor : sur les conditions de travail dans un entrepôt de fruits et légumes qui fournit les principales chaînes de supermarchés au Royaume-Uni et est lié à l'agro-business mondial ; quelques brèves sur les luttes dans des plantations de mangues au Pérou

► Les travailleurs du monde en lutte : quelques informations tirées des médias

– Commentaires individuels de travailleurs locaux sur leur situation

► Grève des travailleurs du nettoyage de Medirest dans un hôpital : points forts et points faibles de cette grève, menée surtout par des migrants et des femmes, contre le blocage des salaires au SMIC

La version anglaise se trouve ici :

www.workerswildwest.wordpress.com

1. On trouvera quelques exemples de questionnaires pouvant servir à ce type d'enquête sur ce site : «Trois questionnaires sur les conditions de travail et les luttes» <http://www.mondialisme.org/spip.php?article484> (Note du traducteur).

Pays-Bas :

Un doigt d'honneur

contre

le contrôle des migrations !

Dans cet article les camarades néerlandais expliquent que les chômeurs, les «sans-papiers», les migrants, les demandeurs d'asile, bref, tous les exploités, se battent courageusement contre les politiques gouvernementales et la répression étatique, et que, au lieu de nous complaire dans des litanies moroses et catastrophistes, nous devrions plutôt souligner nos petites et grandes victoires quotidiennes (*Ni patrie ni frontières*).

Chaque jour, des dizaines de milliers de demandeurs d'asile et de migrants stigmatisés comme «clandestins» luttent contre les politiques répressives de gestion de l'immigration, tout simplement en survivant ici et en refusant de quitter ce pays. Il est dommage que les militants de gauche ne soulignent pas davantage l'importance de cette résistance dans leurs écrits et leurs discours, et se contentent d'énumérer et de condamner les dispositions de plus en plus répressives de la loi. En effet, cette attitude pessimiste ne sert que les objectifs du gouvernement.

Dans son article intitulé «Quelles perspectives après les élections ?», Piet van der Lende, du groupe Doorbraak, a émis un certain nombre de réflexions critiques importantes sur la façon dont les militants comme lui-même font face à la multiplication des nouvelles mesures gouvernementale contre les chômeurs.

Il écrit notamment: «C'est seulement récemment que je me suis rendu compte que moi aussi, j'ai rédigé de nombreux articles dans lesquels la répression sociale est dépeinte comme un système auquel il est impossible d'échapper. J'ai pris conscience du fait que mes paroles ne sont pas efficaces parce qu'elles risquent de détruire tout le potentiel pour d'éventuelles actions. En effet, en lisant de telles descriptions du panoptique social, la plupart des lecteurs risquent de conclure: "Oui, il a raison, nous subissons un système terriblement répressif, il est impossible d'y échapper, nous ferions mieux d'obéir aux consignes et aux ordres de l'Etat." Je suis désormais convaincu que nous devons aussi expliquer aux gens qu'il n'existe pas de système parfait, que chaque système a ses failles,

ses contradictions et ses dysfonctionnements. Une telle prise de conscience permet de créer une vision pour agir.»

Grâce à nos articles, nos tracts et nos discours qui recensent et dénoncent toutes sortes d'injustices et de mauvais coups, nous, les militants, nous renforçons involontairement, parfois, la politique du gouvernement. Comme Van der Lende l'a expliqué: *«Les décideurs veulent faire croire aux chômeurs qu'ils sont continuellement surveillés et contrôlés. Ils veulent que le Service social et son administration les obsèdent chaque jour. " S'ils vivent dans la peur, ils continueront à faire ce que nous leur disons et cela les empêchera de protester", c'est du moins ce que pensent les décideurs.»*

Dans son article «Chômeuses, chômeurs, ne les laissez pas vous faire peur !», Van der Lende développe un peu plus ces réflexions. Entre eux, les chômeurs reproduisent le climat de peur: *«Chaque fois qu'ils se confient l'un à l'autre, ils évoquent tous ces aspects de la répression: les erreurs, le comportement abusif des gestionnaires de clientèle, les échecs des dirigeants politiques, l'attitude des directeurs de banques et leurs primes gigantesques, alors que les chômeurs eux-mêmes souffrent de toutes sortes de restrictions, de contremaîtres racistes, etc. Ce pessimisme est attisé par la propagande que le parti conservateur-libéral (le VVD) et le parti populiste de droite (le PVV) diffusent en faveur des mesures strictes visant à faire travailler et à criminaliser tous ceux qui touchent des allocations chômage. Beaucoup de personnes réagissent de manière très émotionnelle à ce sujet. Cela confirme l'existence d'un système répressif auquel nous ne pourrions pas échapper – et donc la toute-puissance de ceux qui détiennent le pouvoir en place.»*

Et que pensent les demandeurs d'asile ?

Récemment, un discours prononcé lors d'une des actions de protestation dans le campement des demandeurs d'asile à La Haye m'a fait penser aux réflexions de Van der Lende. Comme c'est souvent le cas, l'intervenant décrivait surtout les épreuves que les demandeurs d'asile et les migrants ont endurées dans les différents Etats européens et surtout aux Pays-Bas. L'orateur a évoqué ceux qui doivent traverser des mers dangereuses à bord d'embarcations de fortune, les nombreuses noyades dont ils sont victimes, et le fait que, une fois arrivés ici, ils sont marginalisés, affamés, traqués, enfermés et expulsés violemment. Tout cela mène à l'itinérance, la faim, la maladie, les suicides, et parfois même la mort (les victimes de l'incendie de la prison de Schiphol, par exemple).

Ayant milité au sein du groupe de soutien aux sans-papiers De Fabel van de illegaal et désormais à Doorbraak, je connais par cœur ces histoires horribles. Je les ai souvent racontées moi-même, oralement et par écrit. Mais comment les demandeurs d'asile présents à la manifestation de La Haye ont-ils accueilli ce discours ? Est-ce motivant pour eux de s'entendre

répéter la liste de tous les problèmes qu'ils affrontent quotidiennement, et d'apprendre que leur situation, leur misère, pourrait encore empirer ? Nos discours n'augmentent-ils pas encore davantage leurs craintes et ne les démotivent-ils pas ? Pour les militants solidaires, comme moi, ces discours ne sont pas vraiment stimulants ; comment ceux-ci pourraient-ils ne pas affecter les demandeurs d'asile ?

Pourquoi reproduisons-nous constamment cette litanie morose, non seulement dans nos discours mais aussi nos articles qui décrivent et analysent l'aggravation permanente des politiques gouvernementales ? Nous sommes tous conscients de la situation, et les demandeurs d'asile et les migrants dits «illégaux» connaissent la réalité dure et violente de leur vie quotidienne. Et pourtant nous continuons à répéter ces histoires horribles en vue d'alerter le reste de la société, dans l'espoir que davantage de gens réagiront pour lutter contre cette situation. Malheureusement, une grande partie des Néerlandais approuvent plus ou moins les principes de cette politique. Ils pensent que «Les Pays-Bas ne peuvent accueillir toute la misère du monde», et n'ont pas vraiment envie de connaître les conséquences pratiques violentes qui découlent de leur position.

Beaucoup d'autres se mettent en colère de temps en temps, mais ils ne sont disposés à agir que de façon limitée, avec prudence et face à quelques «cas» particulièrement terribles. Ils peuvent s'identifier avec ces cas, et être puissamment émus par le sort de ces victimes. Cependant, au cours de la plupart des manifestations à La Haye, les seules personnes impliquées étaient les demandeurs d'asile eux-mêmes et leurs soutiens solidaires. Bien sûr, ce type de protestation publique unitaire génère une sensation de force chez les participants, mais la manifestation de La Haye a également laissé l'image de manifestants blancs qui, sans le vouloir, transmettaient un message de peur et d'impuissance totale aux demandeurs d'asile qui subissent déjà une énorme pression.

Impuissants ?

Ces demandeurs d'asile et ces migrants prétendent «illégaux» sont-ils vraiment aussi impuissants que nous le disons ? Leurs vies sont certainement devenues de plus en plus difficiles en raison du tsunami de réglementations répressives qui s'est abattu sur eux au cours des vingt-cinq dernières années. De plus en plus de demandeurs d'asile sont transformés en des marginaux en situation irrégulière, et sont emprisonnés voire perdent la vie.

Nous pouvons en conclure que, si l'État considère toutes ces lois nécessaires, c'est parce que les autorités ne réussissent pas à réprimer aussi facilement et collectivement les demandeurs d'asile et les migrants en tant que groupe. Chaque nouvelle réglementation, même si elle est plus répressive que la précédente, traduit aussi le fait que l'Etat est obligé de reconnaître que les lois précédentes n'ont pas produit l'effet désiré. Peu

importe combien d'énergie et d'argent l'Etat investit dans cette tâche, il apparaît clairement que l'immigration n'est pas entièrement contrôlable. Les migrants et les demandeurs d'asile parviennent à conserver une certaine forme d'autonomie: au bout du compte, ce sont eux – et non l'Etat – qui déterminent où ils veulent vivre et rester.

Certes, de nombreux «sans-papiers» et demandeurs d'asile tombent entre les mains des autorités, mais beaucoup réussissent aussi à rester aux Pays-Bas. Cela démontre leur détermination et leur envie de survivre, phénomènes face auxquels l'État n'a tout simplement pas de réponse efficace. Un combat permanent, quotidien, se déroule entre ceux qui veulent rester ici et l'Etat qui fait tout son possible pour les en empêcher, les marginaliser et les expulser.

Dans une certaine mesure, les nouvelles lois et les nouvelles réglementations utilisées par l'Etat dans ce combat contre les migrants, et les obstacles qu'il crée, reflètent la façon dont le pouvoir réfléchit et réagit face aux multiples moyens qu'emploient les clandestins pour survivre. L'existence de brigades d'intervention, par exemple dans l'hôtellerie et la restauration, et dans le secteur de l'horticulture, montre que les autorités estiment que les «sans-papiers» utilisent ces secteurs pour gagner leur vie. Pour vérifier ces hypothèses, les autorités commencent souvent par financer des chercheurs qui se renseignent auprès de la police, des fonctionnaires et de soi-disant «experts». Ainsi, sous le fallacieux prétexte de «l'impartialité des sciences sociales», l'Etat essaie aussi d'obtenir des informations auprès des soutiens des «sans-papiers».

Intimidation

L'Etat se sert des nouvelles réglementations comme d'une arme, mais il s'appuie aussi sur les déclarations récurrentes des politiciens sans scrupules, et sur l'annonce de nouvelles mesures encore plus répressives, même si les autorités savent à l'avance qu'elles sont inapplicables, par exemple en raison de la législation européenne. Des réglementations déjà mises en œuvre sont souvent annoncées plusieurs fois, dans le seul but de provoquer la peur. Cette propagande vise à dissuader de nouveaux demandeurs d'asile et de nouveaux migrants de venir ici, et à empêcher les demandeurs d'asile déboutés de se construire une existence illégale. Elle a également pour objectif de démoraliser et d'intimider les personnes qui soutiennent les «clandestins» et de les convaincre qu'il n'y a pas d'autre possibilité pour les demandeurs d'asile déboutés que de «retourner» chez eux. En tant que militants, nous courons le risque de contribuer à renforcer cette atmosphère menaçante à travers nos articles et nos discours.

Les demandeurs d'asile et les migrants que l'Etat veut dissuader de venir en Europe, qui viennent ici en dépit de tout et parviennent à survivre, mènent déjà un combat. Cela ne signifie pas que les demandeurs d'asile et les migrants seraient, par définition, tous des militants qui mèneraient une

bataille politique déterminée. Bien sûr, cela est parfois le cas, mais, fondamentalement, ils résistent, par pure nécessité, à la puissante répression à laquelle ils sont confrontés dans la rue. Objectivement parlant, un combat permanent, littéralement à la vie à la mort, se déroule entre l'Etat et les personnes dont la présence ici est déclarée «illégale» par les autorités. Ce combat, nous devons admettre que les «sans-papiers» peuvent difficilement le gagner, mais l'Etat en est lui aussi incapable.

En fin de compte, la prolifération des lois répressives montre que l'Etat est relativement impuissant face à la créativité des migrants et des demandeurs d'asile dans leur lutte pour la survie. Certes, individuellement, de nombreux migrants trouvent la mort dans cette lutte, mais, collectivement, les «clandestins», comme les a baptisés l'Etat, continuent à exister. En d'autres termes: l'Etat est impuissant contre l'immigration en tant que mouvement autonome, finalement incontrôlable. Malgré toute la machinerie lourdement armée contre l'immigration et continuellement étendue par des moyens militaires, et en dépit de la mobilisation de toute la société contre les «sans-papiers», comme en témoignent les innombrables contrôles d'identité menés chaque jour par différents types d'autorités, afin de vérifier leur identité et la légitimité de leur résidence aux Pays-Bas.

Un combat invisible

Les «sans-papiers» ne se battent généralement pas pour leur survie en tant que groupe. Cette lutte commence le plus souvent au niveau individuel, chacun pour soi. Ils essaient de se donner du courage, d'échapper aux contrôles, de trouver du travail et un logement – et de les garder. Pour tout cela, ils bénéficient souvent de l'aide de leurs familles, d'amis, de collègues voire de compatriotes «clandestins». Les autorités essaient de rendre cette solidarité aussi difficile que possible, et tentent même de criminaliser toute forme d'aide. Mais, malgré tout, l'Etat ne peut pas réussir à mener à bien son projet, et ceux qu'il transforme en «clandestins» parviennent à survivre. Cela est, en soi, une force d'opposition tangible.

La plupart du temps, elle est invisible aux yeux du grand public. Une lutte sourde se déroule entre l'Etat et les demandeurs d'asile, les immigrés et ceux qui les entourent. De temps en temps, une partie de ce combat devient visible, par exemple lorsqu'une opération de la police est couverte par les médias parce que quelqu'un est tué. Ou lorsque des groupes de migrants ou de demandeurs d'asile contre-attaquent ouvertement en organisant des manifestations, des campements militants ou des grèves de la faim. Au cours des derniers mois, en particulier, les campements militants qui ont surgi ici et là aux Pays-Bas ont attiré l'attention. Auparavant, les demandeurs d'asile qui étaient devenus «clandestins» avaient organisé des campements, entre autres dans les bois près d'Utrecht,

mais maintenant ils affirment eux-mêmes ouvertement leur présence, collectivement et de façon organisée dans les campements.

Il est important de garder à l'esprit que ces campements ne sont que la pointe émergée de l'iceberg, une exception dans la lutte. Cette fois, ces demandeurs d'asile ont décidé de se battre publiquement pour leur survie et d'une façon plus offensive - mais la lutte quotidienne continue aussi à l'extérieur des campements, comme avant. Cette lutte n'a pas commencé du jour au lendemain à cause d'un campement de protestation, elle existe depuis longtemps et continuera tant que l'État cherchera à contrôler l'immigration.

Obéir à la loi ?

En portant leur combat sur la place publique, les «sans-papiers» sont capables de mobiliser un plus grand soutien politique et matériel que cela n'aurait été possible autrement. Cependant, en même temps, c'est un «choix» dangereux qui pourrait les rendre plus vulnérables. Tant que leurs réseaux de soutien réguliers étaient «invisibles», les autorités avaient du mal à les combattre. Comme nous l'avons vu à maintes reprises auparavant, l'Etat va s'efforcer de gagner contre ces personnes, contre les groupes et les partis politiques qui se placent à leurs côtés et soutiennent les campements de protestation et autres actions collectives. Cela est vrai, par exemple, pour les partis progressistes qui finissent toujours par choisir de défendre les intérêts de l'entreprise «Pays-Bas», car ils ne sont que trop disposés à rejoindre ceux qui détiennent le pouvoir, et c'est vrai aussi pour certains chrétiens qui pensent toujours qu'ils savent ce qui est bon pour ces «pauvres» «clandestins»: un retour «volontaire» dans leur pays d'origine.

Peut-être est-ce une autre raison pour laquelle nous, les militants de la gauche radicale, nous préférons évoquer longuement les nombreuses formes de répression contre les demandeurs d'asile et les migrants: pour dépasser cette atmosphère saturée d'histoires tristes et si fréquemment entretenue par les associations de soutien, que leurs membres soient chrétiens ou appartiennent aux classes moyennes. Les demandeurs d'asile et les migrants doivent souvent supporter ce paternalisme, surtout quand ils disposent de peu d'autres sources de soutien, et ils sont obligés de toujours leur exprimer de la gratitude.

Ces éléments des classes moyennes, si respectueux de la loi, n'apprécient cependant pas que l'on mette en évidence l'autonomie des migrations, des migrants et des demandeurs d'asile. Ils n'aiment pas que l'on souligne que le comportement des migrants représente en fait un bras d'honneur aux autorités qui tentent de réprimer et marginaliser les sans-papiers. Peut-être devrions-nous mettre davantage l'accent sur la véritable solidarité et la force des demandeurs d'asile dans nos articles et nos interventions orales : pour chasser ce nuage suffocant diffusé par les

membres des classes moyennes, ce serait sans doute un moyen beaucoup plus efficace que de dénoncer sans cesse les pouvoirs gigantesques de l'État.

Une main-d'œuvre utile

Bien que l'Etat et les individus marginalisés par les autorités soient en lutte constante, cela ne signifie pas pour autant que son objectif soit d'expulser l'ensemble des «sans-papiers», une fois pour toutes. En partie, oui, mais en même temps, les décideurs savent aussi que cela nuirait au bon fonctionnement de l'économie et aux profits des entreprises, si tous les travailleurs en situation irrégulière quittaient les Pays-Bas. Une partie considérable de notre économie est maintenue à flot grâce aux bas salaires des «sans-papiers».

Le combat quotidien entre le gouvernement et les «clandestins» peut même être considéré comme une sorte de mécanisme de sélection, qui ne conserve que les personnes les plus fortes et les plus créatives – exactement ceux dont «notre» économie néo-libérale a tant besoin. Pour ce segment de la main-d'œuvre, en dehors de la répression, aucun investissement de l'Etat n'est nécessaire: pas de soins de santé, d'allocations chômage, de retraite ni de frais d'éducation. Tout cela est pris en charge par les «sans-papiers» et leurs soutiens. Cela explique pourquoi la chasse aux «clandestins» dans l'industrie horticole néerlandaise est habituellement prévue après la période des récoltes.

Alors devons-nous arrêter d'en parler, arrêter d'analyser les effets brutaux du contrôle des migrations, les nouvelles politiques de répression, les rapports et les articles rédigés par des spécialistes de l'immigration, les commentaires des politiciens de droite et de gauche? Non, bien sûr que non!

Mais nous devons mettre en valeur une perspective qui parte des initiatives de la base et non du pouvoir, dans nos analyses et nos interventions, en soulignant davantage l'importance des combats et des succès obtenus à la fois en Hollande et dans d'autres pays. Il nous faut mettre l'accent sur les victoires quotidiennes remportées par les «sans-papiers» dans leur bataille pour rester dans ce pays. Nous pourrions également cesser de commenter dans nos médias, et lors de nos réunions et manifestations, le moindre pet ou la moindre menace raciste lancé par les politiciens et les faiseurs d'opinion.

Eric Krebbers, *Doorbraak*, 18 janvier 2013

A propos du débat sur le «Zwarte Piet» néerlandais

(Cet article a été initialement publié sur le site belge dewereldmorgen.be car cette tradition raciste sévit aussi en Belgique.)

Si personne ne veut – ou ne peut – être qualifié de «raciste» dans une société donnée, cela ne signifie pas pour autant que cette société serait immunisée contre le racisme.

Aux Pays-Bas le débat sur Zwarte Piet (“Pierre le Noir”) a suscité beaucoup d’émotion. Une émotion bien plus grande que celle soulevée par les compressions budgétaires de plusieurs milliards adoptées par les dirigeants du gouvernement néerlandais, Rutte et Samson, et par le coup fatal que cela portera à la Sécurité sociale, la santé et l’éducation. Un débat national s’est ouvert aux Pays-Bas : qu’allons-nous faire avec Zwarte Piet ? Saint Nicolas devra-t-il désormais bénéficier de serviteurs uniquement blancs ? Ou faut-il renverser les rôles : avoir un saint Nicolas noir servi par des domestiques blancs ?

Beaucoup de Belges ont suivi ce débat virulent avec un étonnement croissant. «La tonalité de plus en plus passionnée de la discussion est symptomatique et souligne l’hypersensibilité des deux parties ; cette dispute à propos d’une fête pour les enfants est un moyen pratique pour évacuer les frustrations sociales», a conclu Saskia De Coster dans le journal belge De Morgen. «Certaines personnes obsédées par le sexe voient dans chaque lampadaire le symbole d’une érection géante, mais les lampadaires sont-ils responsables de leur obsession ?»

Le recteur de l’Université catholique de Louvain, Rik Torfs, a adopté une position plus nuancée dans le journal De Standaard, mais il conclut lui aussi par une critique envers les adversaires de Zwarte Piet : «Ne pas insulter les autres est un signe de civilisation. Il en est de même pour le fait de ne pas se sentir offensé trop facilement.»

En d’autres termes : peut-être certains citoyens néerlandais «non blancs» se sentent-ils véritablement offensés par Zwarte Piet, mais toute cette agitation est-elle vraiment nécessaire ? Pourquoi ne pas donner à Piet une couleur différente, suggèrent d’autres personnes, et cette discussion inutile prendrait fin.

Le problème n’est pas aussi simple. Les leaders d’opinion flamands ignorent commodément que cette discussion ne concerne pas seulement la tradition de Zwarte Piet.

Avant d'entre dans le vif du sujet, signalons que, la semaine dernière, le Conseil européen a exprimé sa préoccupation au sujet de la montée du racisme aux Pays-Bas. Le gouvernement néerlandais n'a pas conçu de stratégie pour lutter contre les discriminations sur la base de l'origine ou de la couleur de la peau alors qu'en fait les discriminations augmentent.

Dans le sillage de ce rapport, le médiateur national Alex Brenninkmeijer a confirmé que le climat politique aux Pays-Bas était lui-même discriminatoire. De l'établissement d'un "registre de plaintes contre les travailleurs polonais" à la "taxe sur le chiffon sur la tête" (le hijab) dirigée contre les femmes musulmanes, des expressions de ce genre utilisées par Wilders sont jugées acceptables par beaucoup de politiciens néerlandais – et personne ne les range dans la catégorie du racisme.

Le racisme est loin d'être un problème typiquement néerlandais. Ce qui est unique, c'est le rôle politique joué par l'extrême droite au cours des dernières années. Geert Wilders du Parti de la liberté (PVV) a habilement profité de l'assassinat de Pim Fortuyn (politicien de la droite populiste) en assimilant à une «diabolisation» toutes les accusations de racisme ou d'extrémisme, et en minimisant ou en légitimant par avance la violence politique.

En conséquence, peu d'hommes politiques ont le courage de s'opposer à lui. Non seulement Wilders a été accepté comme un interlocuteur légitime dans le débat politique mais il a réussi à le dominer. En outre il a, de facto, appartenu au premier gouvernement Rutte puisqu'il était un partenaire indispensable qui «tolérait» ce gouvernement minoritaire.

Il en découle que, dans le débat néerlandais, un grand éventail d'opinions est autorisé, en particulier lorsqu'il s'agit des questions de l'immigration ou de l'intégration. Un seul tabou subsiste : il concerne le fait de suggérer qu'une personne puisse avoir des idées racistes. Tous les thèmes peuvent être abordés... à l'exception de la question de savoir si certains sujets sont dignes d'être discutés. Le racisme est autorisé – mais définir une expression, un mouvement ou un individu comme raciste est tabou.

Dans ces conditions, comment s'étonner que «tout d'un coup», des citoyens néerlandais «de couleur» exigent un espace politique pour eux-mêmes ? Ils se sentent justement offensés par le symbole de Zwarte Piet qui est clairement relié à leur histoire, celle de l'esclavage, histoire que peu de leurs compatriotes connaissent.

Les similitudes entre Zwarte Piet et le vieux stéréotype néerlandais du «Maure» sont incontestables : cheveux crépus, épaisses lèvres rouges et tenue de page du XVIIIe siècle. Saint Nicolas, un homme digne, riche et

sage, est juché sur un cheval. Ses nombreux serviteurs, qui lui apportent la puissance de leurs muscles, l'accompagnent à pied et sont tous des Noirs.

En dépit de toutes les références à des légendes germaniques ou à la suite de la cheminée qui aurait sali le visage de Zwarte Piet, sa couleur n'a qu'une seule explication : il s'agit d'un esclave d'origine africaine.

(...) Zwarte Piet incarne le racisme : inutile de tergiverser. Cela gêne beaucoup de Néerlandais «blancs», et pas seulement parce que le thème du «racisme» est un tabou politique à La Haye. Personne n'aime être considéré comme un raciste. Mais on confond souvent le racisme avec le fait d'exprimer ouvertement une opinion raciste, de choisir délibérément une position raciste et de s'identifier à elle, y compris politiquement. Or, le racisme peut se manifester de façon implicite dans des symboles, des mots et des coutumes sans que personne ne s'en rende compte. Cette dimension est rarement ou pas du tout prise en considération.

Beaucoup de Néerlandais «blancs» ignoraient que Zwarte Piet était un personnage raciste – et même plus : ils n'ont jamais voulu que ce héros populaire le soit. «Qu'est-ce qu'ils veulent donc ces pleunichards ? réagissent-ils. Pourquoi veulent-ils saboter une fête qu'apprécient nos enfants ?» Eh bien, ces «pleunichards» sont des individus qui vivent dans un pays où, même si personne ne veut (et ne peut) être appelé «raciste», le racisme se répand justement à cause de ce tabou.

Ces gens ont dû supporter beaucoup de choses au cours des dernières années. Pour eux, le racisme est une réalité et a des conséquences quotidiennes. Zwarte Piet est le symbole d'un problème bien plus vaste, impossible à nommer dans le débat actuel. Ils exigent maintenant d'occuper une place dans le débat politique sur le racisme et l'intégration – et le personnage de Zwarte Piet constitue une cause immédiate et concrète pour cela.

Est-ce à dire qu'il s'agit d'un problème seulement néerlandais ? Ce n'est pas à moi de le décider. Mais le fait que de nombreux décideurs flamands et «blancs» soient incapables de voir au-delà de la cause immédiate du débat nous envoie un message clair. Ceux qui pensent que cette discussion porte exclusivement sur Zwarte Piet ne comprennent pas grand-chose au racisme. Et cette incompréhension ne se limite pas aux Pays-Bas.

Doorbraak, 31/10/2013

Le personnage de Zwarte Piet nous fait revenir plus de 150 ans en arrière

Les acteurs ou personnages blancs grimés en Noirs relèvent d'une sinistre période. Ces figures racistes devraient avoir leur place dans une exposition consacrée au colonialisme du XIXe siècle. Parce que le domestique noir de saint Nicolas nous ramène à l'année 1850, durant laquelle l'enseignant Jan Schenkman fit naître ce personnage dans son livre «Saint Nicolas et son serviteur». Le mouvement qui, cent cinquante ans après l'abolition de l'esclavage, exige l'abolition de la figure de Zwarte Piet est donc parfaitement du côté de la justice.

Pendant des années, des critiques croissantes se sont exprimées vis-à-vis du personnage de Zwarte Piet ("Pierre le Noir"), mais l'année 2012 a marqué un tournant. Depuis, on a l'impression que la dernière heure de ce domestique noir a sonné. Les partisans de Zwarte Piet adoptent de plus en plus une attitude défensive. Pendant des années, ils se sont obstinément accrochés à une tradition raciste devenue obsolète dans le reste du monde depuis les années 1950, tradition qui désormais suscite la honte et la colère. Aujourd'hui on condamne et on considère comme raciste le fait que des Blancs se maquillent avec de la poudre noire afin de perpétuer le stéréotype colonial du «nègre».

Enfin cette critique se fait entendre aux Pays-Bas, où de moins en moins de personnes soutiennent le folklore raciste qui entoure le personnage de Zwarte Piet. (...)

Bon débarras !

Des célébrités comme la chanteuse Anouk, la top-modèle Doutzen Kroes, et la responsable écologiste d'Amsterdam Andree van Es ont exprimé leur opinion à ce sujet. Des spécialistes des sciences sociales comme l'anthropologue John Helsloot, de l'Institut Meertens ont, eux aussi, exposé leur point de vue. Ils ont tous reconnu publiquement qu'il était temps de dire adieu à Zwarte Piet. De plus en plus de Néerlandais sont perturbés par le racisme que nourrit ce personnage ; dans les médias, au travail, ou parmi leurs connaissances ils plaident pour mettre fin à cette tradition.

Les protestations contre ce personnage raciste n'ont rien de nouveau, mais elles ont commencé à se développer relativement tard aux Pays-Bas. Cela est dû au fait, que pendant longtemps, les victimes du colonialisme

néerlandais et leurs descendants ne disposaient d'aucune influence dans la «mère patrie». C'est seulement depuis les années 70 qu'un plus grand nombre de personnes en provenance des colonies, particulièrement du Surinam, sont venues vivre aux Pays-Bas. Leur point de vue et leur façon d'affronter le passé colonial s'opposent à la vision de la majorité de la population néerlandaise. Les descendants de ceux qui avaient été réduits en esclavage ont commencé à critiquer Zwarte Piet dans les années 1980 et 1990 ; ils ont été les premiers à protester à la fois verbalement et en organisant des actions contre cette tradition. Cette première vague de protestations s'est déroulée dans le contexte de la bataille antiraciste plus large de l'époque qui visait notamment l'extrême droite.

Depuis quelques années, les protestations ont pris un nouvel essor. Les artistes allemand et suédois Annette Krauss et Petra Bauer ont attiré l'attention des médias avec leur projet intitulé «Lire les masques, les traditions ne sont pas innées» et surtout à cause de leur marche de protestation créative contre Zwarte Piet. Cette initiative a suscité une telle hostilité chez la droite populiste qu'elle a dû être annulée au dernier moment. Cette mesure injuste et les menaces de mort proférées contre les artistes ont incité celles et ceux qui critiquaient le personnage de Zwarte Piet à s'exprimer encore davantage afin de contrer les agressions de la droite. (...) En coopérant étroitement avec Krauss et Bauer, les membres du groupe Doorbraak ont pu apporter une contribution substantielle à l'élargissement de la critique de Zwarte Piet. Ils ont écrit et publié des articles, participé à l'organisation de la marche de protestation, pris la parole dans des réunions et joué un rôle dans la production d'un film réalisé par les artistes sur ce projet.

De plus en plus de Blancs rejoignent les Noirs dans le mouvement contre Zwarte Piet, mouvement qui se renforce en permanence. Le front uni de la majorité des Néerlandais qui protégeait Zwarte Piet comme une icône appartenant à un patrimoine quasiment sacré semble s'être gravement fissuré désormais (...).

Des friandises en chocolat avec une tête de Zwarte Piet

(...) Désormais, dans les médias, les adversaires de Zwarte Piet se voient attribuer un statut égal à celui de ses partisans et leurs arguments sont pris au sérieux dans les discussions. Une telle évolution est frappante : pendant longtemps, les critiques de Zwarte Piet étaient ridiculisés comme des fanatiques hypersensibles ou ignorants qui avaient besoin de suivre un cours de rattrapage urgent en matière de culture néerlandaise.

«Faisons de 2013 la dernière année durant laquelle nous débattons de la signification de Zwarte Piet», ont annoncé les universitaires Mariska Jung et Laura Boerhout, qui voudraient abolir cette caricature raciste dès que possible. «Honnêtement, y a-t-il encore des gens qui croient sincèrement que Zwarte Piet est noir parce qu'il est passé par la cheminée ?»

Deux autres historiens (Maartje Janse et Karwan Fatah-Black) se sont opposés au fait que l'Université de Leiden distribue à son personnel des friandises en chocolat avec une tête de Zwarte Piet, en guise de cadeau de fin d'année. «L'Université choisit de s'identifier à une tradition selon laquelle saint Nicolas est représenté en compagnie d'un domestique noir caricatural. Cette tradition est non seulement est controversée, mais moribonde, ont-ils écrit. Sur le plan historique, ce serviteur noir est un phénomène relativement nouveau : alors que la célébration de saint Nicolas est plus ancienne et que ses assistants ont pris un certain nombre de formes, son valet noir est apparu seulement en 1850 pour la première fois dans un livre néerlandais pour enfants. Ce n'est pas une coïncidence si, à cette même époque, un débat s'est déroulé aux Pays-Bas à propos de l'abolition de l'esclavage dans les colonies. On peut raisonnablement avancer l'hypothèse que ce domestique noir obéissant avait pour fonction de juguler la peur suscitée par d'éventuels soulèvements d'esclaves après l'abolition de l'esclavage.»

(...) Même si la ringardissime Société Saint Nicolas n'est pas prête à abolir cette caricature raciste, elle veut supprimer un certain nombre de ses caractéristiques traditionnelles : son côté un peu idiot, effronté, enfantin, toujours en train de danser gaiement. L'association voudrait même le transformer en un «manager indispensable» dans le pur style capitaliste. L'ancien saint Nicolas deviendrait alors le PDG d'une multinationale confiant à ses gestionnaires noirs le soin d'assurer le bon approvisionnement et la distribution de ses cadeaux pour les enfants. Cela soulève alors la question de savoir pourquoi Zwarte Piet, même dans son nouveau rôle de gestionnaire, devrait continuer à porter la tenue d'un valet de chambre du XVIII^e siècle.

Jan van Wijk, le président de la Société Saint Nicolas, continue à prétendre que Zwarte Piet n'est pas près de disparaître. «C'est à saint Nicolas de décider quel type de Pete il veut s'adjoindre et jusqu'à présent il a toujours choisi des Zwarte Piet.» En d'autres termes : saint Nicolas doit rester le patron qui choisit ses serviteurs, et ceux-ci doivent rester noirs. Selon cette association, la relation maître-serviteur ne doit pas être contestée. La tentative de donner à Zwarte Piet l'image d'un manager moderne vise à maintenir cette relation inégale des pouvoirs tout en la camouflant. (...)

Golliwog

Si les fissures dans le camp de la majorité des Néerlandais blancs ne suffisent pas à faire disparaître Zwarte Piet, nous pouvons compter sur la vague de soutien antiraciste d'autres pays. En Allemagne, au Royaume-Uni, aux Etats-Unis, partout des gens protestent parce qu'ils sont en colère contre le fait qu'une coutume raciste soit autorisée aux Pays-Bas. (...) Non seulement des agences comme Associated Press publient des articles

critiques à propos de Zwarte Piet, mais des médias comme Al Jazeera vont dans le même sens. La critique d'une tradition folklorique mettant en scène des Blancs grimés en Noirs aux Pays-Bas semble avoir aussi stimulé la discussion en Allemagne où les enfants se peignent le visage en noir lors de la célébration de l'Épiphanie. (...)

Ces protestations croissantes contribuent à démolir l'image nationaliste, fantasmagorique, des Pays-Bas comme une nation progressiste et tolérante. Bien que de nombreux Néerlandais tentent obstinément de garder cette image vivante, partout des gens découvrent que ce pays a une culture arriérée et une civilisation marquée par de graves lacunes. Les multinationales ayant des succursales aux Pays-Bas refusent de s'adapter au racisme de Zwarte Piet parce que leurs employés ne l'admettent pas. Participer à ces traditions racistes pourrait nuire à l'image de ces sociétés. «Tiens, voilà saint Nicolas et son armée d'esclaves noirs», remarquent les Américains lorsqu'ils se promènent dans les rues le 5 décembre aux Pays-Bas. Ils en concluent que le pays des moulins à vent, des sabots en bois et des tulipes est aussi celui où l'on représente encore les Noirs comme les domestiques des Blancs.

Cependant, dès que cela a des répercussions financières, de nombreux fans de Zwarte Piet s'avèrent brusquement capables de comprendre, de la façon la plus opportuniste, que leurs traditions racistes risquent d'offenser leurs partenaires commerciaux et les touristes étrangers, et que le pays pourrait perdre des parts de marché. C'est ainsi que l'aéroport Schiphol a décidé de faire profil bas avec ces caricatures racistes le 5 décembre.

En raison de l'irritation internationale croissante et du mépris que suscitent les Pays-Bas, les partisans de Zwarte Piet se voient contraints de minimiser leur attitudes nationalistes complaisantes selon laquelle les étrangers ne comprendraient pas la tradition de saint Nicolas et auraient besoin de se familiariser avec cette coutume. En conséquence, l'image de soi nationaliste du pays s'effondre. Au fond d'eux-mêmes, de nombreux Néerlandais savent que leur folklore à connotations coloniales est une question sensible. Ainsi, lorsqu'ils vivent dans d'autres pays, ils se montrent très prudents. Le grand magasin HEMA de Londres célèbre la saint Nicolas mais sans ses domestiques noirs. Ses Zwarte Piets n'arborent que quelques taches noires sur les joues. Un café néerlandais situé dans la capitale britannique ne comporte pas de statue de Zwarte Piet parce que ses propriétaires craignent que le gouvernement britannique les accuse de racisme. Le Golliwog, petit frère britannique de Zwarte Piet, a été jeté dans les poubelles de l'histoire depuis longtemps parce que ce personnage offensait et stigmatisait les Noirs. (...)

La campagne «Zwarte Piet, c'est du racisme»

L'insatisfaction constante qui se manifeste contre le personnage de Zwarte Piet a considérablement augmenté après l'été 2011 grâce aux efforts

de Quinsy Gario (1) et d'autres personnes dans le cadre de la campagne «Zwarte Piet c'est du racisme». L'arrestation d'un certain nombre de militants lors de la parade en l'honneur de saint Nicolas à Dordrecht, cette année-là, a provoqué une indignation internationale. Les protestataires furent arrêtés et malmenés simplement parce qu'ils portaient un T-shirt antiraciste. L'irritation déjà considérable contre ce genre de coutume raciste s'est accrue à la suite de cette violation de la liberté d'expression. Il est apparu clairement que les autorités néerlandaises réprimaient brutalement toute critique dirigée contre Zwarte Piet (...). La campagne «Zwarte Piet c'est du racisme» a mobilisé de nombreuses personnes grâce aux manifestations et aux tracts distribués à ce sujet.

Certains résultats ont été obtenus, si bien que l'artiste Gario a récemment décidé qu'il avait atteint son objectif : mettre la discussion sur la place publique. Dans le même temps l'influent Comité national sur l'histoire de l'esclavage a fait pression pendant des années pour que soit érigée une statue à Amsterdam dans Oosterpark afin de commémorer l'esclavage et il a déposé une plainte officielle contre le racisme de Zwarte Piet. Ses membres ont l'intention de porter la question au niveau international afin d'accroître la pression sur les Pays-Bas.

Zwarte Piet finira par disparaître un jour. Le plus tôt sera le mieux. Les protestations contre les serviteurs noirs de saint Nicolas sont un succès et font partie de la lutte plus large contre le colonialisme et le nationalisme néerlandais. L'approche critique envers le passé colonial s'est considérablement développée au cours des quinze dernières années. Cela a produit toutes sortes de résultats : l'érection du monument à Amsterdam contre l'esclavage, la commémoration annuelle de l'abolition de l'esclavage le 1er juillet et les vifs débats sur l'histoire de l'esclavage de ce pays, mais aussi une victoire dans le procès contre les crimes de guerre de l'armée néerlandaise, crimes commis dans le village de Rawagede durant la guerre coloniale contre l'Indonésie. De nouvelles poursuites judiciaires ont été lancées par des parents de citoyens indonésiens et par des objecteurs de conscience néerlandais-indonésiens, procédures dans le cadre desquelles l'Etat néerlandais est accusé d'actes criminels pendant sa domination coloniale en Indonésie.

Doorbraak, 21/03/2013

1. Quinsy Gario est un artiste, acteur et poète né dans l'île de Curaçao aux Antilles néerlandaises. Une longue interview de lui en français a été publiée : <http://blog.uprising-art.com/be-bop-2013-exclusive-interview-with-quinsy-gario/> Il y décrit en détail son action contre Zwarte Piet. On lira aussi avec profit l'article de Jessica Olien «Aux Pays-Bas le père Noël n'a pas d'elfes, il a des esclaves» : <http://www.slate.fr/story/48077/Pays-bas-pere-noel-esclaves-racisme> (Note de *Ni patrie ni frontières.*)

La lutte contre le travail obligatoire des chômeurs à Leyde (Pays-Bas)

Le conseil municipal de Leyde a introduit le travail obligatoire pour les bénéficiaires d'allocations chômage. Doorbraak mène campagne contre cette politique et nous allons donc présenter notre lutte sous la forme d'une petite chronologie.

8 septembre 2010. La lutte contre le travail obligatoire a en fait commencé à Amsterdam avant de s'étendre à Leyde (Leiden en néerlandais). Le Steuncomité Sociale Strijd (Comité de soutien aux luttes sociales, CSLS), auquel Doorbraak participe également, a lancé une campagne en 2010 contre le projet pilote «Loondispensatie» («dérogation salariale») (1) mis au point par la conseillère municipale de la Gauche verte (Groenlinks) Andrée Van Es. La Gauche verte est un Parti libéral de gauche écologiste. Par le biais de ce projet, Mme Van Es veut obliger les chômeurs à travailler dans des emplois payés en dessous du salaire minimum. «Le CSLS exige que le salaire minimum soit maintenu. À travail égal, salaire égal est en effet l'une des pierres angulaires du système social. Ce principe ne devrait pas être remis en cause», explique le Comité dans une brochure. «Aujourd'hui, tous les salariés ont droit à un salaire fixé par leurs conventions collectives respectives. Un droit acquis par nos parents et grands-parents au terme d'une lutte longue et dure. Ce que l'on veut nous imposer, c'est une des pires formes de démolition de la sécurité sociale. À une époque où les PDG des banques peuvent de nouveau se remplir les poches, encore une fois les gens d'en bas doivent payer la facture. Nous ne pouvons pas laisser cela se produire !»

4 février 2011. La commission sur le travail et les finances du conseil municipal de Leiden discute des plans pour mettre en place le travail obligatoire. Les militants de Doorbraak participent à cette consultation et sont applaudis par un grand nombre des participants parce qu'ils rejettent, par principe, tout travail obligatoire.

La durée du travail obligatoire peut s'étendre de trois mois («opstapbaan», les «emplois d'inclusion») jusqu'à deux ans («participatiebaan», que l'on peut traduire par les «premiers emplois», même si en néerlandais le concept inclut la notion de participation ou de partage). Mais cela peut être pire, parce que ceux qui se retrouvent au chômage et demandent des allocations chômage sont obligés de travailler

pendant six semaines pour la municipalité sans être payés. Si leur demande d'allocations est approuvée, ils recevront rétroactivement des allocations chômage pour cette période. Cependant, si leur demande est rejetée, ils auront été floués – pas de chance.

Dans un «emploi d'inclusion», le chômeur doit bosser pendant trois mois pour un patron, sans même recevoir le salaire minimum, et encore moins le salaire fixé par la convention collective. Pendant cette «période de familiarisation ou de stage», il continuera à percevoir ses allocations chômage. Il est prévu que, après cette période, la personne concernée touchera un salaire normal de son patron, qui à son tour recevra effectivement cet argent de la municipalité pendant une période de deux ans. «Cette politique doit également être attirante pour l'employeur», affirme le conseil municipal, qui comme d'habitude se soucie plus de l'intérêt des entreprises que des intérêts de ses propres citoyens. La plupart de ceux qui ne peuvent pas être contraints à ces «emplois d'inclusion» finiront par se retrouver dans des «premiers emplois.» Dans ce cas, ils devront travailler jusqu'à un maximum de 24 mois avec un salaire inférieur minimum et au salaire de la convention collective. Les emplois dont la municipalité pense qu'ils pourraient être des «emplois de soutien dans les écoles, les soins à domicile, les hôpitaux, les parcs, les jardins, la sécurité, etc.

Fondamentalement tous les emplois qui étaient auparavant rangés dans la catégorie des «emplois subventionnés» sont qualifiés pour devenir des «premiers emplois», selon les plans pour mettre en place le travail obligatoire. Ainsi, toute une catégorie de personnes se trouve repoussée encore plus vers le bas de l'échelle. Prenons l'exemple d'un concierge qui avait un emploi normal, respectant les conventions collectives, mais qui a été licencié pendant les années 90 et est devenu chômeur. La municipalité l'a obligé, sous le couvert du Banenpool («le pool des emplois») et de l>ID-baan («les emplois de recyclage temporaires») à faire exactement le même travail, mais désormais au salaire minimum, en le privant d'un certain nombre de droits. Ces systèmes du «pool des emplois» et des «emplois de recyclage temporaires» ont été introduits dans les années 90 et au début des années 2000 par le gouvernement néerlandais afin de faire travailler des chômeurs à des emplois subventionnés par l'Etat. Autour de 2006, le concierge a été de nouveau licencié quand les «emplois de recyclage temporaire» ont été supprimés. Et maintenant, la municipalité souhaite le pousser à reprendre toujours le même travail, mais en ne recevant plus que des allocations chômage et sans bénéficier des moindres droits garantis par les conventions collectives. L'appauvrissement et la démolition des droits des salariés sont mis en place par la municipalité.

Ce soir-là, jusqu'à 50 citoyens concernés de Leyde étaient présents. Une des personnes qui avaient utilisé son droit à participer à cette consultation a

tenu un discours très virulent : «Le choix est clair : si les bénéficiaires d'allocations chômage refusent le travail qu'on leur propose, leurs allocations, qui sont vitales pour leur survie physique, seront résiliées. Refuser le travail obligatoire implique de ne recevoir aucune allocation chômage, ce qui signifie ne pouvoir acheter aucune nourriture, en clair sans nourriture il ne nous reste plus qu'à crever, a-t-il dit. Difficile d'imaginer un système plus fondé sur la contrainte. En fin de compte, c'est comme si on braquait un pistolet sur la tête de quelqu'un et qu'on le forçait à accepter un travail obligatoire. Il y a d'un côté un travail, de l'autre la contrainte maximale, donc il s'agit du travail obligatoire sous sa forme la plus claire, à savoir qu'on veut nous forcer à travailler, même sans toucher de salaire. Bientôt nous verrons deux groupes de balayeurs forcés de nettoyer les rues, un groupe composé de personnes condamnées à des travaux d'intérêt général et un autre groupe constitué de bénéficiaires des allocations chômage. Le premier groupe pourra rentrer chez lui après avoir travaillé pendant 240 heures, le second devra continuer à marnier pendant deux ans avec une prolongation possible de deux autres années.»

4 mars 2011. Doorbraak organise, en coopération avec le Bijstandsbond (l'Union des bénéficiaires d'allocations chômage), une réunion pour discuter des humiliations et des techniques disciplinaires que les chômeurs doivent subir aux Pays-Bas, et donc aussi à Leiden, et des possibilités de résistance à la base contre ces mesures.

6 novembre 2011. Lors d'une réunion du Bijstandsbond, un militant de Doorbraak demande au député du SP (un parti «socialiste», ex-maoïste, qui se prétend d'extrême gauche, NPNF) Sadet Karabulut et à la conseillère municipale de la Gauche verte Van Es comment ces partis peuvent participer à l'imposition du travail obligatoire pour les chômeurs dans le cadre de leur activité au sein des conseils municipaux. L'attitude des sections de ces partis varie beaucoup selon les régions. Par exemple, la section du SP de Sittard-Geleen fait campagne contre le fait que le conseil municipal n'applique pas le salaire minimum, tandis que, dans le même temps, le SP de Leyde fait partie du conseil municipal et collabore à l'élaboration d'une nouvelle politique qui force les chômeurs à accepter un travail forcé non rémunéré. À Leyde, la Gauche verte fait partie de l'opposition locale et prend une position de principe contre toute dérogation sur le salaire minimum, mais à Amsterdam la conseillère municipale Van Es de la Gauche verte met en œuvre cette politique. Quant à la section du SP à Amsterdam elle critique courageusement ces mêmes mesures. Quelques jours plus tard, la commission nationale des parlementaires du SP nous informera que «la section de Leyde n'est pas en accord avec la position du SP au Parlement. Nous allons bien sûr discuter de ce problème avec eux».

7 novembre 2011. Dans l'après-midi, 15 militants et sympathisants de Doorbraak organisent un piquet devant le siège de DZB (1) dans la banlieue de Leiden contre l'ouverture d'un nouveau «centre participatif», ou «centre de partage» (qui organise le travail forcé pour les chômeurs). Cette cérémonie «festive» réunit environ 50 administrateurs, politiciens et autres personnes intéressées. Nous les recevons avec une banderole qui affirme : «Non à la précarité, non au travail obligatoire» et des pancartes qui expriment notre protestation avec des slogans tels que «Luttons contre le travail obligatoire» et à côté d'un sanitaire mobile mis en place pour l'occasion «Aux chiottes le centre de partage !» et «Le travail obligatoire c'est de la merde !»

Un groupe de militants, déguisés en travailleurs forcés et habillés en guenilles, s'est aussi mis à nettoyer la rue et faire d'autres corvées inutiles. Des tracts contenant des informations sur notre action ont été également diffusés.

Les personnes sortant du bâtiment du DZB nous ont raconté plusieurs histoires souvent terribles. L'une d'elles avait déjà travaillé pendant huit semaines sans aucune rémunération, dans l'espoir de recevoir à un moment donné les allocations chômage. En attendant, il survivait grâce à l'assurance maladie qu'il recevait. Les employés du «centre participatif» ne sont pas non plus très enthousiastes à propos des nouveaux plans. Ils affirment qu'ils «doivent» les respecter. Mais ils en souffrent, nous confient-ils d'un ton dramatique. Certains prétendent même que ce sont eux, et non les chômeurs, les véritables victimes de la politique répressive.

Le conseiller municipal du SP, Louk Rademaker, venu assister à l'inauguration de ce «centre participatif» essaie d'expliquer aux militants de Doorbraak qu'il est préférable que son parti y participe que de la boycotter. Bien sûr, il se déclare opposé à ce «centre participatif», mais il s'avère qu'il a voté pour la construction de ce centre quand le point a été discuté au conseil municipal. Et il a aussi voté pour la nouvelle mesure consistant à retirer 10% des allocations chômage à ceux qui louent une chambre plutôt qu'un appartement. Face à la colère de ceux qui ont été affectés par cette décision, il a répondu d'une façon mathématique-bureaucratique en expliquant que ce n'était pas une déduction de 10%, mais seulement de 8,3%. Il défend cette politique, car, selon lui, il n'y a pas d'autre choix possible.

Plus tard, Rademaker exprimera sa déception face à notre compte rendu sur le site de Doorbraak à propos du piquet organisé devant le centre. Selon lui, Doorbraak aurait abaissé les chômeurs et avancé une critique unilatérale contre lui et le SP. «Ne sommes-nous pas tous du même côté ?», écrit-il dans une lettre très émotive adressée à Doorbraak. Un de nos membres lui a répondu que lui aussi était déçu, mais par ce conseiller municipal lui-même :

«Ce que vous, à votre tour, ne prenez pas en compte, comme le montre votre réaction, c'est que vous en tant que personne vous vous attaquez directement à moi et m'avez mis dans une situation encore plus précaire. Je perçois des allocations chômage et j'ai reçu une lettre indiquant qu'on va m'en enlever 10% parce que je vis dans une chambre louée, et que je devrais peut-être aussi effectuer un travail obligatoire dans un avenir proche. Sauf erreur de ma part, en tant que membre du conseil municipal, vous avez voté en faveur de ces deux mesures. Votre décision rend cette discussion pour moi très émotionnelle : je vais avoir de grandes difficultés matérielles à cause d'une politique dont vous êtes coresponsable. Nous pouvons prétendre que nous sommes apparemment des camarades, que nous sommes du même côté, mais en pratique, vous avez voté pour ma précarité. Mettez-vous à ma place. Je pense que j'ai plus de raisons d'être déçu de vous en tant que conseiller municipal du SP (j'ai voté pour ce parti lors des dernières élections locales) que vous de moi. Pour moi et pour les autres chômeurs de Doorbraak ce n'est pas une discussion politique abstraite, mais la question de savoir comment je vais survivre et comment nous pouvons nous battre ensemble pour notre survie. Donc comment lutter contre les mesures que vous avez votées. Vous avez déclaré que, lors de notre piquet devant le centre, un militant était vêtu comme un chômeur et jouait le rôle d'un chômeur : c'est en fait un chômeur. Il a le droit d'interpréter ce rôle comme il le souhaite, car s'il a offensé quelqu'un, c'est essentiellement lui-même. Il ne prétend pas représenter les chômeurs de Leiden, il est l'un d'eux et il a essayé de représenter la façon dont nous, les chômeurs, sommes traités dans les journaux de la municipalité. Journaux dont les comités de rédaction accueillent des membres du SP.»

17 novembre 2011. Le «Conseil des clients» de Leyde, une organisation qui représente les intérêts des bénéficiaires d'allocations de chômage, a organisé une réunion qui, malheureusement, ressemblait à un show télévisé avec des administrateurs, ou à un programme de formation pour les fonctionnaires municipaux. La voix et les contributions des chômeurs n'avaient pas la moindre place dans ce programme. Le public a dû poliment écouter les discours des orateurs invités et les organisateurs n'ont réservé qu'un temps infime au débat sur la démolition des droits sociaux, sur le plan local et national. Au bout de trois longues heures, les chômeurs présents dans la salle se sont sentis «gavés» par le jargon technocratique des orateurs, au point qu'ils avaient l'impression d'avoir assisté à une séance d'un programme de réinsertion obligatoire.

Les militants présents ont à nouveau pu vérifier à quel point il est important que les chômeurs contrôlent eux-mêmes leurs luttes. Si la gauche veut protester contre la politique de démolition sociale, elle ne doit avoir aucune confiance dans ces soi-disant «représentants des intérêts» de la

population qui appartiennent aux couches moyennes et supérieures, comme c'était le cas des orateurs invités par le «Conseil des clients» de Leyde.

Apparemment, cette organisation n'a pas eu l'idée d'inviter au moins un chômeur à parler à la tribune, et encore moins d'inviter autant de chômeurs que de «représentants» autoproclamés. Dans une telle réunion, chaque chômeur devrait disposer du même temps de parole que les orateurs invités, et avoir un micro individuel pour pouvoir répondre à toutes les questions au lieu de seulement être autorisé à poser des questions aux orateurs invités.

Durant cette réunion, un fonctionnaire de la municipalité a affirmé que les allocations chômage n'étaient plus «un filet de sécurité», mais «un tremplin» pour trouver du travail. Selon lui, il faut désormais «activer, faire bouger» les chômeurs, en d'autres termes : il faut tous les pousser vers des emplois qui n'existent pas ou plus. Les chômeurs ne bénéficieront plus d'aucune aide pour trouver du boulot, et doivent donc autant que possible «diriger eux-mêmes» cette recherche de travail. Mais quand la municipalité parle des employeurs des travailleurs obligatoires, elle emploie un ton très différent. Les patrons ont le droit de n'avoir «aucun souci», de vouloir éviter «tout problème». La municipalité souhaite alléger au maximum leur travail, selon ce responsable municipal. La «population» qui est en mesure de travailler doit le faire dès que possible, prévient-il. Parce qu'il faut, d'après lui, mettre fin aux «abus des allocations chômage». Comme si les bénéficiaires des allocations chômage étaient par définition des fraudeurs ! Afin de les forcer à travailler, la municipalité (et bientôt, en 2013, la municipalité, utilise ce qu'il appelle un «instrument technique» : la «dérogation salariale», qui n'est rien d'autre qu'un moyen de ne pas verser le salaire minimum et évidemment d'affaiblir les droits des travailleurs. Durant toute l'après-midi nous avons dû continuer à entendre ce jargon qui dissimule la vérité et nous déshumanise avec des expressions et des termes comme «nouvelle mentalité», «individualisation», «transparence», «adaptabilité», «compartimentalisation», «fourniture de services» et «il faut penser en termes d'efficacité plutôt que d'égalité».

À la tribune, Rob Splint, membre de la FNV, le syndicat le plus important aux Pays-Bas, a défendu une position particulièrement modérée à propos du travail obligatoire. Il accepte que les chômeurs travaillent pendant «3 à 6 mois» sans contrat. «Mais pourquoi acceptez-vous une telle mesure ?», lui a demandé l'un des participants. «Parce que ces gens doivent d'abord passer par une période d'adaptation dans l'entreprise», répond-il. Mais tous les travailleurs n'ont-ils pas besoin d'un temps d'adaptation dans les boîtes où ils commencent à travailler ? Et dans ce cas, est-ce que cela signifie que nous devrions tous travailler 6 mois gratuitement ? Qu'est-ce qui empêche les patrons d'embaucher un nouveau groupe de chômeurs au bout de ces 6 mois, au lieu de donner un contrat aux ex-chômeurs qui y

travaillent déjà ? «Rien», a dû admettre le représentant du syndicat, «mais c'est un problème que la municipalité devrait suivre de près.»

Heureusement les militants de Doorbraak ont pu tirer profit de cette réunion. Ils se tenaient à l'entrée de la salle avec des pancartes de protestation et ont distribué à tous ceux qui entraient un tract dénonçant clairement le travail obligatoire et appelant à prendre contact avec nous. Nous avons pu avoir des discussions intéressantes avec les personnes présentes avant, pendant la pause et après la réunion. Pour nous ces échanges spontanés ont été plus riches que tout le programme officiel.

Eric Krebbers

Doorbraak 13 décembre 2011

Notes de *Ni patrie ni frontières*

1. Ce programme de «dérogation salariale» autorise les employeurs à payer leurs salariés handicapés moins que le salaire minimum, la municipalité complétant la différence ; <http://www.answersforbusiness.nl/su...>

2. DZB est une société privée créée avec des fonds municipaux en 1996 pour «développer une approche fondée sur le marché et l'entreprise afin de fournir des emplois et des formations à des gens ayant des handicaps d'apprentissage» et des «maladies mentales» pour qu'ils «mènent une vie aussi normale que possible à travers un processus d'émancipation, d'autonomisation (*empowerment*), d'activation sociale et d'indépendance». On apprend un peu plus loin sur le site <http://www.eurofound.europa.eu/area...> que cette société qui vit de fonds publics et européens s'occupe aussi de jeunes chômeurs parfaitement «sains d'esprit» eux, et de chômeurs de longue durée à qui il faut «réapprendre à travailler» ! Qu'en termes élégants ces choses-là sont dites !

Contre le «Workfare» et le travail forcé pour les chômeurs : campagne internationale du 25 avril au 2 mai 2015

L'organisation britannique Boycott Workfare appelle à une semaine internationale d'action contre le travail obligatoire et les sanctions dont sont victimes les allocataires, du 25 avril au 2 mai. Le groupe néerlandais Doorbraak soutient cette initiative et appelle les travailleurs et les organisations aux Pays-Bas à se mobiliser eux aussi. Dans les deux pays plusieurs actions ont déjà été planifiées. Rejoignez-nous, ou organisez quelque chose dans votre quartier !

Dans cette société, voilà la façon dont les choses sont censées marcher : soit vous avez un emploi rémunéré et vous touchez un salaire dit «décent». Soit vous n'avez pas de boulot et vous pouvez demander des prestations sociales. Mais le gouvernement nous oblige désormais à travailler pour rien, en affirmant que c'est pour nous aider à trouver un emploi rémunéré. Sous le régime des «job centers» (sortes d'agences pour l'emploi), des sanctions sont prises contre les allocataires et des visites à domicile inopinées leur sont imposées.

Bien sûr, vous pouvez refuser de faire un travail forcé non rémunéré, mais dans ce cas vous ne pourrez plus recevoir d'argent, et vous ne pourrez plus ni acheter votre nourriture ni payer votre loyer. Refuser n'est donc pas vraiment un choix et c'est pourquoi nous l'appelons du «travail forcé non rémunéré».

Chaque heure de travail effectuée par quelqu'un qui dépend du régime du «workfare» ne peut plus être effectuée par une personne ayant un emploi rémunéré. C'est ainsi que le gouvernement néerlandais permet la destruction des emplois et la création de chômage. Les gouvernants réduisent leurs budgets en licenciant les salariées et en faisant travailler gratuitement les demandeurs de prestations sociales.

Le Workfare met également à la disposition des entreprises des travailleurs gratuits. Et une fois que ces allocataires ont travaillé pour ces boîtes gratuitement pendant quelques mois, ces entreprises les remplacent par de nouveaux demandeurs d'emploi non rémunérés. Ces entreprises font déjà des millions d'euros de profit : supermarchés, agences pour l'emploi et entreprises de nettoyage profitent de cette manne providentielle.

Le gouvernement néerlandais force également les demandeurs d'emploi à «faire du bénévolat», parce que nous aurions, selon lui, à «faire quelque chose en retour» de nos prestations. Certes, le bénévolat est très précieux, mais seulement s'il est vraiment volontaire.

Désormais, il est train de se transformer en une seconde forme de travail obligatoire, à côté du type «normal» de workfare qui est censé nous aider à trouver un vrai travail. Cela sape les valeurs fondamentales des organisations qui prônent la solidarité sociale et le véritable bénévolat. Les organisations de bénévoles qui participent à ces pratiques profitent du caractère contraint de ces nouvelles mesures, et mettent (volontairement ou pas) les demandeurs d'emploi dans une situation qui les expose à des sanctions et à la perte de leurs allocations chômage.

Beaucoup de demandeurs d'emploi et d'allocataires vivent dans la crainte des sanctions. Ces sanctions, et le risque d'être sanctionnés, augmentent tout le temps. Les demandeurs d'emploi, par exemple, ont l'obligation de fournir toute information aux «job centers» (agences pour l'emploi) qui pourraient être «pertinente» pour obtenir des prestations sociales. Mais ces informations peuvent être très variées et beaucoup de demandeurs d'emploi et allocataires sont sanctionnés parce qu'ils n'ont pas fourni suffisamment d'«informations».

Ce régime de sanctions et ce système du workfare sont également destinés à effrayer les gens qui ont encore un emploi rémunéré. «Soyez dociles et ne vous faites pas virer, sinon nous allons vous faire entrer dans le système du workfare», tel est en substance le message. La simple existence du travail forcé non rémunéré décourage un certain nombre de personnes de demander des prestations sociales.

Ceux et celles qui réussissent à surmonter tous les obstacles, et ont obtenu des allocations chômage, sont présentés dans les médias comme des individus paresseux, qui ne veulent pas travailler. Comme s'il était facile de trouver un emploi rémunéré et comme s'il n'y avait pas de crise. Comme si la chose la plus importante dans la vie était d'avoir un emploi rémunéré.

Ce que nous, nous faisons «en retour» ?

Résister

En dépit de la peur des sanctions et d'autres problèmes, de plus en plus demandeurs de prestations sociales et de gens solidaires résistent. Ils racontent leur histoire, s'organisent et agissent. C'est ainsi que de petites protestations individuelles se transforment progressivement en une résistance collective.

Dans plusieurs villes des Pays-Bas des comités d'action ont été mis en place et ils ont obtenu de petites victoires. Suite à notre résistance organisée à la base, certains partis politiques et syndicats sont de plus en plus opposés au workfare.

Ce que nous voulons

En tant qu'allocataires

1. Supprimer le workfare
2. Eliminer tous les obstacles lors des demandes de prestations sociales
3. Aucune sanction
4. Ne plus devoir fournir «toutes les informations qui pourraient être utiles»
5. Des prestations sociales plus élevées
6. Arrêter de stigmatiser les allocations

En tant que travailleurs

7. Le libre choix de l'emploi
8. Un salaire conforme aux conventions collectives
9. Le respect des droits des travailleurs
10. De bonnes conditions de travail

En général

11. Assez de moyens pour tous, sans conditions
12. Arrêter la propagande sur «l'éthique du travail»

Eric Krebbers (Doorbraak, Pays-Bas)

Pour savoir ce qu'est le «workfare» (travail obligatoire pour garder ses allocations chômage) qui existe dans plusieurs pays d'Europe un article utile du site Tantquil en français

<http://www.tantquil.net/2014/01/06/le-workfare-ou-lart-de-nous-forcer-a-bosser-pour-ne-pas-perdre-les-allocs/>

Et pour avoir des infos sur la campagne menée contre le «workfare» en Grande Bretagne mais aussi désormais aux Pays -Bas par les camarades de Doorbraak ce site en anglais

<http://www.boycottworkfare.org/>

«Boycott Workfare mène campagne à l'échelle du Royaume uni afin de mettre fin au travail forcé non rémunéré pour les personnes qui reçoivent l'aide sociale. Le "workfare" bénéficie aux riches en leur fournissant un travail gratuit tout en menaçant les pauvres de leur enlever leurs droits sociaux s'ils refusent de travailler sans qu'on leur paie un salaire décent. Ce mouvement a été créé en 2010 par des personnes ayant une expérience du workfare et d'autres qui s'inquiètent de son impact. Nous dénonçons et prenons des mesures contre les entreprises et les organisations qui profitent du workfare ; nous encourageons les gens et les organisations à les boycotter ; et informons activement les personnes de leurs droits.»
(Présentation du site)

***Wildcat* (2012)**

Sur la pratique prolétarienne au sein de la production capitaliste

Ce texte du groupe allemand Wildcat publié en 2012 revient sur la question de "l'enquête ouvrière" dans un esprit très proche de celui qui avait inspiré les questionnaires traduits par nos soins en 2005 (Kolinko : Trois questionnaires sur les conditions de travail et les luttes <http://www.mondialisme.org/spip.php?article484>). (*Ni patrie ni frontières*)

La contradiction fondamentale de la relation capitaliste réside dans l'unité du processus de travail et du processus de valorisation. Le capital développe le travail en élargissant son caractère social, mais, dans le même temps, il l'atomise sur le plan politique en tentant de le figer en une main-d'œuvre individualisée. Si nous examinons de plus près l'histoire de la lutte de classe, nous nous apercevons que, régulièrement, les travailleurs se réapproprient le caractère social du travail pour en faire la source de leur pouvoir dans les luttes. Cette contradiction au sein du processus de travail social est le point de départ central de la théorie révolutionnaire.

Les réformistes déplorent que les rapports de distribution soient injustes, qu'il s'agisse des richesses ou de la main d'œuvre en période de chômage élevé. Ou ils s'indignent contre la stupidité ou la monotonie du travail sous le capitalisme, et se plaignent que la «subjectivité et la personnalité» des individus soient détruites.

Marx, en revanche, comprenait la lutte permanente entre le Travail et le Capital comme la force motrice du processus de «subsumption réelle (1)». Il développa un concept, que les marxistes de la Deuxième et de la Troisième Internationale ont complètement oublié et qui est aussi absent du marxisme contemporain. Le fait même que les travailleurs ont à effectuer un «travail abstrait» devient le point de départ de leur capacité en tant que classe de renverser les relations sociales actuelles. C'est parce que le travail est interchangeable que rien ne lie les producteurs à «leur» travail. Cela signifie qu'ils peuvent se battre pour son abolition.

Sur l'opéraïsme

«Comment peut-on renverser toutes les relations dans lesquelles les êtres humains restent des créatures opprimées, asservies, abandonnés et méprisables», comment est-ce possible ?

Pour les opéraïstes des années 1960, ce renversement prendrait moins la forme d'une insurrection sanglante que celle d'une «révolution sociale» menée par ceux que le capital oblige déjà à coopérer. «Il s'agissait d'une rupture avec la politique habituelle fondée sur des slogans très simples et elle était un peu plus radicale que l'utopie d'une "grève générale" décisive. L'opéraïsme partait du point de vue opposé, à savoir que nous ne pouvons renverser le pouvoir complexe du capital que si nous tenons compte de la composition complexe de la classe ouvrière.»

Toute personne qui se réfère à la «classe ouvrière» doit s'interroger sur sa «composition complexe», sinon celle-ci se transforme en un automatisme idéologique. Pour les staliniens de la Troisième Internationale, la classe ouvrière n'était un «sujet révolutionnaire» que dans la mesure où ils présumaient toujours l'existence d'un Parti politique qui la dirigerait. Quant aux différentes positions trotskistes et bordiguistes, elles ont tendance à faire brusquement surgir de leur chapeau de magiciens une classe ouvrière mystique ; ils ont toujours une explication à portée de main, avant même de s'engager dans une étude approfondie des diverses situations concrètes.

Si nous comprenons la classe comme étant un collectif traversé par des différences de genre, de statut, d'origines nationales, de qualifications, etc., nous pouvons commencer à réfléchir aux changements historiques qui interviennent dans les formes et le contenu des luttes. Les questions relatives aux migrations, aux différences entre travail salarié et travail reproductif, aux différentes formules de «travail indépendant», etc. deviennent l'objet de notre attention. Une telle conception de la classe ouvrière n'est jamais donnée d'avance, elle suppose des enquêtes constantes (2).

Le concept de «composition de classe» s'oppose aux conceptions matérialistes erronées pour lesquelles la lutte de classe serait le produit automatique de la condition économique commune aux travailleurs sous le capitalisme. D'un autre côté, ce concept remet en question une compréhension philosophique de la classe ouvrière qui la définit comme un pur protagoniste, un sujet qui se révolte et choisit un côté de la barricade indépendamment des conditions spécifiques de la production. La notion de «composition de classe» met en relation la subjectivité (révolutionnaire) avec les conditions matérielles. Ce concept est lié à celui de la «composition organique du capital» (Marx) qui à son tour change et se modifie dans et à travers la lutte de classe. L'opéraïsme tente de discerner la tendance vers la révolution qui se manifeste par la recomposition politique à l'œuvre dans le «travailleur social général» – et pas dans le «sabotage des techniciens», à la mode chez les partisans de la Nouvelle

Gauche pour qui une poignée de travailleurs super-qualifiés n'avaient qu'à appuyer sur un bouton pour que tout s'arrête.

Si l'on suppose que le chemin vers la libération passe par le fait de «contourner» la coopération productive (en d'autres termes, il s'agit de transformer la coopération forcée et atomisée des travailleurs dans le processus de production sociale en une arme pour leur organisation), alors les questions du pouvoir et de la subjectivité révolutionnaire sont étroitement liées : si l'on part d'une position de classe, il n'existe pas de (contre-) pouvoir (révolutionnaire) sans contenu. La collectivité est la substance du contre-pouvoir et son contenu.

De l'extérieur, nous n'avons pas à enseigner aux travailleurs dans quel but ils sont censés utiliser leur pouvoir. Ils ne peuvent en disposer que s'ils développent une subjectivité collective en rupture avec la subjectivité individualiste et privée de chaque membre de la classe, s'ils brisent l'atomisation politique au sein de la coopération productive. Dans ce processus, les travailleurs comprennent que le caractère social du travail développé par le capital ne peut exister indépendamment d'eux et qu'ils créent ce caractère social chaque jour grâce à leur coopération.

Interviews

Les conversations, les discussions, les interviews, les tracts dans le cadre d'une enquête militante doivent s'engager dans le processus décrit ci-dessus. Les «éléments extérieurs» doivent d'abord comprendre comment le processus de production immédiat fonctionne effectivement, ce qui nécessite également d'analyser la structure du capital. Comment les travailleurs «développent»-ils la production (utilisation des machines ; aide mutuelle dans le cadre du travail ; non-respect des règles officielles ; comportement envers la hiérarchie ; coopération malgré la présence d'intérimaires et d'autres facteurs de «division») ? Comment peut-on surmonter l'atomisation et à l'individualisation politique ? Quelles sont les causes (cachées, sous-jacentes) des conflits ? Nous devons aussi nous mettre, nous-mêmes et les travailleurs, en face d'un miroir afin de comprendre nos pratiques actuelles – la meilleure façon de surmonter certaines mystifications est de comprendre ce que nous sommes (déjà) en train de faire.

Tel est le cœur de l'enquête opéraïste : le capital est contraint de développer le travail socialement, mais en même temps il doit s'assurer que les travailleurs restent individualisés. Le Capital a déjà organisé les travailleurs ; mais le travailleur individualisé entretient des illusions pour supporter sa condition. Une conversation ou une interview ne peuvent donc pas se limiter à décrire les contradictions et les conflits dans le processus de production ; elles devront montrer comment les contradictions et les conflits font partie du fonctionnement du processus de production ; comment les travailleurs inventent souvent des tâches supplémentaires pour

compenser les contradictions suscitées par la «hiérarchie des gestionnaires» ou par la contradiction capitaliste entre le fait de réaliser le maximum d'économies et en même temps de «produire et vendre de la qualité». Les interviews ne se résument pas à une simple collecte d'informations. Si l'échange se déroule bien, il «produit» un résultat, : de nouvelles perspectives et de nouvelles analyses émergent. Ceux qui sont impliqués dans l'enquête ouvrière apprennent et modifient leurs points de vue.

Par où commencer ? Existe-t-il des secteurs ou des domaines à partir desquels une recomposition politique de la classe pourrait naître et s'étendre ?

Wildcat n° 93, automne 2012

Notes du traducteur

1. Dans le *Capital*, Marx distingue la soumission (subsumption) formelle du travail (lorsque des rapports antérieurs au capitalisme – par exemple artisans et leur organisation en guilde – sont intégrés dans des rapports marchands) et la soumission réelle (le mode spécifiquement capitaliste), *NdT*.

2. Cf. <https://bataillesocialiste.wordpress.com/documents-historiques/1965-la-conception-socialiste-de-l%E2%80%99enquete-ouvriere-panzieri/> Un texte, traduit en français, de Panzieri paru en 1965 dans la revue *Quaderni Rossi*, *NdT*.

Wildcat (2013)

Points de transition¹ :

thèses politiques

sur le «nouveau prolétariat»

et la reconcentration

La circulation des biens croît depuis des décennies, et, au moins durant les vingt dernières années, cette croissance a détérioré nos conditions de travail – et a rendu la «classe ouvrière» de plus en plus invisible. Désormais, des gardes de sécurité se mettent en grève et paralysent ainsi des aéroports ; aux États-Unis, les employés de Walmart sont en grève et des dockers bloquent les ports de la Côte Ouest ; même l'accident du paquebot «Costa Concordia²» en 2012 a dévoilé l'existence de ces nouveaux travailleurs manuels non qualifiés qui travaillent dans les soutes des bateaux de croisière.

Que se passe-t-il ? Assistons-nous à un renouveau de la classe ouvrière ? Les prolétaires seraient-ils en train de lutter partout ? Avons-nous affaire à un tournant historique ?

Un nouveau prolétariat

En Allemagne, au cours des quinze dernières années, de plus en plus de gens ont été expulsés du système de relations sociales fondé sur les contrats collectifs et les systèmes de sécurité sociale (fonds de pension, assurance maladie, système d'éducation publique) et de régulation du travail – systèmes qui incluent aussi la représentation des travailleurs par les syndicats.

¹ Dans l'original allemand «*Umschlagspunkte*» désigne 1) un point critique, un virage, un point de basculement 2) un point de transbordement dans le fret de manutention, par exemple entre le déchargement de marchandises d'un navire au rail.

² 32 personnes moururent dans le naufrage de ce paquebot géant (1500 cabines et 125 suites) le 13 janvier 2012. Lors de sa construction en 2006, il était le plus grand paquebot jamais construit (*NdT*).

Les lois Hartz¹ ont considérablement accéléré ces évolutions. Plus d'un million de personnes sont soumises au dispositif Hartz IV depuis 2005, dont 320 000 salariés à temps plein. Durant un bref moment, l'introduction des lois Hartz a mis des questions comme le chômage, la pauvreté et l'exclusion au premier plan du débat social et des confrontations sociales. Par exemple, les «manifestations du lundi» en Allemagne de l'Est ont donné lieu à une confrontation et elles ont soulevé des questions importantes comme «Dans quel type de conditions voulons-nous vivre et travailler dans cette société ?» Au cours de cette courte période, la gauche radicale est restée passive pendant trop longtemps et les syndicats de la DGB (Confédération allemande des syndicats qui a collaboré à la mise en place des lois Hartz) ont fait fortement obstruction pour empêcher d'autres protestations – et cette opportunité historique a donc disparu. Depuis l'intensification de la crise mondiale, il n'y a pratiquement plus que Thilo Sarrazin² pour mentionner ces nouveaux prolétaires – et les représenter comme des «immigrés, des individus stupides et paresseux».

De nouveaux travailleurs manuels non qualifiés

En réalité, la plupart de ces «nouveaux pauvres» travaillent. Lors du Forum économique mondial de Davos en janvier 2005, Gerhard Schroeder a placé les lois Hartz dans le bon contexte : «Nous avons créé le meilleur secteur de bas salaires en Europe»³. Ce secteur s'est massivement élargi, englobant à la fois les emplois précaires (actuellement, les agences d'intérim emploient environ un million de personnes) ; le travail de jour ; «les auto-entrepreneurs» ; les petits patrons ; les travailleurs qui ne font pas officiellement partie de l'emploi salarié, par exemple les programmes de travail obligatoire (les emplois à un euro, le bénévolat, etc.) ; et le travail dans les structures pénitentiaires.

Ce «secteur à bas salaires» inclut d'importants contingents d'ouvriers d'industrie non qualifiés, qui subissent des horaires de travail flexibles et longs et parmi lesquels les travailleurs migrants sont surreprésentés. En dehors de l'augmentation des exportations, ces emplois – «simples», manuels, répétitifs et mal payés – sont les seuls qui connaissent un «boom» en Allemagne. Et ces emplois fournissent un avantage décisif à l'industrie d'exportation allemande : l'écart de salaires entre les travailleurs permanents qualifiés et les intérimaires y est le plus élevé au sein de l'Union européenne.

¹ <http://www.gongchao.org/www.prol-position.net/nl/2005/01/hartz>

² http://fr.wikipedia.org/wiki/Thilo_Sarrazin

³ <http://www.theguardian.com/world/2013/aug/30/low-paid-germans-mini-jobs>

Dans tous les secteurs et à l'échelle mondiale

Ces nouveaux travailleurs manuels non qualifiés interviennent à différents endroits de la chaîne d'approvisionnement mondiale, entre autres, dans des interfaces tout à fait centrales de cette chaîne. Les nouveaux travailleurs manuels non qualifiés ne sont pas concentrés dans un secteur, on les trouve dans/à l'intersection de/ tous les secteurs : emplois non qualifiés dans le secteur manufacturier, salariés des bureaux, emplois dans le secteur des livraisons, tâches manuelles dans la logistique. Statistiquement, la plupart de ces emplois sont comptés comme des «services». Sur le plan quantitatif, les secteurs les plus importants pour ce type de travail seront toujours les activités classiques comme les services de soins et l'aide à la personne, le commerce de détail et la restauration, mais au cours des dernières années, une croissance plus rapide a été enregistrée parmi les «services liés à la production», tels que le travail temporaire dans la production ou la «logistique» qui constitue une interface entre la production et le transport (les entreprises de logistique prenant en charge le travail de pré-assemblage, etc.). Dans la novlangue des économistes, «prestataires de services» signifie simplement «fournisseurs» ou souvent «travailleurs manuels».

La massification et l'industrialisation des activités de transport

Au cours des dernières décennies, les grandes usines de production – les forteresses du pouvoir des travailleurs manuels non qualifiés – ont été segmentées et disjointes. Cela n'a été rendu possible que grâce à la multiplication des activités de transport. Pendant les années 1980, plusieurs vagues de luttes dirigées par des «groupes professionnels» se sont succédées dans le secteur des transports, essentiellement des contrôleurs (contrôleurs aériens, contrôleurs des pistes), des pilotes d'avions (mais peu de pilotes de bateaux), des chauffeurs de camions et des conducteurs de trains, et des conducteurs de grosses machines dans les ports. Ils ont prouvé qu'ils sont capables de stopper la chaîne de transport, mais n'ont pu surmonter les limites de leur profession, et n'ont pas eu besoin de le faire. C'est vrai pour les chauffeurs de camions (qui ont l'inconvénient supplémentaire d'être souvent des petits entrepreneurs), les conducteurs de train, les pilotes d'avion, etc. Initialement leur position a été renforcée par la production juste-à-temps¹ et les «entrepôts sur roues/entrepôts mobiles ???» – même de brefs arrêts de travail courts ont eu un impact énorme et souvent la simple menace de se mettre en grève a suffi pour obtenir des augmentations de salaire.

¹ «Méthode de production à flux tendus, employée dans des productions de masse relativement stables, et consistant à acheter ou à produire la quantité juste nécessaire au moment où on en a besoin» (Larousse) (*NdT*).

L'offensive menée sur le plan technologique depuis les années 1980 a miné la position et le pouvoir de ces travailleurs qualifiés des transports. D'un autre côté, le travail manuel simple s'est étendu, bien que, pendant la première phase, l'expansion de ce type de travail soit allée de pair avec une dispersion spatiale. La prolifération des technologies de la communication (Internet, téléphonie mobile, GPS) a servi à mieux contrôler cette main-d'œuvre dispersée. Dans le même temps, des professions qui étaient auparavant très exclusives, comme les hôtesses de l'air ou les conducteurs de train ont été transformées en des emplois semi-qualifiés. Les conditions de travail dans les transports et la logistique ont défini des normes pour les conditions générales de ce «nouveau prolétariat». Les luttes dans ces secteurs marquent-elles un tournant après des années de luttes défensives ? En tout cas, les grèves de GDL¹ en 2007/2008 ont été les premières «grèves de conducteurs de train prolétariens» en Allemagne depuis un siècle.

L'offensive de l'Etat

Ce n'est pas du tout le «libre fonctionnement du marché» qui a détérioré les conditions de travail. En août 1981, lorsque Ronald Reagan fit arrêter les contrôleurs aériens grévistes et que la police les fit défiler devant les médias en leur mettant des menottes et des chaînes, le président américain lança un cri de guerre contre ces «groupes professionnels» – et par la suite les gouvernements prirent l'habitude d'utiliser la police et l'armée contre les grévistes (camionneurs, dockers, etc.) dans le secteur des transports. Au cours des dernières années, l'armée a été utilisée contre des grévistes en Grèce (camionneurs, conducteurs du métro, équipages des ferries) et en Espagne (contrôleurs aériens). En août 2012, la Cour constitutionnelle fédérale allemande a autorisé l'armée à intervenir au sein des frontières de l'Allemagne. En vertu de cette menace militaire, les agences pour l'emploi et l'État ont favorisé un boom de l'intérim et cette main-d'œuvre bon marché a été orientée vers les sites de distribution et les zones d'entrepôts.

Centralisation sans concentration – un tournant ?

Dans le contexte de la «mondialisation», de très grandes sociétés ont été créées (centralisation), sans qu'émergent de nouveaux espaces où des masses de travailleurs coopéreraient directement ensemble dans des lieux de travail communs (concentration). Le mécanisme de défense, ou d'attaque, habituel des travailleurs (résistance des salariés d'une entreprise ou d'un groupe professionnel particulier) ne pouvait avoir que peu d'impact. Pendant une période, les chaînes mondiales des transports ont

¹ La congestion dans les ports américains a suscité la création de files d'attente de cargos qui ont accumuler les retards ce qui a à son tour affecté les opérations de fret dans les ports chinois.

échappé à la menace d'une paralysie totale. Aux États-Unis, où l'évolution des luttes a un peu d'avance, ce processus a commencé à s'inverser depuis une quinzaine d'années et de grandes concentrations de travailleurs ont recommencé à apparaître dans certains endroits. Le nombre de personnes employées dans les entrepôts a quintuplé entre 1998 et 2006 et la taille des entrepôts augmente constamment. Des centres de distribution énormes prennent en charge des tâches de plus en plus liées à la production (réparation d'éléments défectueux, assemblage, emballage, étiquetage, etc.). D'un côté, les travailleurs doivent accomplir de plus en plus de «fonctions» et, de l'autre, la composition organique du capital (automatisation) augmente sans cesse.

L'embouteillage mondial – la lutte commence

Nous sommes arrivés également à un tournant dans l'évolution des luttes. Au cours des dernières années, nous avons assisté à une reprise des luttes dans les grands centres d'assemblage en Chine (Foxconn) et dans le secteur mondial des transports. «Le premier embouteillage mondial»¹ en 2004 a représenté un tournant. Les travailleurs en ont assez d'avoir à compenser les faiblesses des infrastructures et la mauvaise organisation du travail, d'improviser constamment et de prolonger leurs heures de travail. Dans ce moment historique, alors que le capital est fortement tributaire de la coopération des travailleurs, ceux-ci refusent de plus en plus de coopérer. Le Capital ne peut remédier à la crise de suraccumulation que s'il mobilise les connaissances et les capacités du travail vivant pour opérer un bond en avant technologique. Mais, dans un système où prédomine le contrôle du travail individualisé et la coercition, les salariés sont de moins en moins disposés à «collaborer». L'embouteillage mondial n'est, dans un premier temps, que l'expression négative «technique» de ce refus. Mais étant donné que, dans la conjoncture historique actuelle, le capital est obligé d'inverser la tendance à la décentralisation, l'embouteillage mondial dans la distribution des marchandises nous offre un aperçu des possibilités ouvertes à la classe ouvrière dans tous les pays. Raison pour laquelle nous nous sommes intéressés aux centres de distribution et à leur concentration spatiale.

¹ Romano Alquati (1935-2010) fut membre des revues «opéraïstes» *Quaderni Rossi* (1961-1966) et *Classe Operaia* (1964-1965). On peut trouver sur le Net l'un de ses livres en italien («Sulla Fiat e altri scritti» <https://operaismoinsenglish.wordpress.com/category/romano-alquati/>) ainsi qu'une notice nécrologique en anglais (<http://libcom.org/library/operaist-freedom-romano-alquati>) et la liste de ses livres en italien dont aucun n'a été traduit en français (http://it.wikipedia.org/wiki/Romano_Alquati), *NdT*.

La fin d'un rêve

Pendant la phase de la «mondialisation», la disponibilité mondiale des biens et de l'information a encore augmenté, mais le contenu social de la promesse capitaliste d'une mobilité constante a diminué : les migrations de travail sont partiellement combattues en termes militaires ; de plus en plus de gens sont exclus de la mobilité sociale. La mobilité spatiale a été critiquée pour des raisons écologiques et est devenue plus onéreuse. A présent, l'expansion de la circulation des biens et des personnes rencontre également des limites «naturelles» et, dans les vieux «pays développés», la mobilité individuelle diminue également pour d'autres raisons («périodes de pointe pour les départs en vacances», «pic des heures de pointe» pour les déplacements en voiture).

Depuis plusieurs années, la mobilité capitaliste est confrontée, à l'échelle mondiale, à des luttes contre de grands projets d'infrastructures de transport et contre des centrales électriques. Historiquement, pendant les phases de crise, les luttes se sont d'abord transférées elles-mêmes de la sphère de la production à la sphère de la «circulation». Dans ces mouvements contre des projets d'infrastructures de transport, nous ne constatons pas une inversion de cette tendance, étant donné que le secteur des transports est, après le «secteur public», celui où le nombre de jours de grève est le plus élevé à l'échelle mondiale.

Une des raisons pour lesquelles les mouvements contre les projets d'infrastructures de transport deviennent plus populaires est dû au fait que les salariés sont conscients que la dégradation de leurs conditions de vie et de travail – flexibilité, allongement des horaires, intensification et monotonie du travail – sont le «prix» à payer pour avoir accès à la mobilité capitaliste. Au début, ils trouvent qu'il est plus facile de manifester dans les rues que de combattre sur leurs lieux de travail. Par conséquent, il y a une chance que ces «mouvements sociaux» et ces «luttes ouvrières» se rejoignent. Aux États-Unis, nous pouvons voir la direction que ces luttes pourraient prendre : la mobilisation des camionneurs, les grèves dans les ports, les actions des travailleurs dans les entrepôts – et l'intérêt du mouvement Occupy Wall Street pour ces luttes sont des signes annonciateurs d'une nouvelle tendance.

Priorité à la classe !

Ces mouvements, ces mobilisations et ces luttes recherchent un effet de levier qui leur permettrait de vraiment changer la situation. Certains des chemins qu'ils empruntent sont des détours (le fait de confondre les syndicats avec la classe ouvrière), d'autres mènent à des impasses (demander à l'Etat d'intervenir), mais tous visent à surmonter le

paternalisme de ceux qui prétendent, d'en haut, «organiser» les «pauvres travailleurs» pour leur plus grand bien et «prendre soin» d'eux.

Dans les années 1950, beaucoup de gens pensaient que la classe ouvrière avait disparu, mais, à la fin des années 1960, personne ne soutenait une telle affirmation. Trois décennies plus tard cette opinion est redevenue dominante. Ce n'est pas tellement un problème sociologique ; il s'agit plutôt de savoir s'il existe une force capable de renverser tout le système. S'il n'en existe pas, alors il est normal que les gens demandent à l'Etat d'améliorer leur vie.

Si l'on considère uniquement l'«érosion de la classe moyenne», alors on adopte un point de vue proche du darwinisme social comme Thilo Sarrazin. Si l'on se concentre seulement sur «l'expansion des secteurs à bas salaires» alors on est amené à réclamer que l'Etat joue davantage son rôle de régulateur, et intervienne sur des éléments comme le salaire minimum ou le revenu garanti, le renforcement du système de santé publique, etc. Dans un cas comme dans l'autre, ceux qui partagent ces analyses ne cherchent pas à trouver quelles sont les opportunités de lutte «en bas» de l'échelle sociale, mais ils s'intéressent à ce qui se passe dans l'arène politique, ou alors ils affichent leur pitié pour les «pauvres travailleurs intérimaires d'Amazon».

Nous voulons renverser cette perspective parce que nous considérons le nouveau prolétariat comme le sujet historique. Au début des années 1960, selon Romano Alquati¹, pour les ouvriers qualifiés les travailleurs à la chaîne n'étaient pas de «vrais travailleurs» : ils n'étaient pas qualifiés, n'avaient pas de conscience de classe, ne restaient pas dans la même usine de l'apprentissage jusqu'à la retraite –, mais les révoltes ouvrières à la fin des années 1960 sont en grande partie nées dans les départements d'assemblage. Aujourd'hui, nous assistons à des développements assez semblables.

L'automatisation crée encore plus de «travail non qualifié que n'importe qui peut faire». La division entre les «salariés permanents» et les «travailleurs marginaux, employés par les sous-traitants» s'effrite au fur et à mesure que la condition des travailleurs (formellement) permanents devient de plus en plus précaire.

¹ Romano Alquati (1935-2010) fut membre des revues «opéraïstes» *Quaderni Rossi* (1961-1966) et *Classe Operaia* (1964-1965). On peut trouver sur le Net l'un de ses livres en italien (*Sulla Fiat e altri scritti* <https://operaismoinenglish.wordpress.com/category/romano-alquati/>) ainsi qu'une notice nécrologique en anglais (<http://libcom.org/library/operaist-freedom-romano-alquati>) et la liste de ses livres en italien dont aucun n'a été traduit en français (http://it.wikipedia.org/wiki/Romano_Alquati), *NdT*.

Attaque technologique et recomposition

– Crise de suraccumulation.

Il y a de plus en plus de capitaux qui circulent, on construit des navires de fret et des camions de plus en plus grands, les technologies de contrôle se multiplient mais l'efficacité globale diminue. Là encore, un rappel de la situation il y a plus d'un demi-siècle peut nous être utile. Lors d'une enquête chez Olivetti dans les années 1960, les ouvriers de l'usine qui avaient été récemment recrutés déclaraient : «On pourrait penser que les dirigeants d'Olivetti se préoccupent tout de même de la désorganisation de la production...» Selon Romano Alquati, tant que les travailleurs ne s'intéressent que d'un point de vue individuel à la désorganisation capitaliste, ils ne peuvent que répondre positivement aux demandes d'amélioration du système : boîtes à idées, cercles de qualité, augmentations salariales liées à la croissance de la productivité et pour finir «autogestion». En revanche, les travailleurs ne peuvent réaliser leur capacité à déclencher une rupture révolutionnaire que s'ils comprennent la nature systémique de la désorganisation capitaliste et la façon dont le «fonctionnement» réel des entreprises dépend de leurs improvisations constantes dans le processus de production.

– Prolétarianisation.

Nous voyons se constituer une main-d'œuvre migrante, qui, d'un côté, possède beaucoup de compétences (maîtrisant plusieurs langues et plusieurs cultures, les migrants sont capables de se servir des technologies de communication les plus modernes) et est contrainte de «boucher les trous et de compenser les lacunes dans le plan capitaliste»; et qui, de l'autre, est de plus en plus exploitée «à la demande» comme une force de travail prétendument «non qualifiée».

– Concentration.

La décomposition et la segmentation des grandes concentrations de travailleurs en de multiples sous-chaînes de production ont été la principale arme employée par la contre-révolution capitaliste durant les dernières décennies. Les capitalistes ont ainsi pu augmenter la pression sur la classe ouvrière. Ces mesures ont suscité de la résistance, mais aucune lutte n'a développé un vaste front de masse, ou même un «discours public» à ce sujet. En Allemagne, nous avons assisté à un tournant il y a environ six ans : dans la plupart des cas, les travailleurs en grève suscitent de la sympathie, ils sont fréquemment considérés comme des personnes qui «luttent dans l'intérêt de tous». Cette atmosphère, combinée avec le processus de re-concentration dans le domaine de l'exploitation, pourrait entraîner un saut qualitatif – à condition que les grévistes soient perçus comme des personnes ayant le pouvoir de changer fondamentalement la situation. Et dans ce cas, la lutte de classe serait réellement mondiale.

Wildcat n° 94, printemps 2013

Livres

+ Les Mystères de la gauche¹ : de la manipulation historique chez Jean-Claude Michéa

«Celui qui confesse son ignorance la montre une fois ;
celui qui essaie de la cacher la montre plusieurs fois.»
(Proverbe japonais.)

Orwelliens de tous les pays... tenons-vous-en aux faits, bon dieu !

Certains militants «radicaux» ou libertaires apprécient ce penseur dont les livres se caractérisent pourtant par l'ignorance de l'histoire concrète du mouvement ouvrier français et international. Phénomène éditorial et médiatique (médias que cet auteur n'arrête pas, pourtant, de dénoncer dans ses écrits²), ce professeur de philosophie prétend opérer un retour aux sources du vrai socialisme, un socialisme «décent», paraît-il, selon son maître à penser George Orwell pour qui «*il y a des choses qui se font et d'autres qui ne se font pas*» (waouh, c'est du lourd !).

Dans sa préface à «La politique selon Orwell» de John Newsinger (Agone, 2006), Jean-Jacques Rosat écrit que, au contraire des «intellectuels

¹ Toutes les citations et les références de pages de «*Les Mystères de la gauche : de l'idéal des Lumières au triomphe du capitalisme absolu*» sont extraites de l'édition de poche parue dans la collection «Champs» chez Flammarion, en 2014 (1^{re} édition, Climats, 2013). Si l'on effectue un sondage sur Internet, on constate que ce livre a été salué par toutes sortes de blogs d'inconnus ou de personnages médiatiques : de l'extrême droite (Eric Zemmour, Polemia, Printemps français, Novopress, Front national de la jeunesse, Egalité et Réconciliation, etc.) à une défunte revue libertaire (*A contretemps*) en passant par la mouvance national-républicaine (*Causeur*, Claude Rochet, Alain Finkielkraut, Le carnet de Romain, Partageux, *L'humanité*, etc) !

² Ce qui ne l'empêche pas d'accorder des interviews et de débattre à la radio, à la télévision, sur le Net et dans les journaux (France Culture, France Inter, France 2, *Le Nouvel Observateur*, *Marianne*, *So Foot*, *Les inrocks*, *Miroir du Football*, etc.). Attitude plutôt cocasse et incohérente pour un adversaire de la «société du spectacle» que celle de participer sans cesse à ce même spectacle médiatique !

dialecticiens et politisés du XX^e siècle», «les intellectuels apolitiques et libéraux» avaient «le sens du réel, c'est-à-dire l'exigence de reconnaissance des faits et de la vérité objective, que les intellectuels du XX^e siècle ont abandonnée au profit de discours entièrement dictés par l'idéologie dans lesquels les faits eux-mêmes disparaissent. Les faits n'importent plus ; seul compte le discours qu'on tient sur eux ; ou plus exactement : c'est le discours qu'on tient qui décide des faits, qui décide de ce qui a eu ou non lieu. Est vrai ce qui est conforme aux intérêts politiques du moment.» (agone.org/doc/agone/orwell/presenta.pdf)

Sans discuter de la validité ou la fausseté de l'opposition ci-dessus énoncée, qui nécessiterait un long développement, cet article tente de montrer que J.-C. Michéa, hagiographe d'Orwell, partage malheureusement tous les travers des «*intellectuels dialecticiens et politisés*» épinglés par Rosat... En clair qu'il ignore les faits ou les travestit, tout en se gargarisant des «*valeurs morales transhistoriques*» d'Orwell comme «*l'honneur*», «*la décence commune*», «*le réalisme de sens commun*», «*le sens moral*», etc.

De Fourier pour les vrais nuls....

Certains voient en Fourier un précurseur de la psychanalyse, de l'écologie, de la décroissance, etc. Libre à eux de dénicher quelques idées prémonitoires et utiles dans les écrits foisonnants et contradictoires de Fourier, mais le minimum d'honnêteté et de «*décence*» intellectuelles consisterait, aujourd'hui, à restituer sa pensée dans toutes ses dimensions, pas simplement celles qui nous arrangent en dissimulant les autres¹.

Michéa² soutient que nous devrions nous inspirer, entre autres, de Charles Fourier, ce «socialiste» qui faisait l'apologie du commerce (à condition de le débarrasser l'influence nocive, selon lui, des Juifs³) et

¹ Il en est de même pour ceux qui se réclament de Lénine et nient tout lien entre bolchevisme et stalinisme (même si ce lien est complexe, il existe) ; des antifascistes qui se réclament de Staline (qui fut l'un des responsables de la victoire du nazisme en 1933) ; ou des maoïstes actuels (espèce heureusement en voie de disparition dans les pays du Nord mais hélas pas encore dans ceux du Sud) qui nient toute répression anti-ouvrière, toute famine provoquée et tout massacre en Chine après 1949.

² Cf. «A propos du réac Jean-Claude Michéa, des Editions l'Echappée et de leur "vigilance"... en carton pâte» (*Ni patrie ni frontières* n° 42/43)

³ Pour Fourier, les Juifs s'adonnent «exclusivement au trafic, à l'usure, et aux dépravations mercantiles» et non au commerce vertueux ; ils «s'arrogent le titre de peuple de Dieu» et «ont été le véritable peuple de l'enfer, une vile canaille dont les annales présentent sans cesse le crime à nu et dans toute sa laideur, jusque dans la personne du plus sage de leurs rois, sans qu'il soit resté d'eux aucun monument dans les sciences ou les

voulait créer des phalanstères, c'est-à-dire des coopératives par actions où il existerait encore des riches et des pauvres, une hiérarchie fondée sur le «talent» et le capital, le tout dans le cadre du marché. Selon Fourier, il aurait fallu «*que chaque travailleur soit associé, rétribué par dividende et non pas salarié*»; «*que chacun, homme, femme ou enfant, soit rétribué en proportion des trois facultés, travail, capital et talent*», dans les proportions suivantes : 5/12^{es}, 4/12^{es} et 3/12^{es}.

On est à des années-lumière de l'abolition des classes sociales au cœur du socialisme originel, cher à Michéa... Par contre, on n'est pas loin du «socialisme» des actionnaires, en clair de la participation gaulliste ou du mythe américain du «pouvoir» des petits porteurs...

Michéa, en bon confusionniste, prétend regretter que tous les programmes politiques de la gauche ne défendent plus «*l'idéal socialiste d'une société sans classe*» (*Les Mystères de la gauche*, p. 32) tout en défendant la petite propriété marchande, qui a justement permis l'expansion constante des classes bourgeoise et prolétarienne, et en affirmant (*idem*, p. 57) que «*les contestations du capitalisme sont aujourd'hui les plus vivantes et les plus radicales*» en Amérique du Sud. Il cite les «sandinistes» et les «bolivariens» en exemple, alors que ceux-ci, lors de leur passage au pouvoir, n'ont touché ni à la grande propriété foncière, ni aux grandes banques ni aux grands groupes industriels !!!

Michéa «oublie» que le Fourier-pour-Bibliothèque-rose qu'il nous présente est celui issu des interprétations très restrictives et partisans d'Engels et des universitaires ou propagandistes stalinien, interprétations aujourd'hui fortement remises en cause par les spécialistes de cet «ingénieur social» (cf. le site <http://www.charlesfourier.fr/>)...

Michéa, grand défenseur de la famille traditionnelle¹, «oublie» aussi de nous préciser que Fourier était un farouche adversaire de la famille

arts qui puisse excuser le vice d'avoir tendu continuellement à la Barbarie quand ils étaient libres et continuellement au Patriarcat quand ils ont été asservis». Cf. <http://charles-fourier-et-les-juifs.blogspot.fr/> pour un catalogue de citations antisémites de Fourier. On se reportera aussi au livre de Marc Crapez, *L'antisémitisme de gauche au XIX^e siècle*, Berg, 2002.

¹ Au point d'affirmer que les seuls vrais révolutionnaires, selon lui, seraient ceux dont les parents étaient déjà «communistes» (traduire stalinien) comme les siens, les autres ne se révoltant qu'à cause de leur complexe d'Oedipe !!! Cf. son interview par Jean Cornil <http://www.youtube.com/watch?v=5r-tlZfGPW0>, journaliste qui présente Michéa comme un penseur «inclassable» (tarte à la crème des

monogame et un chaud partisan d'un «service amoureux» (prostitutionnel¹) pour les «individu(s) accidentellement disgracié(s) de la nature», les «femmes mariées non satisfaites», les «personnes délaissées» et les vieillards², c'est-à-dire un sacré pourcentage de l'humanité !

On peut donc se servir des écrits de Fourier pour justifier

– la dissolution des familles traditionnelles dont Michéa défend si bruyamment les vertus protectrices ;

– les «orgies harmoniennes» (concept fourriériste) que savent organiser, à leur façon, les clubs échangistes actuels (échangisme qui illustre bien le «néolibéralisme» qu'abhorre notre professeur de philosophie) ou n'importe quel site de rencontres «libertines» ;

– et même l'exploitation des employées domestiques, puisque Fourier défendait le rôle social indispensable des «bonnes» pour éduquer les tout-petits.

Quant à l'abolition de l'esclavage, il devait être, selon Fourier, le fruit d'un accord mutuel (!) car il fallait «opérer l'affranchissement des nègres et esclaves, convenu de plein gré avec les maîtres»...

Pour compléter le tableau, on n'oubliera pas de mentionner (ce que fait Michéa) son antisémitisme forcené, ses diatribes antichinoises («la lie du globe»), etc.

Et c'est ce «socialiste» rance-là que Michéa voudrait faire passer comme le summum de l'empathie et de la compassion orwello-lascho³-michéennes !?...

...à la stalinophilie honteuse pour les super nuls

Non content de présenter de façon très tendancieuse le socialisme dit «utopique» (Fourier se considérait d'ailleurs davantage comme un «réformateur social» qui menait des expériences que comme un véritable «utopiste») et la social-démocratie originelle, Michéa se livre à une apologie «indécente» du stalinisme des années 30 – capitalisme d'Etat tout

confusionnistes), un «anarchiste qui vient des milieux communistes» ! Comme quoi la confusion politique est hautement contagieuse...

¹ Cela n'empêche pas le fourriériste Michéa de dénoncer l'ouverture en Espagne d'«écoles privées de prostitution destinées à permettre aux jeunes chômeuses de tirer un parti plus rationnel de leurs compétences inemployées» (Les Mystères de la gauche, p. 117). Défendre un idéologue (ici Fourier) tout en refusant de critiquer l'application, déformée ou pas, de ses idées est une des armes favorites du confusionnisme.

² <http://clio.revues.org/1758> «Fourier, le *Nouveau Monde Amoureux* et mai 1968. Politique des passions, égalité des sexes et science sociale» de Michel Bozon.

³ Christopher Lasch est l'un des maîtres à penser de Michéa.

aussi criminel que le prétendu «néolibéralisme» ou «libéralisme» qu’il pourfend à longueur de pages, de façon superficielle, le plus souvent.

En effet, comme son maître-à-penser Fourier, ce qui gêne Michéa dans le capitalisme ce sont surtout ses dimensions secondaires : la spéculation, la finance, et, ajout michéen, les «*grandes institutions capitalistes internationales (...) et les puissants lobbys transnationaux qui en sont la principale source d’inspiration*», ainsi que la «*commission Trilatérale*» (*Les Mystères de la gauche*, p. 46 et 50). La suppression du marché, de la loi de la valeur, du salariat, de la propriété privée, de la hiérarchie, ne mérite aucun développement sérieux de sa part. En cela, sa pensée ne dépasse pas celle des bobos indignés et des intellectuels sociaux-chauvins altermondialistes...

C’est ainsi que ce philostalinien amnésique – qui attaque régulièrement ses deux autres concurrents sur ce créneau : Toni Negri et Alain Badiou¹ – dévoile son ignorance de l’histoire du mouvement ouvrier. En effet, il a le culot d’écrire que les années 1928-1934 auraient été la «*période la plus révolutionnaire*» du PCF : «*Il convient de souligner que le PCF a, pour sa part, longtemps refusé de se définir comme un parti de gauche, privilégiant même explicitement le mot d’ordre “classe contre classe”*» (*Les Mystères de la gauche* p. 65).

N’importe quel professeur de philosophie devrait savoir (même s’il est invité régulièrement aux émissions d’Alain Finkielkraut – ce qui provoque inévitablement une perte importante du sens critique et de la culture historique) que le PCF, loin d’avoir une politique originale et nationale chère aux sociaux-chauvins comme Michéa, suivait à l’époque la ligne aventuriste et criminelle fixée par l’Etat russe et par Staline, celle que Trotski (qui s’y connaissait en erreurs «communistes») appelait la «*troisième période d’erreurs*» du Komintern.

Michéa prétend (parfois) être un antistalinien mais il admire la ligne fixée par Staline à Moscou, ligne aux effets particulièrement criminels dont il dissimule le contenu. Michéa écrit, par exemple, à propos du parti communiste, que cette organisation constituait une «*contre-société*

¹ Cf. «*Sur “L’antisémitisme partout” d’Eric Hazan et Alain Badiou ou comment dissimuler les acquis d’un siècle de débats sur le sionisme*» ; «*D’Alain Badiou, philosophe mao-banal, et de la calamiteuse Cécile Winter, à propos d’Israël-Palestine*» (*Ni patrie ni frontières* n° 44/45) ; «*Misère et continuité du philostalinisme de gauche : des “Quaderni Rossi” à Toni Negri*» ; «*Toni Negri, Jacques Wajnsztein et le «philostalinisme de gauche» tous deux dans *Polémiques et antidotes contre certains mythes et mantras gauchistes*, Compil’ n° 6.*

populaire malgré sa perversion stalinienne et son culte du “développement des forces productives”», *Les Mystères de la gauche*, p. 53». Ce concept sociologique est certes utile mais ne fournit aucune indication sur le contenu politique de cette «contre-société» – on pourrait dire la même chose du Hezbollah ou des syndicats péronistes en Argentine.

Un peu plus loin (*Les Mystères de la gauche...*, p. 94), Michéa affirme : «la monstrueuse expérience du “stalinisme” a suffisamment prouvé qu’aucune société décente ne pouvait s’édifier sur l’oubli, ou la négation, des garanties juridiques les plus élémentaires».

Rappelons que le Parti «communiste» français a été et est resté le parti le plus stalinien d’Europe occidentale, notamment après 1968 quand Michéa jugea bon d’y adhérer: le PCF désapprouva très mollement l’invasion de la Tchécoslovaquie par l’URSS, «*rendue nécessaire face aux menées dangereuses des éléments anticommunistes*» ; il refusa de soutenir les luttes des travailleurs polonais en 1970 et 1976 et Solidarnosc puis approuva le coup d’Etat du général Jaruzelski en décembre 1981 ; il réduisit l’importance et l’étendue des camps soviétiques, les multiples purges meurtrières, l’usage systématique de la torture, les liquidations systématiques d’opposants, les famines de masse provoquées par le pouvoir central «soviétique», les internements psychiatriques des dissidents à «*certaines erreurs commises en Russie sous l’ère de Staline*» !

Orwell : un démocrate radical devenu social-chauvin....

Il est par ailleurs amusant que Michéa cite constamment Orwell car celui-ci, sur certaines questions fondamentales, défend des positions politiques tout à fait opposées. Commençons par leurs points communs.

Durant la guerre d’Espagne, Orwell écrivit, en 1936, qu’il préférerait perdre une révolution qu’une guerre puis, quand il se rendit compte des effets catastrophiques de sa position, critiqua la politique des staliniens et de la direction de la CNT qui donnaient la priorité à la lutte contre le fascisme au détriment de la lutte pour la révolution.... comme il l’avait lui-même préconisé. On a vu le brillant résultat: victoire de la dictature franquiste (qui se maintint au pouvoir jusqu’en 1975) et de ses alliés fascistes et nazis ET défaite sanglante de la révolution espagnole.

Orwell, démocrate radical, personnellement courageux mais profondément réformiste, vira au social-chauvinisme intégral pendant la Deuxième Guerre mondiale : il fit l’apologie de Churchill en tant que défenseur de la nation («*un homme doué et courageux, mais un patriote d’un genre traditionnel et limité*», *Ecrits politiques, (1928-1949)*, Agone, 2009, p. 171) ; il propagea l’idée fumeuse et néfaste que la mobilisation pour la défense civile organisée par l’Etat britannique pourrait aboutir à des changements sociaux significatifs alors qu’elle ne coïncida qu’avec une augmentation massive de la production, des cadences et de l’allongement des journées de travail au profit de l’industrie de guerre ; et il vanta

évidemment les vertus imaginaires du «patriotisme révolutionnaire» comme n'importe quel praticien de la novlangue social-chauvine qui cherche à enchaîner les prolétaires à la défense de la patrie aux côtés de la «classe moyenne»... et de la bourgeoisie «nationale». Le tout avec une argumentation un peu alambiquée mais finalement classique chez les socialistes nationalistes qui veulent présenter la guerre impérialiste comme une «guerre révolutionnaire» (Orwell) : *«les prolétaires, en tout cas en Angleterre, sentent qu'ils ont une patrie»* mais, ajoute-t-il, *«la classe ouvrière, contrairement à la classe moyenne, n'a aucun sentiment impérialiste et n'aime pas la grandiloquence patriotique»* (*Ecrits politiques*, idem, p. 122-123)...

Sur ce plan-là, au moins Michéa est fidèle aux enseignements de son maître à penser. Par contre, pour ce qui concerne l'analyse du communisme et du stalinisme, on peut se demander s'il a vraiment lu Orwell.

...et anticommuniste (avec et sans guillemets¹)

Pour ce qui concerne de la période pseudo-«révolutionnaire» des PC (du moins selon l'amnésique Michéa) Orwell écrit en 1941 :

«Entre 1929 et 1934, tous les communistes orthodoxes adhéraient à la croyance que le “social-fascisme” (c'est-à-dire le socialisme) était le véritable ennemi des travailleurs et que la démocratie capitaliste n'était certainement pas préférable au fascisme. Et pourtant, quand Hitler a pris le pouvoir, des dizaines de milliers de communistes allemands – défendant toujours la même doctrine, qui n'a été abandonnée que plus tard – se sont enfuis en France, en Suisse, en Angleterre, aux Etats-Unis ou dans tout autre pays démocratique qui voulait bien les laisser entrer. Leurs actions ont démenti leurs paroles ; ils ont “voté avec leurs pieds”, selon l'expression de Lénine. Et nous nous trouvons ici devant le meilleur atout que la démocratie capitaliste puisse mettre en avant : le sentiment de sécurité relative auquel ont droit les citoyens des pays démocratiques (...)» (*Ecrits politiques*, idem, p. 163-174).

Dans le même texte, Orwell ne se contentait pas de condamner la «troisième période» de l'Internationale communiste, il condamnait le communisme léniniste et stalinien dont son disciple actuel n'a jamais tiré un bilan sérieux tout comme ses ex-camarades du PCF :

«Dès le début, le communisme a été une cause perdue en Europe occidentale, et les partis communistes de divers pays ont rapidement dégénéré pour n'être que des agences publicitaires du régime russe. Dans cette situation, ils ont été obligés non seulement de changer leurs opinions

¹ Puisque Orwell est à la fois un critique souvent perspicace du stalinisme mais aussi un réformiste social-chauvin tantôt naïf tantôt retors.

de fond en comble à chaque variation de la politique russe mais également d'insulter tous les instincts et toutes les traditions de ceux qu'ils essayaient de diriger.»

Michéa, qui fait l'apologie des traditions du mouvement ouvrier et nous présente le PCF comme son gardien le plus vigilant, ne peut évidemment ni citer ce texte ni en tirer les conséquences qui s'imposent.

Continuons notre lecture : «Après une guerre civile, deux famines et une purge, leur patrie adoptive s'était installée dans un régime oligarchique, avec une très rigide censure des idées et le culte servile d'un führer.» Pour Orwell, Staline était un oligarque, un «führer», terme pas du tout anodin dans ce texte écrit en 1941. «Au lieu de faire remarquer que la Russie était un pays arriéré dont nous pouvions apprendre quelque chose mais que nous ne devons pas essayer d'imiter, les communistes ont été obligés de prétendre que les purges, les “ liquidations ”, etc., étaient des symptômes de santé que toute personne de bon sens aurait voulu voir transférés à l'Angleterre.» Ce texte s'applique évidemment aux staliniens français révéérés par Michéa.

D'ailleurs, même Pierre Daix le reconnut plus honnêtement que tous les intellectuels stalinophiles français actuels et que son propre parti jusqu'à ce jour lorsqu'il écrivit, après avoir répandu d'innombrables calomnies et mensonges dans la presse du PCF pendant des décennies : «*Moi, l'ancien taulard, l'ancien häftling de Mauthausen, j'avais enfoncé dans leur trou ces victimes du régime dont j'avais pris la défense*» (*Dénis de mémoire*, Gallimard, 2008 cité dans *Libération* du 12/11/2014, p. 21). Il faut dire qu'il avait beaucoup à se faire pardonner puisqu'il avait prétendu que les camps soviétiques étaient exemplaires !

Toujours dans le même article de 1941, Orwell poursuit son réquisitoire : «Naturellement, ceux que pouvait attirer une telle croyance et qui y sont restés fidèles après en avoir compris la nature tendaient à être des personnes névrotiques ou malveillantes» (et pas du tout l'incarnation de la «décence commune» que nous chante Michéa), «des personnes fascinées par le spectacle d'une cruauté victorieuse. En Angleterre, elles ne sont pas parvenues à rassembler une masse stable de partisans. Mais elles pouvaient être dangereuses et le sont encore pour la simple raison qu'il n'existe pas d'autre groupe qui se dise révolutionnaire.»

Dans ce texte, qui pourrait avoir été écrit par n'importe quel anticommuniste de droite (mais que nous citons longuement puisque Michéa et certains libertaires ont construit un mausolée radical en l'honneur d'Orwell), l'auteur de «1984» pointe, avec raison, vers le

principal problème que pose le stalinisme : le fait qu'il se soit prétendu et se prétende encore «révolutionnaire».

Et Orwell de conclure en avril 1941¹ : «Ceux qui sont mécontents, qui veulent renverser le système social existant par la force et qui veulent s'intégrer à un parti politique engagé dans cette voie, doivent rejoindre les communistes : en effet il n'y a rien d'autre.» (Sur ce point, Orwell exprime, du moins en 1941, son mépris pour les minuscules forces révolutionnaires – anarchistes, communistes de gauche, etc. – qui existaient encore à cette époque). «Ils n'atteindront pas leurs buts, mais ils aideront peut-être Hitler à atteindre les siens.»

Une telle analyse oblige à prendre parti (ce à quoi se refuse Michéa et on comprend pourquoi) :

– soit on range Orwell dans la catégorie des intellectuels anticommunistes de droite (ou, plus gentiment, des «intellectuels libéraux» ou des «démocrates radicaux») et on assume sans complexes cette position (ce que se gardent bien de faire les thuriféraires libertaires ou «de gauche» d'Orwell) ;

En effet, dans «Patriotes et révolutionnaires» (*Ecrits politiques, idem*, p. 119-134), Orwell enfile toutes les perles de l'anticommunisme primaire : une révolution prolétarienne se ferait automatiquement au détriment de la «classe moyenne des techniciens» et aboutirait à la dictature de l'Etat géré par les méchants ouvriers aux mains calleuses²... On croirait lire *Le*

¹ L'attaque de l'Allemagne nazie contre l'URSS ne se déroula que le 22 juin 1941 et le pacte germano-soviétique conclu le 23 août 1939 permit aux Etats allemand et russe d'envahir un certain nombre de territoires – Pologne, Finlande, Roumanie, Pays baltes –, d'imposer leur dictature aux populations qui y vivaient et à Staline de livrer à Hitler des communistes allemands et autrichiens.

² N'en déplaise aux démocrates radicaux d'hier comme d'aujourd'hui, une révolution ne peut satisfaire les intérêts de toutes les classes du «peuple». Une partie des membres de la petite bourgeoisie traditionnelle (en déclin) mais surtout de la nouvelle petite bourgeoisie salariée (ce que Alain Bihl appelle la «classe de l'encadrement» ou ce que Michéa appelle les «nouvelles classes moyennes urbaines») devront certainement abandonner leurs privilèges et surtout leur pouvoir liés à leur position hiérarchique ou à leur maîtrise des connaissances techniques et scientifiques. La «révolution des 99%» contre les «1%» n'est qu'un mythe fabriqué et propagé justement par ces membres des fameuses «classes moyennes urbaines» qui ne veulent surtout pas d'une révolution sociale car celle-ci toucherait à leur pouvoir symbolique et matériel.

Figaro ! Et ce sont ces platitudes, dignes des sociaux-démocrates du XIX^e siècle comme Bernstein ou Jaurès, que Michéa nous présente comme des nouveautés indispensables pour repartir sur de nouvelles bases et permettre «la sortie du capitalisme» au début du XXI^e siècle !

– Soit on prend conscience que les discours sur la «décence commune», loin d’être une avancée pour une indispensable réflexion éthique chez les apprentis «révolutionnaires» actuels, ne sont que l’expression d’une pensée politique molle, réformiste, aisément récupérable par la droite anticommuniste comme par la gauche réformiste¹, et même pas digne des «socialistes utopiques» les plus radicaux. Et dans ce cas Michéa serait obligé de remettre en cause son apologie d’Orwell et surtout son propre engagement au PCF dans les années 1968-1976². Il préfère donc dissimuler cet aspect de la réflexion politique de son maître à penser ou le travestir.

La politique contre-révolutionnaire de l’Internationale communiste

Rappelons que la ligne politique du Komintern que Michéa admire tellement entre 1928 et 1934 se traduit (entre autres):

– en Russie par l’extermination d’environ trois millions de paysans ukrainiens affamés par le régime pseudo «soviétique» qui souhaitait imposer la collectivisation des terres et la suppression des petites exploitations individuelles (en clair, la destruction de la petite paysannerie traditionnelle dont Michéa célèbre les vertus, la décence, l’amour de la terre, les traditions) le tout au service d’une accumulation primitive à marches forcées et en vue d’une industrialisation intensive – phénomènes que dénonce Michéa en Europe mais pas quand il s’agit de l’URSS ou de la Chine³. Soulignons aussi que cette collectivisation et cette industrialisation

¹ Même dans sa période «radicale» (Lettre à Amy Charlesworth, 1937, idem, p. 72), Orwell trouve le moyen d’écrire que les travailleurs «devraient se cramponner à toutes les bribes de pouvoir entre leurs mains, qu’il prenne, comme en Angleterre, la forme d’institutions démocratiques ou parce que, comme en Espagne au début de la guerre, les ouvriers ont pris les armes et ont saisi certains moyens de production»... Affirmer que les ouvriers anglais détenaient «des bribes de pouvoir» entre leurs mains dans les années trente, c’est vraiment se foutre du monde !

² C’est du moins ce qu’affirme un article de Paul-François Paoli qui lui tresse des louanges dans *Le Figaro*, <http://www.lefigaro.fr/livres/2006/07/20/03005-20060720ARTFIG90283-jean-claude-michea-1-incorruptible.php>.

³ Surfant sur la mode anti-industrialiste et anti-technologique actuelle (mode répandue dans les milieux de la nouvelle petite bourgeoisie que Michéa dénonce comme des suppôts du «néolibéralisme» mais qui

criminelles furent soutenues sans réserves par le très «révolutionnaire» PCF (dixit Michéa) sans compter l'envoi dans les camps de travail de Sibérie de milliers de cadres staliniens récalcitrants (qualifiés de «contre-révolutionnaires») et de dizaines de milliers de petits paysans dont le sort est si cher au chantre de la «décence commune» ;

– en Allemagne par une dénonciation tellement sectaire de la social-démocratie allemande et une ignorance telle du danger nazi qu'elle empêcha toute alliance entre ouvriers staliniens et ouvriers socialistes contre Hitler, au nom de la théorie du «social-fascisme» (la social-démocratie et le fascisme sont des frères jumeaux) et de l'imminence de la révolution communiste en Allemagne¹. Et surtout au nom d'un cynisme géopolitique particulièrement développé chez Staline et sa clique de bureaucrates serviles. Et c'est le même Michéa qui nous explique qu'il faudrait aujourd'hui tendre la main au «petit peuple de droite» des artisans, des paysans, et des petits salariés des PME !

Cette ligne suicidaire du Komintern se traduit par bien d'autres crimes politiques que nous ne rappellerons pas ici mais dont n'importe quel lecteur «décent» peut prendre connaissance à condition de ne pas faire confiance aux camouflages de Michéa.

Ces rapides rappels historiques et ces citations d'Orwell mettent en évidence les mystifications propagées par Michéa et partagées par ses fans libertaires ou de gauche. Ses raisonnements confus complètent d'ailleurs parfaitement le grand décervelage entrepris par les programmes de l'Education nationale en matière d'histoire du mouvement ouvrier, de l'anarchisme et du socialisme (décervelage que notre philosophe dénonce

constituent la plus grande partie de ses lecteurs et lectrices), notre philosophe amnésique est évidemment gêné aux entournures car l'industrialisme a toujours été un credo du parti «communiste» auquel il a appartenu et dont, d'interview en interview, il ne cesse de vanter les mérites passés (ce passé étant parfois très proche puisque Michéa reprend encore à son compte de nombreuses stupidités proférées après 1968 par le parti stalinien français, cf. «A propos du réac Jean-Claude Michéa, des Editions l'Echappée et de leur "vigilance"... en carton pâte», *op. cit.* et aussi «Cours plus vite, Orphée, Michéa est derrière toi» <http://lherbentrelespaves.fr/index.php?post/2013/04/11/Cours-plus-vite-Orph%C3%A9e%2C-Mich%C3%A9a-est-derri%C3%A8re-toi-!>

¹ Cf. «Pourquoi le SPD et le KPD furent-ils autant désarmés face à l'antisémitisme nazi» (*Ni patrie ni frontières* n° 44/45) qui aborde une des conséquences de la «troisième période» dont Michéa fait l'apologie.

bien sûr, lui aussi, en bon militant de la confusion, sans jamais en indiquer précisément le contenu).

D'une présentation grotesque du populisme américain....

Il est impossible de terminer ce compte rendu sur quelques-unes des affirmations péremptoires¹ relevées dans *Les Mystères de la gauche* sans relever sa présentation falsifiée du People's Party américain et dénoncer les propos xénophobes de Michéa. Les deux questions sont liées puisque le People's Party (seulement mentionné rapidement par Michéa, mention qui fait quand même fonction d'argument d'autorité) fut un parti fondamentalement antisémite, raciste, ségrégationniste et xénophobe. Ce point est développé dans l'annexe qui suit ce texte.

...à un discours xénophobe

Nous terminerons cet article en évoquant les attaques venimeuses que lance le sieur Michéa contre les travailleurs immigrés² et ceux qui les soutiennent. Tel un vulgaire Eric Zemmour (qui n'hésite pas lui aussi à citer Marx pour dénoncer la mondialisation et ses effets sur le niveau de vie des travailleurs français) ou comme n'importe quel technocrate gestionnaire de l'immigration aux Pays-Bas, notre philosophe établit une différence entre les «travailleurs indigènes» et les «travailleurs immigrés». Les gestionnaires néerlandais et européens des flux migratoires utilisent les concepts d'«autochtones» et d'«allochtones», mais ils partent de la même construction arbitraire et imaginaire : la nation, qui n'a rien de «naturel» contrairement à ce que prétend Michéa lorsqu'il évoque les «racines», les «traditions», «l'amour de la terre», les «structures d'appartenance première» (les «communautés humaines» : «famille», «tribu», «nation», «pays d'origine») comme des phénomènes anhistoriques, consubstantiels à un peuple dont l'essence serait éternelle tout comme le pense son maître Orwell.

Contrairement à Zemmour qui cite Marx à l'appui de ses thèses, Michéa n'affirme pas (du moins pas encore) que la présence des femmes sur le marché du travail ferait baisser le niveau des salaires des travailleurs masculins. Il se contente pour le moment d'opposer les travailleurs français

¹ Nous ne les mentionnons pas toutes, mais puisque Michéa vante «l'excellent site Ragemag», nous conseillerons comme antidote minimal la lecture du site <http://ragemagreac.tumblr.com/> pour ses articles qui démolissent les banalités réactionnaires proférées par les disciples de Michéa...

² Cf. «Les dix commandements du petit xénophobe "radical"» (*Ni patrie ni frontières* n° 42/43). Ce texte tente d'analyser les formes que peut prendre la xénophobie quand elle contamine la pensée de certains «ultragauches».

aux travailleurs immigrés en attaquant «*les syndicats de la fonction publique*» (et donc aussi les fonctionnaires de gauche) qui ne seraient pas conscients «*du privilège aujourd'hui incroyable que d'être à peu près entièrement protégés contre la concurrence de la main-d'œuvre étrangère*» (*Les mystères de la gauche...*, p. 116). Décidément les slogans chauvins du type «Produisons français» propagés par le PCF des années 70 sont toujours bien implantés dans sa tête.

Michéa n'hésite pas à critiquer violemment RESF parce que ce réseau militant serait essentiellement composé de fonctionnaires (ce qui est faux, mais ne serait de toute façon pas infâmant si c'était vrai) : «*De fait, l'existence par exemple, d'un "réseau éducation sans frontières" (ou de toute autre association caritative essentiellement animée par des fonctionnaires) n'a par elle-même rien de très surprenant. Ses membres n'ont presque jamais en effet à assumer personnellement le prix réel de leur bonne volonté humanitaire¹.*» (*Les mystères de la gauche...*, p. 114).

De plus, lui qui se gargarise tant de la solidarité des «gens ordinaires» ne sait visiblement pas reconnaître cette solidarité quand les habitants «ordinaires» se mobilisent dans les quartiers pour soutenir les parents d'enfants scolarisés, les jeunes majeurs arrêtés par la police et enfermés dans les CRA, les familles enfermées dans les centres de rétention ou les Roms traqués par les flics, diffamés par les médias et victimes d'un racisme particulièrement tenace. Finalement, l'ex-professeur Michéa (qui a fait toute sa carrière dans la... fonction publique) a raison de se réclamer d'Orwell : ce penseur «socialiste» se disait sympathisant du parti travailliste britannique, parti qui, comme chacun sait, a toujours déployé tous ses efforts pour discipliner la classe ouvrière et les «gens ordinaires» au service du Capital.

Orwell, de surcroît, faisait l'apologie du Moyen Age, époque durant laquelle (c'est bien connu) il n'existait ni servage, ni esclavage, ni droit de

¹ Affirmation réitérée dans une réunion puisqu'il aurait déclaré selon le compte rendu résumé que présente l'un de ses fans : «Selon lui, l'idée de s'installer en France, pour un travailleur clandestin, dans le seul but de se proposer comme main-d'œuvre à exploiter par le patronat ne constitue pas un projet philosophiquement défendable et qu'il s'agit, en outre, d'une sorte de désertion vis-à-vis de sa collectivité d'origine, à qui son courage et sa force de travail vont manquer. Qu'en croyant faire preuve d'"humanisme", de «"compassion" ou de "générosité" envers les clandestins, en réalité, (...) RESF se fait le complice de l'exploitation par le patronat d'une main-d'œuvre sans défense et de la constitution d'un véritable sous-prolétariat.» <https://lucid-state.org/forum/archive/index.php/t-17043.html>

cuissage des paysannes, ni persécutions religieuses, ni exploitation du travail des enfants : «*Cependant, en tant que mode de vie, le capitalisme n'était pas meilleur que le féodalisme, il était bien pire. La société féodale est peut-être injuste, mais elle est humaine ; l'amour et la loyauté peuvent y exister et pas l'égalité.*» (*Ecrits politiques*, idem, p. 177). Et il affectionnait aussi les clichés sur les «peuples primitifs» : «*Et il ne fait aucun doute que les peuples primitifs, qui n'ont pas été touchés par le capitalisme et l'industrialisme, sont plus heureux que les hommes civilisés. Presque tous ceux qui ont voyagé pourraient le confirmer. Chez les peuples primitifs, en tout cas dans les climats chauds, les visages qu'on voit sont pour la plupart heureux (...)*», (*Ecrits politiques*, idem, p. 178).

La confusion michéo-lascho-orwellienne ne fait que renforcer, dans le champ intellectuel et dans les médias de droite comme de gauche qui répercutent ces thèses réactionnaires¹, l'offensive que mènent la droite et l'extrême droite en France et en Europe. Les scribouillards ou les intellectuels qui servent la soupe au Front national, d'Alain de Benoist à Alain Finkielkraut, d'Alain Soral à Eric Zemmour, ne peuvent que se réjouir d'avoir «à gauche» (quoiqu'il s'en défende) un allié qui diffuse les mêmes thèmes qu'eux –Travail (Métier)/Famille/ Patrie (Nation) – en les recouvrant d'une couche de chantilly pseudo «socialiste».

Y.C., *Ni patrie ni frontières*, mars 2015

¹ A ce sujet, on lira avec profit le dernier livre de l'anthropologue Jean-Louis Amselle, *Les nouveaux rouges-bruns. Le racisme qui vient*, Lignes, 2014. Et notre recension de cet ouvrage dans ce numéro.

Annexe :

Une falsification exemplaire de l'histoire du populisme américain

J.-C. Michéa présente le People's Party des années 1891-1908 comme un parti prônant «la sortie du capitalisme» (*Les mystères de la gauche...*, p. 27) tout comme d'ailleurs les populistes russes de la Narodnaïa Volia. Il mentionne le caractère anticapitaliste de cette organisation comme s'il s'agissait d'une évidence, d'une donnée incontestable et ne s'attarde évidemment pas sur cette affirmation abracadabrantesque. Ce procédé nous offre l'occasion d'illustrer son ignorance de l'histoire américaine et la façon dont il manipule les nombreux lecteurs qui font confiance à son érudition.

Cette bévue grossière provient peut-être de sa lecture des ouvrages de Christopher Lasch, mais plus vraisemblablement d'un article de Serge Halimi paru en 1996 dans *Le Monde diplomatique*, texte reproduit ou pompé dans toutes sortes de blogs comme une référence «incontournable». Or deux misérables citations «radicales» de dirigeants du People's Party ne permettent nullement d'élaborer une analyse sérieuse du populisme américain et de le replacer dans son contexte historique ! Même la notice en anglais de Wikipedia sur le People's Party vous en apprendra davantage ! On pourra vérifier la prétendue radicalité anticapitaliste de cette organisation en consultant son programme : <http://www.wwnorton.com/college/history/eamerica/media/ch22/resources/documents/populist.htm> ou en lisant cette petite notice d'une université de Géorgie : <http://www.georgiaencyclopedia.org/articles/history-archaeology/populist-party>.

Le People's Party s'allia au Ku Klux Klan dans certains Etats et y soutint des lois ségrégationnistes, tout en tentant de gagner les voix des fermiers noirs dans d'autres Etats... sans les intégrer dans ses rangs ; il exigea des wagons de chemins de fer séparés pour les Noirs, défendit l'adoption de lois racistes contre les immigrants chinois et présenta des candidats partisans de la suprématie blanche lors de certaines élections. Il diffusa une propagande antisémite fondée sur la dénonciation constante de «Shylock». (Même si l'historien Charles Postel considère cette expression plus «métaphorique» qu'incitatrice à des actes violents contre les Juifs, on peut se montrer sceptique sans pécher par anachronisme...). Le terme «Shylock» permettait au People's Party de dénoncer la Banque américaine

qui «suçait le sang» des contribuables et des petits fermiers, tout en dominant l'économie, et cette banque était fréquemment associée à des financiers juifs. On trouvait dans la presse de ce parti (cité en exemple par Michéa et Halimi !) une propagande raciste contre les Afro-Américains, propagande fondée sur des théories eugénistes et pseudo-scientifiques .

Le programme du People's Party, loin de prôner la «sortie du capitalisme», comme l'affirme mensongèrement Michéa, était au contraire un programme pour mieux réguler le capitalisme, notamment les banques, les chemins de fer et en général les monopoles. S'il avait voulu souligner un aspect positif de ce mouvement (mais à l'évidence, Michéa ne connaît pas l'histoire et les positions du People's Party), il aurait pu évoquer la participation de centaines de milliers de femmes dans les rangs de cette organisation (un quart de ses membres), comme l'a montré le livre de Charles Postel, *The Populist Vision*, publié en 2008 (on peut avoir une idée du contenu de ce livre en écoutant les différentes conférences de l'auteur : <http://dig.lib.niu.edu/gildedage/populism/video.html>. Postel aborde de nombreuses questions : rôle des femmes, contexte économique et social, formes spécifiques de militantisme, question raciale, question sociale et syndicale, réformes économiques, rôle de la religion dans le People's Party, etc.)

Ceux qui lisent l'anglais pourront découvrir plusieurs articles de Charles Postel sur le People's Party sur le site : <http://dig.lib.niu.edu/gildedage/populism/essay.html>. Et un débat intéressant autour de son livre avec cinq autres universitaires : https://www.kshs.org/publicat/history/2009spring_miller.pdf

Cet universitaire est le premier à avoir mené une recherche détaillée dans les archives concernant toutes les professions impliquées dans le People's Party et les Farmers Alliances dans tous les Etats américains et aussi le premier à avoir souligné le rôle capital des femmes en son sein. Pour lui, ce courant ne fut ni un mouvement préfasciste, ni un mouvement démocratique-de-base-anticapitaliste, ni même un mouvement aussi traditionaliste que le croient ses thuriféraires ignorants, puisque le People's Party préconisait une modernisation des techniques agricoles, la création de collèges d'enseignement technique agricole, s'intéressait aux développements de la science et à l'évolution des techniques de gestion des entreprises, etc. Postel ne cache pas que ce mouvement idéologiquement multiforme (puisque'il regroupait des athées, des syndicalistes, des membres de sectes religieuses, des patrons réformateurs, des ouvriers, des politiciens, des paysans, des baptistes, des suffragettes féministes, des membres de ligues de moralité, etc.) était complètement en phase avec le «nationalisme suprémaciste blanc» du XIX^e siècle pour qui l'Amérique était d'abord et avant un «pays de Blancs».

Tout cela ni *Le Monde diplomatique*, ni Serge Halimi, ni J.-C. Michéa ne vous le diront car de telles données historiques élémentaires démoliraient la validité de leur argumentation fondée sur une présentation falsifiée de l'histoire du populisme américain, ce courant procapitaliste et social-chauvin, qu'ils essaient de réhabiliter en ces temps de crise internationale du capitalisme et de montée incessante du chômage.

x **Sur**

Les nouveaux rouges-bruns.

Le racisme qui vient

de Jean-Loup Amselle

Jean-Loup Amselle fait partie des rares intellectuels qui se souviennent encore que la société française est structurée en classes sociales aux intérêts divergents et non en communautés religieuses, ethniques, nationales ou raciales. Un des rares à se réclamer de l'universalisme et des Lumières sans tomber dans l'idéologie du «conflit des civilisations».

Ce compte rendu commencera donc par dire en quoi ce livre – dont le ton hésite entre celui du pamphlet et celui de l'analyse pédagogique (pédagogie indispensable en ces temps de régression théorique) – est le bienvenu.

Bienvenu d'autant plus que les confusionnistes (pour notre part nous préférons ce terme à celui de rouges-bruns (1)) pullulent à gauche, à l'extrême gauche et chez les libertaires.

C'est d'ailleurs ce qui constitue l'une des difficultés d'analyser ce qui se passe dans le champ intellectuel et dans les différents courants dits anticapitalistes. Dans une interview récente, l'antisémite Jean Bricmont se demande avec une fausse naïveté ce qu'il y a de commun entre lui, Dieudonné, Soral, Chomsky, Chouard, Michéa, Lordon, les Indigènes de la République et quelques autres prétendus «anti-impérialistes» d'(extrême) droite et d'(extrême) gauche.

Le livre d'Amselle répond en partie à cette (fausse) question de Bricmont.

L'auteur décortique rapidement les idéologies identitaires fondées sur le «primitivisme» (idéalisation des sociétés dites primitives, sous domination coloniale ou néocoloniale ; et idéalisation de la paysannerie du Nord comme du Sud). C'est sans aucun doute la partie la plus intéressante de ce livre. Comme il l'écrit : «*Le primitivisme, sous la forme d'un populisme de l'autochtonie, est donc un schème de pensée éminemment malléable et, à ce titre, il peut être aussi bien récupéré par l'(extrême gauche) que par l'(extrême) droite.*»

L'auteur explique très justement que les «rouges-bruns» sont en grande partie une création des médias et qu'ils leur fournissent sans arrêts des tribunes.

Il se livre aussi à une critique des notions de peuple (2), ethnie, race, groupe, nation, communauté, diaspora, etc., analyse fort utile mais qui nous

laisse sur notre faim. Car si Amselle expose les dérives possibles (ou inévitables) de l'usage de ces notions, il ne nous explique pas quelles notions lui sembleraient plus adéquates.

Il sympathise avec le point de vue de Shlomo Sand sur l'«invention du peuple juif» (point de vue pas vraiment original puisque tous les peuples ont été «inventés»), mais ne nous explique ni comment qualifier les habitants d'Israël (anciens «autochtones» ou nouveaux immigrants) ni comment qualifier les Juifs et les juifs de la «diaspora» qui se sentent des liens privilégiés avec les habitants juifs de l'Etat d'Israël.

Plus grave, il semble approuver les résolutions de la conférence de Durban sans nous expliquer sur quel point. Il faut écouter son débat avec Luc Ferry sur France Culture pour découvrir que selon lui Israël serait un Etat colonial (serait-ce le seul sur cette planète ?), une société d'apartheid (même question), que les «sionistes» sont une des causes de l'antisémitisme, etc. Bref des réflexions particulièrement douteuses... Qui sont d'ailleurs contradictoires avec ce qu'il écrit p. 266 dans *L'Occident décroché. Enquête sur les postcolonialismes*, Stock, 2008 : «*que l'Etat israélien soit colonial de fondation et de fonctionnement qui le nierait (...) mais est-ce vraiment la question alors que pas une fois dans ce livre (celui de Badiou, Y.C.) n'est affirmé le droit à l'existence d'Israël ?*»

Enfin, il évoque son identité de «judéo-marxiste originaire de la capitale» pour ridiculiser/relativiser la notion d'identité, mais il emploie plusieurs fois l'expression «notre pays» et va même jusqu'à envisager un bon protectionnisme en ces termes «*non pas qu'il faille être systématiquement hostile au protectionnisme et au souci de défendre l'économie de notre pays*». Quand un auteur met l'adjectif républicain à toutes les sauces (Amselle évoque à plusieurs reprises l'«universalisme républicain») et emploie une expression comme «notre pays», c'est bien qu'il reconnaît une certaine validité à la notion de nation. A moins qu'il ne s'identifie à l'Etat du pays où il vit, ce qui serait tout aussi réactionnaire.

Pourquoi y aurait-il une nation française et pas une nation israélienne ? Un peuple français et pas de peuple(s) juif (s) ou de peuple israélien ? Pourquoi aurait-il le droit d'écrire «notre pays» et pas un Israélien ? Mystère. La condamnation du nationalisme (du patriotisme ou du chauvinisme) ne peut qu'être mondiale....

Pour terminer sur une note positive, et c'est suffisamment exceptionnel pour le souligner, Amselle est l'un des rares intellectuels français à dénoncer sincèrement ET l'antisémitisme et l'islamophobie (pour ma part je préfère le terme de «racisme antimusulmans»). L'un des rares à ne pas vouloir hiérarchiser les oppressions et les discriminations au détriment ou en faveur de telle ou telle communauté. L'un des rares à remettre en cause la racialisation opérée par le Front national, les intellectuels multiculturalistes, les Indigènes de la République, certains groupes

d'extrême gauche, les intellectuels nationaux-républicains (Taguieff, Debray, Finkielkraut), et à en montrer les effets délétères.

Là encore, petit bémol : s'il critique la pseudo théorie du «racisme anti-Blancs» il semble croire que ce pseudo-racisme, à force d'être martelé dans les têtes, aurait acquis une consistance réelle («le "racisme anti-Blancs", miroir du racisme anti-Noirs et anti-Arabes est bien et bien devenu une réalité dans notre pays»). On ne comprend pas s'il veut dire que ce mythe s'est considérablement développé ou si les «petits Blancs» seraient discriminés par les «non-Blancs».

Un livre très utile, donc, mais (sans doute parce qu'il a été écrit «dans l'urgence (3)» selon l'aveu même de son auteur), un ouvrage qui nous laisse sur notre faim car il recèle quelques contradictions non résolues. Espérons que Jean-Loup Amselle saura nous expliquer de façon plus détaillée ses points de vue, dans un prochain livre, sur les questions qu'il aborde. En attendant, on pourra écouter sur France-Culture plusieurs de ses interviews (4) ou lire ses livres précédents, notamment *Rétrovolution. Essais sur les primitivismes contemporains* (2010) et *L'Occident décroché. Enquête sur les postcolonialismes* (2008), tous deux publiés chez Stock.

Y.C., 16/11/2014

P.S. *Les nouveaux rouges-bruns* de Jean-Loup Amselle a été édité par Lignes, en 2014, 116 pages, 14 €

NOTES

1. Sur ce sujet, un texte essaie de traiter cette question par l'humour «Fiche technique : comment reconnaître un rouge-brun» (<http://reflets.info/fiche-technique-comment-reconnaitre-un-rouge-brun/>). Cet article permet aussi de réfléchir et de débattre même si je ne partage pas le point de vue de l'auteur et du site, un peu trop «citoyennistes» à mon goût. Mais nul n'est parfait... Les réactions qui suivent l'article sont aussi intéressantes à lire que le texte car elles prouvent (malheureusement) l'étendue du confusionnisme actuel, notamment sur les réseaux sociaux, et montrent à quel point les internautes qui consultent ce site sont plutôt réac tout en se croyant de gauche...

2. La revue et les éditions *Ni patrie ni frontières* ont abordé cette question à plusieurs reprises. On pourra consulter

– «Culture, nation, ethnie, nationalisme : du flou et du moins flou de quelques définitions» extrait d'un livre de Karim Landais que nous avons édité (*Anarchisme, nation, identité, culture- Régionalisme, nationalisme et*

anarcho-indépendantisme». On peut le télécharger sur le site ou en commander une version papier comme tous les numéros de la revue) ;

– «Banlieues :La racialisation des questions sociales mène à une impasse» (*Ni patrie ni frontières* n° 21/22) ;

– «Race, culture, peuple, racisme, civilisation : quelques définitions provisoires» (*Ni patrie ni frontières* n° 40/41).

– Et évidemment le n° 36/37 de la revue Extrême gauche/extrême droite : inventaire de la confusion

ainsi que «Les dix commandements de la Gauche théocompatible» (*Ni patrie ni frontières* n° 23/24 et «Les 6 péchés capitaux de la Gauche identitaire postmoderne» (*Polémiques et antidotes contre certains mythes et mantras gauchistes*, Compil' n° 6).

3. Autre exemple : ses réflexions sur l'interprétation antifasciste de l'assassinat de Clément Méric sont particulièrement obscures et auraient mérité d'être développées pour éviter toute ambiguïté...

4. On trouve la liste de ses interventions ici : <http://www.franceculture.fr/personne-jean-loup-amselle.html>. Il explique le contenu de son dernier livre ici : <http://www.franceculture.fr/emission-la-suite-dans-les-idees-la-zemmourisation-de-l-espace-public-2014-11-08>

Sur *La dignité des travailleurs* de Michèle Lamont

Dans ce livre, Michèle Lamont compare le racisme en France et aux Etats-Unis chez les «travailleurs» de ces deux pays.

Elle part d'une hypothèse intéressante : le racisme (et de façon plus générale l'idéologie réactionnaire) serait, en quelque sorte, un plus, un élément idéologique important pour les travailleurs qui leur permettrait de renforcer à la fois :

– leur identité de prolétaires qui ont peu de chances de sortir de leur classe, pour rejoindre les rangs de la petite bourgeoisie et encore moins de la bourgeoisie ; ils sont condamnés à «survivre» toute leur existence et ont donc besoin d'un fortifiant idéologique ; ils ont besoin de se sentir supérieurs non seulement aux plus pauvres qu'eux et de la même couleur mais aussi à ceux qui sont d'une autre couleur qu'eux et travaillent à leurs côtés ; et cette supériorité n'est pas simplement considérée comme biologique mais aussi comme morale. Dimension éthique dont certains éléments leur permettent de se sentir également les égaux des classes supérieures, voire même supérieurs aux dominants.

– leur identité de classe : les prolétaires travaillent activement à délimiter les contours de leur classe, à partir d'idées réactionnaires (d'habitude les marxistes pensent que c'est le Parti, ou les groupes révolutionnaires, ou la lutte des classes qui créent la conscience de classe...). Ils peuvent avoir conscience d'être relativement exploités, tout en étant réactionnaires. En clair, leur conscience de classe ne les rend pas révolutionnaires. Paradoxe intéressant qui va aussi à l'encontre de toutes les théories situ, post-situ, ou sur la société de consommation qui prétendent que la classe ouvrière adopte les idées, les valeurs de la petite bourgeoisie ou de la classe moyenne. Lamont établit une différence entre leurs désirs financiers (petits bourgeois) et leurs valeurs (prolétariennes réactionnaires). Ces valeurs prolétariennes réactionnaires concernent autant le travail, que la vie de famille, la sexualité, la morale personnelle, les rapports hommes-femmes, la sécurité et l'ordre dans la cité, etc.

– leur identité nationale : le racisme leur permet de s'identifier à la politique extérieure de leur Etat. Ils sont donc «grandis» par les performances de leur armée, les guerres que mènent leur Etat, l'auteur aurait pu ajouter les exploits sportifs des équipes nationales, etc.

Lamont ne cherche pas à démontrer que les arguments racistes sont faux (sauf de temps en temps dans quelques notes) ; elle tente de montrer qu'ils

sont efficaces, qu'ils ont une utilité pour ceux qui les propagent, en dehors de toute adhésion à un groupe politique raciste (du moins chez les ouvriers qu'elle interviewe aux Etats-Unis).

Ces hypothèses ouvrent des perspectives très utiles pour le travail militant, qu'il soit antiraciste ou pas d'ailleurs. Elles devraient nous inciter à ne pas simplement nous demander si l'autre a «tort» (dans ce cas précis, c'est évident) mais aussi nous demander quelle est l'utilité, pour lui ou pour elle, en tant que membre de la classe ouvrière ; de défendre telle ou telle idée réactionnaire.

Michèle Lamont cherche à établir aussi les points communs et les différences qui structurent les deux composantes de la classe ouvrière : Noirs/Blancs aux Etats-Unis ; Gaulois/Nord-Africains en France, dans leurs rapports avec les autres classes.

Cela dit, son travail souffre de certaines limites.

1. Lamont analyse toujours le racisme en fonction des opinions des ouvriers mais pas des conséquences institutionnelles de ce racisme individuel ou collectif. Elle n'analyse jamais le lien entre ces opinions individuelles et les privilèges accordés, théorisés, défendus par les institutions qu'elles soient ouvertement racistes ou pas d'ailleurs. C'est pourtant un apport important des Américains (à commencer par les Black Panthers) d'avoir mis l'accent sur le racisme institutionnel, (cf. l'article à ce sujet dans *Ni patrie ni frontières* n° 21-22).

Ou alors quand elle parle (sans mentionner le mot) du racisme institutionnel, elle établit des comparaisons absurdes puisqu'elle compare les lois ségrégationnistes qui ont eu cours jusque dans les années 60 du XX^e siècle aux Etats-Unis avec le Code noir en France qui avait disparu depuis deux siècles.

2. Elle confond en France systématiquement immigrés, musulmans, «beurs» et Nord-Africains. Pourtant elle indique qu'une forte minorité des Nord-Africains ne se réclament d'aucune religion, et qu'une majorité de ceux qui se disent musulmans ne sont pas pratiquants.

3. Elle confond racisme anti-Arabes (ou anti-Kabyles ce qui n'est pas du tout la même chose) et racisme antimusulmans.

4. Sur la question de l'assimilationnisme républicain français, elle oublie d'évoquer la chasse aux rouges et aux anarchistes aux Etats-Unis (accusés avant tout d'être des étrangers) un peu avant, pendant et après la première guerre mondiale. C'est ce qui explique l'écrasement du mouvement anarchiste, des IWW et du socialisme américain à l'époque.

Une grande partie des dirigeants ou théoriciens étaient des immigrés allemands, italiens, etc. Et ils ont été calomniés, emprisonnés ou éliminés physiquement en tant qu'étrangers, « anti-américains », indignes de vivre et travailler en Amérique. Et elle oublie également de mentionner l'anticommunisme puis le maccarthysme jusqu'à aujourd'hui.

Il existe bel et bien une pression assimilationniste très forte fondée sur le nationalisme, un chauvinisme délirant, une référence prédominante à la religion et à l'anticommunisme aux Etats-Unis. Sans compter (ce qu'elle dit elle-même des ouvriers américains) cette idée que leur pays défend la démocratie ailleurs y compris par la force. Si tu es athée, antichauvin et hostile aux interventions de ton pays, c'est vraiment difficile de vivre aux Etats-Unis (cf. il suffit de voir les accusations contre Obama accusé d'être anti-américain simplement parce qu'il n'arbore pas le drapeau sur son veston – que dire alors d'un gauchiste ou d'un anarchiste américain !). Le multiculturalisme américain (ou ce que la traductrice appelle bizarrement le communalisme) n'est qu'une version soft de la ségrégation, pas une attitude anti-assimilationniste plus généreuse ou compréhensive que l'assimilationnisme républicain français comme l'auteure semble le croire.

Si l'on regarde justement ce dont les Français sont le plus fiers ce sont le plus souvent ce que leur ont apporté des étrangers : de Louis XIV qui demanda à l'Italien Lulli de créer une musique nationale française à Césaire apôtre de la négritude récupéré par toute la classe politique française, en passant par François I^{er} qui fit construire les châteaux de la Loire en faisant appel à des architectes italiens, et toute la vie artistique (peinture, musique, danse, sculpture), au XX^e siècle qui est liée à la présence d'une très forte proportion d'étrangers qui ont contribué au rayonnement culturel de la «France». Y compris dans la variété et la musique populaire : Aznavour, Montand, Piaf, etc.

Quand Lamont affirme que la France n'a rien d'équivalent au rêve américain à proposer aux étrangers qui viennent chez elle et qui veulent grimper dans l'échelle sociale, ce n'est pas exact, surtout sur le terrain culturel, sportif et artistique qui constitue un des éléments du nationalisme français de gauche et même de droite.

Le fait que les groupes de rap français ne soient pas mono-ethniques montre que même chez les plus apparemment «anti-Français» un certain universalisme existe.

Par contre, elle a raison d'expliquer que le discours républicain, aveugle aux couleurs (*color blind*), le fait de refuser de parler de race, peut n'être qu'un vernis superficiel, qui cache des sentiments racistes traditionnels identiques à ceux qui s'expriment sans complexe aux Etats-Unis et qui ont une base pseudo biologique et non culturelle ou religieuse.

5. Lamont se polarise beaucoup (trop) sur le Front national mais sans doute est-ce lié à l'époque où elle a écrit son livre (2002) et surtout aux

gens qu'elle a interviewés (curieusement il n'y a aucun ouvrier d'extrême droite chez ceux qu'elle a rencontrés aux Etats-Unis, alors que ce ne sont pas les groupes racistes militants, y compris armés, qui manquent en Amérique). Ils ont quand même fait sauter un immeuble entier du FBI avec le personnel à l'intérieur tuant plus de cent personnes ! Le FN, à côté, c'est de la rigolade question utilisation de la violence !

Michèle Lamont prend les propositions politiques du FN un peu trop au sérieux. Je doute que le FN – s'il était arrivé au pouvoir dans un gouvernement de coalition – se serait montré aussi radical que la Ligue du Nord ou même Alliance nationale en Italie. Il aurait été obligé de mettre de l'eau dans son vin. Et elle tient des propos contradictoires sur l'attitude du FN face aux musulmans. Ce qu'elle dit me semble s'appliquer beaucoup plus au MPF qu'au FN. Par contre il est fort possible que l'électeur de base du FN ne fasse pas la différence...

6. Même s'il est vrai que «la France» ne s'est pas pensée comme un pays d'immigration, ce n'est plus le cas depuis vingt ans – sinon on ne comprendrait pas la Cité de l'immigration, le Conseil consultatif du culte musulman, ni l'élection de Sarkozy en 2007 qui se présenta lui-même comme un «immigré» pendant sa campagne électorale, la présence de Dati, Yade, et Amara dans son gouvernement.

Ce qui est sans doute vrai c'est que cette constatation est beaucoup plus partagée par la petite bourgeoisie intellectuelle, la bourgeoisie, et la classe politique (en tout cas à droite, à gauche ce n'est pas vraiment le cas pour le moment, cf. les gens du CRAN par exemple qui ont cherché leur voie à gauche puis se sont tournés vers la droite) que par la classe ouvrière. Mais les choses sont en train de bouger.

7. Michèle Lamont affirme qu'il n'y a pas une forte ascension sociale chez les descendants des immigrés d'Afrique du Nord. Il me semble au contraire qu'il existe une bourgeoisie et une petite bourgeoisie. Sinon on ne comprend pas les Indigènes de la République, leur fraction la plus bruyante, mais aussi tous ces hommes et ces femmes «issus de l'immigration» qui tentent de faire carrière dans les partis politiques, qui créent des entreprises, etc. Ce qu'il y a de sûr c'est qu'ils doivent montrer patte blanche, c'est le cas de le dire : tenir un discours citoyeniste, national-républicain. Mais finalement c'est aussi ce que fait Obama aux Etats-Unis...pour être accepté par l'électorat blanc démocrate. Je ne vois donc pas de différence abyssale entre les deux sociétés.

7) Michèle Lamont décrit le racisme en France, mais n'évoque jamais des couples mixtes d'un point de vue religieux comme «ethnique». Et pour

cause ; 4 % des Noirs américains se marient en dehors de leur communauté au bout de trois siècles. Contre près de 40 % chez les Algériens ou Algériennes vivant en France au bout d'une génération.

Elle oublie de dire que le multiculturalisme s'oppose aux mélanges et au métissage au nom de la préservation de la «culture» de chacun.

Par contre, à mon avis les mariages mixtes sont beaucoup plus rares chez les Africains que chez les Nord-Africains. Car le racisme anti-Noirs a une base pseudo biologique très forte en France, contrairement à ce qu'elle affirme. Je serais donc moi beaucoup plus pessimiste qu'elle sur «l'intégration» ou «l'assimilation des Africains» en France. Mais évidemment ce sont des questions à creuser.

Elle est visiblement mal informée, y compris sur les préjugés racistes en France : elle explique que les Français racistes croient que les Arabes crachent dans la rue parce qu'ils sont musulmans, or les Portugais le font depuis des décennies et ils sont catholiques, tout comme les Indiens et ils sont hindouistes ! Elle explique que la haine contre les Nord-Africains est liée à leur religion, visiblement elle ne connaît rien de la propagande anti-italienne et anti-polonaise de la droite et de l'extrême droite pendant des décennies.

Malgré ces quelques réserves secondaires, il faut absolument lire ce livre très riche de Michèle Lamont.

Y.C.

La dignité des travailleurs, Exclusion, race, classe et immigration en France et aux Etats-Unis, Presses de Sciences Po, 2002

Sommaire

De l'opportunisme vis-à-vis des religions : regards croisés sur un pamphlet calamiteux	3
Le jésuite Pierre Tevanian est un militant de la confusion gauchiste postmoderne	5
Émancipation socialiste et religion : Une rupture d'héritage, d'idées et de langage ? Lecture critique de Pierre Tevanian, <i>La Haine de la religion. Comment l'athéisme est devenu l'opium du peuple de gauche</i> (Christian Beuvain avec la collaboration de Jean-Guillaume Lanuque, Dissidences)	20
Vieux dogmes	37
Trotskistes, néotrotskistes et... dinosaures	39
Cinq petites choses que les trotskistes devraient savoir sur les jeunes «anarchistes» d'aujourd'hui	54
Illusions autogestionnaires dans l'édition	61
Stratégies patronales aux éditions Agone (Gilles et Raphaël)	63
Agone, firme capitaliste ou collectif éditorial et militant en crise ? (Denis Becquet, Thierry Discepolo, etc.)	65
Crise d'Agone...ou crise du mythe autogestionnaire ?	68
Deux réactions à cet article	72
Impasses du post-modernisme :	
nation, religion, genre, «race» et classe	73
Recodifier le féminisme à partir de la «race» ? Lecture critique de Felix Boggio Ewanjé-Epée, Stella Magliani-Belkacem, <i>Les féministes blanches et l'empire</i> (Florent Schoumacher avec le concours de Christian Beuvain, Dissidences)	75
L'essentialisme et le problème des politiques identitaires (Ravage Editions)	86
Thèses préliminaires pour une discussion plus approfondie sur l'essentialisme et le problème des politiques identitaires (Lawrence Jarach)	87
Le post-modernisme, nouvel âge de l'obscurantisme (CNT-AIT),	94
Confusion gauchiste, antisémitisme et racisme antimusulmans	99
Quand la gauche se voile la face, l'extrême droite s'exhibe (29 mai 2013)... (Opération Poulpe)	101

Des sionislamistes qui envahissent la France, et autres dangereuses sornettes (Luftmenschen, 18 septembre 2014)	106
Dieudonné «la guerre c'est la paix» et autres saluts nazis non inversés. Dieudonné banni des médias ? Etrange légende dont la diffusion croît parallèlement à son audience dans les mêmes médias (Mémorial98, 14 décembre 2014)	116
Edouard Drumont, maître à penser de Mme Houria Bouteldja : les Indigènes de la Républiques réussissent leur examen d'entrée dans l'extrême droite gauloise (mars 2015)	120
Les effroyables imposteurs du 12 janvier (21 mars 2015)	124
Dieudonné, le fond Dutroux (Memorial98, 6 mai 2015)	130
Traductions	133
Charlie Hebdo vu à travers le prisme déformant d'un certain anti-impérialisme (Barry Finger, 9 février 2015)	136
<i>WorkersWild West</i> , un nouveau journal	146
Pays-Bas : Un doigt d'honneur contre le contrôle des migrations ! (Erik Krebbers, Doorbraak)	148
Mathijs van de Sande : A propos du débat sur le «Zwarte Piet» néerlandais	155
Harry Westerink : Le personnage de Zwarte Piet nous fait revenir plus de 150 ans en arrière	158
Eric Krebbers : La lutte contre le travail obligatoire des chômeurs à Leyde,	163
Eric Krebbers : Contre le «workfare» et le travail forcé pour les chômeurs, 168	
<i>Wildcat</i> : Sur la pratique prolétarienne au sein de la production capitaliste (2012)	172
<i>Wildcat</i> : Points de transition : thèses politiques sur le «nouveau prolétariat» et la reconcentration (2013)	176
Comptes rendus de livres	185
Sur <i>Les Mystères de la gauche</i> : de la manipulation historique chez Jean-Claude Michéa	187
Annexe : Une falsification exemplaire de l'histoire du populisme américain	201
Sur <i>Les nouveaux rouges-bruns. Le racisme qui vient</i> de Jean-Loup Amselle	204
Sur <i>La dignité des travailleurs</i> de Michèle Lamont	208

Publicité : Sommaires des treize premiers numéros de la revue Dissidences.

-N° 1. Révolution, lutte armée et terrorisme. Introduction. Bibliographie. ETA, un terrorisme d'extrême gauche ? Une ébauche de l'histoire du MIL. La Fraction Armée Rouge. La Bolivie post-Guevara. Le Plan Condor : le terrorisme d'Etat contre-révolutionnaire en Amérique latine. Le Weather Underground aux Etats-Unis et la RAF : étude comparative. La stratégie politique des Blacks Panthers après les émeutes de Watts. Terrorisme et trotskisme.

-N° 2. Daniel Guérin. Révolutionnaire en mouvement(s). Présentation. Liens entre la gauche et l'homosexualité dans son autobiographie. D. Guérin et Gérard Hervé. D. Guérin historien de la Révolution française. D. Guérin et l'Union des travailleurs communistes libertaires. D. Guérin et l'émancipation homosexuelle. D. Guérin «pivertiste» : son parcours dans la Gauche révolutionnaire de la SFIO. Anticolonialisme et anarchisme chez D. Guérin. D. Guérin et son étude du fascisme. D. Guérin et le mouvement des travailleurs immigrés en France après 68.

-N° 3. Avant-gardes artistiques et politiques autour de la Première Guerre mondiale. Présentation. Bibliographie. Emile Pouget et Maximilien Luce, animateurs du *Père Peinard* (1889-1900). Félix Fénéon : critique révolutionnaire. Le Futurisme et l'anarchisme. Dadaïsme. Maïakovski. Les Affiches publicitaires françaises face aux avant-gardes artistiques (1918-39). Autour de «La Nuit» de Marcel Martinet. La revue *Clarté* (1919-28). Le tract «La Révolution d'abord, et, toujours» (1925). Nerval et Breton. La première Science-Fiction française (1887-1939) et l'idéologie révolutionnaire.

-N° 4. Mai 68 : Monde de la culture et acteurs sociaux dans la contestation. Présentation. Bibliographie critique. Festival de Cannes. Inscriptions murales et affiches. La revue *Les Cahiers pédagogiques*. Mai 68 et le courant Paysan-Travailleur. Les scientifiques en Mai 68. Socialisme ou Barbarie et Mai 68. La crise de l'École Émancipée (1964-69). La revue *Les Révoltes logiques*. Mai 68 et la Science-Fiction française : naissance d'une littérature révolutionnaire ? Colloques sur Mai 68.

-N° 5. Mai 68 : Aspects régionaux et internationaux. Présentation. Bibliographie. Le mouvement étudiant en Mai 68 à Montpellier. Mai 68 à Besançon. Mai 68 en Vendée. Renouvellement d'une équipe dirigeante :

l'UD CFDT de Saône-et-Loire. Mai 68 en milieu ouvrier : le Châtelleraudais. Les années 60 aux Etats-Unis. Événements de 1969 à Cordoba (Argentine) et à Turin. Syndicalisme et gauche extraparlamentaire en Italie. Mai 68 en Belgique. Pierre Naville en Mai 68. L'Internationale situationniste et Mai 68. Mai 68 dans les revues.

-N° 6. Trotskismes en France. Présentation. Les trotskismes au risque des sciences sociales. Bilan de 35 ans de recherches. 1958 : le tournant lambertiste. Militantisme et Individualité au sein de l'OCI-PCI. Le trotskisme ou «l'éthique de la conviction». Le travail militant ou l'activisme nécessaire à la LCR. La confrontation des habitus militants au sein de la LCR Gironde. Les scissions internes au groupe *Socialisme ou Barbarie*. Le «travail ouvrier» de la LCR et de LO : le cas de Renault-Cléon. La nébuleuse trotskiste ou le pullulement des micro-organisations. Du nouveau pour l'extrême gauche du côté des élections ? La séquence électorale 1995-2008.

-N° 7. La Belgique sauvage. L'extrême gauche en Belgique francophone depuis 1945. Présentation. Bibliographie. Le surréalisme belge. Ernest Mandel. La question de l'entrisme des trotskistes. Le Parti communiste belge. Le parti prochinois en Belgique. Le Mai ouvrier en Belgique. Des clandestins aux sans papiers, 35 de lutte contre les expulsions et l'enfermement. Le «centre social» : une expérience autonome à Bruxelles (1998-99). Interview de Gilles Martin, fondateur d'Aden. La mobilité sociale en URSS : le regard des marxistes dissidents des années trente.

-N° 8. Prochinois et maoïsmes en France (et dans les espaces francophones). Présentation. Écrire l'histoire du mouvement maoïste en France. La Chine maoïste vue par Pierre Souyri. Les Cahiers marxistes-léninistes. Rapports entre maoïstes français et PCF/CGT. Discours maoïste sur le syndicat (de l'UJCM à la GP). Maoïstes et Paysans-Travailleurs. La grenouille, le puits et Alain Badiou. Le maoïsme québécois. Le film «Oser lutter, oser vaincre» de J.-P. Thorn. Notes de lecture.

-N° 9 L'art comme Résistance. Éveil politique et engagement des artistes dans les années 1930. Présentation. Les Progressistes de Cologne. Les peintres communistes allemands dans les années 30. La notion de résistance dans la peinture soviétique. Conformisme et dénonciation dans un film soviétique : Odn. La revue Il Baretto. Les dessins satiriques d'André Masson. Surveillance des spectacles de théâtre et censure avant le Front populaire. Le film documentaire britannique : mettre en scène la réalité. Les artistes tchèques dans la lutte antifasciste. L'exil avorté de Wols au Comité Fry. Aux Etats-Unis : la revue Renaissance et les rencontres à Mount Holyoke College. Notes de lecture.

-N° 10 Musiques et Révolutions XIXe, XXe & XXIe siècles, Présentation. Chanson sociale et sociabilité à Paris (1830-48), Les années

68 en France : la bande son de la révolte. Les chansons des ouvrières en lutte dans les années 68. «Pra nao dizer que nao falei das flores» : devenir d'un chant révolutionnaire brésilien. «Storia di un impiegato» de Fabrizio de André. *Dancehall*, révolution et contestation à la Jamaïque et en Martinique. Underground musical tchèque (années 1970 et 1980. Rock progressif ou rock progressiste, après 68 ? Les Rap de Keny Arkana et Médine. Entretien avec Fred Alpi, chanteur libertaire. Notes de lecture.

-N° 11 Pierre Broué. Un historien engagé dans le siècle. Présentation et notice biographique. P. Broué historien du communisme et du trotskisme. Outsider ou pionnier, militant et universitaire ? Historien du bolchevisme et du stalinisme. P. Broué et la création de l'Institut Léon Trotski. Autour du *Trotski* de Pierre Broué. Broué ou l'histoire contre l'assassinat de la mémoire. *Les Cahiers Léon Trotski* et leurs sommaires. Broué et la discussion sur Cuba. L'action de P. Broué à Grenoble autour de 1968. In *Varia* : Pierre Naville et James Burnham, de la révolution managériale à la critique de la bureaucratie.

-N° 12 Les syndicalismes dans l'horizon révolutionnaire. Présentation. Le syndicalisme révolutionnaire dans l'enseignement entre 1920 et 1944. Le syndicat des travailleurs du bois, bâtiment et ameublement à Bruxelles entre les deux guerres. Syndicalismes révolutionnaires et Front populaire en France. Roger et Yvonne Hagnauer : de la Révolution prolétarienne à la Révolution nationale. Des paysans syndicalistes et révolutionnaires dans les campagnes françaises, des années 1960 au début du XXIe siècle. Les «Bolcheviques blancs» dans les campagnes toscanes 1919-20. Syndicalisme et communisme aux Etats-Unis 1919-29. La Centrale des Travailleurs de Cuba. Le Péronisme syndical en Argentine.

-N° 13 L'historiographie. La décennie 1970 en France, inflexion, retournement, restauration politique ? Présentation. «Changer la vie» : Éléments pour cerner les contours d'un mot d'ordre. Quand nommer scelle un échec ? A propos de la «deuxième gauche». Être de son temps : Conscience historique et temps de l'engagement dans la LCR des années 1970. Plancher d'acier et plafond de verre : La LCR face à l'offensive des nouveaux philosophes. Théorie critique et crise du marxisme : sur une certaine réception française de L'école de Francfort. La philosophie comme politique : Michel Foucault et Louis Althusser. A propos de quelques moments de violence révolutionnaire dans les années 68. Venger Pierre Overney ? Controverse autour d'un mot d'ordre. L'historiographie américaine de la gauche française des années 1970.

On peut se procurer ces numéros de Dissidences auprès de
Jean-Guillaume Lanuque
167 rue La Bruyère
54710 Ludres

au prix de 18 € le numéro pour les n°1, 3, 4, et 5, 19,50 € pour le n° 2, 20 € à partir du n° 6 + 2 € de frais de port par numéro.

Nous tenons aussi à votre disposition la 1^{ère} série de Dissidences-BLEMR (1998-2004), au prix unitaire de :

n° 1 : 2,30 €, n° 2 à 5 : 3,05 €, n° 6 et 7 : 3,80 €, n° 8 à 11 : 4,50 €, et les numéros doubles 12-13 et 14-15, 10 € chacun. 50 € pour la collection complète, frais de port compris.

Depuis septembre 2002

Ni patrie ni frontières a publié

- Revues (photocopiées)

N° 1 : *Sur l'URSS – Élections 2002 – Nouveau Parti «anticapitaliste» – Lutte ouvrière* (2002), 7, 5 €

N° 2 : *Famille, mariage et morale sexuelle* (2002), 7, 5 €

N° 3 : *Que faire contre les guerres ?* (2003), 7, 5 €

N° 4/5 : *États, nations et guerre ; Grèves de mai-juin* (2003), 10 €

N° 6-7 : *Les syndicats contre les luttes ? – Athéisme et religion* (2003), 10 €

N° 8-9 : *Anarchistes et marxistes face à la question juive, au sionisme et à Israël* (2004), 10 € (l'essentiel des textes sont repris dans la compil' n° 1 et de nouveaux articles y ont été ajoutés, cf. infra)

N° 10 : *Religions, athéisme, multiculturalisme, citoyennisme, «islamophobie» et laïcité* (2004), 7, 5 € (l'essentiel des textes sont repris dans la compil' n° 5 et de nouveaux articles y ont été ajoutés, cf. infra), 7,5 €

N° 11-12 : *Terrorismes et violences politiques* (2004), 10 € (l'essentiel des textes sont repris dans la compil' n° 4, et de nouveaux articles y ont été ajoutés, cf. infra)

N° 13-14 : *Europe ? Référendum ? Démocratie ?* (2005), 10 €

N° 15 : *«Quand les jeunes dansent avec les loups» – Tracts – Analyses – Témoignages* (2005), 7, 5 €

N° 16-17 : *«Rêve général» – Tracts, interviews et analyses du mouvement contre le CPE* (2006), 10 €

N° 18-19-20 : *Dieu, race, nation : mythes mortifères* (2007), 10 € (l'essentiel des textes sont repris dans la compil' n° 5, et de nouveaux articles y ont été ajoutés, cf. infra)

- Revues (imprimées)

N° 21-22 : *Offensives réactionnaires : Sarkozy – Blairisme – Banlieues et guérilla urbaine – Trotskistes et obsessions électorales – Questions noires en France* (2007), 10 €

N° 23-24 : *Justice sociale contre démocratie occidentale* (2008), 10 €

N° 25-26 : *Sans-papiers – Venezuela – Précarité* (2008), 10€

N° 27-28-29 *Gauchisme post-moderne – Iran, Israël, Venezuela – Sans-papiers – Insurrectionnisme* (2009) 12 €

N° 30-31-32. *Travailleurs contre bureaucrates (1876-1968)*, 12 € (2010)

N° 33-34-35 *Les pièges mortels de l'identité nationale* (2011), 12€

N° 36-37 *Inventaire de la confusion* (2011), 10 €

- N° 38-39 De l'altermondialisme aux Indignés (2012), 10 €
- N° 40-41 Soulèvements arabes (2012), 10 €
- N° 42-43 Nos tares politiques, tome 1 : social-patriotisme, xénophobie de gauche (2014), 10 €
- N° 44-45 Nos tares politiques, tome 2 : Antisémitisme de gauche (2014), 12 €
- N° 46-47 Nos tares politiques, tome 3 : Increvables négationnistes ! (2014)
- N° 48-49 Exécutions djihadistes. Antisémitisme et racisme antimusulmans (2015)

Brochures

- Emma Goldman et la révolution russe (2002, 4 €)
- La révolution russe : L. Goldner, C. Harman, M. Martin (2002, 4 €)
- Voltairine de Cleyre, militante anarchiste-féministe (2002, 4 €)

- Anthologies et livres :

- Compil' 1 : «Question juive» et antisémitisme, sionisme et antisionisme (anthologie), 2008, 336 p., 10 €
- Compil' 2 : *Islam, islamisme, «islamophobie»* (anthologie), 2008, 344 p., 10 €
- Compil' 3 : La Fable de l'illégalité : les sans-papiers aux Pays-Bas, les limites de l'altermondialisme et de l'écologie (recueil d'articles), 2008, 360 p., 10 €
- Loren Goldner, *Demain la Révolution* (recueil d'articles) tome 1, 2008, 12 €
- Compil' 4 : *De la violence politique* (anthologie), 2009, 300 p., 10 €
- Compil' 5 : *Religion et politique* (anthologie), 2010, 400 p. 12 €
- Compil' 6 : Polémiques et antidotes contre certains mythes et mantras gauchistes (anthologie), 12 €
- *Encyclopédie anarchiste : La Raison contre Dieu* (anthologie), 484 p, 2010, 12 €
- *Restructuration et lutte de classes dans l'industrie automobile mondiale* (recueil articles d'Échanges et Mouvement 1979-2009), 230 p, 2010, 6 €
- Patsy, *Le monde comme il va*, Chroniques 1999-2010, 345 p., 2010, 12 €
- G. Munis, Textes politiques, Œuvres choisies, tome 1. *De la guerre d'Espagne à la rupture avec la Quatrième Internationale (1936-1948)*, 400 p., 2012, 12 €
- Michel Roger, *Les années terribles (1926-1945), La Gauche italienne dans l'émigration parmi les communistes oppositionnels*, 326 p., 2012, 12 €
- Karim Landais, *De l'OCI au Parti des travailleurs*, 600 p., 2013, 14 €

– *L'enfer continue. De la guerre de 1940 à la guerre froide. La Gauche communiste de France parmi les révolutionnaires*, 332 p., 2013, 12 €

– *L'anarchisme d'Etat et la Commune de Barcelone* (textes d'Agustin Guillamon, Frank Mintz, Hugo Oehler et extraits du «rapport secret» d'Helmut Rüdiger pour la CNT-AIT), 184 p., 2015, 10 €

COMMANDES : Tous les prix incluent les frais de port. Certaines revues sont épuisées mais nous pouvons les envoyer en format PDF par mail ou les photocopier. Les articles les plus intéressants sont repris dans les «compil'». Site : mondialisme.org puis cliquer sur *Ni patrie ni frontières* et chaque numéro ou rubrique Contact : écrire à Yves Coleman (sans autre mention) 10, rue Jean-Dolent 75014 Paris ou bien yvescoleman@wanadoo.fr

Espagne

1936, l'espoir !

Mai 1937, la Commune de Barcelone écrasée par la bourgeoisie du Front populaire !

Nous ne prétendons pas, dans ce livre, donner des réponses aux nombreuses questions que le passé nous a laissées. Nous espérons toutefois relancer la discussion autour des questions de la prise du pouvoir par la classe ouvrière et du contenu du socialisme après la révolution. Les 17 et 19 juillet 1936, pour contrer le coup d'État franquiste, les prolétaires se saisissent eux-mêmes des armes dans les casernes et les arsenaux. Ils se défendent à Barcelone, à Madrid, dans le nord de l'Espagne, en Aragon, au Levant, en Estrémadure et en Andalousie et conquièrent ainsi le pouvoir de leurs propres mains. Le gouvernement de la République les avait trahis et avait refusé de leur fournir les armes. Les travailleurs une fois victorieux se trouvent aux côtés de la CNT, maîtres du pouvoir. Ils étaient organisés par cette dernière depuis de très nombreuses années.

Aujourd'hui, de nombreux militants ignorent que les instances dirigeantes de la CNT et de l'AIT justifièrent théoriquement et politiquement leur collaboration avec la bourgeoisie antifranquiste et les staliniens. Les explications cyniques d'Helmut Rüdiger offrent un témoignage saisissant et très actuel sur la façon dont des révolutionnaires décident de tourner leur veste, en arguant toujours de la prétendue «arriération» des prolétaires et de «conditions nationales spécifiques» qui empêchent de mener à bout la révolution sociale.

Ce livre présente plusieurs documents pour mieux comprendre les enjeux de l'anarchisme d'Etat autour du «rapport secret» d'Helmut Rüdiger, document rédigé pour la CNT à l'occasion du congrès de la FAI de 1937 et qui fut finalement traduit et publié en Espagne :

- une introduction d'Agustin Guillamon,
- des extraits importants du rapport lui-même,
- un article de Frank Mintz,
- une contribution d'Agustin Guillamon sur Les Amis de Durruti en France,
- et un témoignage de Hugo Oehler sur l'insurrection de Barcelone en mai 1937.

Michel Olivier

Prix : 10 €

Livres imprimés sur des papiers labellisés

FSC

Certification garantissant une gestion durable de la forêt

Dépôt légal 3^e trimestre 2014

Achévé d'imprimer sur les presses du

Centre Littéraire d'Impression Provençal

Artizanord n° 203

42, boulevard de la Padouane – 13015 Marseille

www.imprimerie-clip.com

N° d'impression 07100227